This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 474372 DUPL

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN · LIBRARIES ·
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
ARTES SCIENTIA VERITAS
1817

La Muraille

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE VOLUME :

25 Exemplaires sur Japon, numérotés . . . 1 à 25

100 Exemplaires sur Hollande, numérotés . . 26 à 125

GUSTAVE HERVÉ

La Muraille

Recueil in-extenso des articles
publiés par Gustave Hervé dans la « Guerre Sociale »
du 1er février 1915 au 1er mai 1915

PARIS (XIVe)
BIBLIOTHÈQUE DES OUVRAGES DOCUMENTAIRES
16, RUE ALPHONSE-DAUDET, 16

D
523
.H381

COPYRIGHT BY ANGÈLE QUIGNON, 1916

Droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
pour tous pays
y compris la Russie, la Suède et la Norvège.

1349814-190

LA MURAILLE

1er février 1915.

Le dernier exploit de leurs sous-marins.

Le tour de force que leur amirauté annonçait, ils l'ont accompli.

Ils ont réussi à aller torpiller des navires de commerce anglais jusque dans la mer d'Irlande, vous entendez, dans la mer d'Irlande, c'est-à-dire du côté de la côte anglaise qui regarde vers l'Amérique.

Par où sont-ils allés jusque-là, jusqu'aux approches de Liverpool ?

Par le Nord, en contournant l'Ecosse ?

Par le Sud, en passant par la Manche ?

On ne sait.

La seule chose qui ne fasse aucun doute, c'est qu'ils ont trouvé moyen de construire des sous-marins de haute-mer, capables d'emporter avec eux assez de combustible pour faire des voyages pareils.

Si, au lieu d'avoir dépensé des milliards à construire des mastodontes cuirassés, qui n'osent pas sortir de leur trou, les Allemands avaient réussi ou réussissaient à construire quelques douzaines de sous-marins de haute-mer, comme celui qui vient d'aller dans la mer d'Irlande, ils ne seraient pas

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
ARTES SCIENTIA VERITAS
1817
LIBRARIES

La Muraille

lieu ! Si la C. G. T. allemande, au lieu de prendre de grands airs distants et dédaigneux, avait voulu faire comme elle, faire l'éducation morale de la classe ouvrière allemande, jamais le kaiser n'aurait osé déclarer la guerre.

Seulement, la paix, — écoutez cela, socialistes du kaiser ; écoutez cela, Sudekum de mon cœur ! — la paix, la C. G. T. française ne saurait y songer tant que l'armée allemande occupera un pouce du territoire français ou belge.

La paix que veut la C. G. T. française, — et que le parti socialiste français veut avec elle, — c'est une paix où les peuples auront des garanties qu'aucun traité secret ne sera plus jamais conclu par leurs gouvernants quels qu'ils soient.

La paix que veut la C. G. T. française, — écoutez bien, Sudekum du kaiser ; écoutez, monsieur le chancelier Bethmann-Hollweg, l'homme au chiffon de papier ! — c'est une paix qui sera basée sur le respect de toutes les nationalités, si faibles soient-elles. Ce qui veut dire, cher citoyen Sudekum, ayez la bonté de le dire de notre part à votre empereur, que les Danois du Sleswig, détachés du Danemark par la force, lui seront restitués ; que les Alsaciens-Lorrains, détachés de la France par la force, lui seront rendus ; que les Polonais de Posnanie seront réunis à leurs frères les Polonais de Russie et d'Autriche, et que la Pologne ressuscitera ; cela veut dire, continuez-moi votre bienveillante attention, mon cher Sudekum, que les trois millions de Roumains de Transylvanie seront rendus à la Roumanie, les six à sept millions de Serbo-Croates à leur mère la Serbie ; la Macédoine bulgare à la Bulgarie qui, j'espère, ne va pas faire la bête d'ici-là en

passant du côté des Turcs ; la côte grecque d'Asie-Mineure à la vieille patrie hellène, le Trentin et Trieste à leur mère l'Italie ;... et la Palestine à la vieille et glorieuse nation juive qui depuis deux mille ans attend si héroïquement, dans certains pays où elle est persécutée, la venue du Messie et le règne de la justice et de la paix sur la terre entière !

La paix que veut la C. G. T. française, ce n'est pas la paix armée, avec ses cuirassés, ses sous-marins, ses canons, ses fusils et son cortège de ruines, de misères et de hontes pour l'humanité entière, mais la paix avec limitation simultanée des armements jusqu'au jour où, de la dernière épée, l'humanité réconciliée fera un soc de charrue !

La paix que veut notre C. G. T., c'est celle au sein de laquelle les nations, grandes et petites, sûres d'être respectées, iront, en cas de conflit, trouver le Juge de Paix international dont les arrêts seront appuyés par une bonne gendarmerie internationale... et au besoin par les classes ouvrières de toute la terre, devenues plus conscientes.

La seule chose que notre C. G. T. ait oubliée, mon cher Sudekum, c'est de vous dire où siégera ce tribunal d'arbitrage international.

En vérité, je vous le dis, Sudekum, le tribunal d'arbitrage international siégera non pas à La Haye, mais à Bruxelles, en souvenir du jour glorieux pour l'humanité où un petit peuple a préféré souffrir l'invasion et le martyre plutôt que de manquer à la parole donnée : à Bruxelles ou à Louvain !

Il siégera dans un palais magnifique que les ouvriers de toutes les C. G. T. du monde bâtiront pieusement.

La classe ouvrière allemande y sera admise, Su-

dekum, quand elle se sera réhabilitée en vomissant son kaiser et ses hobereaux.

Et sur le fronton du Temple de la Paix, devenu la capitale des Etats-Unis du Monde, nous graverons la devise de notre C. G. T française, qui est la devise de la France républicaine tout entière — et de la France chrétienne aussi ! — : « Vive l'Internationale quand même ! »

---

3 février 1915.

La Torpille Polonaise.

Des régiments polonais constitués dans l'armée russe ! Des Polonais qu'on va grouper en régiments distincts, avec des officiers polonais, qui commanderont en polonais, et qui porteront à côté du drapeau russe le drapeau polonais, le drapeau amarante, avec l'aigle blanc !

Vrai, le grand-duc Nicolas se décide à faire cela ?

Qu'est-ce que les pauvres torpilles de tous les sous-marins allemands à côté de cette torpille-là !

Vraiment, on a mis le temps à s'apercevoir qu'avec l'idée nationale polonaise on pouvait torpiller l'Allemagne et l'Autriche !

Quand nous avons connu au début de la guerre la proclamation du grand-duc Nicolas, nous qui savions les bonnes dispositions personnelles du tsar à l'égard de la Pologne, nous nous sommes dit : « Ça y est ! Le gouvernement russe a compris l'arme redoutable qu'il avait entre les mains ! »

Puis les mois se sont écoulés.

Les mois ont succédé aux mois.

La proclamation du grand-duc Nicolas semblait être un coup d'épée dans l'eau, un geste sans lendemain, une manifestation platonique pour la galerie européenne.

Les Polonais, qui avaient eu confiance en la parole du tsar, commençaient à perdre confiance.

De nouveau, ils viennent de tressaillir d'espoir.

Quoi ! en Russie ! le tsar accorde que les Polonais, au lieu de rester dispersés dans tous les régiments, d'être commandés en russe, formeront une légion polonaise !

Mais, alors, c'est qu'il n'a pas oublié les promesses d'août dernier ! C'est que, la guerre finie, il va donner à la Pologne non seulement sa langue, mais son autonomie ; qui sait, rétablir, sous sa suzeraineté, le royaume de Pologne constitué en 1815, supprimé après l'insurrection de 1830 ! C'est qu'il va donner à la Pologne ressuscitée, agrandie de la Pologne prussienne et de la Pologne autrichienne, sa diète et son armée ! C'est qu'il a compris qu'en ressuscitant la Pologne, il attachait désormais à la Russie, par les liens de la reconnaissance le grand Etat slave catholique dont l'héroïque noblesse fut, pendant des siècles, alors que l'Europe était encore trop faible pour se défendre contre les Mongols et les Turcs, le rempart de la civilisation !

Voilà les espérances qui vont gonfler le cœur de vingt millions de Polonais quand ils apprendront que la Russie elle-même consent à constituer une légion polonaise.

Que le gouvernement russe ose dire la parole qu'attendent vingt millions de Polonais ! Qu'il ose

généraliser la mesure dont le grand-duc Nicolas a pris l'initiative ; qu'il forme une armée polonaise ; que le gouvernement français, avec son autorisation, constitue, sous le drapeau polonais, une légion polonaise où accourront d'Amérique 100.000 Polonais !

Et la guerre est finie avant six mois ; finie, même si les Japonais ne viennent pas, même si les Roumains ne bougent pas, même si les Italiens laissent échapper l'occasion inespérée de réaliser leur rêve national, même si cette pauvre Bulgarie fait la sottise suprême de s'allier aux Turcs.

Il y a actuellement dans l'armée française un ou deux bataillons de légion étrangère où se sont groupés sous l'uniforme français tous les volontaires polonais.

Il y a quelques semaines, ils apprirent qu'en face d'eux, dans l'armée prussienne, il y avait des frères polonais, des frères de la Pologne prussienne. L'un des volontaires de notre légion s'approche des tranchées allemandes et se met à chanter à mi-voix l'air national polonais : « Jeszeze Polska nie zginela », (Non ! non ! la Pologne n'est pas morte.)

Aussitôt le chant national s'élève dans la tranchée ennemie, et cent cinquante Polonais prussiens viennent se rendre et demandent à être incorporés dans l'armée française.

Plus récemment, dans nos tranchées, c'est le porte-étendard polonais Szuyski qui s'élance, suivi de son bataillon, contre les lignes prusiennes ; en entendant leur hymne national, les Polonais de l'armée allemande se mettent à sangloter, et plusieurs refusent de tirer. L'héroïque Szuyski

tombe, frappé de trente-quatre balles prussiennes.

Quand, au lieu de quelques centaines de Polonais, ils seront 50.000 ou 100.000 hommes sur notre front; quand, dans toute l'armée russe, il y aura des corps d'armée polonais, comment retiendra-t-on les 600.000 Polonais qui sont enrôlés de force dans l'armée allemande et autrichienne?

Quel est le Polonais en casque à pointe qui, malgré tous ses serments au kaiser, restera en place quand il entendra, non plus une voix isolée, mais des régiments entiers entonner l'hymne qui annonce la résurrection de la patrie polonaise; quand il verra que ceux qui chantent l'hymne de la délivrance portent non des uniformes russes ou français, mais l'uniforme de la vieille armée polonaise; et quand, sur les légions, il verra flotter le drapeau amarante et son aigle blanc?

C'est Bismarck qui l'a dit : « Quand l'aigle blanc de Pologne déploiera ses ailes, l'aigle noir de Prusse rentrera dans l'ombre ! »

---

4 février 1915.

La condamnation de Bourtzeff.

Bourtzeff vient d'être condamné à la déportation perpétuelle en Sibérie pour crime de lèse-majesté.

Son crime ? Des attaques contre la famille impériale, des attaques vieilles de plusieurs années, publiées à Paris dans un petit journal dont on a trouvé des exemplaires en Russie.

Il avait commis un autre crime plus grave ; il

avait établi, pièces en main, qu'au cours de la dernière révolution russe de 1905-1906, l'un des terroristes qui avaient pris part à quelques-uns des attentats les plus retentissants, le fameux Azeff, n'était qu'un agent de la Sûreté générale russe !

En août dernier, la guerre éclate.

Bourtzeff est à Paris.

Il assiste frémissant à l'admirable explosion de patriotisme de la classe ouvrière française, et de toute la nation ; il contemple avec émotion le magnifique mouvement de concorde nationale qui fait oublier à tous les partis politiques français leurs griefs et leurs rancunes.

Au fond de son cœur, le démocrate russe qu'il est, le patriote slave fanatique qu'il est, sent subitement fondre, lui aussi, sa haine pour le gouvernement de son pays.

Sans doute, là-bas, en Russie, ni le gouvernement ni l'administration ne sont parfaits ; des compagnons d'armes gémissent dans les bagnes de la Sibérie, prisonniers de guerre civile restés aux mains de la police russe après la révolution à moitié avortée de 1905-1906 !

Qu'importe !

En face de l'ennemi commun, en face du pangermanisme insolent, le devoir de tous les patriotes russes est de faire taire toutes leurs rancunes.

En cette guerre commencée pour la défense d'une petite nation slave odieusement attaquée, le gouvernement russe ne sera-t-il pas l'allié des deux grandes nations de l'Occident ? A ce contact, le gouvernement de Petrograd ne va-t-il pas se laisser entraîner peu à peu dans les voies du libéralisme et de la démocratie ?

Et Bourtzeff, qui a la mentalité et la culture de toute notre grande bourgeoisie française du XVIIIe siècle, rêve d'une Russie qui, sans révolution violente, va, par des chemins inattendus, se transformer en un grand Etat démocratique moderne pareil, sinon à la République française, du moins à la libre Angleterre monarchique, mais parlementaire.

Et il part pour son pays, après avoir poussé dans ce journal-ci, qui a été fier de l'avoir pendant quelques jours comme collaborateur, son appel en faveur du désarmement des haines entre patriotes russes.

C'est cet homme que la Cour d'assise russe, jugeant sans jury, vient de condamner à la déportation perpétuelle !

Cette condamnation va être un coup de massue pour tous les amis du peuple et du gouvernement russes, que depuis la guerre tous nous nous efforçions, malgré le passé, de confondre dans une même sympathie.

Oui, nous sommes nombreux en France, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Italie, et dans les deux Amériques, qui, après avoir jugé autrefois le gouvernement russe avec une sévérité qui ne tenait pas toujours assez compte de l'état social et politique tout particulier de la Russie, lui avions, depuis le début de cette guerre, ouvert, comme Bourtzeff, un large crédit, un crédit presque illimité.

Nous rêvions d'un nouveau tsar libérateur qui, non content de libérer les petits peuples slaves de l'Europe centrale et des Balkans de la servitude turque, hongroise ou autrichienne, rendrait à la Finlande

l'autonomie qui lui fut jadis solennellement promise, ressusciterait la Pologne, libérerait les juifs de Russie de leur demi-servitude, rouvrirait aux révolutionnaires les portes des bagnes de Sibérie, et ferait de la Douma une véritable Chambre des Communes de la nation russe.

Nous nous imaginions que, pour cette œuvre grandiose, si éminemment nationale, le tsar trouverait, à la faveur de la grande secousse morale que cette guerre donne à l'humanité entière, le concours de toute la bourgeoisie libérale de son Empire, et même de toute la partie intelligente de sa bureaucratie.

Cette orientation nouvelle de la Russie du XXe siècle, nous l'attendions du souverain qui jadis avait patronné le premier l'idée du Tribunal de La Haye ; qui, à la veille de cette terrible guerre, avait essayé de l'empêcher en proposant noblement de faire trancher le conflit austro-serbe par le Tribunal d'arbitrage international, et dont la première parole, en entrant en campagne, avait été une promesse d'autonomie à la malheureuse Pologne.

La condamnation de Bourtzeff signifie-t-elle que nous nous étions grossièrement trompés, Bourtzeff et nous ?

Les magistrats impériaux ont condamné Bourtzeff qui est le symbole, aux yeux de tous les libéraux des pays alliés et des pays neutres, de la rénovation tant espérée de la vieille Russie.

Le tsar, ami et allié de la République française, de la libre Angleterre et de la chevaleresque et héroïque Belgique, permettra-t-il que Bourtzeff soit expédié en Sibérie ?

5 février 1915.

Encore l'épine bulgare!

Jamais les alliés n'ont tant souffert de l'épine bulgare qu'ils ont au pied que depuis ces derniers jours où se livre, dans les Carpathes, la lutte décisive qui va décider du sort de l'Autriche-Hongrie.

En ce moment, les Russes, maîtres de la Galicie et de la Bukovine, franchissent les Carpathes, qui forment, avec leurs montagnes et leurs forêts, le dernier rempart de la plaine hongroise ; au sud, du côté de Belgrade, l'armée serbe, le long du Danube, brûle de venger les assassinats, les viols commis sur son territoire par l'armée autrichienne qu'elle a rejetée en Hongrie.

Entre les deux armées serbe et russe, l'armée roumaine est prête à entrer en ligne.

Qu'elle y entre, et c'est l'écroulement de l'Autriche-Hongrie ; c'est l'Allemagne menacée par le sud, obligée d'évacuer la Belgique et la France ; c'est le cercle de fer se fermant autour de l'Allemagne, et l'armée italienne, sœur de l'armée roumaine, venant du côté de Trente et de Trieste, donner le dernier tour de cadenas.

C'est donc l'armée roumaine qu'il faut déclancher.

Or, à l'heure actuelle, au point où en sont les choses, qu'est-ce qui arrête l'armée roumaine ?

Une seule chose : l'épine bulgare.

Que la Bulgarie garantisse sincèrement, non seulement à la Roumanie, mais à la Serbie et à la

Grèce, qu'elle ne bougera pas, et les Roumains, malgré les neiges, voleront au secours de leurs frères les Roumains de Transylvanie.

La diplomatie des alliés fait-elle tout ce qu'il faut pour calmer la mauvaise humeur de la Bulgarie? Croit-elle vraiment que ce soit suffisant de la « laisser cuire dans son jus », en se contentant de l'encercler? On sait bien, parbleu, que ce n'est pas la malheureuse petite Bulgarie, avec ses quatre millions d'habitants, et l'état d'épuisement où l'ont laissée deux guerres récentes, supportées coup sur coup, qui peut empêcher la victoire des alliés. Mais elle peut la retarder, la retarder de trois mois peut-être, et trois mois c'est peut-être la vie de 500.000 à 1 million d'alliés!

Elle peut retarder la victoire, et nous l'empoisonner. Nous serons bien avancés, la guerre finie, nous qui voulons vider tous les abcès qui depuis longtemps troublaient l'organisme européen, quand nous aurons laissé gonfler dans les Balkans la poche de fiel qui s'amasse au cœur de la Bulgarie? Allons-nous tolérer que les Balkaniques, dans l'Europe nouvelle qui se forge en ce moment, troublent la paix européenne pendant tout le xxe siècle? N'est-ce pas le moment pour l'Angleterre, la Russie et la France, dont les sympathies pour la Roumanie, la Grèce et la Serbie ne sont pas suspectes, de préparer un ordre nouveau dans les Balkans?

Si la Triple Entente ne peut obliger, à l'heure actuelle, les Roumains, les Serbes et les Grecs à abandonner à la Bulgarie les territoires qu'elle leur réclame, ne pourrait-on pas acheter la neutralité bienveillante de la Bulgarie et calmer ses ressenti-

ments par des promesses que garantiraient l'Angleterre, la Russie et la France ?

Un traité qui garantirait à la Bulgarie tel et tel territoire au cas où, après la victoire des alliés, la Roumanie, la Serbie et la Grèce auraient obtenu ailleurs tels et tels agrandissements, ne s'impose-t-il pas aujourd'hui dans l'intérêt de toutes les parties ?

Le fameux traité de Bâle de 1795 ne contient-il pas une de ces clauses hypothétiques et conditionnelles ? N'y est-il pas dit quelque part, dans les stipulations secrètes entre la République française et la Prusse, qu'au cas où la France obtiendrait de l'Empire d'Allemagne et de l'Autriche la ligne du Rhin comme frontière, le roi de Prusse abandonnerait à la République les territoires qu'il possédait sur la rive gauche du grand fleuve ?

Les ministres des affaires étrangères d'Angleterre, de France et de Russie n'auraient-ils pas dû, depuis longtemps, se concerter pour régler au plus vite cette affaire qui est plus qu'urgente ?

Et puisque la Bulgarie a besoin d'argent, puisqu'elle est réduite en ce moment à solliciter à Berlin un prêt de 150 millions, est-ce que, de ce côté aussi, il n'y a pas quelque chose à faire pour amener à composition ces Bulgares pour qui, en France, en Russie et en Angleterre, on a, au fond, tant de sympathies ?

Et même les atouts militaires, pourquoi n'en userions-nous pas pour rendre immédiatement meilleure la situation des alliés dans les Balkans ? Pourquoi un corps expéditionnaire anglo-français ne serait-il pas débarqué dans les Balkans, soit par l'Adriatique, soit par Salonique, et n'irait-il pas ren-

orcer l'armée serbe du côté du Danube? Puisque c'est l'Autriche-Hongrie qui est le point faible de l'ennemi, n'est-il pas tout indiqué de le frapper de ce côté-là? Quel effet moral aurait sur tous les Balkaniques, les Bulgares compris, l'arrivée d'un corps expéditionnaire franco-anglais dans les Balkans!

Pour l'épine bulgare comme pour l'intervention japonaise, on a l'impression, dans le public français, que ça traîne, que ça traînaille, et si on n'avait pas chez nous la bosse du respect si développée, on crierait aux diplomates de la Triple Entente : « Eh! les Excellences! grouillez-vous! »

---

6 février 1915.

Les prières de Notre Saint Père.

Notre Saint Père le Pape a ordonné à tous les fidèles de l'Eglise catholique de faire, demain dimanche, des prières pour la paix.

Pour la paix?

Pour quelle paix?

Pour celle qui libérera tous les peuples opprimés, en commençant par la Belgique, qui cassera les reins au militarisme allemand, ou pour la paix qui permettrait à l'Autriche d'étrangler la Serbie, et à l'Allemagne de mener le reste de l'Europe à coups de botte dans le derrière?

Que signifie cette neutralité de Ponce-Pilate?

Quoi! Très Saint Père, aucune différence entre les victimes et les bourreaux, entre cette Belgique

qui a subi l'invasion et ses horreurs plutôt que de renier la parole donnée, et cette Allemagne qui a osé, en plein xxe siècle, professer à la face du monde la théorie du chiffon de papier ?

Pas même un mot de blâme pour les fusilleurs de civils, de femmes et d'enfants ; pour les bombardeurs de vos cathédrales !

Les catholiques de France prieront dimanche, mais tout en priant, ils sentiront gronder au fond de leur cœur les colères qui tant de fois dressèrent l'Eglise gallicane tout entière, au temps de l'ancienne France, contre les erreurs et les défaillances de la Papauté romaine, quand on n'avait pas encore proclamé le dogme de l'Infaillibilité pontificale, quand l'Eglise avait encore un reste d'organisation républicaine.

Qne serait-ce si, comme aux beaux temps de l'Eglise gallicane, — c'est le nom que portait alors l'Eglise de France — un nouveau Dupanloup, dimanche, expliquait, du haut de la chaire, les [(1) misérables] calculs politiques qui guident, à cette heure tragique, la papauté romaine !

Car, pour tous ceux qui connaissent l'histoire de l'Eglise, aucun doute n'est permis : depuis 1870, depuis le jour où les soldats italiens sont entrés dans Rome et ont supprimé le pouvoir temporel du pape, la papauté n'a rien appris ni rien oublié.

Elle n'a pas pardonné à l'Italie de Victor-Emmanuel et de Garibaldi d'avoir, de 1859 à 1870, pour fonder l'unité italienne, annexé les Etats pontificaux, qui occupaient toute l'Italie centrale.

Quand elle eut perdu, après 1859, tous ses Etats,

(1) Ce mot avait été supprimé par la censure.

à l'exception de Rome, la papauté espéra que, grâce aux puissances catholiques, elle pourrait conserver au moins la Ville Eternelle ; les catholiques de France y firent même envoyer une garnison française, en 1867, pour empêcher les garibaldiens de tenter un coup de main sur la ville, que toute l'Italie nouvelle réclamait à cors et à cris comme capitale. Après Sedan, la garnison française fut rappelée ; les troupes italiennes rentrèrent aussitôt dans la ville, n'accordant au pape que le droit à une magistrature morale et à un pouvoir spirituel. Par la loi de garantie, la jeune nation italienne, arrivée enfin à l'unité, accordait au pape la spacieuse résidence du Vatican, et s'interdisait, à l'intérieur de l'enceinte sacrée, d'y exercer aucune autorité ; mais elle entendait qu'aucune puissance étrangère, catholique ou non, ne vînt à l'avenir s'immiscer à Rome dans les affaires intérieures de l'Italie.

Cette situation, ce n'est un secret pour personne que la papauté, et les partis ultramontains dont les jésuites sont les puissants inspirateurs, ne l'ont jamais acceptée.

A la faveur du cataclysme qui bouleverse l'Europe, la Rome pontificale a repris son ancien rêve de domination temporelle : elle veut une loi des garanties qui soit non plus un don gracieux de l'Etat italien, mais une reconnaissance, par un Congrès européen, de sa souveraineté.

Et comme elle a sans doute reçu d'Allemagne, et surtout d'Autriche des assurances qu'au cas où celles-ci seraient victorieuses, elle serait admise comme une grande puissance au Congrès européen qui clôturera la guerre actuelle, elle se tait, devant

les abominations allemandes, pour mériter son salaire.

[(1) C'est parce qu'il n'y a pas un seul démocrate italien qui ne sente que ce honteux marché a été conclu entre la Papauté et l'Autriche, que l'Italie fera la guerre].

La royauté italienne n'aurait peut-être pas fait la guerre pour Trieste et pour Trente. Elle la fera pour empêcher le parti catholique ultramontain de toute l'Europe de rouvrir la question romaine et de remettre en question le passé.

[(2) Les catholiques français ne connaissent rien de ces louches intrigues, mais ils soupçonnent que la scandaleuse attitude du pape ne s'explique que par des raisons qui n'ont rien de commun avec la morale chrétienne].

Aussi, demain, ce n'est pas pour la paix du pape qu'ils prieront, mais pour la seule paix que, suivant l'archevêque de Rouen, Mgr Fuzet, des catholiques de l'Eglise de France puissent demander : « la paix, non dans la capitulation, mais dans la victoire de nos armes, dans l'honneur de notre cause, dans le triomphe de la justice sur les violations du droit ».

Demain, quand les fidèles de France, à la fin de la grand'messe, chanteront *Domine salvam fac Rempublicam*, l'esprit républicain de l'Eglise gallicane, qu'on croyait éteint, passera sur la France catholique agenouillée au pied des autels !

Une fois de plus, notre Très Saint Père a bien travaillé pour la République !

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.
(2) *Idem.*

7 février 1915.

La fête du « 75 ».

C'est une trouvaille d'avoir songé à faire, après la journée du drapeau belge, une journée du « 75 », dont le produit permettra au Touring-Club, l'organisateur de la fête, d'envoyer des douceurs à nos « poilus » et de leur redire l'affection et l'admiration que la nation a pour eux.

Au fond, ça va faire du bien à tout le monde, cette fête-là !

Ne trouvez-vous pas que la seule évocation de ce petit joujou perfectionné vous remet tout de suite le cœur en place, si vous êtes tant soit peu déprimé !

Qu'est-ce que nous serions devenus sans lui ?

On a beau dire : « Nos poilus », en se rengorgeant, et chanter sur tous les tons leur vaillance et leur héroïsme, nous aurions été dans de jolis draps si le petit joujou n'avait pas été là, dès Charleroi, pour contrebalancer par sa seule présence la formidable préparation militaire de nos ennemis.

Ils arrivaient, innombrables : des fourmis ! Ils avaient des autos blindées ; une artillerie lourde formidable qui, à 12 et 15 kilomètres, faisait pleuvoir ses marmites ; ils avaient eu l'idée de faire des tranchées et de les hérisser de fils barbelés. Ils avaient une supériorité numérique écrasante : ils avaient tout.

Heureusement, nos poilus avaient le 75, la petite pièce d'horlogerie, vrai article parisien, qui vous arrose un terrain de shrapnells avec une exactitude mathématique effrayante.

La pièce, ce n'est rien ; c'est la méthode qu'il faut voir, et la magnifique façon dont nos artilleurs, sans voir l'ennemi, en s'aidant de n'importe quel point de repère, vous pratiquent l'arrosage.

Vous dites, pacifiste bêlant, que c'est honteux que l'humanité en arrive à glorifier des instruments pareils ?

D'accord. Votre serviteur a attrapé onze ans et trois mois de prison pour avoir voulu empêcher les horreurs qui vous font bêler aujourd'hui.

Mais, enfin, puisqu'on a été obligé, contraint d'en venir à ces horreurs, sous peine d'être condamné à voir l'Europe entière baiser la botte prussienne, allez-vous m'empêcher de bénir le vieux bon Dieu français d'avoir, dans sa Providence, permis que ce soit un colonel de chez nous, le colonel Deport, qui inventât l'objet ; que le colonel Rimailho et le général Sainte-Claire Deville en aient achevé la mise au point, et que le général Percin ait créé la méthode et les moyens de s'en servir.

Me sera-t-il permis, sans rompre la trêve des partis ni l'union sacrée, de dire, en ce jour de fête du 75, combien notre joie, la joie de tous les républicains, est gâtée par la pensée de la douleur et de l'humiliation sans nom qui ont atteint le général Percin, dont le nom est à jamais inséparable de celui du 75 !

Je n'entends point parler de la disgrâce qui semble l'avoir frappé. Je ne m'érige pas en juge du généralissime et des ministres de la guerre ; ce n'est pas aux profanes à discuter les mesures qui ont pu être prises contre tel ou tel général jugé insuffisant. Si pénible qu'il soit pour l'amour-propre

d'un officier général d'être privé d'un commandement parce qu'il a eu de la malechance ou a commis quelques erreurs professionnelles, de telles mesures ne sauraient entacher son honneur. Il y a plusieurs douzaines de généraux qui, depuis le début de la guerre, ont subi ce genre de disgrâce, les uns républicains, les autres réactionnaires, — pour parler comme nous parlions avant la concorde nationale — ; même s'ils ont été frappés à tort, par erreur, il ne viendrait à personne l'idée de pousser les hauts cris.

Le cas du général Percin est tout autre.

Aux yeux de l'opinion publique, ce n'est pas un général qui, à tort ou à raison, a été, comme tant d'autres, jugé insuffisant par le généralissime.

C'est l'homme sur qui pèse, à la suite de stupides ragots, la plus infamante des accusations.

Souvenez-vous. C'était au temps de la bataille de Charleroi. Notre ligne s'étendait de Belfort à Mons eulement. Entre Mons et la mer, rien : une vieille forteresse qu'on avait décidé de déclasser, et dont on avait commencé le désarmement : Lille. De vagues divisions de réserve et de territoriale en formation.

L'armée allemande fait son attaque foudroyante par la Belgique ; sa droite s'abat sur notre extrême-gauche, à Mons et à Charleroi. Elle nous tombe dessus à cinq contre un. C'est une boucherie, suivie d'une retraite au cours de laquelle, à Paris, nous apprenons, presque coup sur coup, que l'ennemi, victorieux à Charleroi, est déjà sur la Somme, et que toute notre ligne se replie, abandonnant le nord de la France à l'invasion.

Vous rappelez-vous ces journées angoissantes,

affolantes, où beaucoup — pas nous, ici, dans c journal — se demandaient si ce n'était pas 1870 qui recommençait, quand la trombe ennemie dévalait sur Paris, quand le gouvernement partait à Bordeaux?

A cette heure sombre, où circulaient de bouche en bouche les nouvelles les plus abracadabrantes, une rumeur se répand : l'ennemi est entré à Lille. Son gouverneur, Percin, l'a livrée à l'ennemi. Il est fusillé.

Et comme le général Percin, au temps de nos discordes civiles, a joué un rôle politique, des millions de bouches colportent le bruit infamant, comme joyeuses d'annoncer qu'un général français avait trahi son pays.

J'ai voulu profiter de la fête du 75 pour crier aux honnêtes gens de tous les partis que l'histoire de la trahison du général Percin est une monstrueuse imbécillité, une atroce légende, avec laquelle on a assassiné moralement un des hommes à qui la France entière, sans distinction de parti, devra — tous les artilleurs le savent — une éternelle reconnaissance.

Avec tous ceux qui désirent passionnément que la concorde nationale se continue après la guerre, avec tous les républicains qui ont reçu comme un coup de poignard dans le dos le coup qui a frappé le général Percin, j'espérais que le gouvernement de la République profiterait de la fête du 75 pour faire un geste qui, à lui seul, suffirait à dissiper l'immonde calomnie.

Ce geste, je l'espère encore.

---

8 février 1915.

L'Absent.

C'était un véritable Congrès. Le comité directeur du Parti socialiste était là ; et le groupe parlementaire, fort de cent membres ; et un délégué par Fédération départementale.

Pour la première fois, on se retrouvait depuis le début de l'horrible drame.

Aux boutonnières des délégués, un petit « 75 » avait remplacé l'églantine socialiste.

Une gravité qu'on ne trouve pas souvent dans les Congrès du Parti ; on sentait qu'on était là les représentants d'un parti qui a plusieurs centaines de milliers de ses électeurs dans la tranchée, un parti en deuil de plusieurs milliers de ses meilleurs militants.

Il manquait surtout quelqu'un, quelqu'un dont tout l'être dégageait une telle expression de force, de puissance et d'intelligence, dont la parole était si éloquente, que depuis des années il dominait et dirigeait toutes nos assemblées.

Au milieu de la tristesse de l'heure, quel soulagement pourtant c'était pour nous, hier, en cette salle de la Bellevilloise où tant de fois retentit son verbe puissant, de pouvoir nous rendre cette justice à nous, à notre parti tout entier, que nous avions lutté jusqu'au bout pour la paix !

Quel baume pour nos âmes que la lecture des séances où notre groupe parlementaire socialiste, dans les journées de fièvre et d'angoisse de la fin

du mois de juillet, lutta désespérément pour empêcher la catastrophe. Démarches sur démarches de nos élus près de nos gouvernants. La France fait-elle bien tout ce qu'il faut pour montrer son ardent amour de la paix ? Fait-elle la pression qu'il faut pour que la Russie ne mobilise pas trop vite ? Et l'Angleterre, que fait-elle ? Ne mobilise-t-on pas trop tôt chez nous ? Donne-t-on bien au monde civilisé l'impression que la France républicaine veut la paix ?

Et c'est lui qui était le porte-parole de toutes les délégations auprès du gouvernement. Il revenait de faire une dernière tentative près de Viviani quand il fut assassiné, sans avoir eu la consolation, en mourant, de savoir avec certitude que l'Angleterre marchait avec nous.

Et quel réconfort aussi pour tout notre parti d'entendre le compte rendu des séances de notre groupe parlementaire socialiste, après que notre groupe eut été décapité par le crime d'un demi-aliéné !

C'est le gouvernement demandant, dès le 3 août, à Sembat, d'entrer au ministère ; puis à Sembat et à Guesde ; nos amis se dérobant tant qu'ils purent croire que c'était à un poste d'honneur qu'on les conviait ; puis, après Charleroi, après la retraite de toute l'armée, après la marche de l'ennemi sur Paris, nos deux amis acceptant, sur les instances du président de la République. Guesde acceptant, malgré son mauvais état de santé, malgré ses répugnances doctrinales ; Sembat acceptant d'être membre du gouvernement, lui, le plus brillant journaliste de notre parti, consentant à briser sa plume, consentant à n'être qu'un ministre des tra-

vaux publics, quand il pouvait, la plume à la main, devenir, hors du ministère, un vrai ministre de l'opinion publique.

Avec quelle autorité morale notre parti socialiste, qui a de si belles pages dans son histoire, sortira de ce cataclysme !

Hier, méconnu, bafoué, insulté, traîné dans la boue, montré du doigt comme un parti de sans-patrie et de vendus à l'Allemagne, ou, pour les plus indulgents, comme un parti d'utopistes et de songe-creux ; demain il apparaîtra aux yeux de tous comme celui qui avait le mieux prévu la guerre, qui avait le plus fait pour l'empêcher, qui avait le mieux vu comment, par l'organisation de la nation armée, on pourrait, dès les premiers jours de la mobilisation, opposer trois à quatre millions d'hommes au flot innombrable des envahisseurs, et qui, la guerre venue, a pratiqué avec le plus de loyauté la trêve des partis et la concorde nationale.

Mais, en attendant la victoire sur le militarisme prussien, comme il nous manque, celui qui était l'âme de tous nos Congrès !

Quel vide dans nos rangs !

S'il avait été là, quels accents il eût trouvés pour nous montrer l'immoralité qu'il y aurait à parler de paix tant qu'un seul soldat allemand souillerait le sol de la République ou de la Belgique !

Nous l'aurions envoyé dans toutes les grandes villes, et, aux heures de lassitude, il eût bercé les douleurs de nos femmes, il leur aurait fait comprendre que c'était l'amour de leurs maris et de leurs fils qui devait leur faire rejeter avec horreur l'idée d'une paix boiteuse, incomplète, après laquelle tout serait à recommencer dans dix ans.

Nous l'aurions envoyé en Italie, dans l'Italie toute frémissante de la mort des deux Garibaldi ; et rien qu'à l'entendre parler, rien qu'à le voir à la tribune, lui, le géant de l'éloquence, lui, la plus puissante incarnation du génie latin, tous les Latins d'Italie se seraient dressés comme un seul homme pour défendre notre mère commune, la civilisation latine, en danger.

A la sortie de ce Congrès, où l'esprit de l'absent avait plané sur nous toute la journée, nous songions à ce que la France entière avait perdu en le perdant, et nous étions tristes, comme si nous revenions une seconde fois de son enterrement !

---

9 février 1915.

Ricciotti Garibaldi.

Ricciotti Garibaldi est parmi nous.

Malgré la stupidité de tous les journaux parisiens, — mon journal compris, — dont aucun n'avait eu l'idée d'annoncer avec éclat au peuple de Paris l'heure de son arrivée à Paris, et malgré l'heure matinale de l'arrivée, — sept heures du matin, — c'est une véritable foule qui attendait notre hôte illustre à la gare de Lyon. C'est une foule qui s'amasse sur son passage chaque fois qu'il sort de son hôtel, quand on le reconnaît, et qui l'acclame.

Depuis qu'il est parmi nous, tous ceux qui m'abordent dans la rue, tous ceux qui viennent à nos bureaux, me répètent tous la même chanson : « Est-ce qu'il n'y a pas moyen de savoir où il est ?

Est-ce qu'on ne pourrait pas aller lui serrer la main ou le saluer ? »

Il n'est pas un Français, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne cherche un moyen de témoigner sa reconnaissance à l'héroïque famille qui, deux fois en l'espace de quarante ans, a su, aux heures tragiques, nous témoigner sa tendresse d'une manière si touchante.

Il y a quarante-quatre ans déjà, les Garibaldi nous avaient donné la mesure de leur dévouement et de leur affection. Nous avions commis faute sur faute ; nous avions fait la bêtise de déclarer la guerre nous-mêmes ; nous avions trouvé moyen de nous aliéner les sympathies de toute l'Europe d'alors. Nous avions même trouvé moyen, pour l'amour du pape, de meurtrir les patriotes italiens en les empêchant de prendre Rome, leur capitale naturelle. Nos chassepots, en 1867, avaient fait « merveille » à Mentana contre les garibaldiens, quand ils tentèrent leur coup de main sur la Rome papale, pour la donner à la nation italienne.

Arrive la débâcle ; en un mois de campagne, l'armée prussienne a capturé ou bloqué toutes nos armées ; alors, dans cette Europe où tout le monde applaudissait à notre écroulement, un homme se lève : il appelle à lui ses fidèles chemises rouges et il accourt se mettre au service de la Défense nationale ! C'était Joseph Garibaldi, le père de Ricciotti, le grand-père de ceux de l'Argonne ! Les Prussiens, qui virent les chemises rouges à l'œuvre du côté de Dijon, apprirent déjà à cette époque à connaître la valeur des garibaldiens. Le vieillard après qui court tout Paris, était alors un jeune homme, pareil à ce que sont ses fils. Il était offi-

cier dans l'armée de son père. Il s'illustra à ses côtés.

Aujourd'hui, sa barbe a blanchi, son pas s'est alourdi, mais son œil est resté clair et son cœur a conservé toute sa chaleur et toute sa générosité chevaleresque.

Quand il a appris comment l'Autriche voulait étrangler la petite Serbie, quand il a vu comment l'Allemagne violait la neutralité belge, quand il a vu les hordes prussiennes se ruer une fois de plus sur la France républicaine, il n'a pas hésité.

Il ne s'est pas mis à pousser des bêlements pacifistes.

Il n'est pas allé consulter la Bible et le Talmud socialistes pour savoir si les livres saints du socialisme l'autorisaient à aller au secours d'un petit peuple qu'on égorge !

Il a tiré son épée, et il a envoyé en avant-garde six de ses fils et un régiment de volontaires garibaldiens, pendant que lui essaie de mettre sur pied une légion entière.

Avec une discrétion et un tact que tout le monde a sans doute appréciés en Italie, notre gouvernement n'a pas voulu organiser à ce vieillard en deuil, frappé il y a quelques semaines seulement dans ses plus chères affections, la réception grandiose que le peuple de Paris attendait.

Mais nous avons le droit de compter que, soit le gouvernement, soit le Conseil municipal, fournira au peuple de Paris l'occasion de saluer le symbole vivant de la fraternité latine, d'acclamer le nom glorieux, illustré par trois générations de héros, par qui, à deux reprises, aux heures les plus douloureuses de notre histoire nationale, nous sont

venues tant de consolations, tant de joies et tant d'espérances.

---

10 février 1915.

Avant le congrès socialiste de Londres.

C'est dimanche que se tient à Londres la conférence, ou, si l'on préfère, le Congrès des partis socialistes des pays alliés.

Ce sera en somme surtout le Congrès des socialistes de l'Europe occidentale, c'est-à-dire des pays qu'on peut considérer au point de vue politique comme l'avant-garde de l'Europe.

Il fera bien de se guérir de la phraséologie habituelle de nos congrès socialistes, et de ne pas nous servir de ces déclarations équivoques, ambiguës, louches, de cette bouillie pour les chats que d'habiles cuisiniers préparent dans tous nos congrès internationaux.

A une heure où tant des nôtres montrent dans les tranchées un courage physique et moral surhumain, c'est bien le moins que nous ayons le courage de prendre nos responsabilités.

Nous sommes tous pour la guerre jusqu'au bout, n'est-ce pas? Jusqu'au bout, cela signifie, non seulement jusqu'à l'évacuation du territoire de la République et du territoire belge, mais jusqu'à l'écrasement du militarisme prussien. Si nous le pensons, — et après le récent manifeste de notre C. G. T., et le Congrès qu'a tenu notre Parti socialiste français, dimanche dernier, on n'en saurait douter, —

il faut que nous le disions, nettement, carrément, brutalement.

Certes, il y a de la lassitude chez quelques-uns du front, et chez d'autres plus nombreux à l'intérieur; il est naturel qu'après les tortures — le mot n'est pas trop fort — qu'endurent les poilus, ceux d'entre eux qui sont le moins bien trempés moralement connaissent des moments de dépression qu'une bonne hygiène physique et morale, et le printemps qui approche, auront d'ailleurs vite fait de dissiper.

Il est naturel que nos femmes, si nerveuses, si impulsives, mues par leur affection pour leurs maris et leurs enfants exposés au danger, fassent entendre autour de nous parfois des paroles de découragement.

Mais c'est justement parce qu'il y a, malgré le bon moral de la nation et de l'armée, quelques symptômes de lassitude, que notre devoir à nous est de parler haut et clair et de faire entendre à Londres un énergique *sursum corda !*

A condition de parler clair, qui refusera de nous entendre ?

Quelle est la femme, aimant tant soit peu son mari et ses enfants, qui voudrait que toutes les souffrances endurées depuis six mois l'aient été en pure perte ?

Quoi, des centaines de milliers des nôtres, les meilleurs souvent, ont donné en pleine jeunesse leur vie, ils ont tout abandonné, leurs femmes, leurs enfants, qui leur étaient plus chers que leur vie, et parce que les bandits qui nous ont assaillis, qui ont voulu étrangler la Serbie, qui ont violé la neutralité belge, ne sont pas encore terrassés, au

bout de six mois, on jetterait le manche après la cognée, et on les laisserait s'en retourner tranquillement chez eux, en leur disant « merci ! »

Rentrés chez eux, ils nous diraient, en nous narguant : « Vous avez vu notre force ! Vous avez vu si nous avons été longtemps à occuper la Belgique, et huit de vos départements français, et la moitié de la Pologne russe. Vous savez ce que vaut le poing allemand. Désormais, tâchez de marcher droit ! »

Et, dans l'Europe terrorisée par eux, les pangermanistes, en se rengorgeant, se diraient encore : « Nous avons manqué notre coup, cette fois, à moitié. Mais, la prochaine fois, nous tâcherons d'avoir des diplomates un peu moins bêtes ; de ne pas soulever toute l'Europe contre nous ; et nous frapperons nos ennemis un à un ! »

Et ce seraient les armements à jet continu ; et de nouveaux milliards sués chaque année par chaque peuple pour fabriquer des engins de plus en plus terrifiants, avec, au bout, dans dix ou quinze ans, de nouvelles tueries, plus abominables que celles d'aujourd'hui.

Tout cela, il faut que les socialistes le disent à Londres.

Eux seuls peuvent le dire avec une autorité morale intacte.

D'autres partis pourraient être suspects de vouloir la continuation de la guerre par haine imbécile pour le peuple allemand ; par vaine gloriole militaire ; par une soif idiote de conquêtes.

Quand un parti, qui a été le plus ardent défenseur de la paix, qui se flatte de ne connaître aucune haine nationale, et de travailler, en pleine guerre, à l'avènement des Etats-Unis d'Europe et à la fin de

tout militarisme, tiendra un pareil langage, il ne saurait être suspect, lui.

Et les plus bornés, ou les plus las, comprendront qu'il s'agit d'une guerre de délivrance, de la guerre qui tuera la guerre, et qui délivrera à jamais notre pauvre humanité du plus épouvantable des fléaux.

Et les socialistes allemands eux-mêmes, — bien qu'ils ne comprennent les choses qu'assez lentement, — comprendront que la guerre que nous faisons à leur Kaiser, c'est la guerre que notre Internationale a toujours considérée comme la seule guerre légitime, la guerre pour la paix!

---

11 février 1915.

L'Internationale et les problèmes nationaux.

Donc, dimanche prochain, à Londres, le Congrès de l'Internationale socialiste des pays alliés devra commencer par déclarer qu'il veut la guerre jusqu'au bout, jusqu'à l'écrasement du militarisme austro-prussien.

S'il suit les indications contenues dans la récente déclaration de notre C. G. T. et dans les déclarations de Guesde et de Sembat à notre Congrès socialiste de dimanche dernier, il proclamera que la guerre a pour nous un autre sens : ce n'est pas seulement la guerre contre le militarisme austro-prussien que nous faisons, c'est en même temps la guerre de libération de toutes les nations opprimées.

Nous sommes bien heureux, nous, dans l'Europe occidentale. Voilà des siècles que Français, Anglais, Espagnols, Portugais, nous sommes arrivés à forger notre unité nationale ; au prix de combien de guerres, tous ceux qui connaissent un peu l'histoire du passé le savent.

Les Italiens et les Allemands n'y sont arrivés qu'il y a un demi-siècle ; on ne se souvient pas assez que jusqu'en 1859 il n'y avait pas une nation italienne, mais une demi-douzaine de petits Etats italiens dominés, terrorisés par l'Autriche, et que, jusqu'en 1866 et 1870, la nation allemande n'était qu'un vague agglomérat de deux douzaines de petits Etats à peu près indépendants. L'accouchement de ces deux grandes nations s'est fait de façon tellement sanglante que l'Europe en est restée encore toute meurtrie.

Maintenant, c'est le tour des petites nations slaves de l'Europe du Centre et du Sud-Ouest, qui, moins heureuses que la nation russe, ne sont pas encore sorties complètement des flancs entr'ouverts de la Turquie et de l'Autriche qui, au cours des siècles, les avaient avalées un peu gloutonnement, sans les digérer.

Dire que nous faisons une guerre de libération, cela veut dire que, pour nous, les Roumains de Bukovine et de Transylvanie doivent être rendus à la Roumanie ; les Bulgares de Macédoine à la Bulgarie leur mère ; les Grecs de la côte d'Asie-Mineure avec Smyrne à la Grèce ; les Serbes de Bosnie, d'Herzégovine, de Slavonie et de Croatie à la Serbie ; les Italiens de Trente et Trieste à l'Italie.

Dans notre nouvelle Europe, la Hongrie sera réduite à ses 8 à 9 millions de Hongrois et formera

un Etat pas plus grand que ses voisines la Roumanie et la Serbie ; mais, en toute justice, pourquoi voulez-vous que 8 à 9 millions de Hongrois oppriment plus longtemps 15 à 16 millions de Slaves ?

Nous laissons les Tchèques-Slovaques, des cousins germains des Polonais, constituer un nouvel Etat slave indépendant, n'est-il pas vrai ?

Au risque de contrister l'âme du citoyen Sudekum, socialiste du kaiser, nous remettons ensemble tous les Polonais, n'est-ce pas ? ceux de la Pologne prussienne, ceux de la Pologne autrichienne et ceux de la Pologne russe, de façon à reconstituer le royaume de Pologne. Si l'on nous en croyait, c'est une Pologne indépendante qu'on reconstituerait. Si le tsar, dont les sympathies pour la Pologne sont certaines, voulait avoir aux côtés de la Russie une Pologne qui lui serait éternellement attachée par les liens de la reconnaissance et qui serait le rempart du slavisme contre le germanisme, il irait jusque-là. Mais s'il rétablit le royaume de Pologne dans toutes ses libertés de 1815, avec sa langue, son armée, son administration, sa Diète, comme le manifeste du grand-duc Nicolas nous l'a fait espérer, ne serait-ce pas déjà une réparation du coup de force perpétré contre la malheureuse Pologne au XVIIIe siècle ?

Après toutes ces résurrections nationales, que restera-t-il de l'Autriche ? Les pays de Vienne et du Tyrol, qui comprennent une dizaine de millions d'Allemands du Sud.

Ce serait une faillite pour nous si, à Londres, nous n'osions pas dire clairement que notre guerre de libération nationale ne portera en aucun cas atteinte à l'unité allemande.

Nous devrions même aller plus loin et dire qu'une fois l'Allemagne amputée du Sleswig, rendu aux Danois ; de l'Alsace-Lorraine, rendue à la France ; de la Pologne prussienne, rendue au royaume de Pologne, il nous semblerait désirable de compléter l'unité allemande en lui adjoignant les dix millions d'Allemands d'Autriche. Ce rattachement de l'Autriche allemande à l'Allemagne, en renforçant les Allemands du Sud, déplacerait l'axe de la nation allemande vers le Sud, et ferait passer la direction de la Confédération germanique des Prussiens aux Allemands du Sud, qui sont infiniment plus démocrates, plus civilisés et plus pacifiques.

En affirmant à Londres que l'unité nationale allemande nous semble aussi sacrée, aussi intangible, aussi indestructible que n'importe quelle autre unité nationale, nous couperons leurs effets aux junkers prussiens qui essaient de faire croire au peuple allemand que nous voulons l'exterminer, et nous tendrons aux socialistes et aux démocrates allemands restés sincères la perche avec laquelle ils pourront, à leur heure, assommer le kaiser et ses hobereaux.

Si, à ces déclarations, notre Congrès de Londres ajoute que ce n'est pas seulement pour les peuples d'Europe, mais que c'est pour les peuples d'Asie et d'Afrique que nous voulons l'autonomie nationale ou l'indépendance complète au fur et à mesure qu'ils arriveront à la civilisation, tous les hommes de cœur des pays neutres, tous les hommes de bonne volonté de la terre entière reconnaîtront que notre Internationale socialiste, si calomniée, est bien ce qu'elle promettait d'être : le soldat des

Etats Unis d'Europe, l'annonciatrice des Etats-Unis du Monde !

---

12 février 1915.

L'Internationale et la Nation juive.

Le Congrès socialiste de Londres aura-t-il le front de parler d'une guerre de libération des nationalités sans oser aborder la question juive ?

Oui, le peuple polonais a fait preuve d'une vitalité admirable en gardant intacte sa conscience nationale cent vingt-cinq ans après que son corps fut écartelé et découpé en trois morceaux par ses trois voisins.

Oui, les peuples slaves asservis par l'Autriche et par la Turquie ont montré qu'ils ont la vie dure, et qu'ils sont dignes de vivre d'une pleine indépendance pour avoir conservé six siècles, sous la botte austro-hongroise ou sous la botte turque, leur personnalité nationale.

Mais voici le miracle des miracles ; voici, ô vous qui voulez libérer les nations opprimées, le plus beau spectacle que nous offre l'histoire humaine : un petit peuple, dispersé par la force du glaive, dépouillé de son territoire, gardant pendant vingt siècles, sous les persécutions, son âme nationale et les traits distinctifs de sa race !

Ah ! les pauvres antisémites de tous les pays, qui parlent avec tant de mépris de la rapacité juive et de son matérialisme, ils ignorent donc que la survivance des juifs, à travers deux mille ans de souffrances et de tortures, c'est le triomphe le plus

beau que l'idéalisme ait jamais remporté depuis l'origine du monde !

Ils étaient, là-bas, dans un petit coin ensoleillé de l'Asie méditerranéenne, blottis entre deux chaînes de montagnes, serrés autour de leur ville sainte de Jérusalem. Ils s'étaient forgé un idéal moral, le plus haut auquel les peuples de l'antiquité ont jamais pu s'élever, et ils l'appelaient Dieu ; et ce Dieu était la Justice ; et leur Dieu juste ordonnait de traiter les étrangers comme des frères ; de laisser reposer ses serviteurs un jour par semaine, le jour du Sabbat ; et les pratiques d'hygiène se mêlaient aux préceptes de la plus haute morale. Et quand les riches abusaient de leurs richesses, et les rois de leur puissance, des Prophètes sortaient de cette démocratie et flagellaient ceux qui violaient la loi de Dieu.

Un jour, soixante-dix ans après que les mauvais riches et les cagots de chez eux eurent crucifié un doux Galiléen qui avait proféré des paroles subversives, les Romains, qui étaient maîtres de leur pays comme ils étaient maîtres de tout le monde méditerranéen, les heurtèrent dans leurs croyances et leur autonomie ; les juifs se révoltèrent et, après un des sièges les plus fameux de l'histoire du monde, qu'ils subirent héroïquement dans leur capitale, ils furent chassés de la terre de leurs ancêtres et devinrent le peuple errant à qui, dès le premier jour, la chrétienté naissante jeta l'anathème.

Eux, serrés les uns contre les autres, au fond de leurs ghettos, conservaient la foi et les mœurs de leurs ancêtres, condamnés aux petits métiers par l'interdiction de posséder la terre, sobres, économes, calculateurs, au milieu de peuples enfants

étourdis et imprévoyants, maudits comme hérétiques, méprisés comme étrangers, jalousés pour leurs aptitudes commerciales, détestés pour les prêteurs et les usuriers qui parmi eux faisaient le commerce de l'argent, massacrés aux jours de malheurs publics.

Pendant dix-neuf siècles, leur vie fut un long martyre sur toute la terre.

Eux, ils attendaient l'heure de la réparation, le Messie qui doit leur rendre leur patrie perdue et faire régner la Justice et la Paix sur toute la terre.

La France de la Révolution ne leur rendit pas leur patrie perdue, mais elle leur donna les Droits de l'Homme, que la libre Amérique, la libre Angleterre et tous les pays de l'Europe occidentale leur accordèrent successivement.

Si partout les juifs étaient traités comme en France, en Amérique, en Angleterre et en Allemagne, la question juive serait résolue en tant que question nationale. Pour les juifs français, la question est résolue. Ils ne sont plus juifs. Ils sont Français, Français de langue, Français de culture, Français de cœur ; la France ne compte pas dans ses armées de plus vaillants défenseurs. Dans le Grand-Creuset national français, où s'étaient fondus déjà, dans un mélange si harmonieux, les Celtes, les Latins et les Germains, ils se sont si bien fondus, leur sang depuis un siècle s'est si bien mêlé avec le sang des autres Français sur tous les champs de bataille, qu'ils sont désormais inséparables de la patrie française.

Mais si pour eux le problème national juif est résolu, ainsi que pour la plupart des juifs d'Angle-

terre et d'Allemagne, il est loin de l'être pour les juifs de Pologne, de Roumanie et de Russie.

On aura beau obtenir, sur le papier, à la paix, — et nous l'obtiendrons, — qu'en ces pays les juifs cessent d'être traités en parias, dans la réalité ils continueront, pendant des années et des années encore, à endurer d'atroces souffrances morales.

La persécution a laissé chez des millions d'entre eux une conscience nationale, qui ne peut plus se contenter de demi-apaisements.

Longtemps, j'ai considéré comme une chimère le rêve de ces juifs « sionistes » qui réclament qu'on leur rende la terre de leurs ancêtres. Des colonies juives se fondaient bien çà et là, en Palestine, colonies modèles où les juifs montraient qu'après deux mille ans de vie urbaine ils n'avaient rien perdu des qualités de leurs aïeux les paysans de Judée et de Galilée. Mais comment espérer jamais que la Palestine pût ressusciter sous la botte turque?

Mais voici que la Turquie se suicide ; voici que l'Europe va s'adjuger les territoires où les conquérants turcs, en six siècles de domination, n'ont pas réussi à fonder une vraie nation, en se fondant avec les indigènes ; voici que la Palestine va sans doute tomber dans le lot de la France républicaine.

La France de la Révolution a rendu aux juifs français la dignité humaine.

Aujourd'hui, il faut qu'elle fasse plus encore : il faut qu'elle ressuscite la nation juive. Il faut qu'à sa voix tous les juifs de Russie, de Roumanie, de Pologne, d'Asie-Mineure, tous les juifs qui ont conservé une conscience nationale juive, aillent occuper, à la paix, la terre de leurs ancêtres !

Il faut que cette guerre de libération des nations

se termine par la résurrection de la plus vieille des nations que la Force brutale a dispersée, mais que la Force brutale n'a pu dompter.

Juifs qui depuis deux mille ans errez par toute la terre, prouvant par votre douloureux martyre l'éternité des nations qui ne veulent pas mourir, et attestant, jusque dans la flamme des bûchers et sous le couteau des massacreurs, votre confiance inébranlable dans le triomphe du Droit sur la Force, réjouissez-vous : votre Messie est proche !

---

13 février 1915.

Les socialistes alliés et le Tsar.

« Vous, les soldats de la civilisation et du droit, nous disent les socialistes allemands, regardez donc de qui vous êtes alliés ! »

Que répondra à cette apostrophe, qui est sur les lèvres de quatre millions et demi de socialistes allemands, le Congrès des socialistes des pays alliés qui va se réunir demain à Londres ?

Se taire sur ce point délicat, conformément à la tactique habituelle de nos Congrès socialistes, si experts dans l'art d'escamoter les questions embarrassantes ? ou se cacher la tête, se bander les yeux, pour ne pas voir que le monde entier, y compris les neutres, attend une réponse claire et sans ambages de notre loyauté et de notre sens politique ?

C'est la question la plus grave de toutes celles

que les événements posent au Congrès des partis socialistes alliés.

Problème angoissant pour nos amis les socialistes russes.

Connaissez-vous rien de plus tragique que la lutte homérique que les révolutionnaires russes soutiennent depuis un demi-siècle contre leur gouvernement?

Représentez-vous dans une plaine infinie, monotone, une multitude de paysans illettrés et dévots, travaillant les terres de grands seigneurs, obéissant tous à un tsar représentant de Dieu sur la terre, aux fonctionnaires du tsar et aux popes de son Eglise ; et du sein de l'aristocratie terrienne, de la classe des fonctionnaires et des popes, sortant brusquement, vers le milieu du XIXe siècle, à la suite de l'ébranlement causé en Europe par la Révolution française, une jeunesse studieuse, instruite, idéaliste, héroïque, qui s'engoue pour les idées modernes, et qui d'un seul coup rêve, brûlant les étapes, de faire de ce pays, à peine sorti des brumes du Moyen Age, une République démocratique et sociale !

Vous représentez-vous le spectre de la Révolution politique et sociale surgissant soudain au milieu de la sainte Russie, du milieu du XIXe siècle ?

Sous la pression de la haute société russe, sous la pression d'intellectuels pareils, pour l'influence, à nos grands encyclopédistes du XVIIIe siècle, sous la pression aussi du mécontentement général produit par les revers de Crimée, un tsar, sentant que les idées et les besoins modernes se sont imposés à une partie de ces classes cultivées, se décide à entrer résolument dans la voie des réformes. Pour

avoir, en 1861, supprimé le servage en Russie, pour y avoir introduit vers la même époque toute l'administration judiciaire des pays de l'Occident, Alexandre II mérita d'être appelé le tsar libérateur.

Après ce grand coup de barre à gauche, la bureaucratie, la police russe, les éléments les plus timorés ou les plus conservateurs de la société russe essaient de faire machine en arrière : la guerre au couteau commence entre le gouvernement et la poignée de révolutionnaires. Un jour, c'était en 1881, une bombe met en pièces le tsar « libérateur ».

Depuis, c'est la lutte à mort, impitoyable, féroce, dans laquelle, sans approuver toujours les violences terroristes, les bourgeois des professions libérales et les ouvriers de la grande industrie naissante témoignent plus ou moins discrètement leurs sympathies au parti de la Révolution.

1905. La guerre japonaise finit comme la guerre de Crimée : par des revers. Le mécontentement gronde. C'est l'émeute, c'est la grève. Le tsar Nicolas II, par l'oukase d'octobre 1905, promet un régime constitutionnel, une Douma représentative, la liberté de la presse et des garanties pour la liberté individuelle.

Après, soit que la bureaucratie et la police aient regretté ces concessions, soit que les révolutionnaires n'aient pas pu ou n'aient pas su se contenter d'une demi-victoire, ce fut l'écrasement de la Révolution ; la potence ou le bagne pour des milliers de révolutionnaires ; un remaniement réactionnaire du régime électoral ; la défaite, avec ses rancunes, et la préparation de la revanche.

Par là-dessus, la guerre, la grande guerre, dans laquelle le tsar, l'autocrate, s'engage, avec pour alliés la libre Angleterre et la France républicaine.

Proclamation à la Pologne ; suppression radicale de l'alcool ! La vieille Russie va-t-elle faire peau neuve ?

Jusqu'au fond de leurs bagnes, les forçats politiques tressaillent. Et Bourtzeff, à Paris, supplie les révolutionnaires russes de faire dans leur pays la réconciliation nationale, le désarmement des haines !

Son geste signifiait : « Une ère nouvelle commence. Passons tous l'éponge sur le passé ! Ne craignez plus nos bombes ; le meilleur moyen de n'avoir plus à les craindre jamais, c'est de rouvrir les portes de vos bagnes à vos ennemis d'hier ; c'est de recommencer l'histoire à la date d'octobre 1905 ; c'est de faire de la Douma une véritable Chambre des Communes ! »

Et, confiant, il part en Russie, le rameau d'olivier à la main.

La police russe n'a pas compris le geste de Bourtzeff.

Mais toute la Russie libérale et démocratique, peut-être même une fraction de la vieille Russie conservatrice l'a compris et l'a admiré.

Si l'Internationale des pays alliés a deux liards de sens politique, elle ramassera demain, à son Congrès de Londres, le rameau d'olivier qu'un policier russe a arraché des mains de Bourtzeff, et, à la face du monde, elle le tendra de nouveau au tsar !

---

14 février 1915.

Pour les hervéistes italiens.

Il m'arrive une plaisante aventure.

Pendant que je m'évertue ici, depuis le début de la guerre, à faire comprendre aux socialistes italiens ce qui crève les yeux, à savoir que leur intérêt et leur honneur de parti démocratique, comme leur intérêt et leur honneur d'internationalistes, est de pousser leur pays à la guerre de libération des nationalités opprimées et à l'écrasement du militarisme austro-prussien, en Italie, savez-vous qui parle de s'opposer, par la grève générale et l'insurrection, à toute mobilisation de l'armée italienne ? Ceux qu'on appelle là-bas les « hervéistes » italiens, pour qui un de mes livres anciens, qui a été traduit en leur langue, est resté la Loi et les Prophètes.

J'ai relu l'Evangile selon saint Hervé, apôtre et martyr de l'Eglise socialiste internationale.

Ce saint homme, qui avait commencé sa carrière apostolique en plantant sur le fumier le symbole du militarisme napoléonien et des guerres de conquêtes, avait prévu, dès l'an de grâce 1904, que le militarisme allemand allait valoir à l'Europe de nouvelles boucheries.

Or, dans l'Eglise où il faisait alors ses premiers pas, ses frères en socialisme, nés en Allemagne, avaient fait admettre dans l'Eglise socialiste universelle ce dogme qu'il n'y a dans le monde que deux patries : celle des riches et celle des pauvres,

et que les pauvres et les prolétaires devaient s'aimer comme des frères, malgré les barrières artificielles des patries bourgeoises.

Ce dogme lui paraissait bien un peu simpliste, mais malgré sa jeunesse et son inexpérience des hommes, il savait qu'il est plus difficile à une Eglise, même socialiste, de renoncer à un de ses dogmes, qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille.

Aussi, sans s'obstiner, bien qu'il ne manquât point d'obstination, à attaquer ce dogme intangible, il se tourna vers ses frères allemands et il leur dit : « Frères, puisqu'il a été écrit dans nos Saints Evangiles, que tous les ouvriers sont frères, quelle que soit la langue qu'ils parlent, et que les bourgeois sont tous leurs ennemis, vous convient-il que nous nous engagions mutuellement à nous révolter, si nos gouvernants bourgeois veulent nous faire nous entr'égorger, sans être allés soumettre leurs différends au juge de paix du Tribunal d'arbitrage international de La Haye ? »

Alors, dans un Concile œcuménique de l'Eglise socialiste, qui se tenait à Amsterdam en l'an de grâce 1907, les cardinaux de l'Eglise socialiste allemande déclarèrent que cet homme était fou, et qu'il était le scandale de l'Eglise tout entière.

De retour dans son pays, saint Hervé fut jeté dans les geôles, où il passa plusieurs années en jeûnes, en prières et en méditations.

Quand il s'aperçut, il y a trois ans, que la guerre approchait, et que décidément ses frères allemands refusaient de s'engager à faire la grève générale et révolutionnaire, il avertit ses disciples qu'il leur fallait renoncer à l'espoir d'empêcher la guerre par

la menace d'un soulèvement simultané des peuples de chaque côté des frontières.

Faire la grève générale et l'insurrection d'un seul côté, du côté français, c'eût été livrer les populations sans défense à l'invasion allemande.

Aussi, quand la catastrophe tant redoutée arriva, il y a six mois, tous les disciples français de saint Hervé coururent à la frontière comme un seul homme.

Tel est le véritable Evangile selon saint Hervé.

De quel droit « les hervéistes » italiens affublent-ils du nom de ce saint homme la criminelle et stupide politique de gribouille, qui consisterait à faire l'insurrection et paralyser la mobilisation d'un seul côté de la frontière, — du côté italien, — pendant que de l'autre côté, du côté autrichien, tout le monde a répondu, depuis six mois déjà, à l'ordre de mobilisation ?

Ne comprennent-ils pas qu'en faisant la grève générale et l'insurrection, en cas de mobilisation italienne, alors que les ouvriers autrichiens et allemands ont tous pris les armes, c'est l'Italie qu'ils poignarderaient dans le dos et qu'ils livreraient à l'invasion ? Et non pas seulement l'Italie, mais la République française, qui, malgré ses imperfections, est tout de même quelque chose de supérieur, politiquement et moralement, au despotisme prussien. Et non pas seulement les républicains et les socialistes français, mais cette héroïque Belgique, au secours de laquelle auraient dû voler, dès le premier jour, tous les neutres qui ne sont pas des eunuques.

Puisque les grands journaux italiens francophiles me font l'honneur, depuis le début de la guerre, de

reproduire assez souvent mes articles, qu'ils disent donc de ma part, aux prétendus hervéistes italiens, que l'hervéisme n'a jamais eu rien de commun avec le crétinisme, même avec le crétinisme révolutionnaire !

---

15 février 1915.

A quand de nouvelles armées?

Tous les journaux annoncent, avec un petit air guilleret, que les Allemands appellent, dans la région du Rhin, les classes jusqu'à celle de 1879.

Et plus d'un badaud de se rengorger : « Voyez-vous où ils en sont réduits ! A ramasser des hommes de cinquante-six ans ! »

Pour moi, je ne trouve pas la chose si plaisante.

C'est la preuve qu'ils ont dû organiser pour le printemps tous les hommes des classes plus jeunes, et qu'ils vont nous jeter dessus prochainement des armées innombrables.

On a beau dire, dans certains milieux militaires : « Ces armées nouvelles-là, nous ne les craignons pas. Nous les avons vues à l'œuvre sur l'Yser. Nous les attendons de pied ferme ! »

Il n'en reste pas moins que ces armées nouvelles viennent de faire reculer les Russes en Prusse orientale, et qu'ici elles contribuent à nous immobiliser à la même place depuis exactement cinq mois.

Or, pendant que les Allemands appellent leurs hommes de cinquante-six ans, les hommes de qua-

rante-deux ans, sauf quelques exceptions, ne sont point appelés chez nous. Et on ne les appelle pas parce que nos dépôts regorgent. Et nos dépôts regorgent parce qu'on ne forme pas, depuis six mois, de nouvelles armées.

Et la nation s'énerve, s'aigrit, parce qu'on sait qu'il y a des hommes qui sont en campagne depuis six mois, sans trêve ni repos, tandis que d'autres moisissent dans des dépôts.

Des armées nouvelles n'auraient-elles pour avantage que de permettre de faire reposer celles qui se battent depuis six mois, qu'il faudrait les constituer à tout prix.

On n'a pas l'air de se douter, en haut lieu, que les forces humaines ont une limite ; que jamais, depuis que le monde existe, on n'a demandé à des hommes un effort aussi prolongé, aussi soutenu que celui qu'on a demandé à nos « poilus ».

Ils ne se plaignent pas, c'est entendu.

Mais ce n'est pas une raison pour laisser retomber toujours sur les mêmes toute la charge de la défense du pays.

Au point de vue purement militaire, il est douteux que ce soit un bon calcul.

Voyons, puisque c'est toujours la question des cadres qu'on nous objecte, est-il donc impossible de tirer de l'énorme armée qui est au front quelques milliers d'officiers pour encacrer d'éléments jeunes, actifs, aguerris, les formations nouvelles, quitte à remplacer sur le front ces officiers en faisant des promotions sur place ?

Je connais des sous-officiers d'infanterie instruits, bien notés, qui sont au feu depuis le début de la guerre ; encore une fois, croit-on qu'ils n'en savent

pas plus long, après six mois de vraie guerre, que n'en savaient leurs capitaines après quinze ans de caserne ?

J'en connais un qui a été trois fois cité à l'ordre du jour, qui est proposé pour le grade de sous-lieutenant depuis octobre, et qui attend toujours l'épaulette ! Un de mes amis, agrégé de l'Université, admirable entraîneur d'hommes, admirablement noté au point de vue militaire, trente-sept ans, est en campagne depuis le 1er août ; il s'est fait verser d'un régiment de territoriale dans un régiment d'active : toujours sergent ! Et, du haut en bas de l'échelle militaire, c'est la même chose, et nous vivons dans un pays où, au temps de la glorieuse épopée révolutionnaire, on ne craignait pas de confier des armées de 100.000 hommes à des généraux de vingt-cinq à vingt-six ans, l'avant-veille encore sous-officiers ou officiers subalternes !

Ah ! si notre Parlement avait la dixième partie de la confiance en la nation armée qu'avait la Convention, il appellerait à sa Commission de l'armée le ministre de la guerre et il lui dirait la volonté de la nation de tirer parti des troupes innombrables qui se démoralisent dans les dépôts.

Et le ministre de la guerre trouverait bien parmi nos généraux républicains un homme ayant confiance dans la nation armée, qu'il chargerait de créer l'armée nouvelle ; car, évidemment, si on chargeait d'un pareil commandement un général ne croyant qu'aux soldats de sept ans, il s'acquitterait de sa fonction comme d'une corvée rebutante.

Et le chef de la nouvelle armée, qui aurait la flamme sacrée, la confiance dans le succès, sans lesquelles on ne fait rien de bon, dirait à ses officiers

comment il comprend l'éducation et l'instruction d'une armée républicaine au xxe siècle, et combien la discipline morale est supérieure à la discipline mécanique.

Et dans un mois — je dis dans un mois — la France mettrait en ligne une nouvelle armée dont les hommes ne sauraient peut-être pas faire le pas de parade aussi bien que l'armée prussienne, mais dont la cohésion, l'élan, l'enthousiasme ébahiraient le généralissime et tous les poilus du front.

Nous avons, au ministère de la guerre, l'homme qui est peut-être le plus capable, par son esprit de décision, par la confiance dont il jouit dans les milieux militaires, par son passé républicain, d'organiser la nouvelle armée dont les éléments existent déjà.

Qu'est-ce qu'il attend ?

---

16 février 1915.

L'encyclique de Londres.

Je viens de lire, entre deux bâillements, le manifeste que les socialistes des pays alliés ont élucubré à Londres.

Chaque Congrès de notre Parti me plonge dans l'émerveillement.

Le Parti fourmille d'écrivains et d'orateurs qu'il délègue dans ses Congrès.

Ce Congrès doit parler à la foule.

Il parle pour elle, en tout cas.

Vous vous attendez peut-être à ce que ces ora-

teurs populaires, ces écrivains populaires qui écrivent pour des hommes du peuple, vont lui tenir un langage simple, clair, vibrant ?

Pas du tout! Sitôt assemblés, les cardinaux de l'Internationale prennent des âmes de théologiens.

Ils se mettent à réciter les prières de notre Eglise.

Dans les conciles catholiques, les évêques demandent au Saint-Esprit de bénir leurs travaux, et débitent pieusement le *Credo;* chez nous, on invoque saint Karl Marx, et, conformément à son saint enseignement, on proclame que tout ce qui nous arrive de fâcheux, c'est de la faute du régime capitaliste.

Après quoi, on cherche les formules les plus plates, les plus abstraites, les plus grises, les plus alambiquées, pour énoncer les vérités les plus élémentaires.

Je me suis toujours demandé pourquoi notre Internationale ne publiait pas ses Encycliques en latin, pour achever de les rendre inintelligibles au pauvre monde.

Si vous voulez comprendre quoi que ce soit à l'Encyclique de Londres, apprenez, simples mortels, que les socialistes des pays alliés, qui viennent de se réunir dans la capitale anglaise, appartiennent, pour la formation intellectuelle, les uns à la culture allemande, les autres à la culture latine.

Ceux qui appartiennent à la culture socialiste allemande qui a sévi sur l'Internationale depuis vingt-cinq ans, professent cette opinion que seuls les événements d'ordre économique gouvernent le monde, et que si la guerre a éclaté, c'est uniquement parce que l'Angleterre et l'Allemagne

se disputent le marché du monde : ce sont eux qui ont fait insérer le début de la déclaration où il est dit que « le conflit européen c'est le produit monstrueux de l'antagonisme qui déchire la société capitaliste, et de la politique d'extensions coloniales et d'impérialismes agressifs ». Ouf !

Après avoir accordé cette satisfaction aux socialistes de culture allemande, les socialistes de culture latine ont eu une révolte de bon sens. Ils se sont rappelé qu'en Europe les grandes guerres sont bien antérieures à l'avènement de la société capitaliste. Ils se sont souvenu que l'Angleterre avait fait l'impossible pour empêcher cette conflagration générale ; que l'Allemagne a espéré jusqu'au bout que l'Angleterre n'interviendrait pas ; que, somme toute, la guerre actuelle est une guerre de nationalités comme il y en a eu pendant tout le XIXe siècle, et une guerre d'équilibre européen comme il y en a eu en Europe depuis trois siècles. Ce sont ces congressistes-là qui ont inséré les passages de la déclaration, où, malgré la platitude de la forme et le silence sur la reconstitution de la nation juive en Palestine on sent la marque du clair génie latin et son puissant idéalisme.

Les socialistes de culture allemande, qui avaient fourni la tête du monstre dont les socialistes de culture latine avaient confectionné le corps, tinrent à honneur de lui fournir aussi la queue.

Dans la queue, le venin.

Du moment que les socialistes allemands déclarent qu'ils font la guerre au tsarisme, nos socialistes de culture allemande se seraient cru déshonorés s'ils n'y étaient pas allés de leur coup de patte contre le gouvernement de Petrograd.

Il y avait une tentative hardie à faire — celle qu'a faite Bourtzeff — pour amener, à la faveur de la grande secousse actuelle, le gouvernement russe à une politique nouvelle, pour le pousser à accepter le régime constitutionnel et parlementaire : nos théologiens de culture allemande ont préféré se borner à faire entendre la facile, classique et banale protestation contre le régime russe.

Admirez, mes très chers frères, avec quel art les mêmes théologiens ont omis de prononcer le nom de Bourtzeff. Pourquoi aussi cet homme n'appartient-il pas à notre Sainte Eglise ?

Hélas ! Une fois de plus, notre pauvre Internationale qui est pourtant pavée de bonnes intentions vient d'accoucher d'une souris.

---

17 février 1915.

Après l'Encyclique.

Hé bien, oui ! c'est entendu : si c'était pour accoucher de ce pou, les socialistes des pays alliés auraient mieux fait de rester chacun chez soi.

Mais, vraiment, si nous avons, nous, le droit, dans notre Parti, d'être un peu humiliés de n'avoir pas plus de sens politique que cela, les autres, ceux surtout que nous appelions avant la concorde nationale les... — comment donc les appelions-nous, avant la concorde nationale ? — ah ! oui, les modérés, font une bêtise plus grande encore d'exploiter contre notre parti quelques maladresses de

langage, et d'en prendre prétexte pour désagréger le bloc de la défense nationale.

Est-ce que quelques maladroits ne vont pas jusqu'à demander la démission de Guesde et de Sembat, au risque, si nos amis avaient mauvais caractère, de provoquer une crise ministérielle, qui ferait bon effet, n'est-ce pas, en présence de l'ennemi ?

Si l'on savait comment se fabriquent les résolutions de nos Congrès, on ne prendrait pas la dernière Encyclique socialiste si au tragique.

Les congressistes se rassemblent ; chacun parle sa langue maternelle ; après chaque discours, un traducteur le traduit en deux autres langues. On entend un discours de Keir Hardie, dont le socialisme ultrapacifique semble d'un pasteur évangélique, ou d'un chrétien scrupuleux qui a toujours peur du péché ; un social-démocrate russe savant, qui semble tomber de la lune, explique gravement que la guerre est la résultante fatale du régime capitaliste, et qu'elle durera autant que lui, cependant que certains théologiens belges et français opinent du bonnet, et que Marcel Sembat sourit d'entendre de pareilles balivernes ; le citoyen Vaillant, héritier de toute la tradition révolutionnaire et patriotique française, explique, avec une passion toute blanquiste, qu'il est pour la guerre à outrance.

C'est la tour de Babel.

Alors le citoyen Vandervelde, qui est le président du Bureau International Socialiste — comme qui dirait le pape de notre Sacré Collège, — se lève.

Mettez-vous à la place de Benoît XV, obligé de se prononcer sur la guerre et la paix, au milieu d'un collège de cardinaux dont la moitié sont autrichiens ou allemands, l'autre moitié français ou belges.

Le pauvre pape romain, il a beau être infaillible, vous avez vu combien piteusement il s'en est tiré l'autre jour !

Notre pape international, qui n'est pas infaillible, — entre nous, c'est une de ses supériorités sur son collègue de Rome, — est le dépositaire de la doctrine.

Il sait que, dans son Sacré Collège, les uns pensent comme les social-démocrates allemands, et que les autres pensent, ou, ce qui est plus grave, sentent à peu près le contraire.

Qui sait, peut-être les deux tendances intellectuelles se balancent-elles dans sa propre tête à lui ?

Alors, il s'efforce de tout concilier, en des phrases admirablement cadencées.

Et, quand il a fini, une sous-commission, en trois langues, une réduction de la Tour de Babel, est nommée qui, au galop, — chacun prend son train ou le bateau dans la soirée, — rédige l'Encyclique.

Moi qui vous conte cette histoire héroï-comique, savez-vous que si j'avais fait partie du Sacré Collège, je n'aurais peut-être rien pu empêcher ?

J'aurais regardé Marcel Sembat avec des yeux pleins de condoléance, et, malgré le décorum ministériel, il aurait haussé les épaules avec pitié.

Puis, j'aurais écouté la lecture de l'Encyclique avec la résignation d'un cardinal qui en a entendu bien d'autres, et qui n'en est pas mort :

« Tous les gouvernements ont une part de responsabilité »... Oui, ma vieille Encyclique ; c'est tout de même pas moi qui ai voulu étrangler la Serbie et violer la Belgique !

« Nous ne faisons pas la guerre aux peuples. » Certainement ! certainement ! mais nous leur flanquons des coups de fusil et les arrosons de « 75 » quand ils se solidarisent avec leur kaiser dans ses crimes.

Quoi ! quoi ! « l'Alsace-Lorraine consultée » ? Faudra voir : comment, quand et dans quelles conditions ! Est-ce que les Alsaciens ont jamais consenti à devenir Allemands ? Est-ce qu'il y a prescription contre certains attentats ?

« Nous ne poursuivons pas l'écrasement politique et économique de l'Allemagne. » Non, mais le kaiser et son peuple paieront la casse.

« Bientôt les prolétaires de tous les pays se retrouveront unis... » Oui, quand les prolétaires allemands auront flanqué par terre le kaiser, on verra; avant, jamais !

« La Conférence proteste contre le tsarisme... » Ah ! oui ! Nous manœuvrons la barque de l'Internationale comme certain pape celle de saint Pierre... avec une gaffe.

Allons, bonnes gens, ne nous frappons pas.

Ce ne sont pas les paroles qui comptent, ce sont les actes.

Que pèse cette malencontreuse Encyclique — qui est farcie d'ailleurs d'excellentes intentions — à côté de la collaboration loyale que le Parti socialiste, en la personne de Guesde et de Sembat, donne depuis six mois à la Défense nationale ?

Qu'est-ce que ça pèse à côté de l'héroïsme avec lequel des milliers et des milliers de socialistes et de syndicalistes se font tuer depuis six mois ?

Qu'est-ce que ça pèse à côté des fortes vertus civiques dont 1 million 500.000 électeurs socialistes

donnent tous les jours, au front et à l'intérieur, le réconfortant spectacle ?

Est-ce que nous tombons en épilepsie, nous, ou bien est-ce que nous nous mettons à traiter les catholiques de traîtres chaque fois qu'il tombe de la bouche de leur Saint Père quelque parole un peu renversante ?

Au diable l'Encyclique !

Et vive la concorde nationale !

---

18 février 1915.

La deuxième Internationale est morte.

Saluons une dernière fois le Congrès socialiste de Londres. Saluons surtout le cercueil qu'il est allé porter en terre.

Quel cercueil ?

Hé ! ne voyez-vous pas que c'est la seconde Internationale socialiste qne nous avons enterrée dimanche !

C'est la seconde que nous enterrons en moins d'un demi-siècle.

La première était née en 1864. L'idée d'une internationale des peuples était daus l'air depuis 1848, en France. Pour son malheur, elle eut le cerveau comprimé dès sa naissance par le médecin accoucheur qui la mit au monde, le docteur Karl Marx, un Juif allemand qui avait du génie pourtant. Au lieu de créer une union des peuples, des démocraties de toute la terre, comme l'avaient rêvé les glorieux

idéalistes de 1848, on se rabattait sur l'idée plus étroite d'une internationale des ouvriers.

Mais, heureusement, la jeune Internationale se recruta presque exclusivement en France, dans le Paris des révolutions. Les ouvriers français étaient alors, au point de vue politique, l'avant-garde de la démocratie européenne. Les Révolutions de 1789, 1793, 1830, 1848 avaient mis à leur front l'auréole révolutionnaire. Ils participaient d'ailleurs du prestige que la France avait en Europe depuis des siècles. Ils furent les guides de la première Internationale. N'était-il pas heureux, d'ailleurs, pour l'Internationale tout entière, que ce fussent les ouvriers du pays le plus avancé politiquement qui prissent la direction du prolétariat européen ?

Hélas ! la guerre de 1870 survint.

La première Internationale n'était encore qu'un frêle arbuste que la tempête, en quelques mois, arracha du sol.

Les socialistes de la section allemande, qui étaient une poignée, protestèrent contre les brutalités de la conquête allemande et l'annexion de l'Alsace-Lorraine : leurs chefs s'appelaient Bebel et Liebknecht.

Quant aux socialistes français, ils moururent sur les barricades de la Commune, les armes à la main, en héros.

La seconde Internationale ne naquit que vers 1889, avec ses différentes sections nationales.

Dès le premier jour, les socialistes allemands y eurent la direction.

Adieu l'idéalisme révolutionnaire des socialistes français ! La Justice et la Liberté ? Des « grues métaphysiques ». Le nouveau socialisme ? Pure question du ventre.

Faisons-nous casser la figure pour gagner deux sous de plus par jour ! Faisons des émeutes s'ils augmentent le prix de la bière ! Ou plutôt organisons-nous, soyons forts. La force est la seule accoucheuse des sociétés. République ou Monarchie, qu'importe après tout, puisque le prolétariat y retrouve toujours devant lui le capital oppresseur. Et le nouvel Evangile, de proche en proche, gagna toute l'Europe, jusqu'aux cerveaux les plus lucides, jusqu'aux âmes les plus délicates !

Dans les Congrès, le socialisme idéaliste de la France révolutionnaire osait à peine élever la voix : nous y entrions avec une âme de vaincus.

Nous étions le passé. Nous étions un peuple fini. Place aux forts !

Se rappelle-t-on avec quels haussements d'épaules ils accueillirent l'idée de notre Parti socialiste français de répondre à une déclaration de guerre par une insurrection ? Se rappelle-t-on quels grands airs ils prenaient, du haut de leurs puissantes organisations syndicales, pour repousser du pied les idées de notre C. G. T. sur la grève générale ?

Et leurs grands airs de pitié quand, il y a deux ans, les voyant incapables d'empêcher la guerre par une insurrection, je leur criais : « Eh ! faisons donc dans tous les pays le Bloc de gauche avec tous les démocrates et les libéraux de nos pays respectifs pour empêcher la catastrophe ! Essayons donc, vous et nous, notre démocratie et la vôtre, de régler vivement à l'amiable la question d'Alsace-Lorraine, pour réconcilier la France et l'Allemagne ! »

Ils se croyaient la tête de l'Internationale, eux qui n'avaient aucun soupçon de la liberté politique : ils n'en étaient que l'arrière-garde.

L'hégémonie allemande sur l'Internationale vient de s'écrouler, dans la boue et le sang. Sudekum, socialiste du Kaiser, a remplacé le Bebel de 1871. Le réveil des grandes âmes collectives que sont les nations a montré aux plus aveugles que la matière n'est pas tout, même au siècle du machinisme ; que l'esprit aussi compte dans le monde. La faillite de la social-démocratie allemande est à la fois une faillite intellectuelle et une faillite morale.

Le socialisme matérialiste est par terre.

Place au socialisme idéaliste !

La deuxième Internationale a trépassé : sur sa tombe, le Congrès socialiste de Londres vient de dire les prières liturgiques.

Vive la troisième Internationale, celle qui, par le concours des hommes de bonne volonté, de toutes les races et de toutes les classes, bâtira sur les Droits de l'Homme et des nations, sur la Justice sociale et sur la Paix internationale, les Etats-Unis d'Europe et du Monde !

---

19 février 1915.

Les Etats-Unis et l'Allemagne.

Les Etats-Unis d'Amérique feront-ils la guerre à l'Allemagne ?

On commence un peu partout à se le demander maintenant.

Il ne manquerait plus que cela à ce pauvre Kaiser !

Il faut manquer de finesse et de tout sens psycho-

logique comme ces pauvres Allemands qui, par ailleurs, ne manquent pas de qualités, pour s'être imaginés qu'ils allaient pouvoir rouler longtemps la libre Amérique.

Dire que, les premiers jours de la guerre, les Américains du Nord n'ont pas eu le cou un peu monté par la diplomatie et la presse allemandes, si actives dans leur pays, ce serait mentir.

La pacifique et vertueuse Allemagne avait été victime d'une lâche agression. On l'avait encerclée sournoisement. L'Angleterre et la Belgique s'étaient entendues pour un débarquement de troupes anglaises à Anvers ; la perfide Albion avait poussé la France, poussé la Russie. Elle était jalouse du commerce de sa rivale. Alors, le grand empereur pacifique fut obligé de tirer l'épée. En une chiquenaude, il envoya rouler à terre l'armée française. Quoi d'étonnant, d'ailleurs. L'univers entier ne sait-il pas que la France est pourrie, que Paris est le grand cloaque de l'Europe, que l'école sans Dieu a tari au fond de cette nation d'impies tous les bons sentiments qui, jadis, avaient fait la France si grande.

Les journaux américains, à qui l'ambassade ou la finance allemande avait mis un fil doré à la patte répétèrent cette antienne-là pendant tout le mois d'août, avec une telle assurance, l'Amérique fut inondée d'une telle quantité de brochures célébrant les grandes victoires allemandes, le bon droit allemand, que l'opinion publique américaine en fut toute troublée.

Les 12 à 15 millions d'Allemands mal américanisés que renferme la grande République faisaient un tapage assourdissant. Les Polonais, les Juifs,

applaudissaient d'avance aux défaites du tzarisme. Quelques vieux Irlandais, qui se souvenaient de leurs souffrances dans leur pays natal, faisaient chorus.

Quand Dernburg, l'ambassadeur supplémentaire que le Kaiser envoya en Amérique pour doubler son embassadeur ordinaire, Bernstorff, arriva de l'autre côté de l'Atlantique, vers la fin d'août, il répétait à qui voulait l'entendre que, dans huit jours, l'armée allemande serait à Paris.

Brusquement, le voile se déchira.

Sur la Marne, la nation pourrie, en décadence, administra à la grande nation invincible un de ces coups de poing dans la mâchoire qui vous la fit reculer d'un seul coup de la Marne à l'Aisne. Et toutes les Américaines qui aiment nos modes, qui ont de l'engouement pour notre littérature et pour nos arts, pour qui Paris reste la capitale du goût, tous les Américains qui ont la gentillesse de se souvenir de Rochambeau et de Lafayette, de se reprendre et de dire partout : « Voyez si c'est d'une nation finie, ce coup-là ! »

En même temps, la tournée Vandervelde faisait partout connaître la vérité sur l'abomination commise contre la Belgique. Et alors, tout ce qui en Amérique a conservé à un degré quelconque, soit le sentiment de la religion, soit le sentiment de la liberté, bondit de colère et d'indignation. On devine si le sac de Louvain, les Taubes assassinant des passants inoffensifs dans les rues de Paris, et le bombardement de la cathédrale de Reims étaient faits pour calmer l'exaspération. A partir de ce moment, quand un Allemand ouvrait la bouche, on la lui fermait brutalement par une question sans

réplique : « Dites-nous donc ce que vous faites en Belgique ? »

Et, au fond de son cœur, chacun se posa la question que s'est posée l'ancien président Roosevelt :

« Une nation honnête a-t-elle le droit de rester neutre quand on assassine une nation dans les conditions où on assassine la Belgique ? »

Mais je crois bien que ce qui a le plus violenté la conscience nationale américaine, c'est la découverte qu'elle fut amenée à faire, subitement. Les Etats-Unis, on le sait, sont comme la France, plus que la France encore, une nation accueillante à tous les Européens, un creuset où tous les proscrits, tous les gens malheureux dans leur patrie ont pu, au cours du XIXe siècle, se fondre avec les Anglais, qui forment le fond de la population de la grande république. En une ou deux générations, tous devenaient de bons Américains. Or, voici que tout à coup, le peuple américain — un peuple de cent millions d'habitants ! — constate dans son organisme un noyau de douze à quinze millions d'Allemands qui restent groupés, qui conservent le patriotisme allemand, qui approuvent en bloc les abominations que réprouve la conscience nationale américaine.

Du coup, la cause était entendue, jugée.

Depuis cette belle découverte, le peuple américain ne discute plus.

Il envoie à l'Angleterre, à la mère-patrie, dont au fond il est resté fier, et à ses alliés, toutes les munitions de guerre dont ils ont besoin. Et quand les journaux allemands protestent, il réplique brutalement : « Eh ! bien ! quoi ! vous n'avez qu'à être les

maîtres des mers et je vous vendrai mes marchandises comme à l'Angleterre ! »

Et comme il y a en panne dans les ports américains des centaines de paquebots allemands, la formidable flotte marchande allemande bloquée par la guerre, le peuple américain jette sur cette riche proie des yeux de convoitise et flaire une bonne affaire qui fera passer tous ces navires, achetés à vil prix, des grandes Compagnies allemandes à des propriétaires américains.

C'est tout juste s'il ne saute pas à la gorge des Allemands mal américanisés, qui ont surpris sa bonne foi et qui se sont installés perfidement à son foyer.

Aussi, on devine si elle a été bien reçue, la note du Kaiser, annonçant que les sous-marins allemands torpilleront désormais les navires neutres qui se hasarderont dans les eaux anglaises.

Qu'ils coulent donc un seul navire américain pour voir, un seul !

---

20 février 1915.

La rentrée du Parlement italien.

Qui donc a douté un seul instant que l'Italie ferait son devoir ?

Que ceux qui douteraient encore lisent les déclarations que M. Salandra, le président du conseil italien, a faites hier, sous le prétexte de saluer les victimes du tremblement de terre : « Les Italiens, fortifiés par la douleur, doivent maintenir solide et

invincible leur foi dans les destinées de la patrie, de la patrie immortelle qui, aujourd'hui plus que jamais, veut donner à ses enfants la conviction profonde que ses destinées ne sont pas confinées dans le cercle étroit des intérêts présents, ni même dans la vie d'une génération, mais englobent ceux qui furent et ceux qui seront, les souvenirs de notre passé glorieux et toutes les espérances, tout l'idéal que nous mettons dans l'avenir! »

En bon français — et en bon italien — cela veut dire que l'Italie ne se confine pas dans son égoïsme; qu'elle ne pratique pas la politique des petits profits; qu'elle n'est pas la mendiante à qui on jette un os à ronger; qu'elle n'attend pas d'une charité de l'Allemagne le retour à son foyer de Trieste et de Trente, ses enfants que l'Autriche retient dans ses geôles!

Cela veut dire que l'Italie se souvient qu'elle n'est devenue une nation qu'en chassant l'étranger, l'Autrichien qui tint si longtemps sous sa lourde botte Milan et Venise!

Cela veut dire qu'elle se souvient qu'elle est la mère de la civilisation latine et la mère du Droit, et qu'elle ne peut rester les bras croisés quand, au nom de la « kultur » allemande, on violente les petits Etats, on menace de la schlague prussienne toute la civilisation latine!

Cela veut dire enfin que lorsque ses préparatifs militaires seront achevés, elle ne sera pas l'ouvrière de la dernière heure qui accourt au secours de la victoire, mais qu'elle entend partager les risques et la gloire de la grande lutte contre les hordes allemandes!

Il est visible que le souvenir de Cavour, le mi-

nistre du Victor-Emmanuel de Magenta et de Solférino, hante M. Salandra.

Conservateur libéral comme Cavour, il a senti que si la maison de Savoie refusait de prendre la tête du mouvement patriotique, c'était la République italienne qui achèverait l'unité nationale.

La mort des deux petits-fils de Garibaldi a posé la question entre la monarchie et la République.

M. Salandra a compris que, dans l'état d'esprit actuel du peuple italien et de l'armée italienne, l'apparition de quelques milliers de chemises rouges au pays de Garibaldi suffirait à soulever la nation italienne des Alpes à la Sicile ; que toute l'Italie populaire qui n'est pas derrière Ricciotti et Peppino Garibaldi, est à leur gauche, derrière nos amis Bissolati, Mussolini, Corridoni, de Ambris, les chefs véritables du socialisme et du syndicalisme au delà des Alpes.

C'est une grande joie pour nous autres, qui considérons la civilisation latine comme la plus belle fleur peut-être que l'humanité ait jamais produite, de sentir que nous ne sommes plus seuls à la défendre contre l'insolence et la brutalité des pangermanistes.

Quand on verra à côté de nous, mêlant leur sang au nôtre, les Roumains, les Italiens, les Portugais, — et, si nous n'étions pas assez nombreux, vous verriez venir les Espagnols, — quand l'Allemagne sentira que, dans cette grande crise, au Brésil, au Chili, au Pérou, en Argentine, toute l'Amérique latine nous a réconfortés de sa sympathie et de ses témoignages d'affection, alors les pangermanistes les plus bornés commenceront à comprendre qu'aujourd'hui et demain il ne leur faut pas seulement

compter avec le monde slave qui s'éveille, avec le monde anglo-saxon qui a fondé la grande industrie moderne, mais avec ce bon vieux monde latin qui, malgré sa prétendue décadence, n'en tient pas moins les trois quarts du bassin méditerranéen et la totalité de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud.

Voulez-vous parier que nous autres, les pauvres Latins en déliquescence, socialistes, républicains ou réactionnaires, nous aurons mis debout les Etats-Unis latins avant que ces sublimes pangermanistes, et même peut-être les socialistes du kaiser, aient compris ce que nous voulons dire quand nous leur parlons de fonder un jour avec eux, avec les Slaves, les Anglo-Saxons et les Scandinaves, la République des Etats-Unis d'Europe !

---

21 février 1915.

Mort à l'alcoolisme !

Qu'est-ce que signifient toutes ces discussions parlementaires qui n'en finissent plus autour des débits de boissons ?

Ah ! ça ! est-ce qu'aucun député ne se lèvera pour prendre le taureau par les cornes et dire le mot que tout le monde attend ?

Interdire la fabrication et la vente de l'absinthe : bien !

Limiter le nombre des débits de boissons : bien encore !

Mais est-ce que l'on va laisser le pays s'empoi-

sonner de bitters, de picons, de vermouths, de tous ces poisons connus sous le nom d'apéritifs, et qui sont à peine moins dangereux que la « verte » ?

Et le petit verre, depuis le tord-boyau jusqu'aux fins cognacs et aux liqueurs fortement alcoolisées, est-ce qu'on va le laisser impunément continuer ses ravages ?

Des demi-mesures avec des poisons qui ont presque détruit cette admirable race normande, qui font regorger de plus en plus toutes nos maisons d'aliénés, et qui, de proche en proche, sont en train de détraquer toute notre race jadis si saine et si bien équilibrée !

Quoi ! qu'est-ce qu'on craint ?

De tarir une des richesses de la France en tuant toutes nos fabriques d'alcool et de liqueurs ? Comme si ce n'est pas doubler la richesse du pays que de le guérir radicalement d'un mal honteux qui détraque les nerfs et les estomacs qui transforme des millions de nos compatriotes en ignobles brutes, qui transforme des centaines de milliers de ménages en enfers, qui est en train de tuer notre race plus sûrement que toutes les marmites de l'artillerie allemande !

Les intérêts du fisc ? Les 500 à 600 millions que rapporte annuellement au budget l'ivrognerie nationale ? C'est l'affaire du ministre des finances de trouver de quoi boucher ce trou énorme dans sa caisse. Un trou de 500 à 600 millions de plus dans le budget, à l'heure actuelle, tant que durera la guerre, où nous faisons danser les milliards, n'est pas une affaire. Après la guerre, l'augmentation de la richesse publique et de la productivité générale, par suite de la disparition de l'alcoolisme, per-

mettra facilement de trouver des ressources compensatrices.

Les intérêts particuliers des fabricants de poisons ? Les intérêts des bistrots qui les débitent, et qui perdront le plus clair de leurs revenus quand ils seront réduits à ne plus débiter que du vin, du cidre, de la bière, du thé ou du café ?

En d'autres temps, les cris de putois qu'ils vont pousser auraient pu nous attendrir.

Mais en ce moment ? En ce moment où, sur l'autel de la patrie en danger, la plupart des Français ont immolé tous leurs intérêts privés ! Où ils ont tout quitté, tout perdu, le travail qui les faisait vivre, leur repos, leur bien-être, leur famille, leurs amours ! Où tous les jours, en pleine force, à la fleur de l'âge, des milliers des nôtres font le sacrifice de leur vie pour que la nation ne meure pas ! Et nous hésiterions à léser des intérêts privés qu'on ne peut respecter qu'en vouant la nation au dépérissement et à la mort !

Bien la peine de sauver la France dans les tranchées aujourd'hui, si c'est pour que l'alcoolisme fasse en cinquante ans de la France un désert, un cimetière, ou un immense cabanon !

Et que le député qui osera demander l'interdiction radicale de la fabrication de l'alcool de bouche — sauf pour la vente chez les pharmaciens — ne craigne pas l'accusation de faire de la surenchère et de compromettre par son intransigeance une réforme en bonne voie !

En bonne voie !

On la connaît !

Si on ne prend la mesure révolutionnaire contre l'alcool aujourd'hui, où la situation est révolution-

naire, où tout le monde l'accepterait, jamais plus, vous entendez bien, jamais plus on n'osera la prendre.

Demain, la guerre finie, les élus auront tous peur des bistrots, pour leur réélection. Demain, les grands distillateurs achèteront à coups de millions la complicité ou le silence de la presse.

Ah ! le tsar n'y est pas allé par quatre chemins, lui ! Son budget ne s'équilibrait que par les recettes du monopole de l'alcool. Chaque année, l'ivrognerie de ses sujets lui rapportait 2 milliards. Mais il savait que la suppression de l'alcool en Russie rapporterait 10 milliards chaque année à son peuple. Il a profité de la grande crise de la guerre européenne pour prendre la grande mesure révolutionnaire. La fabrication et la vente de l'alcool de bouche sont depuis six mois interdites définitivement en Russie. Et, par cette mesure révolutionnaire, le tsar Nicolas II — j'en demande pardon aux révolutionnaires russes et à certains de mes amis socialistes français — a plus fait pour libérer le peuple russe que toute notre propagande ; il a plus mérité le titre de tsar libérateur que son grand-père Alexandre II le jour où il libéra les serfs de son Empire.

La République aurait-elle moins d'intelligence politique, moins de moralité, moins d'esprit de décision, moins d'audace révolutionnaire pour le bien, que son allié le tsar de Russie ?

Ah ! si la première République avait eu à prendre des mesures contre un fléau pareil, vous auriez vu si ça aurait traîné ! Ohé ! les républicains de l'An II, passez donc un peu de votre énergie à vos héritiers dégénérés ! A nous ! la Convention !

22 février 1915.

Les Dardanelles.

Nous nous décidons enfin — enfin ! — à attaquer sérieusement les Dardanelles.

Vrai ! nous y avons mis le temps.

Quand, au début de la guerre, le *Breslau* et le *Gœben* allèrent se réfugier à Constantinople, si nous avions été des gens de décision, nous leur aurions couru après, au lieu d'aller assaillir Cattaro, au fond de l'Adriatique.

A ce moment-là, il est probable que les Dardanelles, qui mènent à Constantinople, étaient assez mal armées, que leurs forts étaient mal approvisionnés d'obus, et qu'on serait arrivé à Constantinople sans trop de grabuge.

Maintenant que les Turcs et les Allemands ont eu le temps de mettre les forts en défense, l'opération est un peu plus délicate.

Mais elle n'est pas au-dessus des forces humaines.

On nous parle bien d'un couloir long de 70 kilomètres, large d'environ 4 kilomètres en moyenne, et par endroits de 1.800 mètres, dans lequel les Turcs, aidés par les Allemands, ont accumulé les torpilles sous-marines, et sur les deux rives duquel les Turcs ont étagé forts sur forts.

Mais les mines, on les drague et les Turcs en ont-ils tant qu'on dit ?

Et les forts, on les aborde successivement. Sont-ils d'ailleurs aussi bien approvisionnés qu'on le ra-

conte ? Avec les Turcs, il faut s'attendre de ce côté à d'agréables découvertes. Mieux : il faut spéculer hardiment sur la gabegie qui règne, de toute éternité, dans l'administration turque, sur son esprit de routine, sur son incurie.

Les télégrammes nous annoncent qu'on a rassemblé, pour forcer la passe dangereuse, tous les vieux rossignols cuirassés de la flotte anglaise et de la flotte française. Pas besoin de vitesse : de bonnes plaques de blindage, des canons énormes. L'héroïsme des marins alliés aidant, et l'audace de leurs amiraux, on passera.

Le grand public se rend-il bien compte de l'importance des Dardanelles ?

Pour communiquer de l'Europe occidentale avec la Russie, indépendamment des routes de terre qui sont à peu près coupées par l'état de guerre avec l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie, il n'y a que deux voies maritimes : celle qui, par la mer du Nord, les détroits danois, mène aux ports russes de la Baltique ; et celle qui, par les Dardanelles, la mer de Marmara, le Bosphore, mène dans les ports russes de la mer Noire, et en particulier le grand port d'Odessa, le Marseille russe.

Passer par la mer du Nord et la Baltique ? Inutile d'essayer : la flotte allemande a beau être bloquée dans la mer du Nord, elle n'en commande pas moins les détroits qui séparent la Norvège du Danemark et la Baltique. Tant que la flotte allemande ne sera pas détruite, rien à faire de ce côté-là.

La deuxième porte maritime de la Russie, c'est précisément les Dardanelles dont la Turquie tient les clefs.

Résultat : la Russie est bloquée, coupée de ses

alliés, car la route maritime par Arkansgelsk est vraiment trop peu pratique, et la route terrestre par le transsibérien vers le Pacifique est tellement longue et coûteuse qu'en fait c'est comme si elle n'existait pas.

La Russie bloquée, ce sont les convois de blés s'accumulant à Odessa sans qu'on puisse les vendre ; c'est l'impossibilité pour l'Angleterre et la France de lui envoyer, au cas où elle en manquerait, des munitions et des armes ; c'est l'impossibilité pour elle de nous envoyer des troupes de renfort par la Méditerranée.

Supposez les Dardanelles forcées, et la flotte anglo-française venant s'embosser devant Constantinople.

C'est la Russie débloquée d'un seul coup.

Mieux : c'est la Bulgarie, quelle que soit sa mauvaise humeur, obligée de donner carte blanche à la Roumanie et à la Grèce pour intervenir aux côtés des Russes et des Serbes, et même, si elle comprend ses intérêts, si elle veut sa part de la curée, obligée de prendre part à la battue.

Vous dites : « Oui, mais c'est la Russie à Constantinople ! avec un simple droit de passage pour la Roumanie, dont le débouché maritime est sur la mer Noire ».

Que voulez-vous que j'y fasse ?

Comment voulez-vous empêcher cela ? Comment ne pas voir que Constantinople, ville libre internationale, ne serait une solution qu'en apparence, que ce serait le meilleur moyen de nous préparer pour l'avenir une nouvelle guerre d'Orient, car la Russie n'aurait de cesse qu'elle n'ait réalisé son rêve séculaire ?

Et quel mal y verrez-vous quand la Russie, par une évolution intérieure non moins fatale, qui sera précipitée par cette guerre elle-même, deviendra une grande nation libérale et parlementaire ?

Mettez-vous à la place de la Russie ; si nous étions comme elle au fond de la mer Noire, une nation de 150 millions d'habitants, croyez-vous que nous ne tiendrions pas comme elle à avoir en poche la clef de notre maison ?

---

23 février 1915.

Au-dessus des haines nationales.

A lire l'*Echo de Paris* d'hier matin, et plus particulièrement les deux articles de Barrès et de Junius, on ne se douterait guère que nos deux distingués confrères pratiquent la trêve des partis.

Pauvre Ruyssen ! Qu'est-ce qu'il prend pour son rhume !

Le professeur Ruyssen, on s'en souvient peut-être, est ce professeur de l'Université de Bordeaux qui s'obstina à espérer, jusqu'à la dernière minute, que le peuple allemand consentirait à régler à l'amiable la question d'Alsace-Lorraine, et qui, avec Jaurès, avec tout le parti socialiste, avec tous les républicains qui allèrent si nombreux aux conférences franco-allemandes de Berne et de Bâle, essaya de tout pour empêcher l'abominable catastrophe. Parce qu'il ne veut pas, même encore aujourd'hui, mettre tous les Allemands dans le même sac, et convenir qu'ils sont une « sale race »,

le voilà traité de faible de cœur et d'esprit. C'est tout juste si on n'insinue pas qu'il complote la ruine de la France !

Quant à nous, les socialistes, des sophistes, peuh! des rassembleurs de nuées, peuh ! des illusionnistes, peuh ! des palabreurs, fi ! — n'en jetez plus, patriote Junius, au nom des centaines de milliers de socialistes qui souffrent et qui meurent en ce moment dans les tranchées. — Et pourquoi ce déluge d'épithètes sur ce désert d'idées ? Parce que, tout en canardant fraternellement les socialistes du kaiser, tout en étant décidés à les rosser jusqu'au bout, nous nous permettons de penser que le peuple allemand est moins responsable de la guerre que sa caste dirigeante ; parce que nous croyons qu'une république allemande serait une garantie de paix pour l'avenir ; parce que nous nous refusons à faire à l'Allemagne vaincue — quand nous l'aurons à notre discrétion — ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fît à nous-mêmes.

Après nous avoir ainsi habillés, lui et son voisin Junius, des pieds à la tête, Barrès s'est heureusement souvenu que Ruyssen et tous les autres assembleurs de nuées, avec leur pauvreté d'esprit, ont des leurs, de leurs parents, de leurs amis, et de leurs coreligionnaires socialistes, qui depuis six mois mêlent leur sang à celui de ses amis à lui, sur tous les champs de bataille. Poliment, il ajoute : « Si quelques-unes des vues que je cherche à ouvrir ne vont pas à ce but, — sauver la France, — je suis prêt à les rectifier, et je prie que ceux qui ne sont pas mes amis immédiats me donnent aussi leurs indications, en vraie cordialité, car il s'agit là de ce qui fait l'objet principal de notre union sacrée ».

Je ne suis pas un des amis immédiats de Barrès.

Mais puisqu'il n'y a pas besoin d'être de ses amis intimes pour lui donner quelques indications, qu'il me permette de lui dire, en vraie cordialité, que quelques-unes des vues qu'il cherche à ouvrir vont juste à l'opposé du but qu'il se propose.

En quoi avance-t-il, par exemple, le salut de la France en ouvrant cette vue à ses lecteurs que l'on est un misérable si on ne proclame pas que les Allemands sont une « sale race » ?

Voyons ! voyons ! Barrès !

Au début de la guerre, quand on fit la chasse aux Allemands dans Paris, une délicieuse Allemande de Bavière avec une mignonne petite fille faillirent être écharpées par une foule appartenant à notre noble race. J'expliquai le cas à la préfecture de police, et je les mis en lieu sûr en plein Paris, pendant une quinzaine. Tous les jours, dans la maison amie où elles avaient trouvé au moins la sécurité, je jouais au cheval avec la petite fille de « cette sale race ». Sur une de mes épaules, j'avais la fillette d'un de nos coloniaux ; sur l'autre, la fillette d'un officier bavarois, car ce petit monstre était la fille d'un officier bavarois. Et je vous assure, Barrès, que je ne sais pas encore laquelle de mes deux cavalières était la plus délicieuse. Aujourd'hui, la maman est de retour dans son pays : elle ne sait qu'imaginer pour rendre — au centuple — à nos prisonniers toutes les gâteries que l'on a pu avoir pour son enfant. Voulez-vous me permettre, Barrès, de vous confier que ces deux Allemandes, la mère et la fille, ne m'ont pas paru d'une trop « sale race ».

Et ce prisonnier allemand amputé d'une jambe,

voisin de lit d'un de nos soldats blessés, qui veillait sur lui comme une mère sur son enfant, et qui, clopin-clopant, la nuit, quand les infirmières dormaient, allait lui donner sa potion ?

Et cet autre prisonnier allemand blessé, à qui nos majors avaient épinglé sur sa capote ces simples mots : « Prisonnier à traiter comme un ami : il s'est jeté à l'eau et, au péril de sa vie, a sauvé sept des nôtres qui se noyaient dans l'Yser »?

Et mille autres traits de bonté et de générosité dont nos poilus nous parlent dans leurs lettres ?

Allez, Barrès, il y a du « bon monde » parmi eux, comme parmi nous ; comme il y a des brutes et des apaches, tout comme chez nous.

En dehors des extrêmes, c'est une race qui, sans avoir encore atteint, au point de vue des mœurs privées, notre civilisation, notre délicatesse ; sans avoir, au point de vue des mœurs publiques, notre goût un peu désordonné de la liberté et notre esprit critique, a tout de même de rudes qualités : de la bravoure, du patriotisme, de la méthode, de la persévérance, et un merveilleux génie d'organisation qui a fait de son industrie la première du monde.

Leur malheur — et le malheur de l'Europe — c'est que cette race, qui a de si belles qualités, a la bosse du respect trop développée. Cette infirmité nationale l'a empêchée de se débarrasser du joug de son aristocratie terrienne et militaire, et de son autocrate, et d'établir chez elle un vrai régime parlementaire ; on a raconté au peuple allemand, qui, au témoignage de tous nos agents diplomatiques, voulait la paix, que l'Allemagne était attaquée ; on a agité devant ses yeux le spectre russe ; et comme

il n'avait aucun moyen de contrôler ce qu'on lui racontait, aucun moyen d'empêcher la guerre, il a marché. Et une fois la brute humaine déchaînée, — hélas ! elle est la même sous tous les climats, — rendue féroce par la peur, grisée d'alcool et de poudre, elle a commis ou laissé commettre les horreurs qu'elle paiera cher, au jour du règlement des comptes.

Oh ! que le peuple allemand, les socialistes compris, ait senti passer dans son cœur et remonter à son cerveau des bouffées d'orgueil national qui ont obscurci son sens moral, ce n'est pas moi qui le contesterai, ni Ruyssen ; oui, ces pauvres gens ont été grisés par le formidable développement économique de leur pays, et ils ont cru à la supériorité de la culture allemande.

Je connais un peuple, qui n'est pas une sale race, qui, il y a à peine un siècle, grisé par sa puissance, bouffi d'orgueil, parce qu'il avait renversé le trône et l'autel et chassé ses féodaux, crut devoir imposer la culture française à coups de baïonnette et à coups de canon à tous ses voisins, et mit toute l'Europe à feu et à sang !

Barrès, avez-vous entendu parler de ce peuple-là ?

---

24 février 1915.

En toute cordialité.

C'est une des supériorités de notre culture française, Barrès, que, même en pleine guerre, même quand nous avons le cœur ulcéré par les

souffrances qu'endurent nos compatriotes ou nos amis de Belgique sous la botte allemande, et par les horreurs commises par les Allemands, nous sommes capables de reconnaître les qualités de nos ennemis. Même la colère ne réussit pas à faire de nous de parfaits idiots, ni des aveugles, ni des hommes injustes.

Quelle injustice vous commettriez, Barrès, laissez-moi vous le dire toujours en toute cordialité, en vous obstinant à considérer le peuple allemand comme aussi responsable que sa classe dirigeante et que ses chefs militaires !

Comment, voilà un pays où la souveraineté du peuple n'existe pas, où le Reichstag n'est qu'une caricature de Parlement, où les ministres et le chancelier relèvent non du Reichstag, mais de l'empereur ; où, mis en minorité par un vote des élus du peuple, ils peuvent rester au pouvoir par la seule grâce de l'empereur ; où le pouvoir personnel du kaiser est tel que lui seul a le droit de conclure les traités, de déclarer la guerre, et vous trouveriez juste, parce que ce peuple, trompé par son gouvernement qui lui raconte que l'Allemagne est attaquée, a répondu à l'appel de la patrie allemande, vous trouveriez juste de le rendre aussi responsable de la déclaration de guerre que le souverain et la caste féodale et militaire dont le kaiser est le grand chef?

Voilà un pays où, depuis quarante-trois ans, le parti socialiste lutte contre la caste militaire, rejette tous les crédits nouveaux, inscrit sur son programme électoral l'arbitrage international obligatoire et l'organisation de milices nationales purement défensives, et vous le mettez dans le même

sac que la caste militaire qui, par son ascendant sur le gouvernement et les diplomates, a déchaîné la catastrophe ?

Avez-vous donc oublié l'affaire de Saverne ; la protestation indignée de la social-démocratie et d'une partie de la bourgeoisie libérale venant se briser, en plein Reichstag, contre la toute-puissance du Sabre ?

Reprochons au peuple allemand tant que nous voudrons de manquer de tempérament révolutionnaire ! Reprochons-lui de n'avoir pas exigé de son gouvernement des précisions au sujet de la prétendue violation du territoire belge par les Français ! Reprochons-lui de n'avoir pas flairé, comme nos républicains en juillet 1870, que son gouvernement lui mentait effrontément ! Reprochons-lui de n'avoir pas, même sous le régime de la censure et de la cour martiale, protesté contre la violation de la neutralité belge, quand il a dû finir par savoir que l'armée française n'avait jamais envahi la Belgique ! Reprochons aux socialistes allemands qui étaient dans l'armée de ne s'être pas révoltés — au risque de se faire fusiller — quand ils ont vu commettre autour d'eux des atrocités ; mais ne commettons pas l'injustice ni la sottise de nier que le peuple allemand est, dans toute cette catastrophe, pour une bonne part, une victime de son gouvernement, et que, dans sa grande masse, il ne voulait pas plus la guerre que le peuple français lui-même.

Vous écrivez, Barrès : « Quelques-uns cherchent aujourd'hui à rejeter la responsabilité de l'agression allemande sur l'empereur, sur son fils, sur une camarilla de cour, sur le parti militaire, sur

Krupp et son groupe. Où veulent-ils en venir, ces gens bien renseignés ? »

Je pourrais vous demander où vous voulez en venir, vous, en faisant tout ce qu'il faut pour maintenir groupé jusqu'au bout autour du kaiser le faisceau de toutes les forces nationales allemandes ?

Où nous voulons en venir ?

Nous voulons en venir, tout simplement, à empêcher le peuple français et les gouvernements alliés de commettre, lors du règlement des comptes, non pas seulement une injustice qui souillerait notre victoire, mais une sottise irréparable dont je vous montrerai demain l'énormité, en toute cordialité.

---

25 février 1915.

La rive gauche du Rhin

Je vous vois venir, Barrès, vous et votre ami Junius. Si le peuple allemand est « une sale race », s'il est aussi responsable que son gouvernement de la déclaration de guerre, s'il est aussi responsable que l'état-major qui le fait marcher à la cravache et sous la menace du revolver, des atrocités systématiques commises en Belgique et en France ; s'il est unanimement responsable des crimes individuels des apaches qui servent dans ses armées, il est à jamais incapable de s'élever jusqu'à notre notion du Droit. C'est une bande de chiens enragés installés au cœur de l'Europe.

On disait cela de nous, au temps du premier

Empire, quand nous avions ameuté contre nous toute l'Europe, y compris l'Espagne et le Portugal.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

Vous n'allez pas jusqu'à rêver d'exterminer 70 millions d'Allemands, et je vous en félicite.

Seulement, vous nous proposez d'amputer l'Allemagne des provinces prussiennes de la rive gauche du Rhin.

Car c'est cette amputation à laquelle nous convient tous ceux qui, avec Junius, réclament pour nous, comme frontière, la rive gauche du Rhin.

La rive gauche du Rhin !

Oui, je sais qu'au temps de Jules César, la Gaule s'étendait jusque-là. Seulement, il est mort, César. Il y a de cela deux mille ans ! C'est de l'histoire ancienne.

Les guerres de la Révolution nous l'ont donnée de nouveau, cette frontière historique et stratégique, et peut-être l'aurions-nous encore, peut-être toute la rive gauche du Rhin serait-elle encore française si nous n'avions fait la sottise, à la suite de notre kaiser Napoléon Ier, d'em...bêter toute l'Europe, ce qui permit à celle-ci, en 1815, pour nous rogner les griffes, de rendre à la Prusse les provinces prussiennes de la rive gauche du Rhin, et de détacher de nous les provinces belges.

Or, de 1815 à 1870, les provinces prussiennes de la rive gauche du Rhin, le pays de Cologne, de Trêves et d'Aix-la-Chapelle, qui étaient allemandes de race et de langue, participèrent à ce grand mouvement historique qui s'appelle la formation de l'unité allemande. Leurs habitants participèrent à ce grand mouvement national avec la même fer-

veur que les Alsaciens avaient participé à notre grand mouvement de 1792. Ils mêlèrent leur sang, leurs larmes, leurs cris de triomphe, au sang, aux larmes, aux cris de triomphe de tous les patriotes allemands à ces heures inoubliables pour eux où l'Allemagne, jusque-là poussière de petits Etats, est devenue une puissante nation.

Et ce sont ces Allemands-là que vous voudriez, après notre victoire, arracher de force à la patrie allemande pour en faire de force des Français?

Les Allemands s'étaient-ils gênés, me direz-vous, pour nous amputer, en 1871, de l'Alsace qui était française de cœur, de la Lorraine qui était française de cœur et de langue?

Le peuple allemand, lui, au moins avait une circonstance atténuante en commettant cette monstrueuse imbécillité. Ses gouvernants ne passaient pas pour des soldats du Droit. Ils proclamaient que la Force prime le Droit; que les traités sont des chiffons de papier; que la culture allemande, par sa supériorité sur toutes les autres, a le devoir de s'étendre aux dépens des pays en décadence, dont la population reste stationnaire, dont la vie se retire.

Mais nous! Nous qui prétendons avoir apporté au monde, il y a cent vingt-cinq ans, un nouvel Evangile; nous qui prétendons, à l'heure actuelle encore, faire une guerre de libération des nations opprimées; nous qui nous réclamons du droit révolutionnaire de la souveraineté populaire, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de quel front oserions-nous porter atteinte à l'unité nationale d'un peuple, en amputant la nation allemande d'une province purement allemande?

Purement allemande ? Vous en doutez !

Essayez donc, après notre victoire, de faire un plébiscite dans la Prusse Rhénane, pour voir si elle veut être allemande ou française !

Que vous enleviez à l'Allemagne les populations non allemandes qu'elle a prises de force : les Danois du Sleswig, l'Alsace-Lorraine qui protesta si éloquemment par la voix de ses députés au moment du rapt, la Pologne prussienne qu'un siècle et demi de martyre n'a pu dompter ; faites payer à l'Allemagne, par des annuités, les ruines qu'elle a faites ; prenez toutes les précautions d'ordre militaire que vous pourrez pendant quelques années, jusqu'au paiement total de l'indemnité de guerre ou jusqu'au moment où un changement politique survenu dans le pays vous donnera des garanties pour l'avenir ; interdisez à la Prusse d'avoir un seul soldat dans ses provinces de la rive gauche du Rhin, pour éviter à la Belgique de subir de nouveau une attaque brusquée.

Mais n'annexez pas une seule province allemande ! Ne touchez pas à l'unité allemande dans ce qu'elle a de légitime, dans ce qu'elle a de sacré !

Sans quoi, vous aurez beau prendre toutes les précautions que vous voudrez ; vous aurez beau dépecer l'Allemagne ; vous aurez beau l'écarteler comme une nouvelle Pologne ; vous ne feriez que préparer contre nous une explosion nationale plus terrible que celle de 1813 ; vous ne feriez que préparer pour les générations nouvelles des boucheries encore plus épouvantables que celles qui déshonorent en ce moment l'humanité ; vous n'auriez fait que décréter la guerre éternelle.

Et tous les nôtres — les nôtres c'est tous les

Français sans distinction de parti — qui là-bas, en affrontant la mitraille ennemie, ne sont soutenus, aux heures les plus cruelles, que par l'espoir que ce sera la dernière guerre, et que leurs enfants au moins ne connaîtront pas ces horreurs !

Barrès, ayez pitié de nos enfants !

---

26 février 1915.

La République allemande.

Notre meilleure sauvegarde dans l'avenir contre le peuple allemand, laissez-moi vous le dire en terminant, Barrès, ce ne sont pas les mesures militaires que nous prendrons, ni l'indemnité de guerre raisonnable que nous lui ferons payer : c'est le régime politique nouveau que notre victoire libératrice va donner à l'Allemagne elle-même.

Si, à vos yeux, Barrès, le peuple allemand est aussi responsable que son gouvernement et de la déclaration de guerre, et de l'horrible carnage, et de la déconfiture finale, à ses yeux à lui, peuple allemand, il n'y a qu'un responsable : le régime militaire et autocratique qu'il subit trop docilement depuis la fondation de l'Empire allemand, et qui n'est que l'extension à toute l'Allemagne du régime prussien.

A tous ceux qui n'ont pas l'esprit aveuglé par la haine, par l'ignorance, ou par des idées préconçues, il saute aux yeux que l'Allemagne, malgré son colossal développement économique, était gouvernée par sa caste militaire, la caste des hobereaux, ces

grands seigneurs féodaux de la Prusse. Par un régime électoral monstrueux, elle tenait la Prusse ; par la Prusse, elle tenait les autres Etats allemands.

Guillaume n'était que son chef couronné.

Cette caste militaire et féodale, dont la seule industrie était la guerre, qui occupait toutes les belles situations dans l'armée, était, malgré l'organisation scientifique de la formidable machine militaire allemande, par son esprit, une survivance d'un âge disparu.

En plein xxe siècle, elle avait conservé sur la légitimité, sur la sainteté de la guerre, même de la guerre de conquête, toutes les conceptions de notre vieille féodalité du Moyen Age.

La défaite de l'Allemagne, c'est avant tout la défaite de cette caste féodale, sa faillite, son écroulement politique.

C'est l'avènement inéluctable du régime parlementaire et de la démocratie, et la direction de l'Allemagne passant des hobereaux à la bourgeoisie industrielle, commerçante et intellectuelle, et aux masses ouvrières et paysannes.

La bourgeoisie nulle part n'est belliqueuse ; il est dans la nature des classes commerçantes et industrielles, lorsqu'elles sont au pouvoir, de fuir la guerre comme la pire des catastrophes ; le monde des affaires, contrairement à l'erreur commune des milieux socialistes, vit de la paix. Les conflits d'argent s'arrangent. Ils peuvent toujours s'arranger quand l'orgueil de certaines castes ou certaines passions nationales ne viennent pas les envenimer. On trouve toujours des compromis, des cotes mal taillées, car chacun sait qu'un mauvais arrangement vaut mieux pour les affaires qu'une bonne

guerre. Ceux qui vont racontant que le conflit actuel sort directement de la rivalité entre la classe capitaliste anglaise et la classe capitaliste allemande, répètent des formules apprises par cœur, avalées sans examen. La classe capitaliste anglaise a tout fait pour empêcher cet amoncellement de ruines; et la classe capitaliste allemande l'aurait empêché, si elle l'avait pu.

Les classes populaires sont plus pacifiques encore. Sauf dans les pays où l'unité nationale n'est point faite et où l'on sent tous les jours la botte de l'étranger, il n'y a dans le monde qu'un seul être qui haïsse autant la guerre que l'ouvrier : c'est le paysan. Pour l'ouvrier comme pour le paysan, qu'il soit Français, qu'il soit Anglais, qu'il soit Allemand, qu'il soit Russe, la guerre est jugée depuis longtemps ; c'est, sauf le cas où l'on défend, où l'on croit défendre son indépendance et son sol, une monstrueuse imbécillité, un abominable crime de droit commun.

Que demain la direction de la nation allemande passe de sa caste militaire à sa bourgeoisie et à sa démocratie, et vous verrez, une fois arrachée la cuirasse de fer, réapparaître la vieille Allemagne idéaliste, sentimentale, laborieuse et pacifique, qu'un siècle de caporalisme prussien n'a pas réussi à tuer.

La République, c'est la paix; les guerres de la première République ne sont qu'un accident révolutionnaire.

La naissance d'une République allemande au cœur de l'Europe centrale, ce sera la meilleure assurance européenne contre la guerre.

C'est pourquoi je vous supplie de ne point nous

en vouloir, Barrès, si nous mettons notre espoir dans la République allemande de demain.

Ne craignez rien.

Nous n'avons pas l'intention d'imposer la République à l'Allemagne vaincue.

C'est Robespierre qui avait raison lorsqu'il avertissait nos pères de 1792 que nulle part on n'aime les missionnaires bottés, et que les peuples n'aiment pas la liberté qu'on leur apporte au bout d'une baïonnette.

Nous n'apporterons pas la République au bout de nos baïonnettes au peuple allemand.

Après avoir détaché de l'Allemagne — et de l'Autriche — tout ce qui n'est pas allemand de cœur, sans annexer un pouce de terre vraiment allemande, sans porter la moindre atteinte à l'unité nationale allemande, nous laisserons le peuple allemand à ses amères réflexions.

Nous le laisserons en tête à tête avec sa caste militaire et féodale, avec son kronprinz et son empereur.

Je veux que le kaiser me décore de la Croix de Fer si le peuple allemand, malgré son manque de tempérament révolutionnaire, avant dix ans n'est pas en République !

---

27 février 1915.

Les clés de la maison.

Vous répondez, Barrès, ce matin, qu'avant tout, il nous faut, comme disait Bismarck, les clés de la maison.

Les clés de la maison, ce sont de bonnes frontières. Pour qu'on n'attaque plus brusquement l'Alsace-Lorraine, vous commencez par nous annexer le bassin de la Sarre, au nord de la Lorraine française, le bassin houiller de la Sarre, « dont les 10 à 15 millions de tonnes équilibreraient notre production et notre consommation ». Barrès, est-ce la clé de chez nous, ou la montre de notre voisin que vous êtes en train de nous adjuger par cette délicate et lucrative opération ?

Au nord-est du bassin de la Sarre, il y a les terres de l'ancien archevêché de Trèves : annexées !

Au nord de l'Alsace, il y a le Palatinat « qui nous a beaucoup aimés ». Barrès, voulez-vous rire ? Est-ce que vous n'avez pas entendu parler d'un certain Palatinat qui fut transformé par nous en un désert au cours des guerres de Louis XIV, où tout fut rasé, pillé, incendié ? N'avez-vous pas entendu conter que pour réchauffer au cœur des petits Allemands la haine de la France, les maîtres d'école d'outre-Rhin se complaisent depuis un siècle à leur narrer l'incendie de ce Palatinat « qui nous a tant aimés » ?

Coblentz est aussi à votre goût. Vous la prenez
Pour tout le pays prussien au nord de la Moselle,

je vois, vous hésitez. Vous avez, en effet, le sentiment « qu'il est indispensable de ne pas inquiéter la Hollande et de lier des relations fraternelles avec la Belgique ». Je vous félicite de comprendre que la France, prenant toute la rive gauche du Rhin jusqu'à la frontière de Hollande et de Belgique, c'est la Belgique encerclée, entourée, formant enclave dans les limites de la vieille Gaule. Vous êtes bien honnête, pour prix de son héroïsme, de ne pas l'annexer elle aussi. Après tout, n'est-elle pas sur la rive gauche du Rhin ? N'est-elle pas dans les limites de l'ancienne Gaule ?

Savez-vous que toute la théorie que vous nous servez là, Barrès, c'est la théorie des pangermanistes eux-mêmes ? Ce que Bismarck appelait « les clés de la maison », le maréchal de Moltke l'appelait « le glacis ».

Il a pris l'Alsace-Lorraine pour avoir les clés de la maison dans sa poche. L'Alsace-Lorraine, c'était le glacis militaire de l'Allemagne contre nous.

A quoi va avoir servi ce glacis à l'Allemagne ?

Le Rhin n'est pas la clé de notre maison. Jamais le Rhin n'a été la clé de notre maison. Au temps où Jules César, il y a 2000 ans, donnait le Rhin comme limite « à vue de nez » à la vieille Gaule, nos Gaulois n'avaient pas manqué de s'établir au delà du Rhin en Suisse, et jusqu'en Bavière.

Quand les Romains prirent la Gaule, le Rhin ne les arrêta pas davantage : leurs lignes fortifiées couvraient une partie de la rive droite du fleuve et une partie de l'Allemagne du Sud.

Lors des grandes invasions, le Rhin ne fut pas davantage une barrière.

A peine la France eut-elle, sous la première Ré-

publique, conquis sa frontière naturelle du Rhin, qu'elle annexait la Hollande, laquelle se trouve, s'il faut en croire la géographie, au delà du grand fleuve.

Ce qui vous tente, Barrès, je le crois bien, ce ne sont pas seulement les 10 à 15 millions de tonnes de charbon que produit le bassin houiller de la Sarre, ni le glacis militaire que seraient pour nous les provinces allemandes de la rive gauche du Rhin. Votre cœur a débordé hier matin et a laissé échapper cet aveu : « Et puis, songez que nous retrouvons là-bas de solides préparations catholiques... Il y a là-bas de belles traces religieuses fixées pour jamais dans la race par les grands efforts politiques de notre nation. Et voilà des bétons sur lesquels on peut construire ».

Je vous entends, Barrès ; les provinces prussiennes, terres des anciens électeurs ecclésiastiques de Trèves, de Mayence et de Cologne, ont une population catholique qui ferait bien votre affaire, et qui arrondirait joliment les forces du parti catholique français.

De grâce, Barrès, n'introduisons pas dans un pareil débat, si grave, si tragique, où se joue l'avenir des jeunes générations, ces considérations de politique intérieure, qui n'ont rien à faire ici. Quand les catholiques d'Alsace rentreront dans la grande famille française, d'où ils ont été arrachés par la force des armes, nous les recevrons, nous, les mécréants et les libres penseurs, aussi fraternellement que les radicaux et les socialistes d'Alsace-Lorraine.

Mais les catholiques de la Prusse Rhénane, halte-là, Barrès. Ceux-là seront de la famille française,

s'ils y entrent librement. Vous n'allez pas les violenter, j'espère, vos frères catholiques d'Allemagne ? Sous prétexte que vous les aimez, vous n'allez pas les faire entrer de force dans notre communauté nationale ? Demandez-leur leur avis, Barrès. Le plébiscite, Barrès ! Vous serez bien reçu, je vous le promets ! à peu près comme les Alsaciens auraient reçu Bismarck si, en 71, il leur avait demandé s'ils voulaient être Allemands.

Oui, le plébiscite, le referendum.

En dehors du plébiscite et du referendum, en dehors du libre consentement des populations, il n'y a que rapt, vol, spoliation, oppression, injustice.

Est-ce sur ces bétons-là, que vous voulez, Barrès, reconstruire la France nouvelle ?

Vous voulez donc faire croire à l'Europe entière que nous étions des hypocrites quand nous revendiquions l'Alsace-Lorraine au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom du Droit, vous qui rêvez de faire de la Prusse Rhénane une nouvelle Alsace-Lorraine, détachée des flancs saignants de l'Allemagne.

Barrès, faites un effort pour me comprendre.

Quittez le langage de de Moltke et de Bismarck.

Songez que nos diplomates, au congrès qui réglera les conditions de la paix, seront obligés de parler la langue de la France des Droits de l'Homme.

---

28 février 1915.

Réflexions d'un simple pékin.

Je ne suis qu'un simple pékin, et je n'ai aucune prétention comme stratège. Je ne trouve d'ailleurs rien de plus ridicule qu'un stratège en chambre.

Pourtant, sans faire de stratégie, il y a des observations que dicte le plus élémentaire bon sens.

Avec du simple bon sens, il était, par exemple, facile, bien avant le 21 août, et même avant le 5, de savoir que toute l'offensive allemande se faisait par la Belgique.

Avec du simple bon sens, les simples pékins du gouvernement, et d'autres qui ne sont pas du gouvernement, ont compris, au début de septembre, qu'il ne fallait pas évacuer Paris, et qu'il fallait livrer bataille sur la Marne, quand l'armée en retraite s'appuyait à droite sur le camp retranché de Verdun, à gauche sur le camp retranché de Paris.

Le même simple bon sens permet d'affirmer aujourd'hui, après une expérience de cinq mois, que la guerre d'usure, le grignotement de l'armée allemande, par des attaques partielles, locales, sur un front de 600 à 700 kilomètres, ne peut donner d'autre résultat que de nous user nous-mêmes, que de nous faire grignoter nous-mêmes. Une attaque locale, partielle, par une compagnie, un bataillon, un régiment, une brigade, une division, ou même un corps d'armée, n'a qu'un résultat : faire tuer des hommes sans aucune espèce de profit que de

gagner 200 à 300 mètres, que le plus souvent on est incapable de conserver.

Le plus grave, c'est que, dans ces assauts contre des tranchées ennemies, ce sont les plus braves qui ont le plus de risques de se faire tuer. Ils sortent le plus hardiment de leur abri, foncent le plus audacieusement sur l'ennemi, et naturellement reçoivent le plus de horions.

Pour boucher les trous, on fait venir d'autres hommes du dépôt, puis on recommence ; les plus braves encore disparaissent ; c'est un continuel écrémage des meilleurs. Nous grignotons l'ennemi : il nous suce, lui, le meilleur de notre sang.

Observez, je vous prie, que je ne critique pas notre état-major, en qui, pékins et militaires, nous avons tous la plus complète confiance. Peut-être notre infériorité numérique, notre insuffisance en artillerie lourde et en munitions ont-elles pu, pendant plusieurs mois, justifier cette guerre d'usure : ce que je dis, c'est que la preuve aujourd'hui est faite qu'elle ne peut aboutir à rien.

Alors, quoi ! L'offensive en masse sur un point, ou sur deux, bien choisis ? Ce serait déjà mieux. Au moins, si on perdait du monde, on risquerait d'enfoncer l'ennemi. Ne vaut-il pas mieux perdre 50.000 hommes en un jour, en risquant de passer, que d'en perdre 50.000 en six mois, sans l'ombre d'une chance de faire la trouée ?

Pourtant, ce n'est pas encore là la bonne méthode. Cette méthode-là, elle est condamnée, elle aussi, par les faits. C'est la méthode qui a fait faillite quand les Allemands l'ont employée une première fois sur l'Yser, deux autres fois devant Varsovie. Avec cette méthode-là, on se fait démo-

lir autant d'hommes qu'on veut. Celui qui attaque un ennemi bien retranché est, avec les armes modernes, dans un tel état d'infériorité, que jusqu'ici, pas une seule fois l'assaillant n'a eu l'avantage, dans une bataille un peu importante, contre un ennemi retranché qu'il fallait aborder de front.

La défensive a fait faillite.

L'offensive, même par des masses énormes lancées sur un point, a fait faillite sur l'Yser.

Alors, comment déloger un ennemi qu'on ne peut déborder, qu'on ne peut tourner, puisque aux bouts du front occidental il y a d'un côté la mer, de l'autre la Suisse neutre, et qu'il faut pourtant enfoncer ?

Il semble que la victoire, dans de telles conditions, sera à celui des deux adversaires qui le premier aura su appliquer la méthode que les militaires appellent, je crois, la contre-offensive, et dont jusqu'ici, sur notre front, depuis six mois, Français et Allemands n'ont fait que des applications purement partielles, où d'ailleurs elle a presque toujours donné des succès locaux.

Appliquée, non plus partiellement, avec une compagnie, un bataillon, un régiment, une brigade, une division ou un corps d'armée, mais avec des armées et des groupes d'armée, la contre-offensive aurait consisté, par exemple, sur l'Yser, à laisser l'ennemi nous attaquer, à le laisser se briser contre nos tranchées, pendant plusieurs jours, puis, quand il aurait eu perdu 150.000 à 200.000 hommes, quand il se serait trouvé démoralisé par ces hécatombes, à profiter de cette minute psychologique pour lancer contre lui 200.000 à 300.000

hommes de troupes fraîches, préalablement accumulées en arrière et tenues en réserve.

J'entends bien : au temps de la bataille de l'Yser, on n'avait pas assez de troupes pour pouvoir rassembler en arrière de nos lignes les 200.000 à 300.000 hommes de troupes fraîches qui auraient pu faire la contre-offensive, sitôt après l'échec de l'offensive allemande.

Mais ce qui était impossible en ce temps-là ne le serait peut-être pas aujourd'hui que les nouvelles armées anglaises ne doivent plus être très loin ; en tout cas, l'impossibilité n'existerait pas si, au lieu de continuer à boucher les trous sur le front, homme par homme, bataillon par bataillon, on se décidait à créer les armées nouvelles que la nation entière réclame depuis des mois et des mois.

Nous avons cette supériorité sur les Allemands que la famine qui les guette les oblige à prendre l'offensive, c'est-à-dire à recommencer sur un point de notre ligne les folies qu'ils ont faites sur l'Yser.

Ayons la patience d'attendre qu'ils soient acculés à cette offensive meurtrière, pour faire à l'instant psychologique la contre-offensive que nous n'avons pas pu faire sur l'Yser.

Pour la dixième fois je conclus : « « A quand la nouvelle armée de Paris ? »

P.-S. — Il y a quelques jours, j'ai écrit ici que les traités de 1815 avaient *rendu* à la Prusse les territoires de Trèves, Mayence et Cologne : c'est un lapsus ou une coquille ; en réalité, ils les lui ont *donnés*, puisque, avant la Révolution française, ces territoires formaient les Etats allemands autonomes des trois électeurs ecclésiastiques. Cette rectification ne change d'ailleurs absolument rien à mes conclusions.

1er mars 1915.

L'émotion dans les Balkans.

Je ne voudrais pas faire de peine à mon ami Sudekum, socialiste du kaiser. Mais je crois que les affaires de son patron vont mal dans les Balkans.

Voici les forts turcs éteints et les mines enlevées dans le premier tiers des Dardanelles ; à ce signe, on peut dire que l'Empire turc est entré dans l'agonie.

Car, une fois les Dardanelles franchies, il n'y a qu'à traverser la petite mer de Marmara, où les obstacles ne sont pas grands, et on est en face de Constantinople.

Ces messieurs du *Breslau* et du *Gœben* ne doivent pas en mener large en ce moment, ni la pauvre armée turque qui est dans la Turquie d'Europe.

On voit mal les Bulgares, dès qu'ils apprendront la chute de la grande ville, capables de s'empêcher d'occuper tout le pays turc qui avoisine leur pays, jusqu'à la ligne qui va de Midia, sur le Bosphore, à Enos, sur la mer Egée.

Si un mois après la chute de Constantinople tous les peuples balkaniques ne sont pas en ligne contre l'Autriche — l'autre homme malade, — et si l'Italie n'est pas entrée dans la danse macabre, c'est que la diplomatie de la Triple-Entente l'aura bien voulu.

La joie des peuples chrétiens des Balkans de voir le croissant chassé de Constantinople, où il flotte

depuis 1453, ne va pas sans quelque amertume, et sans quelque inquiétude.

Constantinople ! Une si grande ville ! Quel malheur que la Bulgarie ne soit pas plus grosse. Elle se serait bien mis ce morceau de choix sous la dent.

Les Grecs, qui ont les yeux plus gourmands que le ventre, et qui se souviennent qu'ils sont les héritiers de l'Empire grec de Byzance, auront le cœur bien gros de voir l'aubaine leur échapper. Sans doute, la dernière guerre contre les Turcs leur a donné de beaux territoires en Europe et dans les îles ; sans doute, on leur donnera ou ils prendront toute la côte d'Asie-Mineure, qui est grecque, avec Smyrne. Smyrne ! Smyrne, sans doute, est une grande ville, mais Constantinople est plus grande encore. Regrets superflus.

Constantinople, c'est la part du lion.

Le lion, voilà deux siècles qu'il guette cette riche proie. Deux siècles ! Il a failli la saisir en 1854. L'Angleterre et la France ont dû aller lui faire la guerre chez lui jusqu'en Crimée, à Sébastopol, pour lui faire rentrer ses griffes. On lui a interdit à ce moment-là de jamais avoir une flotte de guerre sur la mer Noire.

En 1870, Sa Majesté profita de la grande guerre qui déchirait à ce moment-là l'Europe occidentale pour aviser la France, et l'Angleterre par-dessus le marché, d'avoir pour agréable qu'elle reconstruisît Sébastopol et une flotte de guerre sur la mer Noire.

En 1878, Sa Majesté vint délivrer les bons chrétiens bulgares qui gémissaient depuis des siècles sous la patte turque : elle délivra ses fidèles Bulgares, en fit un peuple indépendant, mais, d'un

bond, à la fin de cette guerre de délivrance, Sa Majesté bondit sur Constantinople. A toute vapeur, la flotte anglaise, qui par hasard croisait non loin des Dardanelles, entra dans les détroits, vint s'embosser devant Constantinople et signifia à Sa Majesté qu'elle ne fît pas un pas de plus. Sa Majesté obtempéra, non sans pousser un rugissement de rage.

Et voici qu'aujourd'hui Sa Majesté est l'alliée de ses deux anciens ennemis de Crimée. Et voici que c'est la flotte anglaise elle-même, grossie de la flotte française, qui va ouvrir Constantinople, la grande ville, à la flotte de guerre russe, qui n'est jamais sortie de la mer Noire depuis 1870, et à l'armée russe qui s'apprête déjà à Odessa.

Ah! si Sa Majesté, gémissent les Bulgares, et les Grecs, et les Roumains aussi, qui ont leur seule côte au fond de la mer Noire, poussait la magnanimité jusqu'à ne pas rester à Constantinople!

Ah! si Sa Majesté poussait la grandeur d'âme jusqu'à consentir à ce que Constantinople fût une ville neutre, sous la garantie de toute l'Europe. Les détroits ne seraient plus fortifiés par personne. Ils seraient neutralisés. La flotte russe de la mer Noire la flotte de guerre, en sortirait tant qu'elle voudrait. Elle n'y serait plus embouteillée. [(1) Que Sa Majesté aurait le cœur noble si Elle daignait renoncer pour l'amour des peuples balkaniques et pour l'amour de l'Angleterre à prendre dans sa poche la clef de ses vastes domaines.]

Je ne crois pas, s'il faut dire toute ma pensée, qu'il y ait aucune puissance au monde capable

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

d'empêcher la Russie de garder Constantinople une fois qu'elle y sera. Ce n'est pas seulement le vœu du tsar et de son gouvernement, c'est le vœu de toute la nation russe. J'ai déjà dit, au risque de froisser les sentiments antitsaristes de certains de mes amis, que si j'étais russe, je tiendrais à ce que la clef de ma porte de la mer Noire soit dans ma poche [(1). Si Constantinople ne reste pas, à la suite de cette guerre, entre les mains de la Russie, tout ce que nous y gagnerons, c'est que, dans 25 ans, elle fera une nouvelle guerre pour l'obtenir, et nous aurons une nouvelle guerre d'Orient].

La Russie ne restera tranquille que lorsqu'elle aura cette sécurité-là. Il est assez légitime, après tout, qu'un peuple de 150 millions d'habitants, qui en aura 200 millions dans un quart de siècle ou dans un demi-siècle, prenne ses précautions pour ne pas être un jour bloqué, comme il l'est aujourd'hui, par le premier peuple venu qui, à l'aide des torpilles jetées dans les Dardanelles, embouteillera ses flottes de guerre et de commerce. La sagesse politique consiste à savoir se résigner à ce qu'on ne peut accepter, et à se courber devant certaines fatalités historiques comme on s'incline devant certaines forces naturelles.

Si les Etats balkaniques craignent que leur petitesse, à côté de cette immense nation russe maîtresse de Constantinople, ne les fasse tomber sous la dépendance de leur puissante voisine, qu'ils se hâtent de régler leurs querelles fratricides et de chercher une augmentation de leurs libertés communes dans une union douanière balkanique, à qui

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

le port grec de Salonique pourrait servir de port franc, ou mieux dans une fédération politique.

Une telle fédération balkanique, qui aurait pour patronne morale non seulement la Russie mais encore la France, l'Angleterre et l'Italie, serait si nécessaire à l'équilibre européen que nul ne serait tenté de porter atteinte à son indépendance.

Au lieu de faire la moue parce que la Russie, qui a tant contribué d'ailleurs à leur formation nationale à tous, va peut-être réaliser demain son rêve séculaire, que nos amis des Balkans ressuscitent donc l'union balkanique, et que, la main dans la main, ils regardent l'avenir avec confiance !

Ils ne vont tout de même pas prendre une mine contrite le jour où nous allons enfin chasser les Turcs de Constantinople !

---

2 mars 1915.

Discussion nécessaire.

Ma paisible discussion avec un éminent académicien n'a pas l'air d'être du goût d'un grand journal qui a acquis une très grande autorité par la variété et la sûreté de ses informations diplomatiques.

Il prend en pitié ces pauvres pacifistes endurcis, ces pauvres internationalistes impénitents qui, pour sauver leur Internationale et la reconstituer avec l'aide des socialistes allemands, osent déclarer qu'il ne faut pas porter atteinte à l'unité allemande.

Et il nous invite à laisser là ces discussions oi-

seuses et à mettre toute notre confiance dans nos soldats. Car la paix sera ce que la feront nos soldats.

On ne peut pas mieux travestir — avec la meilleure foi du monde — notre pensée.

La reconstitution de l'Internationale avec l'aide des socialistes allemands est, pour le quart d'heure, le cadet de nos soucis : nous refusons de discuter avec eux tant que la guerre ne sera pas finie, et quand elle sera finie, avant de leur serrer la main dans nos Congrès, avant de nous retrouver avec eux dans la même Internationale, il faudra qu'ils nous expliquent, non pas leur participation à la guerre, — que nous ne leur reprochons pas, — mais leur silence sur la violation de la neutralité de la Belgique, leur silence sur certaines abominations commises, sans qu'aucune protestation se soit fait entendre, par une armée où il y a plus d'un million de soldats socialistes allemands. Tant qu'ils ne se seront pas désavoués eux-mêmes, tant qu'ils ne se seront pas réhabilités en jetant par terre leur empereur et leur caste militaire et féodale, je connais plus d'un socialiste français qui refusera tout contact avec eux.

C'est se moquer du monde que de venir nous raconter que la paix sera ce que la feront nos soldats. Nos soldats, eux, font la guerre. Ce sont les gouvernants qui feront la paix et qui en régleront les conditions. Et comme chez nous le gouvernement c'est le Parlement des élus de la nation, chacun a le droit et le devoir de dire son mot, pour mettre en garde le pays contre certaine paix qui ne serait qu'une semence de nouvelles guerres.

Quoi ! nous laisserions un certain parti politique,

avec qui nous avons conclu loyalement une trêve depuis le début de la guerre, exaspérer le peuple allemand en lui annonçant qu'on va le dépecer, le mutiler, porter atteinte à son unité nationale, et nous n'aurions pas le droit, sans l'injurier, de lui crier « casse-cou » ?

Nous le laisserions exploiter la colère légitime qui gronde au fond de tous les cœurs contre le peuple allemand et son gouvernement, colère que nous contenons à peine nous-mêmes ; en exploitant ce sentiment si naturel, il est en train de créer un courant qui, à la fin de la guerre, peut entraîner le gouvernement à des erreurs irréparables, et nous, nous n'essaierions pas de réagir contre ce courant, pendant qu'il en est temps encore !

Nous avons au front des milliers et des milliers des nôtres ; nous appartenons à l'extrême gauche de ce parti républicain profondément pacifique qui, s'il faut en croire les statistiques électorales, constitue la majorité du peuple français ; et nous n'aurions pas le droit d'élever la voix pour rappeler à tous, amis et ennemis, Français et étrangers, quel est l'idéal que nos soldats portent dans les plis de leur drapeau ?

Oui ou non, voulons-nous une paix durable, qui préserve nos enfants des horreurs que nous vivons ?

Sommes-nous tous d'accord sur ce point ?

Eh bien ! sans rompre la trêve des partis, sans injures, sans insinuations perfides, que les publicistes qui représentent approximativement les diverses tendances de l'opinion publique française, expliquent dès maintenant comment on pourrait établir une paix durable, une paix féconde qui nous

offre le maximum de garanties contre une nouvelle agression allemande, et contre un nouveau cataclysme européen.

Surtout, qu'on ne vienne pas m'objecter que nous vendons la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

L'ours n'est pas mort, mais nous sommes sûrs de le réduire à merci. Du moment qu'avec sa formidable préparation militaire il n'est pas parvenu, en août, à nous mettre sur le flanc, son compte est bon, aujourd'hui que nous, en France, nous commençons à être prêts, et que l'Angleterre va sérieusement mettre dans la balance le poids de ses armées.

A Bruxelles, les Allemands, officiers et soldats, disent à qui veut les entendre qu'ils sont « kapout ».

Il y a six mois que les Allemands ayant deux liards d'intelligence sont fixés, et qu'ils ne se font aucune illusion sur le sort qui les attend, malgré leurs succès apparents.

Ce n'est pas dans l'ivresse de la victoire qu'il faudra bâcler les conditions de la paix. C'est maintenant où, malgré notre colère, nous avons encore assez de sang-froid les uns et les autres, que nous devons poser devant l'opinion française et mondiale le redoutable problème de l'organisation de la paix européenne.

---

8 mars 1915.

La première condition.

La première condition d'une paix durable, pour nous, républicains socialistes, — et je pense aussi

pour tout ce qui est en France républicain, — c'est le règlement, suivant la raison et l'équité, par les alliés victorieux, de toutes les questions nationales litigieuses.

Tant qu'il existera en Europe un seul peuple opprimé, que nous le voulions ou non, l'organisme européen tout entier sera empoisonné et exposé à des catastrophes comme celle d'aujourd'hui, qui a pour unique origine — je dis unique — la formation des nationalités slaves encore asservies.

Oh ! je sais bien que d'autres médecins ont diagnostiqué une autre maladie, et qu'ils expliquent le grand trouble dont est atteint l'organisme européen par la rivalité économique de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Erreur grossière de diagnostic, qui pourrait entraîner des erreurs graves dans le traitement du patient.

La classe capitaliste allemande n'était nullement gênée dans son développement par le manque de colonies ou de débouchés. Son commerce avec toutes les grandes nations civilisées croissait dans des proportions colossales : les Etats-Unis, le Brésil, la Turquie, la France, l'Italie, la Russie étaient comme des colonies allemandes où, par la puissance de leur organisation industrielle et commerciale, par l'esprit d'initiative, de méthode de leurs capitaines d'industrie et de leurs courtiers, les Allemands étaient en train de conquérir, sans guerre, sans expédition coloniale ruineuse, une clientèle de premier ordre.

Quant à l'Angleterre, si jalouse qu'elle fût de la concurrence commerciale et industrielle que lui faisait l'Allemagne sur le marché mondial, elle

conservait une si grande avance à tant d'égards sur sa rivale, elle était restée une si formidable puissance financière, industrielle et commerciale, elle remorquait de tels mondes dans son sillage, elle a à sa tête une classe de marchands si pratique, si réaliste, si intelligente, qu'une guerre en plein XXe siècle lui apparaissait comme la plus grande catastrophe pour ses affaires, et comme la dernière des imbécillités.

En fait, l'Angleterre, loin d'avoir machiné cette guerre, a été surprise par elle ; elle a fait, dans ces dernières années, toutes sortes de tentatives pour arriver à une limitation des armements ; elle a fait jusqu'à la dernière minute une énergique pression sur la Serbie, sur la Russie, sur l'Allemagne et sur l'Autriche pour arranger le conflit ; et elle a tellement hésité à marcher, malgré la rupture d'équilibre européen qu'eût amené une victoire de l'Allemagne sur la Russie et la France, que jusqu'à la dernière minute, au sein du gouvernement français, on a tremblé que l'Angleterre ne nous laissât en plan.

Non, la guerre actuelle n'est nullement sortie de la rivalité économique des deux plus grandes puissances industrielles et commerciales de l'Europe.

C'est tout bonnement, tout bêtement, une guerre de formation de nationalités, comme toutes les guerres qui ont ensanglanté l'Europe depuis un siècle.

Au début du XIXe siècle, en 1815, il n'y avait guère de constituées normalement, tant bien que mal, comme nations homogènes, que les nations de l'Europe occidentale : l'Angleterre, la France, le Portugal et l'Espagne, les quatre vieilles nations

de l'Europe qui ont enfanté les grandes nations américaines.

L'Italie était divisée en une demi-douzaine d'Etats, dont l'un, le plus au Nord, l'Etat lombard-vénitien, avec Milan et Venise, Trieste et Trente, était sous la botte autrichienne.

L'Allemagne n'était qu'une vague confédération germanique de quelques douzaines d'États indépendants, où la Prusse et l'Autriche se disputaient la prépondérance, et où émergeaient, au-dessous d'elles, quelques têtes de roitelets et de grands-ducs : en Saxe, en Bavière, en Wurtemberg, à Bade.

Quant aux peuples slaves de l'Europe centrale et de l'Europe balkanique, ils gémissaient sous la botte turque ou sous la botte autrichienne.

On sait ce qu'on avait fait de la malheureuse Pologne.

Il fallait arriver à l'autre bout de l'Europe pour retrouver une nation bien constituée, la Russie : encore était-ce plutôt un monde qu'une nation, avec toutes les populations non russes : Finlandais, Polonais, juifs, Tartares, que les tsars de Moscou et de Saint-Pétersbourg comptaient parmi leurs sujets.

Après la grande secousse imprimée par la Révolution française à toute l'Europe, après les droits de l'homme et la souveraineté des peuples proclamés sur les ruines du plus vieux trône d'Europe, suivez les explosions nationales qui ont engendré de grandes guerres.

1827 : naissance de la nation grecque, qui commence à sortir, après plusieurs siècles de servitude, de la gèôle turque ; les trois amiraux anglais,

français et russe tiennent la jeune nation sur les fonts baptismaux, à Navarin, cependant que la Serbie pousse ses premiers vagissements.

1854 : la grosse nation slave, qui était embouteillée au fond de la mer Noire, et qui considère Constantinople comme sa ville sainte, tente un coup contre la Turquie : l'homme malade de Constantinople était perdu, sans le secours qui lui vint de la France et de l'Angleterre. De l'ébranlement balkanique naquit d'ailleurs la nation roumaine.

1859 : les Italiens se constituent en nation et sortent les Autrichiens à grands coups de botte dans le derrière.

1866-1870 : par deux guerres victorieuses contre l'Autriche et contre la France, qui voulurent contrecarrer ses projets, la Prusse forge l'unité nationale allemande.

1878 : les Bulgares se soulèvent contre leurs oppresseurs turcs, et, avec le concours armé de la Russie, la grande nation slave, deviennent une nation.

1912 : Grecs, Serbes et Bulgares se jettent sur la Turquie pour compléter à ses dépens leur unité nationale inachevée, puis se battent pour le partage des dépouilles.

Après cette succession de guerres purement nationales, qui toutes ont eu pour origine la formation de nations européennes, toutes, sans exception, aveugle qui ne voit pas que la guerre actuelle, qui a pour point de départ le conflit entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, n'est que la suite de ces guerres de formations nationales !

Aveugle qui ne voit pas que la croissance des nations slaves des Balkans devait amener la dé-

composition de l'Etat austro-hongrois aussi fatalement qu'elle a amené la fin de l'Empire turc !

Aveugle enfin qui ne voit pas que si, après la victoire, en liquidant complètement l'Empire turc et l'Etat austro-hongrois, nous ne donnons pas complète satisfaction aux aspirations nationales de tous les peuples slaves ; que si nous ne guérissons pas toutes les plaies nationales que les guerres du passé ont laissé saigner dans toute l'Europe, dans vingt-cinq ans tout sera à recommencer !

---

4 mars 1915.

La Souveraineté des Peuples.

Refaire la carte d'Europe en tenant compte de toutes les aspirations nationales légitimes, c'est la première condition d'une paix durable.

Mais sur quels principes de Droit nous appuyer pour satisfaire les aspirations nationales ?

Quand la caste féodale et militaire prussienne, et ses chefs couronnés, les Hohenzollern, forgèrent l'unité nationale allemande, par le fer et par le feu, ls ne furent pas embarrassés pour trouver une justification morale de leur rôle : ils étaient les soldats de Dieu ; Dieu avait choisi la nation allemande pour ses vertus. C'est de lui que viennent toute force et toute puissance. Le droit de conquête est d'origine divine.

Pourtant, comme le droit du plus fort, même quand on le déguise sous le nom de doigt de Dieu, entait un peu trop le vieux monde féodal, la vieille

Allemagne, qui avait encore des scrupules avant d'être prussifiée, chercha un fondement juridique plus moderne à la nouvelle patrie allemande.

Les savants découvrirent que partout où vit la race allemande, partout où on parle l'allemand, la patrie allemande a le droit de s'étendre. L'Alsace est de race et de langue allemandes : donc, l'Alsace est allemande. Pourquoi pas la Suisse allemande, qui est aussi de race et de langue allemandes ? Mais la Posnanie, où toute la population est polonaise et parle polonais ? Mais le Sleswig, qui est danois ? Mais la Lorraine qui est française et qui ne parle que le français ?

L'objection était grave. Bah ! est-ce que l'Allemagne n'a pas de droits historiques sur tous les pays qui l'environnent ? Est-ce qu'elle n'est pas l'héritière du Saint-Empire romain germanique qui au Moyen Age déborda sur la Belgique, sur la Bourgogne, sur la Provence et jusque sur l'Italie ?

Droit divin, droit historique, communauté de races ! balivernes, fit de Moltke. Une nation a le droit de vivre. Pour vivre, il lui faut de bonnes frontières. L'Alsace-Lorraine, qu'elle soit française ou allemande, peu importe : c'est un bon glacis contre la France.

Et tous les intellectuels allemands de surenchérir : « Notre droit ? C'est notre supériorité industrielle et commerciale ! Arrière ! les peuples dégénérés qui laissent en friche leur sol, ou leur sous-sol ! Place aux nations puissantes, nombreuses, qui font des enfants, qui ont des trésors de vie et qui vont, pour le plus grand bien de l'humanité, doter les peuples en décadence de la

méthode allemande, de l'organisation allemande, de la science allemande de la kulture allemande ! La lutte pour la vie, pour les nations comme pour les individus ! Le monde aux plus dignes, c'est-à-dire aux plus énergiques, aux plus forts ! »

Voilà le droit allemand, voilà la dernière expression juridique et philosophique de la culture allemande.

Nous avons, nous, probablement parce que nous avons dans la peau dix ou douze siècles de plus de civilisation, une tout autre conception du droit, en matière de rapports internationaux.

Le droit divin des hommes comme des peuples nous fait sourire.

Les droits historiques nous font hausser les épaules, même quand c'est chez nous et à notre profit qu'on les invoque, nous qui savons que pendant des siècles les peuples ont été traités comme des troupeaux, et que les frontières se sont déplacées au gré des conquérants de toute race et de tout pays.

Quant au droit de vivre et de s'étendre aux dépens du voisin, sous prétexte que l'on a sur lui telle ou telle supériorité prétendue ou réelle, sous prétexte qu'on porte le flambeau de la civilisation, c'est pour nous la négation même de toute civilisation humaine et le plongeon dans la barbarie.

Pour nous, aucune civilisation n'est possible sur la terre tant qu'il y aura des hommes ou des peuples en servitude.

Ce n'est pas la communauté de race et de langue qui fait une nation — encore que ce soit là un des fondements ordinaires des patries modernes — : c'est la volonté de vivre en commun, sous les

mêmes lois, dans le même groupement national.

Toute annexion d'une province, contre le gré de ses habitants, nous semble un attentat contre l'humanité tout entière.

Voilà pour nous, fils de la Révolution française, la Loi et les Prophètes.

C'est ce droit-là que représentait le drapeau de Valmy, que portent encore, dans les plis de leur drapeau, les armées de la troisième République.

Nous avons pu, derrière Napoléon, dans des heures de griserie, violer notre propre Droit, nous souffleter nous-mêmes, en violentant toute l'Europe !

Nous avons pu, depuis, au nom de notre civilisation supérieure, nous imposer par la force à divers peuples d'Asie et d'Afrique !

Ce n'en est pas moins pour nous le Droit.

Et cette conception du Droit est tellement enfoncée au fond de nos consciences, qu'il n'est plus un Français aujourd'hui qui considère comme défendables les violences du premier Empire ; il n'en est plus un seul qui ne considère que notre plus impérieux devoir ne soit d'élever jusqu'à nous les peuples d'Asie et d'Afrique, que nous avons asservis, et de racheter le crime de la conquête brutale en leur octroyant, à mesure qu'ils pourront en faire usage, tous les droits des citoyens français.

C'est sur ce Droit, que nous avons plusieurs fois violé, mais qui est à nos yeux le seul idéal de vie internationale, que nous reconstruirons l'Europe nouvelle.

En définitive, qu'est-ce que ce Droit international, proclamé par notre Révolution française, sinon l'extension aux rapports entre les nations de

la vieille règle que la sagesse antique a prescrite aux individus : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse à toi-même ! »

Trouvez-moi, si vous pouvez, un meilleur béton, pour bâtir l'Europe nouvelle !

---

5 mars 1915.

La plaie austro-hongroise.

Si nous ne voulons pas que l'organisme européen continue à être infecté par la plaie austro-hongroise, c'est le moment de préparer le thermo-cautère et le bistouri.

En aura-t-elle assez coûté de sang et de larmes, cette maison de Habsbourg !

La monarchie des Habsbourgs s'est formée, il y a cinq siècles, de trois solides noyaux : l'Autriche, qui est tout le pays allemand autour de Vienne et au sud de la Bavière ; la Bohême, le pays de Prague, un pays peuplé de Slaves, cousins germains des Russes, comme tous les Slaves ; la Hongrie, dont le centre est Budapest, et dont les habitants, les Hongrois ou Madgyars, sont un résidu, dans la grande plaine danubienne, des invasions mongoles en Europe.

Autour de ce triple noyau, dans le cours des siècles, la monarchie des Habsbourg a groupé, par des guerres victorieuses, toutes sortes de pays et de gens : des Polonais et des Ruthènes en Galicie

(les Ruthènes sont des Slaves, frères des Petits-Russiens) ; des Roumains en Bukovine et en Transylvanie ; des Serbes et d'autres Slaves proches parents des Slaves qu'on appelle les Croates et les Slovènes ; enfin des Italiens à Trente et Trieste.

Aujourd'hui, cette salade de peuples forme une population totale de 50 millions environ : une douzaine de millions d'Allemands, une dizaine de millions de Madgyars, 3 millions de Roumains ; le reste, 25 millions, des Slaves.

Dans le triple noyau primitif, Autriche-Bohême-Hongrie, la race supérieure, civilisatrice, c'était, au début, les Allemands d'Autriche. Rien d'étonnant. La civilisation, au cours du Moyen Age, s'est propagée lentement de l'Ouest à l'Est. Administrateurs civils, évêques, officiers, étaient allemands. L'aristocratie des pays conquis se germanisait assez vite. Les ouvriers allemands, appelés au fur et à mesure de la conquête pour mettre en valeur les pays plus arriérés de l'Etat autrichien, y formaient de vraies colonies qu'on retrouve encore en masses compactes sur tout le pourtour nord et ouest de la Bohême, et par flots, en Hongrie et jusqu'en Transylvanie. Les Allemands longtemps considérèrent Hongrois et Slaves, les Slaves surtout, comme une race inférieure ou arriérée, un peu comme les Européens ont coutume de traiter les Arabes. Il va de soi que toutes les bonnes places, toutes les faveurs, dans tout l'Empire, allaient aux Allemands.

Les Hongrois, qui, en qualité de conquérants de la plaine, sont tous plus ou moins nobles et guerriers, firent sentir à plusieurs reprises que ce système ne leur plaisait qu'à moitié : en 1848, avec Kossuth, ils prirent même les armes pour se cons-

tituer en nation indépendante. Leur bon empereur, le sympathique François-Joseph, qui les gouverne encore, faisait alors ses débuts dans l'art de gouverner les hommes ; il lâcha sur eux les cosaques de son allié d'alors, le tsar, et les Croates. On peut penser si les Hongrois ont conservé de la tendresse pour les Russes et pour les Croates.

Pourtant, quand, en 1866, François-Joseph eut des malheurs à Sadowa en luttant contre la Prusse, comme il venait d'en avoir à Solférino, en 1859, avec l'Italie naissante, il jugea prudent de faire des concessions aux Hongrois. Il réserva à ses fidèles Allemands l'administration et l'exploitation de toute la partie nord de la monarchie, avec la Bohême tchèque et la Galicie polonaise ; et il passa aux Madgyars la haute main sur les Roumains, les Serbes et les Croates.

Ainsi la monarchie eut deux têtes : l'une à Vienne, l'autre à Budapest ; deux Parlements ; deux conseils des ministres, avec des ministres communs pour la guerre, les finances et les affaires extérieures.

La monarchie dualiste aurait continué à s'étendre vers le Sud, dans la direction de Salonique, le grand port méditerranéen, si la Turquie, en se décomposant, n'avait pas donné naissance à des nations chrétiennes slaves, de religion grecque, comme la Russie, fort peu disposées à se laisser dévorer, et même assez voraces.

Les adolescents ont souvent les dents longues.

La Serbie modestement revendique tous les Serbo-Croates d'Autriche-Hongrie, un joli lot de 7 millions ; la Roumanie, pour sa part, réclame les 3 millions de Roumains de Transylvanie.

C'est la croissance de la nation serbe qui a provoqué la catastrophe dans laquelle toute l'Europe s'est trouvée entraînée.

Quelle est l'opération chirurgicale qui peut, dans cette partie malade de l'Europe, nous éviter pour l'avenir de nouvelles complications redoutables?

Le moindre carabin vous l'indiquera.

Il faut couper, sans hésiter, tout ce qui n'est pas le triple noyau solide de la vieille monarchie : Autriche, Bohême, Hongrie.

Coupez hardiment Trente et Trieste, qui sont italiens ; détachez proprement tout ce qui est slovène, croate, bosniaque, et puisque tout ce monde est serbe, rattachez-le à la Serbie, en donnant des garanties religieuses aux Croates et aux Slovènes qui sont catholiques, ce qui va permettre à la Serbie agrandie de rendre aux Bulgares la Macédoine, qui est bulgare, et qui n'est pas plus serbe que vous et moi ; amputez avec sérénité la Hongrie de la Transylvanie et de la partie roumaine de la Bukovine, et greffez ce morceau sur la Roumanie ; séparez les Ruthènes de Bukovine et de Galicie orientale de la monarchie, et cousez-les à leurs frères les Petits-Russiens de Russie, en priant les popes de l'Eglise russe de ne pas trop les chicaner sur leurs conceptions religieuses un peu spéciales ; décollez la Galicie polonaise et recollez-la sur la Pologne russe, à laquelle elle adhérera comme si la vieille Pologne était dépecée d'hier seulement.

Reste le triple noyau : Autriche, Hongrie, Bohême ; trois groupes ethniques de 10 millions d'habitants chacun environ, ayant vécu ensemble cinq siècles d'histoire : Allemands d'Autriche, Madgyars de Hongrie, Tchéco-Slovaques de Bohême.

Vous ne voulez pas toucher à ce noyau encore sain ?

Soit, si les Tchèques le veulent, et si la monarchie dualiste austro-hongroise se transforme en un Etat trialiste, où les Tchèques auront leur autonomie ; où Prague sera une capitale et aura son Parlement comme Budapest et Vienne.

Je vois ce qui vous chagrine.

Cet Etat austro-hongrois-tchèque n'aura pas de port ? Mais n'aura-t-il pas la grande voie internationale du Danube, vraie mer intérieure ? Et l'absence de vue sur la mer a-t-elle empêché la Suisse de vivre et de prospérer ?

Ce serait un grand malheur, en vérité, si, au prochain Congrès de la Paix, les alliés, au lieu de chirurgiens, n'envoyaient que des rebouteux.

---

6 mars 1915.

L'Alsace-Lorraine.

La voici, la plaie qui nous vaut, à nous Français, d'être aujourd'hui en armes, mêlés au grand drame.

Pour nous préserver d'une nouvelle mutilation beaucoup plus que pour reprendre notre revanche, nous avons dû chercher un allié chez un peuple puissant pour lequel nous avions une très profonde sympathie, encore que son gouvernement — comment dirai-je, pour ne pas offusquer la censure diplomatique ? — n'ait avec notre gouvernement républicain qu'une assez vague ressemblance.

Or, par l'alliance russe, fatalement, nous avons

été impliqués dans la bataille de races qu'a fait éclater la formation des petites nations slaves de l'Europe centrale et balkanique.

Pour tous les Français, qu'ils soient réactionnaires ou socialistes, l'Alsace-Lorraine arrachée, malgré ses cris, malgré ses pleurs, à la nation française, est française, et elle y rentrera de plein droit dans quelques mois.

Après avoir été conquise au XVIIe siècle par nos rois, l'Alsace s'est donnée librement à la France républicaine pendant le grand drame révolutionnaire d'où est sortie la France moderne.

Laissée à la France en 1815, par les traités de Vienne, bien qu'elle parlât un dialecte allemand, elle a vécu de la vie nationale de la France moderne pendant un demi-siècle.

Ses députés, en quittant l'Assemblée nationale de Bordeaux, y lurent l'éloquente protestation qu'on lira plus loin (1), et qu'après quarante-quatre ans on ne peut relire sans émotion.

(1) « Nous soussignés, citoyens français, choisis et députés par les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges, pour apporter à l'Assemblée nationale de France l'expression de la volonté unanime des populations de l'Alsace et de la Lorraine, après nous être réunis et en avoir délibéré, avons résolu d'exposer dans une déclaration solennelle, leurs droits sacrés et inaltérables, afin que l'Assemblée nationale, la France et l'Europe ayant sous les yeux les vœux et les résolutions de nos commettants, ne puissent consommer ni laisser consommer aucun acte de nature à porter atteinte aux droits dont un mandat formel nous a confié la garde et la défense.

DÉCLARATION

« 1° L'Alsace et la Lorraine ne veulent pas être aliénées.

« Associées depuis plus de deux siècles à la France dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ces deux provinces, sans cesse exposées aux coups de l'ennemi, se sont constam-

Pendant dix-sept ans, elle n'a, malgré une forte émigration française, malgré une forte immigration allemande, cessé de faire entendre la protestation du Droit, et ce n'est que lasse et découragée qu'elle avait, ces dernières années, cessé d'espérer la fin de son martyre.

Aujourd'hui, à moins qu'elle n'envoie au Parlement français, après sa rentrée de droit dans la nation française, des députés protestataires, à

ment sacrifiées pour la grandeur nationale. Elles ont scellé de leur sang l'indissoluble pacte qui les rattache à l'unité française.

« Mises aujourd'hui en question par les prétentions étrangères, elles affirment à travers tous les obstacles et tous les dangers, sous le joug même de l'envahisseur leur inébranlable fidélité.

« Tous unanimes, les citoyens demeurés dans leurs foyers comme les soldats accourus sous les drapeaux, les uns en votant, les autres en combattant, signifient à l'Allemagne et au monde l'immuable volonté de l'Alsace et de la Lorraine de rester terres françaises.

« 2° La France ne peut consentir ni signer la cession de la Lorraine et de l'Alsace.

« Elle ne peut pas, sans mettre en péril la continuité de son existence nationale, porter elle-même un coup mortel à sa propre unité en abandonnant ceux qui ont conquis par deux cents ans de dévouement patriotique le droit d'être défendus par le pays tout entier contre les entreprises de la force victorieuse.

« Une Assemblée, même issue du suffrage universel, ne pourrait invoquer sa souveraineté pour couvrir ou ratifier des exigences destructives de l'intégrité nationale. Elle s'arrogerait un droit qui n'appartient même pas au peuple réuni dans ses comices. Un pareil excès de pouvoir qui aurait pour effet de mutiler la mère commune, dénoncerait aux justes sévérités de l'Histoire ceux qui s'en rendraient coupables.

« La France peut subir les coups de la force; elle ne peut en sanctionner les arrêts.

« 3° L'Europe ne peut permettre ni ratifier l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine.

« Gardiennes des règles de la justice et du droit des gens, les nations civilisées ne sauraient rester plus longtemps insensibles

moins qu'il ne soit établi, par un vote auquel participeraient seuls et les Alsaciens réfugiés en France, et les familles alsaciennes restées sous la botte allemande depuis 1871, que l'Alsace répudie la nationalité française, l'Alsace — et à plus forte raison la Lorraine annexée, qui est française de langue, — reprendront leur place dans la République « une et indivisible », comme disaient nos pères de 1792.

au sort de leur voisine, sous peine d'être à leur tour victimes des attentats qu'elles auraient tolérés. L'Europe moderne ne peut laisser saisir un peuple comme un vil troupeau ; elle ne peut rester sourde aux protestations répétées des populations menacées ; elle doit à sa propre conservation d'interdire de pareils abus de la force. Elle sait d'ailleurs que l'unité de la France est aujourd'hui comme dans le passé une garantie de l'ordre général du monde, une barrière contre l'esprit de conquête et d'invasion. La paix faite au prix d'une cession de territoire ne serait qu'une trêve ruineuse et non une paix définitive. Elle serait pour tous une cause d'agitations intestines, une provocation légitime et permanente à la guerre.

« En résumé, l'Alsace et la Lorraine protestent hautement contre toute cession, la France ne peut la consentir, l'Europe ne peut la sanctionner.

« En foi de quoi nous prenons nos concitoyens de France, les Gouvernements et les peuples du monde entier, à témoins que nous tenons d'avance pour nuls et non avenus tous actes et traités, vote ou plébiscite, qui consentiraient abandon de tout ou partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine.

« Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française, et nous jurons tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement par toutes les voies envers et contre les usurpateurs. »

Ont signé : Léon Gambetta, Grosjean, Humbert, Küss, Saglio, H. Varroy, Titot, André, Kablé, Tachard, Rehm, Edouard Teutch, Dornes, Hartmann, Ostermann, La Flize, Deschange, Billy, Bardon, Viox, Albrecht, Alfred Kœchlin, Charles Bœrsch, Grandpierre, Chauffour, Renoker, Melsheim, Kellar, Brie, Ber-

Seulement, comme nous ne sommes pas des mufles et que nous connaissons l'âme humaine, nous ne piétinerons pas avec des bottes de gendarmes les âmes et les habitudes de nos frères d'Alsace-Lorraine.

Pendant une période de transition que l'esprit démocratique et républicain de l'Alsace entière nous permettra de rendre très courte, nous laisserons au clergé alsacien-lorrain les traitements d'Etat dont il jouissait ; nous laisserons aux instituteurs d'Alsace et de Lorraine les traitements supérieurs que l'Etat allemand leur octroyait... nous les leur laisserons pour faire honte à la République française de la façon dont elle traite ses petits fonctionnaires ; nous laisserons aux Alsaciens-Lorrains leur service des postes si admirablement compris, leur magnifique système d'assurances ouvrières, leur impôt sur le revenu... avec l'espoir que la République française, sur ces points-là, voudra bien imiter l'intelligence administrative de l'Allemagne impériale. Nous insérerons dans le traité une clause par laquelle, pendant quelques années, les tissages d'Alsace pourront s'écouler facilement sur le marché allemand, leur marché habituel, pour leur donner le temps de prendre leur place sur le marché de la France et de ses colonies ; nous prendrons quelques petites précautions pour que les 50 ou 60 milliards de sel de potasse que recèle le sol d'Alsace-Lorraine

let, Schneegans, Ed. Bamberger, Noblot, A. Bœll, Scheurer-Kestner, Ancelon.

Après avoir lu cette émouvante déclaration, le 16 février 1871, les élus des départements annexés quittèrent en pleurant la salle des séances de l'Assemblée nationale, pendant que l'Assemblée tout entière fondait en larmes.

L'Alsace-Lorraine était allemande.

continuent à être exploités aussi intelligemment par l'Etat français qu'ils le sont par l'Etat allemand ; tout en gardant une place spéciale dans notre cœur pour les Alsaciens-Lorrains, qui ont jusqu'au bout tenu tête ouvertement au gouvernement allemand, nous ne bouderons pas ceux qui, après quarante-quatre ans, ont pu avoir quelques flirts avec les conquérants ; nous tâcherons, en somme, de prouver, par notre tact et notre républicanisme, que nous étions vraiment, en ce conflit, la nation qui représentait la liberté et la civilisation.

Pauvres socialistes du kaiser ! Est-ce qu'ils n'en sont pas encore à nous déclarer dans leurs journaux qu'ils veulent que l'Alsace-Lorraine reste allemande !

Sudekum, cher ami Sudekum, vous qui m'avez l'air d'avoir l'esprit un peu plus délié que la plupart des « kamarades », dites-leur donc que la question d'Alsace-Lorraine est réglée, pour tous les Français sans distinction de parti.

Dites-leur bien que tout ce que nous pouvons faire pour eux c'est d'empêcher nos chauvins de recommencer les bêtises en volant à l'Allemagne le reste de la rive gauche du Rhin.

Tout ce que nous pouvons faire pour eux ?

Non ! je me trompe, ce n'est pas pour eux, qui ne le méritent pas, — ils sont trop bêtes !

[(1) . . . . . .]

C'est pour nous, par respect pour nous, pour ne pas renier le patrimoine moral et les principes qui sont le fondement et l'honneur de la France républicaine.

(1) Ce passage a été maintenu supprimé par la censure.

7 mars 1915.

A mon neurasthénique.

Vous m'obligez, mon cher ami, avec votre nouvel accès d'humeur noire, à laisser là pour un jour mon scalpel et mon thermocautère. Je me charge de guérir toutes les plaies d'Europe qui sont aussi terribles que les sept plaies d'Egypte, mais je me demande si j'arriverai jamais à guérir votre neurasthénie.

Vous trouvez que, malgré l'optimisme des communiqués, on n'avance pas vite en Champagne, et que nous faisons là justement le jeu sanglant et inutile de nous obstiner à cogner la tête contre un mur ?

Sans doute, j'aimerais mieux qu'on eût attendu une offensive allemande contre nos lignes, qu'on laissât l'ennemi s'épuiser contre nos tranchées et qu'on fît la contre-offensive seulement, avec des troupes fraîches, quand l'ennemi aurait été épuisé, démoralisé.

Mais qui sait si ce n'est pas l'état-major russe qui, au moment de son gros échec d'il y a trois semaines en Prusse orientale, a demandé au nôtre de faire une offensive coûte que coûte, pour occuper les Allemands, les empêcher de se trop dégarnir sur le front occidental, et peut-être les obliger à rappeler des troupes de la frontière russe ?

Attendons de savoir pour broyer du noir!

Ce qui est sûr, archi-sûr, c'est que notre résistance, notre défensive, depuis six mois, a donné le temps aux Anglais d'organiser de formidables armées ; qu'ils doivent être en nombre déjà en France — avez-vous remarqué, cher broyeur de noir, que les fameux sous-marins allemands n'ont pas encore coulé un seul transport anglais apportant des troupes en France ? — et que si nos stocks de munitions sont au complet, nous finirons bien, au printemps, lorsque les routes seront praticables pour l'artillerie et les convois par faire un beau matin la contre-offensive victorieuse que nous espérons tous ?

Vous vous faites des cheveux parce que l'Amérique a l'air de prendre du mauvais côté la réponse implacable des alliés au blocus pour rire des côtes d'Angleterre par les sous-marins allemands. Et vous voyez déjà les Etats-Unis, pour défendre leur commerce, faire comme Gribouille, et déclarer la guerre aux alliés.

Ne vous frappez pas.

Les Etats-Unis trouvent la pilule amère, et ils font la grimace ; mais on mettra s'il le faut un peu de sucre autour, et ils l'avaleront. Je veux dire qu'en jetant un peu de lest, en y mettant les formes, — le président Wilson aime les formes juridiques, — au besoin en pratiquant le blocus effectif des côtes d'Allemagne, qui est conforme au droit international, tout finira par s'arranger sans coups de canon. Ce n'est pas au moment où, pour tout le monde, — sauf pour les neurasthéniques, les affaires de l'Allemagne apparaissent comme irrémédiablement perdues, que l'oncle Sam irait se brouiller avec sa vieille tante l'Angleterre, et le

monde d'alliés européens et asiatiques avec qui elle est en train de gagner la partie.

Mais oui, mon cher neurasthénique, partie gagnée.

Vous ne voyez donc pas que l'offensive allemande est arrêtée net là-bas, du côté de la Pologne, et que pour un Russe que tue Hindenburg, ou qu'il fait prisonnier, il s'en présente trois nouveaux qui finissent par le faire reculer, non sans le « tasser » un peu ?

Et ces pauvres Autrichiens, vous ne voyez pas que, conformément à leurs traditions militaires, ils sont encore en train de recevoir une mémorable râclée en Galicie orientale, du côté de Stanislaw, et en Bukovine, où l'un de ces quatre matins vous apprendrez que les Russes ont repris Czernowitz et qu'ils s'apprêtent à donner la main à l'armée roumaine ?

Et les Turcs, les pôvres? Vous n'allez tout de même pas vous imaginer qu'ils vont empêcher la flotte alliée de franchir les Dardanelles? ou alors c'est que vous ne connaissez pas la Turquie.

Mon cher ami, prenez l'administration française — celle d'avant la guerre, s'entend. Vous connaissez sa routine, son incurie. On peut dire cela maintenant que, sous le fouet de la nécessité, elle s'est refait une virginité. Eh bien ! multipliez cette incurie par cent mille, ajoutez-y une dose égale de gabegie, multipliez cela par l'impécuniosité incurable, la dèche congénitale dont ces pauvres Turcs, jeunes et vieux Turcs, sont atteints depuis que nous les connaissons, et vous aurez une faible idée de l'état de leur flotte, de leurs forts, de leurs arsenaux et de leur armée. Et vous voudriez que ce

soient ces pauvres gens qui nous empêchent de prendre Constantinople ?

Et Constantinople pris, vous savez ce que ça veut dire.

Cela veut dire la Russie débloquée ; les peuples balkaniques enflammés d'une sainte ardeur pour la cause des alliés ; et un nouveau front se formant au sud de l'Autriche et de la Hongrie : le blocus aidant, ça veut dire le commencement de la fin.

Ainsi soit-il ! et que le bon Dieu vous guérisse !

---

8 mars 1915.

La Grèce.

Le ministère Venizelos est par terre. Le roi n'a pas voulu que la Grèce sorte de sa neutralité.

Ce coup de théâtre fera une impression désagréable en France.

[(1) On n'attendait pas cette sottise de la Grèce. On savait bien, pardi ! que le roi de Grèce est marié à une sœur du Kaiser et personne en France n'a perdu le souvenir du fameux toast de Berlin que ce gaffeur couronné porta, il y a un an ou deux, à la gloire de l'armée allemande.

Mais on n'imaginait pas, dans notre pays où on est débarrassé de familles royales depuis près d'un demi-siècle, que les sentiments familiaux d'un monarque pussent être capables de tenir en échec le sentiment national d'un peuple entier].

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

On sait tellement la haine féroce que les Grecs nourrissent contre les Turcs, on connaît si bien leur passion nationale, leur ardent désir d'affranchir du joug de l'oppresseur séculaire les Grecs d'Asie-Mineure, les seuls Grecs qui n'aient pas encore pu se délivrer du joug turc, qu'on a peine à comprendre qu'ils ne sautent pas sur l'occasion qui s'offre à eux de compléter leur unité nationale.

[(1) Une telle imbécillité] on la comprendrait d'un peuple de balourds, mais de la part de la Grèce ! De la part de cette race si avisée, si déliée, si fine, si rusée, si réaliste, si experte en affaires, dont on dit dans tout le Levant : « Il faut deux juifs pour rouler un Arménien ; il faut deux Arméniens pour rouler un Grec » ? On ne fera jamais croire à personne que des gens aussi fins et aussi bons commerçants puissent avoir, à l'heure actuelle, le moindre doute ni sur l'issue de l'opération contre Constantinople, ni sur l'issue finale de la grande guerre ! Ils connaissent trop les appétits qu'a allumés en Russie, en Angleterre et en France la perspective du démembrement de la Turquie d'Asie pour s'imaginer qu'on leur laissera Smyrne, le grand port cosmopolite d'Asie-Mineure, s'ils arrivent quand la bataille sera finie ! Ils connaissent enfin trop bien la force de la Triple-Entente dans la Méditerranée pour craindre quoi que ce soit des Bulgares, maintenant que les flottes alliées sont dans les Dardanelles !

Vraiment, ça nous fait de la peine à tous, en France, de voir la Grèce manquer l'occasion, qui ne se retrouvera plus, d'achever par un beau geste la glorieuse épopée de sa délivrance nationale.

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

Non point pour le renfort — nullement méprisable, d'ailleurs — que l'armée et la flotte grecques pouvaient nous donner : nous avons une telle supériorité écrasante sur nos ennemis que nous nous chargeons bien, sans nouveau concours, de les réduire à merci.

Mais pour la réelle affection et le culte véritable que nous avons en France pour la race que nous considérons comme la mère de toute notre civilisation, nous aurions ardemment souhaité qu'elle fût à notre côté dans cette grande guerre de libération.

Depuis la Renaissance, en France, toutes les classes instruites, celles qui tiennent toutes les professions libérales, celles qui, fournissant les écrivains, les professeurs et les publicistes, façonnent le cerveau de notre nation, ont été élevées, soit par les jésuites, soit par l'Université, à l'école de la Grèce antique.

Quand on pense que ces gaillards-là, qui n'étaient qu'une poignée, ont, il y a deux mille cinq cents ans déjà, trouvé les fondements de toutes les sciences, de toutes, sans exception; qu'ils ont élevé tous les arts, la peinture, la sculpture, l'architecture, à un point où les plus grands maîtres de l'Europe moderne ont toutes les peines du monde à les suivre ; quand on pense qu'ils ont donné au monde les plus grands orateurs, les plus grands philosophes, les plus grands historiens, les plus grands dramaturges, les plus grands poètes épiques ou lyriques; qu'ils ont été les premiers des patriotes et des républicains au sens moderne du mot ; quand on songe à tout ce qu'évoque de beauté, de raison et de génie le seul nom d'Athènes, on se sent ébloui,

émerveillé, et on a de la reconnaissance pour les descendants de ces grands ancêtres qui sont l'orgueil de notre humanité.

Et on considère que, même lorsqu'on a déjà contribué à arracher les fils de ces géants au joug turc, quand on leur a permis de redevenir une nation après des siècles d'oppression, on reste encore leur obligé.

Non ! j'ai peine à croire qu'au moment où les trois nations qui ont délivré la Grèce moderne à Navarin, en 1827, sont en train de mettre fin à la barbarie ottomane et à l'oppression des Hellènes d'Asie, les Grecs d'Europe boudent à la besogne, et acceptent, sans faire une révolution, qu'un simple monarque, parce qu'il est marié à la sœur de l'Empereur d'Allemagne, leur fasse renier, à une heure si solennelle, tout leur glorieux passé.

[(1). . . . .]

J'ai peine à croire que le coup de théâtre d'Athènes ne soit pas une comédie.

Si je tenais M. Venizelos dans un coin, je lui dirais entre quatre-z-yeux :

« Fils d'Ulysse, qui as plus d'un tour dans ton sac, es-tu fâché pour de bon avec ton roi, le beau-frère de l'empereur d'Allemagne ? ou bien fais-tu semblant d'être fâché avec lui, pour avoir l'air de lui forcer la main, et veut-il seulement que tu lui sauves la face ? »

(1) Ce passage a été maintenu supprimé par la censure.

9 mars 1915.

Ohé ! les Bulgares !

Eh bien ! mais c'est le moment pour nos amis Bulgares de montrer à leurs bons voisins Grecs que de simples paysans sont capables, à l'occasion, de mieux comprendre leurs intérêts que les plus retors et les plus astucieux des commerçants.

Dans une quinzaine, peut-être avant, guère plus tard, la flotte alliée sera devant Constantinople : la Turquie va être mise hors de combat.

Les Alliés sont de taille à en finir tout seuls avec ces pauvres Turcs : il n'en est pas moins vrai qu'un coup de main de l'armée bulgare les dispenserait de distraire des champs de bataille principaux de trop gros effectifs. Ils seront reconnaissants, ils ne peuvent pas ne pas être reconnaissants au peuple balkanique qui les dispensera de cet effort et de cette dépense.

C'est des trois gros Alliés, tout le monde sait cela, que dépendra la redistribution des territoires balkaniques entre Serbes, Roumains, Grecs et Bulgares.

La Serbie aura sûrement la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, le pays des Slovènes et la côte de la Dalmatie, c'est-à-dire de bons ports et de larges fenêtres sur l'Adriatique, avec une augmentation de population de 7 à 8 millions de purs Serbes.

Les Roumains auront la Transylvanie et la partie roumaine de la Bukovine.

Les Grecs, qui finiront bien — n'en doutez pas — par revenir à la politique de M. Venizelos, auront la côte grecque d'Asie-Mineure, avec la grosse ville de Smyrne, selon toute vraisemblance.

A ce moment-là, les Alliés, sans la moindre protestation, attribueront à la Bulgarie — surtout à une Bulgarie qui leur aurait rendu le service d'intervenir au bon moment — non seulement Andrinople avec le territoire turc jusqu'à la ligne Enos-Midia que leur concédait le traité de Londres, après la défaite des Turcs ; non seulement Cavalla et l'arrière-pays que M. Venizelos se résigna un moment à leur céder ; mais toute la partie vraiment bulgare de la Macédoine.

La diplomatie des Alliés ne va-t-elle pas donner à la Bulgarie les assurances nécessaires ?

Il n'y a pas dans les chancelleries un seul homme un peu informé qui ne sache que la plus grande partie de la Macédoine est bulgare.

Ce sont les révoltes des Bulgares de Macédoine contre les atrocités commises par les Turcs qui ont amené l'intervention armée de la Russie en 1878 et la délivrance du joug des Turcs des premiers morceaux de terres bulgares.

Dans sa *Géographie universelle*, en 1876, deux ans avant la naissance de la Bulgarie, Elisée Reclus, dont on connaît la science et la probité intellectuelle, en traçant dans les provinces balkaniques la carte des nationalités, n'a pas manqué de noter que la Macédoine était en grande majorité bulgare.

Les Serbes eux-mêmes l'ont reconnu, puisqu'en 1912, avant la première guerre balkanique, quand ils firent d'avance le partage des dépouilles de

l'Empire turc avec les Bulgares, ils donnèrent le meilleur morceau de la Macédoine à ces derniers.

Si la Macédoine, occupée par les Serbes, n'était pas bulgare, est-ce que les Serbes, qui l'ont gardée après leur brouille avec les Bulgares, l'auraient soumise à un régime spécial de surveillance ?

Ce n'est pas seulement la justice la plus élémentaire qui exige que la Macédoine bulgare soit restituée aux Bulgares : c'est la tranquillité de l'Europe.

Tant que cette plaie bulgare ne sera pas guérie, pense-t-on sincèrement que la paix règnera jamais dans les Balkans et qu'il pourra jamais s'y établir une fédération balkanique ?

Qu'attend donc notre diplomatie pour promettre aux Bulgares que, lorsque la Serbie aura vu doubler son territoire par les victoires sur l'Autriche-Hongrie, la Macédoine sera répartie conformément aux clauses du traité serbo-bulgare de 1912 ?

Si nos diplomates ne sont pas des mazettes — et jusqu'ici sans faire autant de bruit que la diplomatie allemande, on peut leur rendre cette justice qu'ils ont fait plus de bonne besogne — dans quinze jours, l'armée bulgare sera en marche sur Constantinople.

---

10 mars 1915.

Le quatrième front.

Un corps expéditionnaire français est en route pour l'Orient. Où va-t-il ? Nul ne le sait. Sans doute

à Constantinople qui, sous peu, sera sous le canon des flottes alliées. A Constantinople, il rencontrera des troupes russes, des troupes anglaises et, selon toute vraisemblance, des troupes bulgares. Ça ne vous gêne pas, j'espère, qu'au lieu des Grecs, ce soient des Bulgares ?

Or, savez-vous ce que signifie ce rassemblement d'une forte armée alliée à Constantinople, où elle ne moisira pas, on peut en être sûr ?

Il signifie que le quatrième front va enfin se constituer.

Je dis bien : le quatrième front. Comptez plutôt.

Premier front, au Nord : la flotte anglaise qui bloque l'Allemagne et la met au régime du pain KK ;

Deuxième front, à l'Est : la ligne russe du Niémen à la Bukovine ;

Troisième front, à l'Ouest : les tranchées belges, anglaises et françaises de Nieuport à Belfort.

Il manquait, au Sud, un quatrième front, ou plutôt il n'était qu'ébauché : la flotte française tient bien la Méditerranée ; mais sur terre la petite armée serbe, malgré sa vaillance, est trop petite pour prendre l'offensive et envahir l'Autriche-Hongrie par le Sud. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de se tenir sur la défensive, en attendant que les Roumains viennent s'aligner à sa droite et les Italiens à sa gauche.

Mais, à défaut des Roumains et des Italiens, il y avait un autre moyen de constituer le quatrième front : c'était d'envoyer une armée franco-anglo-russe dans les Balkans donner la main aux Serbes.

Car, n'en doutez pas, les Détroits en nos mains, la Russie débloquée, c'est la possibilité pour les

trois grandes armées alliées d'envoyer des corps à la rescousse des Serbes pour constituer le quatrième front, le front du Sud, le front le plus faible de l'ennemi.

Là, en effet, c'est la plaine hongroise, la plaine du Danube, la route de Vienne et de l'Allemagne du Sud.

Du moment que le Transsibérien a pu suffire pendant de longs mois à alimenter, à des milliers et des milliers de kilomètres, l'armée russe quand elle luttait en Mandchourie contre les Japonais, on trouvera bien dans les Balkans, si mal desservis qu'ils soient en chemins de fer, les quelques centaines de kilomètres de voies ferrées nécessaires pour ravitailler et alimenter les armées alliées qui iront au secours des Serbes.

Double profit à constituer ce quatrième front : dans la plaine hongroise plate, uniforme, sans défenses naturelles, même si les Austro-Allemands avaient, malgré le blocus, des hommes, du matériel et des munitions pour y constituer à leur tour un quatrième front, il leur serait impossible de faire la guerre de tranchées dans de bonnes conditions.

Et puis, la Hongrie est le grenier à blé de nos ennemis et son parc à fourrages. Blés et fourrages seront mûrs en juillet. Quel coup pour les Allemands si c'était les Alliés qui y faisaient la récolte !

S'ils veulent sauver la Hongrie, il faudra bien qu'ils évacuent la Belgique et la France du Nord.

C'est parce que la prise de Constantinople va incessamment rendre possible la formation du quatrième front au Sud de la Hongrie que l'opinion publique française serait sage en ne poussant pas

notre état-major à brusquer l'offensive sur notre front occidental.

Je l'ai déjà dit, et si on le contestait ce serait trop facile de le démontrer : cette guerre, c'est la faillite de l'offensive, du moins la faillite de l'offensive contre des troupes abritées dans des tranchées et qu'on est obligé d'aborder de front.

On sait que c'est le cas sur notre front occidental, puisque les deux lignes de tranchées se continuent de la mer à la Suisse et qu'aucune des deux armées ne peut tourner l'autre, [(1) et à moins d'une défaillance morale qu'on ne peut prévoir ni d'un côté ni de l'autre, on peut affirmer que de front, les lignes actuelles sont infranchissables.

L'un ou l'autres des deux adversaires peut bien gagner quelques centaines ou même quelques milliers de mètres, en perdant 10 fois plus d'hommes que l'ennemi abrité qu'il attaque ; mais, à mesure qu'il desserre son attaque, l'adversaire accourt à la riposte avec ses réverves, accumule en arrière des renforts, construit de nouvelles tranchées, et contre cette muraille, si on s'entête, on perd en quelques jours une armée entière : les Allemands en ont fait la cruelle expérience sur l'Yser].

Puisque le blocus et la menace de la famine condamnent l'armée allemande à ces offensives aussi sanglantes qu'inutiles, attendons-la donc, dans des tranchées de plus en plus solides, de mieux en mieux armées de tout l'attirail de la guerre de siège, avec en arrière des tranchées toutes prêtes et des armées toutes fraîches en réserves pour venir consolider le mur aux endroits où se fera l'offen-

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

sive allemande. Notre état-major verra bien si, après que l'ennemi se sera épuisé dans une nouvelle offensive comme celle de l'Yser, il peut risquer une contre-offensive avec des troupes fraîches contre un ennemi épuisé et démoralisé.

Mais, de grâce, pas d'impatience dans l'opinion publique ; elle se communiquerait de proche en proche à notre état-major ; il [(1) se croirait obligé de brusquer l'offensive, et ça nous coûterait pour rien la vie de 100.000 à 200.000 des nôtres].

Ne nous pressons pas : le temps travaille pour nous.

Chaque semaine qui passe, c'est une semaine de plus de blocus pour nos ennemis : quand notre quatrième front sera constitué au Sud de la Hongrie, soit par l'entrée en ligne de la Roumanie et de l'Italie, soit par l'entrée en ligne des corps expéditionnaires alliés qu'on dirige vers les Balkans, il faudra bien que les Allemands déguerpissent de France et de Belgique... moins ceux qui y périront.

Les clefs d'Anvers, de Bruxelles, de Liège, de Metz et de Strasbourg sont à Constantinople.

---

11 mars 1915.

La plaie polonaise.

Je reprends mon bistouri, si la censure diplomatique veut bien me le permettre.

La plaie austro hongroise est guérie.

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

La plaie alsacienne aussi : cette dernière, sans que nous ayons, par l'incorporation brutale, contre le gré de ses habitants, de la rive gauche du Rhin, créé aux flancs de la nation allemande une plaie nouvelle.

Je n'ose traiter publiquement la plaie danoise, dire comment nous détacherons la partie danoise du Sleswig pour la rendre au Danemark à qui on l'a volée en 1864 ; je ne veux pas compromettre les Danois en parlant d'eux, et en attirant sur eux les foudres de leurs aimables voisins pangermanistes.

Mais voici une plaie dont tout le monde peut parler, car elle est, depuis cinq quarts de siècles, la honte de l'Europe.

En pleine Europe, il n'y a pas plus d'un siècle un quart, une nation entière a été assassinée ; assassinée comme nation, dépecée, écartelée, et ses membres disjoints, ses provinces pantelantes réparties entre ses voisins... Pour vous faire une idée du crime, supposez, qu'en 1870, au lieu d'amputer la France de l'Alsace-Lorraine, on l'ait découpée en morceaux, et qu'on en ait donné un à chacun de ses voisins.

Ce fut le cas de la Pologne dans le dernier quart du XVIIIe siècle, vers le temps de notre Grande Révolution.

S'il est un peuple qui ne méritait pas un pareil sort, c'est bien le peuple polonais.

Quand l'Europe se forma, au Moyen Age, quand la civilisation, partie de Rome et de la Gaule romaine, gagna de proche en proche la Germanie, au delà, dans la grande plaine qui s'étend jusqu'à l'Asie, vivaient à demi-barbares, des tribus agri-

coles et pastorales, qui devaient constituer plus tard les nations slaves.

La plus ancienne des nations slaves de l'Europe fut la Pologne. Tandis que les autres slaves recevaient de Constantinople le christianisme grec, les Polonais, à peu près seuls des Slaves, recevaient de l'ouest le catholicisme romain.

Leur noblesse féodale fut pendant des siècles le rempart de l'Europe chrétienne.

Quand les Mongols arrivaient d'Asie, par la grande plaine russe, la cavalerie polonaise était là pour les recevoir et les arrêter.

Les Turcs, maîtres de Constantinople et des Balkans, menaçaient-ils l'Autriche? Les Polonais accouraient dans la plaine du Danube et sauvaient les pays germaniques.

Mais voici que, débarrassée des Mongols, la Russie se forme autour de ses tzars; voici que l'Autriche-Hongrie refoulant de plus en plus les Turcs dans les Balkans devient sous les Habsbourgs un puissant Etat; voici que dans l'Allemagne du Nord se constitue, grâce à la ténacité méthodique des Hohenzollern, le royaume de Prusse.

La Pologne, elle, était une vraie république féodale, une république déchirée par les factions et les clans.

En 1772, ses trois puissants voisins s'entendent, décident sa disparition et le dépeçage commence: en 1795, le crime était consommé.

Dans son tombeau, la Pologne tressaillit en 1807. La France révolutionnaire bouleversait l'Europe. Un soldat couronné à sa tête, elle faisait trembler tous les trônes. Les Polonais se reprirent à espérer.

Ce fut la grosse erreur napoléonienne, en 1812, de ne pas ressusciter la Pologne.

En 1815, quand la Sainte-Alliance des Rois et des Empereurs tint Napoléon et la France sous son talon, la pierre fut de nouveau scellée sur le cadavre de la Pologne.

La Russie conservait le plus gros morceau, le cœur du pays, Varsovie ; l'Autriche eut le pays de Cracovie, la Galicie ; la Prusse, le pays de Posen.

Mais le tzar Alexandre Ier avait voulu que la partie de Pologne qui lui était attribuée eût une large autonomie, son armée polonaise, ses écoles polonaises, qu'elle constituât un royaume polonais sous sa suzeraineté.

En 1830, toute l'Europe est secouée par une nouvelle secousse révolutionnaire ; et la Pologne soulève de nouveau la pierre de son tombeau. C'est l'insurrection, et avec la défaite, la perte des libertés, de l'autonomie : le royaume polonais devient une simple province russe.

Cette fois, elle est bien morte, pensaient ceux qui croient qu'on peut tuer une nation qui ne veut pas mourir.

Une nouvelle insurrection, celle de 1863, vite réprimée, vient révéler à l'Europe étonnée que la Pologne était toujours vivante.

Et la russification recommence à outrance, pendant qu'en Pologne prussienne, on pourchasse la langue polonaise au profit de la langue allemande, on exproprie les propriétaires polonais au profit des colons prussiens : seule, l'Autriche faisait une situation à peu près acceptable à son lot de Polonais.

Les plus optimistes des Polonais commençaient

à désespérer, lorsqu'au mois d'août dernier éclata le grand cataclysme européen.

Quelle angoisse pour les malheureux Polonais ! Ils se réveillaient dans les deux camps, les uns dans l'armée prussienne et autrichienne, les autres dans l'armée russe !

Et c'était, au front oriental, leurs villes et leurs campagnes qui allaient devenir le champ de bataille de leurs maîtres.

Pour qui faire des vœux ?

D'un côté, il y a l'Autriche, qui a bien traité les Polonais de Galicie.

Mais, de l'autre, il y a la France républicaine, celle qui déjà, en 1867, quand elle était encore dans l'opposition, saluait, par la bouche de Floquet, le tzar Alexandre II, d'un « Vive la Pologne, Monsieur ! », qui rappelait au monde civilisé que pour la France révolutionnaire il n'y a pas de prescription contre le droit.

Vierge de Tchenstokowa, patronne de la Pologne, dis à tes fidèles Polonais, de quel côté est le Droit, de quel côté est la Justice !

Comme ils invoquaient leur vierge nationale, le 15 août, arriva la proclamation du grand-duc Nicolas annonçant la résurrection de la Pologne !

---

12 mars 1915.

La Pologne reconsué.

Malgré son imprécision, la proclamation du grand-duc Nicolas a autorisé toutes les espérances.

Non seulement tous les Polonais qui l'ont connue, ceux de Pologne russe et les 3 millions de réfugiés polonais qui vivent en Amérique, mais encore tous les alliés ont interprété la proclamation du grand-duc comme la promesse ferme que la Pologne serait reconstituée territorialement et politiquement.

Territorialement, que serait-il juste de comprendre dans une Pologne reconstituée en respectant le grand principe des nationalités ?

Une telle Pologne comprendrait d'abord, cela va de soi, toute la Pologne russe actuelle, je veux dire tous les districts où les Polonais forment une majorité imposante. C'est un premier noyau de 12 millions d'habitants. Dans ces 12 millions, il y a environ 2 millions de Juifs. Cette énorme proportion de Juifs n'étonnera pas quand on saura que la Pologne est dans la zone où les Juifs ont le droit de résider en Russie.

Notre nouvelle Pologne n'engloberait pas l'ancienne Lithuanie, c'est-à-dire le pays de Wilno, Kowno et de Grodno, bien que la Lithuanie ait fait jadis part de la Pologne et compte encore près d'un million de Polonais qui y forment l'aristocratie et la bourgeoisie. La Lithuanie, — qui est à proprement parler la région du Niémen — est peuplée de Lettons, qui ont une langue à eux, laquelle ne ressemble ni au polonais ni au russe, et ils entendent un jour ou l'autre obtenir eux aussi, dans l'Empire russe, une large autonomie, avec l'usage de leur langue dans les écoles, les églises et les actes de l'état-civil. Ce qui est certain, c'est qu'ils protesteraient — et à bon droit — contre une incorporation pure et simple à la nouvelle Pologne.

Les 125.000 kilomètres carrés et les 12 millions d'habitants de la Pologne russe formeraient, autour de Varsovie, le noyau de la Pologne reconstituée.

A ce noyau, faut-il ajouter les 79.000 kilomètres carrés et les 8 millions d'habitants de la Galicie, qui est, on le sait, la part de l'Autriche dans les dépouilles de l'ancienne Pologne ? Pour la Galicie occidentale, le pays de Cracovie, aucun doute possible. C'est un pays purement polonais. Les Polonais y sont 2 millions et demi.

Pour la Galicie orientale, dont le chef-lieu est Lemberg (Lwow, en polonais), la question est plus délicate. La Galicie orientale comprend bien, en effet, près d'un million et demi de Polonais et 600.000 Juifs, mais la majorité de la population est ruthène. Or, ces Ruthènes, qui sont des paysans jadis asservis par les conquérants Polonais encore maîtres d'une bonne part de la grande propriété, sont des Russes du midi, pareils aux Petits-Russiens, qui sont les méridionaux de la Russie et qui parlent un dialecte qui est, au russe, ce que le provençal est au français.

En outre, tandis que les Polonais sont catholiques, eux sont des chrétiens grecs ou orthodoxes, comme les Russes, mais des grecs uniates, c'est-à-dire unis à l'église romaine, par conséquent schismatiques aux yeux des popes russes.

Incorporer ces Ruthènes à la Russie, avec le million et demi de Polonais et le demi-million de Juifs avec qui ils vivent depuis des siècles, c'est une solution qu'ils n'accepteraient facilement que s'ils étaient sûrs de trouver dans la Russie un régime au moins aussi libéral que celui qu'ils avaient en

Autriche, une liberté politique équivalente, le même respect de leur dialecte et de leur culte.

Les incorporer avec le reste de la Galicie polonaise dans la nouvelle Pologne? Ils n'y tiennent sans doute pas davantage, habitués qu'ils sont en Autriche à jouir au point de vue de leur langue et de leurs écoles d'une très large autonomie.

La solution la plus élégante ne serait-elle pas de faire de la Galicie orientale une province autonome de la Pologne reconstituée, où ses franchises locales lui seraient garanties?

Reste à recoudre le morceau de Pologne qui fait actuellement partie de la Prusse.

Pour le pays de Posen et de Thorn, aucune hésitation : ce sont les pays polonais volés par la Prusse et qu'un siècle et quart après son vol elle n'a pas réussi à germaniser.

Au nord de la Posnanie, se trouve la Prusse occidentale, dont le chef-lieu est Dantzig : c'est encore un pays polonais, volé en 1772. Dantzig a été germanisée depuis, et les fonctionnaires et employés allemands sont encore nombreux dans les autres villes : mais toutes les campagnes et une partie des villes sont restées polonaises, malgré des tentatives de germanisation aussi brutales qu'en Posnanie. Mais si la Pologne unifiée reprend la Prusse occidentale, comme elle en a le droit strict, — il n'y a pas de prescription contre le Droit, — la Prusse orientale, avec Kœnigsberg, va se trouver détachée de l'Allemagne. Or, la Prusse orientale, sauf la partie sud qui, dans la région des lacs Mazuriens est restée polonaise, est allemande, depuis le début du Moyen Age. C'est la patrie des hobereaux les plus réactionnaires de toute la

Prusse. C'est un des berceaux de la monarchie prussienne et de la famille des Hohenzollern. Malgré la haine que nous avons pour ces oiseaux de proie, pouvons-nous souhaiter que la Pologne nouvelle s'incorpore ces 2 millions d'Allemands authentiques ? Et si le pays de Kœnigsberg — le pays des lacs Mazuriens étant incorporé à la Pologne — reste à la Prusse, comment ne pas laisser à l'Allemagne le long de la côte une bande de terre avec Dantzig pour que la Prusse orientale tienne encore par un bout de territoire à l'Allemagne ?

Autre question : il y a, dans la Haute Silésie prussienne, un district, celui d'Oppeln, riche en minerais de fer, qui a été détaché au Moyen Age de la Pologne, qui reste en majorité polonais, et qui touche à la Pologne ? Si la majorité polonaise du pays le demande, ne conviendrait-il pas de le rattacher à la Pologne qui, par cette province, deviendrait limitrophe des Tchèques de Bohême ?

En somme, sans toucher au pays allemand de Kœnigsberg, si la Pologne unifiée incorpore tous les territoires peuplés d'une majorité polonaise qui sont actuellement détenus par la Prusse, c'est 70.000 kilomètres carrés et 5.700.000 habitants qu'elle lui prendra.

C'est donc une vingtaine de millions — 24, avec la Galicie orientale — que compterait la Pologne.

Si la Russie — à défaut d'une indépendance complète — accordait à cette Pologne la plus large autonomie, si elle reconstituait sous la suzeraineté du tsar un royaume polonais, avec sa Diète, sa langue, ses écoles, son armée polonaise, la guerre actuelle ne nous apparaîtrait-elle pas vraiment

comme une guerre de libération et le tsar Nicolas II comme une manière de tsar libérateur ?

Et si la Pologne ressuscitée, instruite par le malheur, pitoyable aux persécutés et aux proscrits, elle qui fut persécutée et proscrite, faisait un effort pour se guérir de son antisémitisme, qui a attristé ses meilleurs amis de France, ne diriez-vous pas qu'elle était digne de ressusciter d'entre les morts ?

---

13 mars 1915.

[La leçon de Champagne](1).

Les deux graves communiqués d'hier, français et allemand, semblent indiquer que du côté de la Champagne la bataille est terminée, du moins provisoirement.

Oserai-je formuler la claire leçon qui semble se dégager de cette nouvelle tuerie ?

Je commence par dire que je ne m'érige nullement en juge de l'opportunité qu'il y avait pour nous à prendre l'offensive sur cette partie du front : si l'état-major russe a demandé au nôtre, comme c'est probable, de le soulager au moment de la forte pression allemande sur le front russe, en occupant les Allemands, et si notre offensive en Champagne a, comme il apparaît, empêché les Allemands d'envoyer d'autres troupes contre les

(1) Cet article tout entier avait été supprimé par la censure.

Russes, le sang versé par les nôtres n'a pas été versé inutilement.

Ce que je veux dire, c'est que la bataille, qui durait depuis un mois en Champagne, marque une nouvelle faillite de l'offensive contre des troupes retranchées, qu'on est obligé d'aborder de front.

Tout le monde se représente, sans doute, en quoi consiste l'offensive dans les conditions de la guerre actuelle, où les deux fronts ennemis, allant de la mer à la Suisse, pays neutre, ne peuvent être tournés, et où il faut aborder l'obstacle en face.

On accumule de l'artillerie sur un point; on arrose les tranchées voisines; puis, quand on les croit suffisamment foudroyées, quand on a fait cisailler les fils de fer qui les protègent par des équipes du génie, quand on a pris ses dispositions pour balayer les routes par lesquelles les renforts pourraient venir à l'ennemi, l'infanterie sort de ses abris.

Minute tragique. On était dans des trous, plus ou moins abrité, protégé soi-même par des fils de fer. On n'avait à redouter que les marmites ennemies. Voici qu'il faut sortir à découvert dans un espace le plus souvent nu, où les balles sifflent, où les mitrailleuses ennemies, si elles sont bien maniées, peuvent en quelques minutes foudroyer des centaines, des milliers d'hommes.

Malgré l'instinct de conservation qui vous pousse à vous cacher, on prend son courage à deux mains. On pense aux siens une dernière fois : à sa mère, à sa femme, à ses enfants, à ses amis, à qui de sa poitrine on fait ce jour-là un rempart. On se souvient des abominations commises par les Allemands. On pense qu'on n'est pas un lâche, que

l'honneur vous oblige d'avancer. Et on sort de l'abri, au pas de course, grisé, électrisé, enragé.

Si on atteint la tranchée ennemie, c'est le corps-à-corps sauvage, féroce, à la baïonnette, à coups de crosse, à coups de couteau !

Gain : on a avancé de 50 mètres, de 100 ou de 200 mètres.

On est à peine installé dans la tranchée conquise que les marmites ennemies commencent à vous pleuvoir dessus ; il faut parer aux contre-attaques de l'infanterie ennemie qui est dans les tranchées voisines, à quelques mètres en arrière ; la nuit venue, il faut dormir, d'un œil, sur la terre nue, humide, glacée, sans rien de chaud dans l'estomac.

Et le lendemain il faut recommencer contre la tranchée suivante, où l'ennemi, averti, est en force.

Quand un corps d'armée a fait ce métier-là deux ou trois jours, il est sur le flanc ; il faut, si on en a un sous la main, en appeler un autre.

Mais comme l'ennemi, dès la première attaque, est sur le qui-vive, il garnit solidement ses tranchées, fait venir des renforts, de l'infanterie et de l'artillerie, consolide son mur : et on a beau lancer des troupes fraîches, on ne passe pas.

Car, en somme, partis de Perthes et des Hurlus, en un mois, nous avons gagné 3 kilomètres en profondeur sur un front de 8 kilomètres de longueur ; mais nous n'avons pas passé. Nous n'avons pas pu occuper la ligne ferrée Bazoncourt-Sommepy-Hautbois-Apremont, qui est le trait d'union entre les Allemands de l'Argonne et ceux de Reims.

Nous avons soulagé les Russes : mais nous n'avons pas fait la trouée.

L'affaire de Champagne est la dixième preuve que nous avons, depuis le début de cette guerre, de l'impuissance de l'offensive contre un ennemi retranché qu'on ne peut tourner.

Méditez cette série :

7 et 21 août : échec des deux offensives françaises en Alsace.

21 août : échec de l'offensive française en Lorraine annexée.

23 août : échec de l'offensive française en Belgique.

5 septembre : échec de l'offensive allemande à la bataille de la Marne.

14-18 septembre : échec de l'offensive française sur l'Aisne.

15-28 octobre : échec de l'offensive allemande sur l'Yser.

30 octobre-15 novembre : échec de l'offensive allemande à Ypres.

15 décembre-10 janvier : échec de l'offensive française, se terminant par l'échec de Crouy.

15 février-15 mars : échec de l'offensive française en Champagne.

Ajoutez-y les échecs de l'offensive russe en Prusse orientale ; de l'offensive allemande en Pologne ; de l'offensive autrichienne en Galicie et en Serbie.

Avec les armes modernes, quand il attaque un ennemi retranché, l'assaillant est donc sûr de son affaire, et si par hasard l'offensive réussissait, ce serait au prix d'épouvantables sacrifices.

Je ne dis pas qu'il ne faudrait pas s'y résigner, s'il n'y avait pas d'autre moyen de terminer la guerre.

Mais il y a un autre moyen.

Nous bloquons les Austro-Allemands; l'Allemagne, avec son annexe l'Autriche-Hongrie, est comme une immense forteresse assiégée, où les vivres et les munitions ne sont pas à profusion.

Est-ce que, quand ils assiégeaient Metz et Paris, en 1870, ils ont donné l'assaut?

Non. Ils ont attendu, abrités dans leurs tranchées, les sorties des assiégés.

A leur tour, ils sont assiégés, et ils le sentiront mieux encore quand la prise de Constantinople nous aura permis de constituer au sud de la Hongrie le quatrième front.

Qu'ils essayent de faire des sorties! Ils verront ce que leur coûtera leur offensive, surtout si nous savons aménager nos tranchées, y installer un bel attirail de siège, les appuyer en arrière par de nouvelles lignes de tranchées et avoir en réserves, à Paris, une armée prête à consolider notre mur, là où il faiblirait, et à donner le coup de bélier contre le mur ennemi, si, après une offensive malheureuse allemande, leur mur se crevassait.

Pour apercevoir des vérités aussi aveuglantes, il n'y a vraiment pas besoin de sortir de l'Ecole de guerre.

---

14 mars 1915.

La plaie turque.

La censure militaire m'a été cruelle, hier. Si la censure diplomatique ne m'est pas plus clémente, je ne pourrai pas guérir la plaie turque, comme j'ai

déjà guéri la plaie austro-hongroise, la plaie d'Alsace et la plaie polonaise.

Quels que soient les méfaits des Jeunes-Turcs, et leur niaiserie, jamais on ne songerait à dépecer la Turquie, si la Turquie était une nation, si les 20 millions d'habitants qui peuplent l'immense territoire ottoman, vaste comme dix fois la France, ressemblaient si peu que ce soit à un peuple.

Or, la Turquie est tout, excepté une nation.

Quand les Turcs vinrent, il y a sept siècles, s'installer en Asie-Mineure, d'où ils passèrent en Europe, deux siècles après, c'étaient des peuplades guerrières, mi-agricoles, mi-pastorales, fanatisées par l'islamisme, qui trouvèrent que la guerre sainte contre les chrétiens, beaucoup plus riches et plus civilisés de l'Asie-Mineure et des Balkans, était une opération lucrative.

Serrés autour de leur chef religieux et militaire, le Sultan, ils vécurent sur le pays, où ils étaient comme campés, prélevèrent sur le troupeau des vaincus, ces chiens d'infidèles, des dîmes écrasantes.

Ils laissèrent aux Grecs, aux Arméniens, aux Juifs et aux Syriens tout le commerce : quant à eux, ils se réservaient l'armée et les fonctions publiques. Je parle des chefs, car il va sans dire que le bas peuple continua à vivre, surtout sur les plateaux d'Asie-Mineure, de la même vie pastorale et agricole que ses ancêtres jadis, dans le Turkestan.

Quand se produisit, au XIXe siècle, le réveil des nationalités en Europe, quand la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie successivement se constituèrent en nations indépendantes, les conquérants ottomans durent plier bagage. La dernière

guerre balkanique, celle de 1912, ne leur laissa plus, en Europe, que la banlieue de Constantinople. Sans l'appui de la France et de l'Angleterre qui longtemps s'opposèrent à la main-mise des Russes sur Constantinople, il y a longtemps qu'ils auraient été rejetés en Asie.

Les malheureux vivaient d'ailleurs sous la tutelle financière de la France et de l'Angleterre, leurs protectrices traditionnelles, qui leur avaient donné, sous le nom de Commission de la Dette publique ottomane, un véritable conseil judiciaire, comme on en donne aux prodigues et aux incapables.

Les banquiers de France et d'Angleterre avaient été obligés de recourir à cette mesure pour se faire payer, à eux et aux porteurs de fonds ottomans, les intérêts de toutes les sommes qu'on prêtait à ce pauvre Etat aux finances avariées, qui avait fait plusieurs faillites retentissantes.

La confiance était telle que le produit de certains impôts, comme le tabac et les douanes, était versé non au ministre des finances de Turquie, mais entre les mains des tuteurs européens qui payaient, par l'intermédiaire des grandes banques, les rentes sur l'Etat turc.

Les banquiers allemands, à leur tour, voulurent faire partie du conseil de tutelle de ce pauvre Etat en décrépitude ; et les fabricants allemands de rails, de locomotives, et de matériel de guerre jetèrent des yeux pleins de concupiscence sur cet homme malade, dont les vastes domaines pouvaient tout doucement se transformer en une véritable colonie allemande.

N'était-ce pas pitié de voir qu'entre Constantinople et la mer Rouge il n'y avait pas une bonne

voie ferrée, un grand tronc central, qui, passant par Bagdad, desservirait ce vaste empire ? Ce grand tronc se ramifierait, de chaque côté, surtout du côté de la mer, et ce seraient autant de lignes nouvelles à construire ! Quelle aubaine si c'étaient des capitaux allemands qui montaient cette grande entreprise, avec une bonne garantie d'intérêts, par kilomètre, une bonne garantie de l'Etat turc, et de ses tuteurs européens, ces messieurs de la commission de la dette ottomane. Que de locomotives ! que de wagons ! que de rails ! que de poutrelles ! que de travaux publics en perspective ! Heureuse la nation allemande si c'étaient ses capitaux, ses ingénieurs, ses métallurgistes qui avaient cette splendide affaire !

Heureux tous les commerçants allemands, car une compagnie allemande, maîtresse du chemin de fer de Bagdad, saurait bien, par des tarifs savamment combinés, par des tracasseries aux concurrents, faire que la seule camelote allemande puisse pénétrer jusqu'aux villages les plus reculés.

Sans compter qu'avec ce chemin de fer, ce serait la mobilisation possible des troupes turques, aujourd'hui disséminées aux quatre coins de cette immense Turquie, incapables, sauf par mer, de gagner Constantinople, tellement les distances sont énormes et les routes rares et mauvaises ; ce serait la puissance militaire de la Turquie décuplée ; la possibilité, pour ses troupes, de se concentrer soit contre les Bulgares, soit contre les Russes en Arménie, soit — qui sait ? — contre les Anglais en Egypte.

Mieux que cela : le chemin de fer de Bagdad entre les mains d'une compagnie allemande, dans

une Turquie domestiquée par l'Allemagne, commandée par des officiers allemands, ce serait la grande route des Indes entre les mains de l'Allemagne, la route de Londres à Bombay raccourcie de moitié, le voyage de Londres aux Indes ne demandant plus que 8 jours au lieu de 15.

La route des Indes aux mains allemandes, quel rêve !

C'est sur ce château de cartes qu'est en train de tirer, en ce moment, la flotte alliée qui attaque les Dardanelles.

---

15 mars 1915.

Le partage de la Turquie.

S'il fallait appliquer à la lettre, et dans son esprit, le principe français de la souveraineté des peuples, qui entraîne pour les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes, une fois Constantinople pris il faudrait dire aux différentes races de l'Empire turc : « Vous êtes libres. Comment voulez-vous vous régir ? Quelles nationalités indépendantes voulez-vous constituer? »

A cette question, la plupart des sujets turcs ouvriraient des yeux étonnés.

L'idée nationale est pour eux quelque chose de si vague ! Ils ont pour la plupart une conscience si obscure de leur propre nationalité ! Et, pour tout dire, ils sont si peu des nations !

Ce sont tous des « Levantins », des habitants des

pays du Levant. Pour nos pères du Moyen Age, le Levant c'était le bout du monde ; quelque chose de plus mystérieux, de plus étrange que pour nous aujourd'hui l'Extrême-Orient.

Que de races confondues sous ce vocable ! Il y a des juifs, des Syriens, des Arabes, des Arméniens, des Grecs, des Turcs.

Si encore ils étaient cantonnés dans certaines régions, on pourrait y voir les embryons de nations modernes, comme sous la domination turque dans les Balkans, au début du XIXe siècle, on sentait en germe les petites nations grecque, serbe, bulgare et roumaine !

Mais, ici, rien de tel. Chaque grande ville est une salade de peuples.

Voyez Constantinople. Il y a 450.000 Turcs, 200.000 Grecs, 150.000 Arméniens, 60.000 juifs, 150.000 Européens de toutes nations : chiffres très approximatifs, puisque les statistiques turques sont des merveilles d'inexactitude.

Qu'est-ce qu'il y a de plus cosmopolite que la ville de Smyrne, avec ses 220.000 habitants : Grecs, Arméniens, Juifs, Turcs, Latins de France et d'Italie, vaguement dénommés Francs ?

Et la ville de Beyrouth, avec sa population de 140.000 habitants, où toutes les races, toutes les sectes religieuses du Levant sont pêle-mêle, au point que le bon Dieu mahométan, le bon Dieu grec et le bon Dieu latin, sans compter le bon Dieu arménien et le bon Dieu juif, y auraient toutes les peines du monde à faire un tri sérieux entre leurs fidèles ?

Une fois l'empire turc détruit, si les soldats européens s'éloignaient, vous verriez tout ce pauvre

Levant tomber dans une belle anarchie, et l'Europe serait obligée d'y retourner mettre un peu d'ordre.

Dans ces conditions, ce qu'il y a de mieux à faire, dans l'intérêt des Levantins eux-mêmes comme dans l'intérêt de la paix européenne, c'est de partager entre les vainqueurs, à l'amiable, les territoires du sultan en zones de protectorat et d'influence, à charge pour chacune des nations européennes qui profiteront de la succession turque de respecter l'autonomie locale et la religion de leurs protégés, et de les assimiler progressivement à leurs propres nationaux au point de vue des droits politiques.

Si les Bulgares interviennent dans quelques jours, aux côtés des alliés, qui leur contestera la possession d'Andrinople et de tout le territoire turc d'Europe jusqu'à la ligne Enos-Midia, qu'ils avaient arrachés aux Turcs en 1912, et que les Turcs leur ont repris en 1913 ?

La côte d'Asie-Mineure est en bonne partie grecque, ainsi que la plupart des îles qui la bordent. Si M. Venizelos revient à temps au pouvoir et apporte le concours de son pays, qui pourra lui refuser tous ces pays où le génie hellénique a laissé depuis deux mille ans de si fortes empreintes ? Mais que la Grèce se hâte si elle veut Smyrne, qui doit avoir allumé pas mal d'autres convoitises !

L'Italie retient, depuis la dernière guerre avec les Turcs, douze petites îles grecques au sud de Smyrne, avec Rhodes : on assure que la côte sud de l'Asie-Mineure ne lui déplairait pas, avec l'arrière pays, et l'on ajoute que quand elle a appris que la Grèce boudait à la besogne, elle a louché furieusement du côté de Smyrne. Pauvre Bülow, qui n'a à

lui offrir que ce malheureux Trentin, dont elle sait bien qu'il lui reviendra par la force des choses, dans quelques semaines, avec Trieste au bout !

Je ne crois pas que les alliés contestent à la France le protectorat de la Syrie et de la Palestine, avec Damas, Alep et Beyrouth. C'est, depuis un temps immémorial, un pays d'influence française. Depuis le XVIe siècle, ces pays sont vaguement nos protégés. On a même fait, en 1862, une expédition pour empêcher les chrétiens du Liban d'être massacrés par les musulmans du cru, et depuis il y a un gouverneur chrétien dans le Liban.

Dans toute la Syrie, les pères jésuites, les frères de la doctrine chrétienne ont répandu par leurs écoles le français dans tout le pays, tandis que, de leur côté, les écoles de l'Alliance française et de l'Alliance israélite y faisaient aimer la France laïque et républicaine.

Verriez-vous un inconvénient à ce que la République française rendît la Palestine à ceux des juifs qui ont conservé une conscience nationale juive et qui rêvent de reconstituer, sur la terre des ancêtres, leur patrie détruite, il y a deux mille ans, par le glaive d'un conquérant ?

L'Arménie est ce pâté de montagnes et de plateaux qui avoisine la Russie du Caucase. Les Arméniens, qui appartiennent à une Eglise chrétienne distincte, ont été tellement persécutés par leurs maîtres turcs, et surtout par les montagnards musulmans de leur pays, les Kurdes, qu'ils considéreraient comme une délivrance la formation d'une Arménie autonome, placée sous la suzeraineté de la Russie. Je ne veux point les contrarier.

Et nos amis anglais, vous ne voudriez pas qu'ils

laissassent leur part à d'autres? Ils prendront la Mésopotamie, avec Bagdad, et le principal tronc du grand chemin de fer de Bagdad, qui sera la route la plus directe des Indes, avec peut-être le protectorat de l'Arabie, et la Mecque, la ville sainte. Je vous prie de croire que, quoi qu'il arrive, ils ne seront pas à plaindre et qu'ils ne seront pas les plus mal servis.

Pauvres Turcs! Après ce dépeçage, il ne leur restera plus que l'Asie-Mineure. Comme ils sont là trois ou quatre millions de paysans turcs, qui sont de braves gens bien paisibles, je n'ai pas la cruauté de leur enlever les derniers vestiges de leur indépendance, et nous laisserons — si la diplomatie le veut bien — subsister au cœur de l'Asie-Mineure un petit Etat turc inoffensif.

Reste Constantinople, avec les Détroits.

Ce morceau de choix, à qui le donnerons-nous?

---

16 mars 1915.

A qui Constantinople?

A qui Constantinople?

Eh! parbleu, aux Russes.

Je sais que cette tranquille affirmation va suffoquer plus d'un de mes amis politiques. Je heurte de front les idées reçues. C'est un dogme pour tous les libéraux et démocrates de France et d'Angleterre, que Constantinople aux Russes, ce serait l'abomination de la désolation, et que du même coup l'Europe deviendrait cosaque.

Pour éloigner de leurs lèvres ce calice, vous savez l'ingénieuse combinaison qu'ils mijotent au fond de leur cœur ?

On va faire de Constantinople une ville libre, internationale, et on va internationaliser et neutraliser les Détroits. Un Comité international veillera sur ce petit Etat neutre ; il ne tolérera aucune fortification ni sur les Dardanelles, ni sur le Bosphore. Ainsi, tout le monde sera content. Les Russes qui, en vertu des traités antérieurs, n'avaient pas le droit de faire sortir leur flotte de guerre de la mer Noire, pourront la faire passer à volonté dans la Méditerranée ; jamais plus la fermeture des Détroits ne viendra embouteiller dans la mer Noire, à Odessa et à Nicolaïeff, les vaisseaux de commerce chargés de blés dont les Détroits sont la seule issue. Et les Balkaniques aussi seront contents. Certes, les Bulgares auraient préféré avoir Constantinople comme capitale ; et la Grèce aussi. Mais, en attendant de pouvoir satisfaire leur rêve de mégalomanes, Constantinople, neutralisée avec les Détroits, c'est tous les espoirs autorisés pour l'avenir, et cette solution d'attente c'est, en tout cas, le colosse russe éloigné.

Ainsi tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Cette solution n'a qu'un défaut : c'est que la Russie ne l'acceptera pas. [(1) et que, l'acceptât-elle, contrainte et forcée, elle en concevrait une telle amertume, une telle déception, que la question d'Orient n'aurait été réglée que provisoirement, et qu'il faudrait de nouvelles tueries pour la régler définitivement].

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

Comment !

Voilà un gouvernement, une diplomatie qui, depuis des siècles, n'ont eu qu'une pensée suivie : atteindre Constantinople. Pour chasser les Turcs d'Europe et occuper les détroits, ils ont fait depuis deux siècles les guerres les plus ruineuses, les plus sanglantes. S'ils n'y sont pas, c'est uniquement parce que, durant tout le XIXe siècle, la France et l'Angleterre les en ont empêchés ; et aujourd'hui qu'ils sont les alliés de la France et de l'Angleterre, que la France et l'Angleterre ont besoin d'eux pour terrasser l'Allemagne, que tous les neutres hésitent à se jeter dans la bagarre, — aussi bien les Grecs que les Bulgares et les Roumains, — vous prétendriez leur faire, vous, leurs amis et leurs alliés, lâcher la proie tant convoitée !

S'il n'y avait que les diplomates russes à caresser ce rêve, on pourrait peut-être essayer d'en contrecarrer la réalisation.

Mais toute la jeunesse russe a été élevée dans cette idée que Constantinople c'est le but de toute la politique extérieure russe ; lisez en ce moment tous les journaux russes : les journaux libéraux et démocrates sont d'accord avec les journaux conservateurs. Ce n'est pas seulement le gouvernement, c'est l'opinion publique russe tout entière qui considère Constantinople comme devant être le lot de la Russie dans les dépouilles de la Turquie.

Il n'est pas jusqu'aux pauvres moujicks russes qui ne sachent confusément que Constantinople doit revenir un jour à la sainte Russie. Ils savent peu de chose, mais ils savent bien, eux, que le jour où les Turcs entrèrent à Constantinople, il y a des siècles, en 1453 cette ville était, pour les chrétiens

de la vraie religion chrétienne, — la vraie, c'est la leur, naturellement, — la ville sainte, la Rome de l'Eglise orthodoxe dont ils sont les ouailles les plus fidèles. Ils savent même que le jour où les musulmans entrèrent dans Sainte-Sophie de Constantinople, à cheval, tuant tout sur leur passage, il y avait un prêtre orthodoxe qui priait sous le dôme sacré. Quand les Infidèles arrivèrent, il se produisit un grand miracle. Les murs de la sainte basilique s'entr'ouvrirent subitement ; le saint prêtre y entra ; les murs se refermèrent sur lui ; il y est toujours ; et le jour où les chrétiens reprendront Constantinople, il en sortira pour bénir le tsar de la sainte Russie et ses fidèles orthodoxes, ce qui est la preuve céleste que Constantinople doit devenir une des villes saintes de la véritable Eglise et de son chef temporel, le tsar de toutes les Russies.

Au fond, quel est le sens de toutes ces légendes, entretenues par le clergé russe, et que signifie cette persistance de la politique russe à poursuivre la réalisation du rêve de Pierre-le-Grand et de Catherine II ?

Quel autre sens, sinon que la possession des Détroits est d'un intérêt vital pour cette nation qui aura bientôt 200 millions d'habitants, et dont les Détroits sont le seul débouché de toute sa région la plus agricole et la plus riche.

En 1912, la Turquie est en guerre avec l'Italie : fermeture des Détroits ; les blés de Russie ne peuvent sortir de la mer Noire. Presque aussitôt, la Turquie se bat avec les Balkaniques : nouvelle fermeture des Détroits, nouvelles ruines commerciales. Aujourd'hui, voilà encore ses navires de commerce embouteillés !

On aura beau dire aux Russes que, avec les Détroits neutralisés, pareil embouteillage ne pourra plus se produire, [(1) comme ils savent que les Grecs ont les dents longues et qu'un jour ou l'autre, dans d'autres circonstances politiques, soutenus par de puissants alliés, les Grecs pourraient mettre la main sur Constantinople], ils préfèrent avoir en poche les clefs de leur maison. Qui pourrait les en blâmer ?

Que cela ne fasse pas l'affaire des Balkaniques qui désirent pour eux-mêmes Constantinople ! Que le péril russe en soit augmenté pour eux, si la Russie voulait un jour abuser contre eux de sa puissance, possible encore ! Mais ce n'est pas l'occupation de Constantinople par les Russes, en ce cas, qui ferait le danger pour eux. Ce danger, c'est que la Russie, avec ou sans Constantinople, est un colosse de 200 millions d'habitants, tandis qu'ils sont des pygmées.

Quant aux puissances maritimes de la Méditerranée qui longtemps ont redouté de voir les Russes à Constantinople, parce qu'ils deviendraient ce jour-là une puissance navale méditerranéenne, comment ne voient-elles pas qu'avec ou sans Constantinople la simple neutralisation des Détroits, en ouvrant aux flottes de guerre russe l'entrée de la Méditerranée, fait de la Russie, qu'on le veuille ou non, une grande puissance méditerranéenne.

Au lieu de chicaner les Russes sur Constantinople, et de vouloir s'obstiner à empêcher l'inévitable, la libre Angleterre et la République française feraient mieux de tenir au gouvernement ami et

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

allié ce simple langage : « En vous laissant vous établir à Constantinople, nos peuples vous donnent une marque de confiance et d'amitié. Ils comptent qu'en retour vous donnerez à l'opinion libérale de l'Occident les satisfactions morales qui seront pour elle les plus belles conquêtes de cette guerre de libération des peuples ».

A un gouvernement russe qui ressusciterait vraiment la Pologne en pleine autonomie ; qui donnerait aux juifs l'égalité des droits civils et politiques ; qui ferait une large amnistie politique, et qui, selon les promesses d'octobre 1905, ferait de la Douma une véritable Chambre des Communes russe, auriez-vous la moindre répugnance à donner Constantinople ?

---

17 mars 1915.

L'heure de l'Italie.

Depuis le premier jour de la guerre, je répète autour de moi à qui veut l'entendre que l'intervention de l'Italie est certaine, et qu'elle se produira quand son armée sera prête et quand la neige commencera à fondre dans les Alpes.

Sur quoi je fonde cette belle assurance ?

Mais sur l'histoire de l'Italie moderne.

Réfléchissez deux secondes : l'unité nationale italienne s'est fondée contre l'Autriche qui, en 1859, occupait tout le nord de l'Italie, Milan avec Venise. On a chassé les Autrichiens par deux

guerres, l'une en 1859, l'autre en 1866. Seulement, ils ont gardé deux lambeaux de chair italienne : Trieste et Trente.

Trieste et Trente, c'est, pour toute l'Italie, Metz et Strasbourg.

Peut-on imaginer sérieusement que la nation italienne va voir l'Autriche dans une grande guerre européenne sans étendre la main pour prendre ses deux provinces !

— Mais si l'Autriche, aux abois, accepte de donner Trente et Trieste ?

— Le malheur, pour ce pauvre M. de Bülow, c'est que, si l'Autriche pouvait les offrir, l'Italie ne pourrait pas les accepter.

Quelle garantie voulez-vous qu'elle ait, si par son abstention les Austro-Allemands étaient vainqueurs, qu'ils ne lui réclameront pas les deux provinces cédées à contre-cœur ? Quelle confiance l'Italie peut-elle avoir dans les chiffons de papier de ces gens-là ?

Et si, malgré la neutralité italienne, les Austro-Allemands sont battus, comme personne aujourd'hui n'en peut plus douter, quelle figure ferait l'Italie dans la nouvelle Europe ? De quel œil la regarderaient les Allemands et les Autrichiens ? Et de quel œil la regarderaient les vainqueurs ?

Car enfin si, sans combattre, l'Italie recueillait Trente et Trieste, ce seraient les Français, les Anglais et les Russes qui les lui auraient conquises au prix de leur sang.

Quel est le gouvernement italien qui accepterait une pareille déchéance morale ? Quelle autorité aurait l'Italie dans la suite, dans le concert des na-

tions, où elle se sentirait dans une atmosphère de haine et de mépris ?

Qui peut supposer un seul instant que la maison de Savoie, qui doit sa couronne italienne au grand mouvement national de 1859-1866, serait assez folle et assez aveugle pour la compromettre dans une politique aussi manifestement contraire à la volonté nationale ?

N'oubliez pas, je vous prie, que l'Italie est le pays de Garibaldi, et que, dès 1859, elle hésitait entre la monarchie de Savoie et la république, entre Victor-Emmanuel Ier, le grand-père de celui qui règne aujourd'hui à Rome, et Garibaldi, le grand-père de ceux de l'Argonne. Que pourrait répondre Bülow à Sonnino et Salandra s'ils lui disaient : « Vos propositions ! Mais, si nous les acceptions, ce serait la République en Italie avant six mois ! »

Et je ne parle point des légitimes ambitions de l'Italie dans la Méditerranée, et de son désir d'avoir sa part des dépouilles de la Turquie agonisante.

Donc, l'Italie interviendra.

Je m'en réjouis pour la France, certes, puisque la flotte et l'armée italiennes sont, surtout aujourd'hui, après six mois de préparation intensive, une force militaire dont l'entrée en ligne précipitera l'effondrement de nos ennemis.

Je m'en réjouis beaucoup plus pour l'Italie elle-même, qui sortirait diminuée aux yeux du monde entier si Trieste et Trente lui revenaient sans qu'elle ait versé une seule goutte de son sang pour les ravoir, et si elle ne les devait qu'au sang répandu par les alliés sur tous les champs de bataille.

Je m'en réjouis surtout pour l'avenir des races

latines, qui ne peuvent tenir la place à laquelle elles ont droit dans le monde que par l'entente cordiale des deux grandes sœurs qui incarnent le mieux le génie latin. Quel meilleur moyen pour dissiper leurs malentendus, pour panser les blessures d'amour-propre qu'elles ont pu se faire dans ces dernières années, que de sceller leur réconciliation sur les champs de bataille et de renouer les relations fraternelles du temps de Magenta et de Solférino !

Je n'ai qu'une peur : c'est qu'elle n'intervienne trop tard, et qu'une intervention tardive ne lui enlève le bénéfice moral de son geste viril.

D'un moment à l'autre, l'effondrement de l'Autriche et de l'Allemagne peut se produire.

Aussi soucieux de l'honneur et de la réputation de l'Italie que de la nôtre propre, nous ne voulons pas, nous, ses amis passionnés et indéfectibles, que demain, si elle intervenait trop tard, l'on puisse venir nous jeter à la figure qu'elle est venue au secours de la victoire, qu'elle n'est arrivée sur le champ de bataille que pour achever les blessés et détrousser les cadavres.

---

18 mars 1915.

Caillaux.

Ceux qui ne trouveront pas de leur goût la lettre que M. Caillaux, retour du Brésil, adresse à ses électeurs, feront bien de s'en prendre à ceux qui l'ont mis dans la nécessité de publier cette lettre.

Quand nous avons, d'un accord tacite, fait en France la trêve des partis ; quand nous avons immolé nos préventions et nos haines sur l'autel de la patrie en danger, nous pensions, nous qui avions en silence avalé l'assassinat de Jaurès, que l'union sacrée se ferait sur toute la ligne, et nous espérions même qu'elle pourrait se continuer après la guerre.

Nous ne nous attendions pas que les haines ne désarmeraient pas contre certains des nôtres, qu'on continuerait à les poursuivre avec un acharnement féroce, et que seuls quelques hommes, parce qu'ils ont lutté pour les mêmes idées que nous, seraient exclus de l'amnistie mutuelle que s'accordaient tacitement les deux grands partis de droite et de gauche.

Car il ne faut pas venir nous raconter que les accusations, les insinuations, les ragots colportés depuis six mois contre l'ancien président du conseil, ne sont pas l'assouvissement de passions politiques.

Nul n'oblige qui que ce soit à avoir pour Caillaux la moindre sympathie personnelle ; je n'en ai guère eu personnellement jusqu'au jour où sa vie intime, étalée au grand jour, j'ai pu constater que l'homme, au point de vue privé, n'était point l'individu taré qu'on nous représentait, et qu'il valait [(1) moralement infiniment mieux que ceux qui le traînaient dans la boue].

Mais il est évident que ce n'est pas l'homme privé qu'on poursuit de cette haine tenace : c'est l'homme public, qui était le champion le plus en

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

vue de toute la politique « de gauche » dans ces dernières années.

En sa personne, ce qu'on attaque, c'est l'ensemble des partis de gauche qui, aux dernières élections, eurent la majorité dans le pays, et dont les électeurs se battent dans les tranchées avec le même héroïsme que les électeurs des partis de droite.

Vous avez poursuivi de votre haine cet homme parce qu'il incarne à vos yeux l'impôt sur le revenu, dont vous ne vouliez pas ! L'impôt sur le revenu, nous l'avons réclamé avant la guerre, et nous le réclamerons après.

Vous l'avez considéré comme un traître parce qu'il était ministre au temps d'Agadir et qu'il a livré, comme vous dites, le Congo à l'Allemagne ! Nous croyons, nous, qu'au temps d'Agadir, il nous a évité la guerre, et qu'il a conduit la diplomatie française avec une habileté, un sens des réalités, une compréhension des intérêts de la France qui nous le font estimer et aimer beaucoup plus encore que ses belles campagnes pour la justice fiscale.

Vous l'accablez parce qu'il fut de ceux qui résistèrent à la loi de trois ans, et vous le rendez responsable, lui et son parti, de l'invasion de dix de nos départements ! Et nous, sans jeter la pierre à nos anciens adversaires troisannistes, et en rendant justice à leurs excellentes intentions patriotiques, nous croyons que c'est lui qui avait raison, et nous avec lui, quand nous demandions de moins consacrer d'argent à l'encasernement d'une troisième classe d'active, et d'en consacrer davantage à l'organisation, à l'équipement, à l'entraînement, à l'encadrement des réserves ; quand nous pré-

voyions que nous aurions affaire à deux ou trois millions d'Allemands, et que ce ne serait pas trop de la nation armée tout entière pour arrêter l'ennemi au seuil de notre territoire.

Vous le rendez responsable du manque d'artillerie lourde au début de la campagne ! Vous tombez bien ! Il n'y a pas un homme un peu informé qui ignore que, pas plus sous son ministère que sous les autres, on n'a jamais refusé un sou pour l'artillerie lourde, qu'il a même voulu en faire fabriquer, et que l'opposition est venue d'ailleurs que des milieux parlementaires, comme tout le monde le reconnaîtra dès que l'heure sera venue d'en sortir la preuve éclatante.

Cette recrudescence d'attaques sournoises et venimeuses contre un des nôtres constitue une violation flagrante de la trêve conclue entre tous nos partis politiques. J'en appelle aux honnêtes gens de tous les partis.

Est-ce que, dès le premier jour de la mobilisation, nous n'avons pas, nous, désarmé sur toute la ligne ? Est-ce que nous ne nous sommes pas réconciliés, non pas du bout des lèvres, mais du fond du cœur, avec ceux que nous avions le plus combattus au temps de nos discordes civiles ? Est-ce que jamais il est tombé de nos lèvres ou de notre plume une seule attaque contre les adversaires de la veille ? Est-ce que nous reprochons à qui que ce soit ses opinions d'avant la guerre sur l'impôt sur le revenu, sur le service de trois ans, sur l'artillerie lourde, ou son attitude hargneuse à l'égard de l'Allemagne ? Demandons-nous aux généraux s'ils sont républicains ou réactionnaires ?

Alors, que signifie cette haine de cannibales

contre un homme qui depuis huit mois avait disparu de la scène politique ?

Veut-on donc à tout prix rallumer les anciennes discordes civiles, quand les Allemands encore occupent une partie de notre territoire ?

Que les ennemis de l'ancien président du conseil y prennent garde : en France, il suffit qu'on soit attaqué d'un certain côté avec violence pour avoir aussitôt les sympathies des masses populaires.

Après tout, si c'est ce service que ses ennemis veulent rendre à Caillaux, personnellement je n'y vois aucun inconvénient.

---

19 mars 1915.

Au-dessus des haines nationales.

Une lettre que publient les journaux relate un acte d'humanité d'un officier français, qui vaudrait, autant qu'un acte de bravoure, une citation à l'ordre du jour, ne serait-ce que pour encourager tous nos soldats à l'imiter en pareille occasion.

Le 10 mars dernier au matin, nos poilus font sauter une sape sous les tranchées allemandes, à 20 mètres des nôtres. Les Allemands éprouvent de grosses pertes, et les survivants se hâtent de reporter leur première ligne à 30 mètres en arrière. Sur l'emplacement de leur première tranchée gisait un des leurs, grièvement blessé. Toute la journée, il resta là, étendu sur le sol, entre les deux camps, sans que personne vînt le secourir.

Les nôtres comptaient que, la nuit venue, les siens viendraient le relever et le porter dans les lignes allemandes.

Les Allemands n'en firent rien, et le lendemain matin, après avoir passé toute la nuit sur la terre nue, les nôtres constatèrent que le malheureux était toujours là.

Alors, l'officier qui commandait notre tranchée fut pris de pitié.

Il crie aux Allemands de venir chercher leur blessé, que nous ne tirerions pas. Après quelques hésitations, quatre d'entre eux sortent de leur abri et viennent le prendre. Il y avait dans la tranchée ennemie plusieurs officiers.

En constatant l'acte d'humanité des nôtres, ils se montrent en même temps qu'une cinquantaine d'hommes. Et les voilà qui se mettent à saluer très bas les nôtres et à leur faire une ovation.

Au coin de leur feu, quelques pantouflards, qui veulent paraître plus féroces qu'ils ne le sont en réalité, regretteront peut-être qu'on n'ait pas laissé crever « ce sale Boche ». Aux atrocités allemandes ils rêveraient qu'on répondît par des atrocités plus grandes encore.

Il faut dire, à l'honneur de nos poilus, qu'ils n'ont pas cette mentalité de bêtes féroces. [(1) Ils savent que la plupart des atrocités reprochées aux Allemands ne sont que des crimes individuels commis par des gens sans aveu, comme en comptent toutes les armées de la terre].

Ils soupçonnent qu'ils ont en face d'eux une foule de pauvres gens qui n'auraient pas mieux de-

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

mandé que de n'être pas là, qui souffrent comme eux, et quand l'ardeur de la lutte est passée, quand ils ne voient plus rouge, de part et d'autre l'humanité et la pitié reprennent leurs droits chez les âmes d'élite.

Si l'on savait combien les privations, la colère et la peur — la peur surtout — endurcissent les cœurs, on ne comprendrait même pas comment le trait d'humanité que je signale aujourd'hui à l'actif d'un des nôtres n'est pas de pratique courante dans les deux camps.

Faut-il que la guerre qui, à certaines heures, exalte les âmes les plus médiocres jusqu'à l'héroïsme et jusqu'au sacrifice, fasse choir l'humanité jusqu'aux pires bas-fonds de la barbarie pour que, depuis le début de la guerre de tranchées, depuis sept mois, les deux adversaires n'aient pas, après chaque assaut, pris l'habitude de s'accorder un armistice de quelques minutes pour ramasser leurs blessés !

Quand on pense qu'à chaque instant des blessés des deux armées sont restés, entre les deux lignes de tranchées, des jours et des nuits sans qu'on les ait relevés, et qu'ils ont crevé là, comme des chiens, appelant en vain leurs compagnons d'armes, appelant leur mère, à quelques centaines de mètres de deux groupes d'hommes capables d'assister impassibles à leur agonie !

Quand on pense que le blessé allemand dont on nous parle aujourd'hui est resté ving-quatre heures, toute une journée et toute une nuit, avant que la pitié ait inspiré à l'un des nôtres son geste d'humanité !

Croyez-vous que notre généralissime ne s'honore-

rait pas, 'honorerait pas la France et la République en invitant nos poilus, chaque fois qu'ils peuvent le faire sans imprudence ni sans duperie, à imiter le geste qui valut à un des nôtres, le 10 mars, le salut respectueux de nos ennemis ?

Si chaque fois que leurs blessés gisent entre les deux lignes de tranchées une voix française s'élevait pour faire entendre le cri de la pitié humaine, non seulement les Allemands, par la contagion de l'exemple, ne pourraient pas s'empêcher de répondre par des procédés semblables, mais ils prendraient conscience, mieux que par tous les discours, de notre supériorité morale, et ils comprendraient que nous disons vrai quand nous nous vantons, en cette guerre atroce, de représenter le Droit et la Civilisation.

---

20 mars 1915.

L'Anniversaire de la Commune.

Je m'aperçois à l'instant que, pour la première fois depuis la fondation de ce journal, j'ai laissé passer le 18 mars sans évoquer le souvenir et saluer la mémoire de nos aînés de la Commune.

Je suis bien excusable.

Les temps sont si changés, si différents !

Il y a quarante-quatre ans, le 18 mars, la moitié des forts de Paris étaient occupés par l'armée allemande ; la capitulation était signée. Réduite par la famine, après avoir mangé du pain KK, et jusqu'aux

chats, aux rats et aux souris de ses maisons, la grande ville s'était rendue.

La classe ouvrière de Paris, les petits patrons alors si nombreux, les petits boutiquiers, toute cette démocratie républicaine qui avait été nourrie dans le culte de 1792 et de 1793, ne comprenait pas qu'on eût pu être défait.

Oui, sans doute, les armées de ligne avaient été prises, l'une à Sedan dès septembre, l'autre à Metz dès octobre. Mais il restait la nation.

La nation n'avait pas boudé à la besogne ; le peuple de Paris avait couru avec enthousiasme aux armes ; il avait donné au général Trochu, gouverneur de sa ville, des centaines de milliers de gardes nationaux ; il avait par souscription acheté des canons pour sa garde nationale. Pendant tout le siège, il avait, par un hiver terrible, monté la garde sur ses remparts, dans ses forts, aux avant-postes. A chaque sortie, il avait payé de sa personne héroïquement, à Champigny, à Buzenval, à Montretout.

Il avait demandé la sortie « torrentielle », la « guerre à outrance ».

Pourquoi ne l'avait-on pas écouté ?

Pourquoi n'avoir pas eu davantage confiance en lui ?

Pourquoi s'être laissé acculer par la famine ?

Ah ! les Prussiens ont bien fait de ne pas venir défiler arrogamment dans Paris. Ils ont bien fait de se contenter d'un semblant d'entrée triomphale par les Champs-Elysées. Mais tout le quartier riche qu'ils ont sali de leur présence a été bien mis en quarantaine. Partout tout autour, des barricades ont été élevées, des barrières dressées. Les senti-

nelles de la garde nationale, farouches, veillent tout à l'entour du quartier souillé par leur contact.

Ah ! maudit soit le régime impérial qui a amené le démembrement de la France ! Maudits soient ceux qui voudraient jamais rétablir en France un régime abhorré, ou n'importe quel gouvernement personnel !

Voilà les idées que roulaient nos pères, les Communards de 1871, dans leurs pauvres têtes abruties par l'énormité d'une catastrophe sans précédent, quand, à tort ou à raison, ils crurent que l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux pour signer la paix et mettre sa signature au bas du traité qui allait livrer l'Alsace et la Lorraine, allait rétablir la monarchie.

Est-ce qu'elle ne supprimait pas d'un seul coup la solde des gardes nationaux, avant que le travail ait repris ? Est-ce qu'elle ne refusait pas de faire un nouveau moratorium, comme nous dirions aujourd'hui, d'accorder de nouveaux délais pour les loyers ?

Meurtris dans leur patriotisme, aigris par les souffrances et les privations, ils auraient eu besoin, ces hommes, de la part des puissants du jour, d'un redoublement de tact, de bonté et de tendresse.

Tout ce qu'on trouva pour calmer leurs nerfs malades et leurs cœurs ulcérés, ce fut d'envoyer subrepticement, dans la nuit du 17 au 18 mars, des troupes régulières pour leur enlever leurs canons et procéder à leur désarmement.

Alors, ils virent rouge.

Et ils firent l'insurrection que vous savez, qui fut, tous les historiens le savent aujourd'hui, une

révolte de patriotes exaspérés et de braves gens qui surent montrer, sur les barricades, qu'ils savaient mourir pour une idée.

Nous pouvons bien, je le pense, sans froisser personne, et surtout sans troubler notre belle concorde nationale, rappeler en ce jour leur patriotisme, leur courage et leur puissance d'idéalisme.

Nous le pouvons sans danger, sûrs que nous sommes que cette guerre-ci, qui finira par la victoire complète de nos armes, sera suivie, non pas des douloureuses discordes civiles qui suivirent la défaite, il y a quarante-quatre ans, mais d'une explosion de tolérance, d'idéalisme et de justice sociale, que rendra facile «l'explosion de richesse» dont parlait hier M. Ribot.

Le plus bel éloge que nous puissions faire de nos aînés, en ce jour anniversaire de la naissance de la Commune, c'est de proclamer que les poilus républicains et socialistes qui, depuis le début de la guerre, se battent avec un si bel héroïsme, sont leurs dignes fils, les héritiers fidèles de leurs généreuses pensées, les continuateurs de leur puissant idéalisme qui savait si bien associer dans un même amour la France et la République, la patrie et l'humanité !

Et la seule grâce que nous souhaitions aux socialistes allemands, c'est, à la fin de la guerre, quand ils se trouveront face à face avec le bandit couronné qui a déchaîné sur l'Europe la catastrophe actuelle, d'être de la taille de nos pères, « les poilus » de la Commune de Paris.

---

21 mars 1915.

Le « Bouvet ».

La perte du *Bouvet* et des deux cuirassés anglais qui ont coulé le même jour dans les Dardanelles a produit une émotion bien naturelle.

C'est le premier coup un peu dur qui nous frappe sur mer : et l'on a beau se dire que la moindre bataille de tranchées nous vaut autant de tués qu'il y avait d'hommes à bord du *Bouvet*, l'imagination est plus frappée par la disparition subite d'un mastodonte cuirassé qui, en trois minutes, s'abîme sous les flots, englouti avec tout son équipage.

Comment s'est produit le malheur qui met en deuil nos deux marines et nos deux nations ?

On sait en quoi consistent les Dardanelles : c'est un chenal maritime long de 70 à 75 kilomètres, large en moyenne de 4 à 6 kilomètres, dominé sur ses deux rives par de puissantes batteries modernes, et protégé par des barrages de mines. Le gros obstacle, ce sont les mines, qui ne sont autre chose que des boîtes métalliques farcies d'explosifs, disposées de façon à pouvoir rester à quelques mètres sous l'eau.

Depuis un mois, tout en canonnant les forts, on avait dragué les mines avec de petits navires spécialement affrétés pour ce balayage.

Il y a quatre jours, les navires dragueurs crurent avoir enlevé toutes les mines de la partie la plus étroite des Dardanelles, la partie du chenal qui, sur une quinzaine de kilomètres, entre Tchanak et

Nagara, forme un étroit goulet ; l'opération avait été d'autant plus laborieuse que le goulet n'a guère que 1.500 à 2.000 mètres de largeur, et que c'est l'endroit où il y a le plus de batteries de côtes.

Pour s'assurer que le chenal était dégagé des mines dans cette région du goulet, un petit croiseur anglais, l'*Améthyst*, se dévoua et, à toute vitesse, bravant la canonnade des forts, il cingla vers Nagara. Si le navire ne sautait pas, c'est que la voie était libre de mines.

L'héroïque navire, salué par les bordées de tous les forts, arriva à Nagara et revint à l'entrée des Dardanelles, après avoir perdu le cinquième de son équipage en tués et en blessés, mais sans autres avaries que celles que lui avaient faites les obus des forts.

De torpilles : point.

L'expérience paraissait concluante.

Les amiraux tinrent conseil, et ils ont dû décider de lancer toute l'escadre dans la passe dangereuse.

Les Turcs avaient-ils, de nuit, mouillé de nouvelles mines depuis le passage de l'*Améthyst* ? Le dragage des anciennes mines était-il moins complet qu'on ne l'avait cru ?

On connaît le résultat : trois cuirassés coulés.

C'est évidemment un échec pour nous ; un retard dans le forcement des Détroits.

Il va falloir recommencer les opérations de dragage et renouveler la tentative, en redoublant de prudence.

Si redoutable que soit ce contre-temps, si cruelle que soit pour nous la perte de tant de victimes, l'échec que nous venons de subir n'a rien d'irréparable.

Non seulement le moral des marins anglais et français n'est nullement affecté, on peut en être certain, — il ne faudrait pas savoir de quelle trempe sont faites les âmes de marins pour avoir à cet égard la moindre inquiétude, — mais la force matérielle des flottes alliées est à peine atteinte.

Les trois navires coulés sont de vieux rossignols, qu'on va remplacer par des navires aussi antiques appelés à la hâte, mais armés comme eux d'une assez bonne artillerie pour maîtriser et écraser l'artillerie des forts, même si l'artillerie turque est servie par des canonniers allemands, et si elle a de grands stocks de munitions.

Il est probable en outre que le corps expéditionnaire anglo-français ne doit pas être loin de l'entrée des détroits et qu'il donnera avant peu de l'occupation aux Turcs.

Enfin, la Bulgarie, qui est, on le sait, l'Etat balkanique le plus voisin de Constantinople, va, à peu près sûrement, entrer en ligne dès que le corps expéditionnaire anglo-français aura débarqué.

Dans un mois, au plus tard, Constantinople sera entre les mains des alliés, et la prise de la capitale turque déclanchera inévitablement le reste des Balkaniques.

Hier, pendant que des torpilleurs ramenaient vers la flotte, embossée à l'entrée des Dardanelles, les cadavres qu'ils avaient pu recueillir près de l'endroit où avait coulé le *Bouvet*, pendant que les marins, sur le pont des cuirassés, dont les pavillons étaient en berne, présentaient les armes devant les glorieuses dépouilles, sur le rivage de nombreuses femmes grecques jetaient des fleurs dans la mer et

brûlaient de l'encens, tout en versant des larmes sur les héros inconnus.

Ainsi, il y a vingt-cinq siècles, sur le rivage de Salamine, les femmes de la Grèce saluaient les héros de leur race qui avaient péri dans la grande bataille navale qui sauva le monde civilisé de la barbarie orientale.

Aujourd'hui, c'est la même lutte pour la civilisation et pour la liberté.

Mais où sont les marins grecs ? Où sont les fils des héros de Salamine ?

---

22 mars 1915.

Les Zeppelins sur Paris.

Vous direz tout ce que vous voudrez, il est tout de même un peu humiliant que deux zeppelins aient pu venir jusqu'à Paris, et qu'après s'être promenés au-dessus de notre camp retranché pendant une heure, ils aient pu s'en aller indemnes.

Ce n'est pas qu'ils aient fait de bien grands dégâts, ni de bien nombreuses victimes : les zeppelins ne sont décidément que d'assez piètres instruments de guerre.

Ce n'est pas qu'ils aient causé beaucoup d'émoi : après le réveil en fanfare des pompiers sonnant le « garde à vous », il y a eu une minute d'émotion ; mais quand on a vu que « ce n'était que cela », tous les nez étaient aux fenêtres, friands d'un spectacle nouveau, qui promettait d'être plus féerique que le plus merveilleux des feux d'artifice.

On a beau n'avoir été ni très ému, ni très éprouvé, quand on y réfléchit, après coup, on est tout de même vexé que ces oiseaux de nuit aient pu venir impunément se promener au-dessus de nos têtes.

Une fois qu'ils étaient sur nous, évidemment, ce n'était plus le moment de les descendre : ils auraient chu sur nous, avec toute leur cargaison d'explosifs : le remède eût été pire que le mal.

Mais comment diable a-t-on pu les laisser approcher ?

N'avons-nous pas de postes d'observation autour de Paris, entre les lignes de tranchées et la capitale?

N'avons-nous pas d'aviateurs en nombre suffisant ?

Ne font-ils pas de patrouilles toutes les nuits dans les airs ?

Nos aviateurs, dans la nuit du samedi au dimanche, prennent-ils tous le repos hebdomadaire ?

Quand une surveillance plus active, il y a quelques mois, nous débarrassa de la visite des « taubes », fut-elle organisée seulement pour quelques jours ou d'une façon permanente ?

Si elle a été organisée, ne s'est-elle pas un peu relâchée ? C'est une tradition, sur toutes nos voies ferrées, quand un accident de chemin de fer se produit, de redoubler d'attention et de vigilance pendant les huit jours qui suivent la catastrophe ; après quoi, tout doucement, on se rendort, jusqu'à la catastrophe suivante ; c'est une vieille habitude de toutes les administrations françaises. Après les mesures de précaution prises contre les taubes, le danger ayant cessé, notre service d'aviation ne s'est-il pas un peu endormi ?

Comment nous expliquera-t-on que, par une nuit aussi claire, où les Parisiens ont pu voir pendant des heures les étoiles scintiller dans tout leur éclat, des mastodontes comme les zeppelins aient pu franchir les zones où il devait y avoir, au huitième mois de la guerre, tout ce qu'il faut pour les recevoir ?

Fait-on des rondes suffisamment nombreuses pour s'assurer que nos aviateurs de garde, officiers et soldats, pour qui les tentations de Paris doivent être si fortes, n'oublient jamais que nous sommes en guerre ?

Pour la première fois que des zeppelins venaient à Paris, si on les avait descendus, quel fiasco ! quel retentissement ! comme le caquet de tous les avale-tout-cru de là-bas eût été rabattu !

On peut en juger par l'orgueil qu'il va y avoir dans toute l'Allemagne à célébrer cette randonnée de leurs zeppelins !

Pourquoi ne reviendraient-ils pas, si c'est si facile ?

Si deux d'entre eux ont pu faire le voyage aller et retour sans avarie, pourquoi ne reviendraient-ils pas à une douzaine ? Pourquoi se gêneraient-ils ? Et pourquoi, au lieu de beaucoup de petites bombes, ne viendraient-ils pas avec des bombes moins nombreuses, mais énormes, comme celles qu'ils lancèrent sur Anvers et qui y firent de si terribles ravages ?

Il vaut bien la peine d'avoir été les premiers à construire des dirigeables et des aéros pour que notre capitale subisse de pareilles insultes !

Si encore on comprenait l'avertissement ! Si encore ce voyage des zeppelins nous rappelait que

l'ennemi est à 90 kilomètres de Paris ! et que cet ennemi a une audace, un esprit d'initiative, un génie d'organisation vraiment prodigieux !

Qu'on prenne garde, et qu'on ne s'endorme pas !

Il est impossible que les Allemands ne tentent pas, au printemps, un effort surhumain pour enfoncer nos lignes ! Qu'ils fassent venir ou non leur maréchal Hindenburg de l'Est, il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour qu'ils ne les enfoncent pas. Mais il y aurait pour nous une chance de plus, si nous avions une nouvelle armée de Paris, devant notre camp retranché.

Au lendemain de la visite des zeppelins, je demande au gouvernement, sûr de traduire les appréhensions d'une grande partie de l'opinion publique : « A quand la nouvelle armée de Paris ? »

---

23 mars 1915.

Pendant le « Garde à vous » !

Tiens, encore les pompiers ! encore le clairon ! encore le « garde à vous » !

Qu'est-ce que je vous ai dit hier, que le raid de l'autre jour n'était qu'un premier avertissement à peu près sans frais, et qu'encouragés par l'impunité ils recommenceraient sous peu ? [(1) Comme

(1) Ce passage avait été supprimé par la censure.

je m'en voudrais, à l'heure actuelle, si par peur de la Censure, j'avais hésité hier à pousser mon cri d'alarme, au risque de me faire suspendre huit jours.

Combien je me félicite, en cette minute, d'avoir rempli hier, envers et contre tous, mon métier de journaliste populaire, d'avoir crié aux aveugles et aux sourds la vérité qu'ils ne voulaient ni voir ni entendre, d'avoir donné au bon endroit le coup de fouet que l'opinion publique attend, aux heures critiques, de ceux qui ont l'honneur de tenir une plume fière et libre].

A part cette petite satisfaction personnelle, la nouvelle visite des zeppelins, qui en ce moment approchent de Paris, ne me déplaît pas absolument.

Nous vivions trop, depuis quelque temps, en dehors de la zone occupée par les Allemands et de la zone des tranchées, comme si la guerre n'existait pas.

Sauf nos femmes et nos mères qui, elles, songent toute la journée à ceux des leurs qui sont au front et qui, jusque dans leurs nuits agitées, pensent aux chers absents, nous, les hommes qui ne combattons pas, en quoi notre vie habituelle est-elle changée ?

Quelles sont nos privations ? Quelles sont nos souffrances ?

Nous touchons nos salaires, nos traitements.

Nous mangeons bien, nous buvons bien.

Nous sommes au chaud. Nous dormons sur de bons matelas.

Ni l'administration civile, ni l'administration militaire, — ô République ! que tu étais belle sous

l'Empire ! — qui savent que dans les dépôts d'éclopés, dans les cantonnements situés en arrière du front, nos soldats couchent souvent dans de la paille, n'ont eu encore l'idée de réquisitionner les matelas des maisons inoccupées, ou les matelas des hommes bien portants qui en ont deux sur leur lit.

Je couche sur deux matelas, moi qui suis solide comme le Pont-Neuf, et pendant ce temps-là, dans certains hôpitaux et certaines ambulances, des typhiques et des blessés couchent sur des lits qui sont de véritables grabats.

Non, la France n'est pas en guerre !

Il y a quinze départements qui connaissent les horreurs de l'invasion.

Les autres suivent leur petit train-train habituel, comme si la guerre était dans la planète Mars.

Je rends grâce aux zeppelins qui nous rappellent qu'il y a dans les tranchées, à 80 kilomètres de Paris, des hommes — nos frères — qui depuis six mois vivent comme des bêtes, couverts de poux, et qui meurent pour nous, héroïquement.

En nous apportant le petit frisson, ils nous réveillent de notre torpeur, de notre quiétude ; ils nous font communier quelques heures avec les héros qui, dans les tranchées, là-bas, en pleine jeunesse, affrontent la mort à chaque minute pour que la France vive !

Allons ! les zeppelins ! encore une bonne décharge sur Paris pour rappeler son devoir à la France... à la France qui ne se bat pas ! à la France des embusqués, des profiteurs et des jouisseurs ! à la France des endormis !

. . . . . .

Fausse alerte !

Les pompiers, qui ont, ces deux jours, fait leur service à la pleine satisfaction de toute la population, sonnent le « cessez le feu » !

Les zeppelins ont fait demi-tour !

Nos aviateurs, dont personne n'a jamais contesté ni le courage ni l'habileté, étaient sur leurs gardes cette fois, et ils ont dû leur donner la chasse avant qu'ils pénètrent dans le camp retranché.

Non ! mais, est-ce que les zeppelins croient par hasard que nos aviateurs ont coutume de faire le lundi !

---

24 mars 1915.

Przemysl.

Przemysl est tombé. L'une des deux forteresses de la Pologne autrichienne est entre les mains des Russes.

Le lendemain de la perte du *Bouvet* et de l'insulte infligée impunément à Paris par les zeppelins, cette bonne nouvelle nous met à tous du baume dans le cœur.

C'est, pour les Austro-Allemands, la perte d'une garnison dont nous ignorons le chiffre, mais qui doit être assez importante ; c'est, pour les Russes, la faculté d'employer sur un autre point le matériel et les troupes immobilisées depuis six mois à faire le siège de la place ; la possession d'une voie ferrée qui facilitera leurs mouvements de troupes ; c'est

surtout un énorme succès moral, l'affirmation de leur supériorité militaire incontestable en Galicie et sur tout le front autrichien.

Il n'est pas défendu, je pense, de saluer, au moment où la famine les oblige à capituler, l'héroïsme des défenseurs de Przemysl.

Voilà plus de six mois que l'héroïque cité résistait à tous les assauts, à tous les bombardements.

La longueur de cette résistance, pourquoi ne pas l'avouer, nous a tous un peu surpris.

Après la si rapide reddition de Maubeuge, enlevée en un tour de main, survenant si vite après celle de Liège et de Namur, surtout après la prise si rapide d'Anvers, l'opinion s'était répandue qu'aucune place forte n'était capable de tenir tête à la formidable artillerie moderne.

Or, voici que l'exemple de Przemysl nous prouve tout le contraire : car, si les Russes n'ont pas de mortiers de 420, on peut être sûr qu'ils ont fait venir autour de Przemysl des pièces de marine auxquelles ne résiste aucune coupole cuirassée.

Que s'est-il donc passé là-bas ?

Il est probable que Przemysl avait de copieux approvisionnements en vivres et en munitions, et une armée assez nombreuse pour couvrir son camp retranché.

Il s'y est trouvé surtout un gouverneur qui était un vrai chef, c'est-à-dire un homme d'une belle trempe intellectuelle et morale, ayant une poigne de fer, ne tolérant dans la ville assiégée, parmi ses officiers, ni noceurs, ni fêtards, ayant l'œil à tout, possédant de l'ascendant sur ses hommes, et qui n'a pas perdu la tête.

Ce poilu autrichien s'appelle le général Kusmanek.

Il a fait ce que semble avoir fait le général Sarrail sur la partie du front de Verdun qu'il a couverte, et qu'il couvre depuis six mois.

Il a creusé des tranchées à bonne distance de la ville de Przemysl, et comme il avait des troupes à y mettre, — ce qu'on n'avait ni à Liège, ni à Namur, ni à Anvers, du moins en nombre suffisant, ni peut-être à Maubeuge, — il a fait de l'offensive intelligente, c'est-à-dire de l'offensive assaisonnée de contre-attaques et de contre-offensives.

Il a ainsi tenu pendant six à sept mois, attendant vainement une armée de secours.

Puis, quand il eut mangé tous ses vivres, y compris les chevaux, il a fait une dernière sortie, tiré sur l'ennemi tout ce qu'il avait d'obus et de projectiles, et mis ses canons hors d'usage.

Après quoi, ayant fait ce qu'il était humainement possible de faire, il a capitulé, la tête haute, salué sans doute très bas par ses vainqueurs russes, qui, comme nous, savent honorer le courage malheureux, et admirer l'héroïsme partout où il se trouve, même chez leurs ennemis.

Si glorieuse qu'ait été la défense de Przemysl, sa chute n'en est pas moins un coup terrible pour le vieux François-Joseph.

C'est la clef de voûte de la défense autrichienne en Galicie qui vient de s'écrouler : bientôt les routes de Vienne et de Buda-Pesth seront ouvertes.

Si, l'un de ces quatre matins, l'Autriche-Hongrie, sentant la partie perdue pour elle, se hâtait de céder la Galicie à la Russie, la Bosnie à la Serbie, et de faire sa paix séparée avec les alliés, je con-

mais un peuple qui se trouverait joliment le bec dans l'eau et qui pourrait courir après Trente et Trieste.

Ce peuple, M. Giolitti le connaît-il ?

---

25 mars 1915.

Les Parisiens et les Zeppelins.

Il y a vraiment des gens qui n'ont pas bon caractère.

Est-ce que nous n'avons pas lu dans un grand journal d'informations, hier, que la campagne de calomnies contre les aviateurs était odieuse ?

De campagne contre les aviateurs, mais il n'y en a pas ! Il n'y en a jamais eu ! On peut même dire que s'il y a, dans l'armée, un corps qui jouit de la faveur publique, c'est bien celui des aviateurs. L'aéro apparaît, aux profanes, une machine encore tellement extraordinaire, tellement casse-cou, que même aujourd'hui où le métier de fantassin est devenu au moins aussi dangereux que celui d'aviateur, les aviateurs ne sont pas loin d'apparaître à la foule comme des êtres un peu supérieurs, dépassant en hardiesse et en audace le commun des mortels.

C'est justement parce que l'on a une si haute idée de nos aviateurs, que l'impunité dont ont joui les Zeppelins allemands, samedi soir, a étonné tout le monde.

On ne s'explique cette impunité que parce que nous avons été surpris par leur visite.

La population parisienne, si gobeuse qu'elle soit, n'étant tout de même pas une collection d'imbéciles, a cherché une explication à cette surprise.

Et comme elle aime les aviateurs, comme elle sait leur dévouement, leur courage et la difficulté de leur tâche, elle a trouvé une circonstance atténuante pour ceux qui s'étaient laissés surprendre.

Elle s'est dit : « Bah ! c'était samedi ! La surveillance était un peu relâchée. Et comme les Allemands savent que le samedi, c'est la veille du dimanche, ils en auront profité et ça leur a réussi ! »

Et comme elle sait que le gouverneur de Paris ne manque pas de poigne, le premier mouvement de colère contre nos aviateurs passé, elle n'a pas manqué de s'apitoyer sur leur sort et de se dire : « Qu'est-ce qu'ils vont prendre, ceux qui n'étaient pas à leur poste le samedi soir ! »

Un point, c'est tout !

On n'a pas pris les choses plus au tragique.

Et les journaux, qui ont traduit l'étonnement de la population, l'ont fait avec une telle discrétion, une telle modération, qu'on ne voit vraiment pas en quoi les plus chatouilleux peuvent s'offusquer.

Ce ne sont pas les explications qui paraissent dans la presse pour blanchir le service d'aviation, qui effaceront d'ailleurs la mauvaise impression.

La population parisienne a autre chose, heureusement, qui la rassure pour l'avenir beaucoup plus que ces piteuses explications.

Elle connaît ses hommes. Elle sait que les plus mortifiés de l'aventure, les plus humiliés, ce sont ceux qui samedi ne se trouvaient pas à leur poste : ils voudraient tous, elle le sait, être dans la peau des quelques victimes de la randonnée des Zeppelins. Et elle sait qu'ils n'ont qu'une idée : c'est de prendre leur revanche. Les Zeppelins peuvent revenir, nous savons bien maintenant qu'ils ne nous surprendront plus. Nous en avons eu la preuve lors de la fausse alerte de lundi, quand on a sonné le branle-bas de combat contre des Zeppelins qui étaient encore bien loin du camp retranché de Paris, et qui ne songeaient peut-être même pas à y revenir.

Pour le surplus, la population parisienne s'en remet au général Galliéni. Elle devine quel formidable travail il a fourni sans bruit depuis qu'il est gouverneur de notre camp retranché. Elle soupçonne dans quel état il a trouvé le camp retranché, et dans quel état il est aujourd'hui. Elle sait qu'elle peut compter sur lui pour les sanctions, en cas de nouvelle défaillance.

Et voilà pourquoi elle dort sur les deux oreilles, sachant bien, si les Zeppelins revenaient, d'abord que ce sont de grosses bêtes pas très dangereuses au fond, ensuite que cette fois on ne les raterait pas.

Et surtout, poilus parisiens qui êtes sur le front et qui lisez dans nos journaux que les Zeppelins sont venus se promener sur la tête de vos femmes et de vos gosses, ne vous frappez pas, hein !

26 mars 1915.

L'affaire Desclaux.

Sept ans de réclusion pour chapardage, c'est dur ; mais, entre nous, ce n'est pas volé.

Quand un monsieur qui a 18.000 francs par an de traitement, et qui porte cinq galons sur les bras, est capable, en temps de guerre, de descendre à cette crapuleuse filouterie, il ne mérite guère de pitié.

Sa seule excuse, la seule circonstance atténuante que j'aurais fait valoir pour ce malheureux, si j'avais été son avocat, c'est que Desclaux, en commettant ses vols, n'a pas cru voler.

Voler l'Etat, pour bien des gens, ce n'est pas voler.

Le gaspillage, le coulage, sont dans toutes les administrations publiques élevés depuis longtemps à la hauteur d'une institution.

Détourner des services de l'Etat deux, trois ou quatre employés ou ordonnances pour son service personnel, transformer les soldats en peintres, en cuisiniers, en cochers, en jardiniers, en bonnes d'enfants, aux frais de la princesse, n'a jamais passé pour une indélicatesse.

On ne voudrait pas voler un sou dans la poche de son voisin ; mais on ne se considère pas comme déshonoré pour avoir utilisé sans droit le matériel de l'Etat, ses voitures, son essence, ses vivres, ou pour toucher indûment des indemnités, des frais

de route et de déplacement qu'on sait pertinemment n'avoir pas gagnés.

Si les poursuites contre Desclaux signifient que l'Etat en a assez du coulage et de la gabegie, et qu'il est prêt à les réprimer impitoyablement, chez tous, du plus petit au plus grand, la France entière va se frotter les mains et crier que ce n'est pas trop tôt.

Quelqu'un chuchote à mon oreille : « Mais ne voyez-vous pas qu'on n'a poursuivi Desclaux que pour éclabousser un homme politique dont il a été le chef de cabinet ? »

En quoi peut-on être éclaboussé d'avoir mis sa confiance en un filou et un chapardeur ? Nous avons bien assez, les uns et les autres, à répondre de nos bévues et de nos erreurs ; s'il fallait encore répondre des sottises et des malpropretés de notre entourage, qui de nous, quelle que soit sa situation sociale ou son parti politique, ne risquerait pas demain d'être sali ? Si on appliquait à la lettre à chacun de nous le dicton : « dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es », combien de jugements erronés et d'injustices criantes ne commettrait-on pas chaque jour !

Et puis, même si c'était vrai qu'en le poursuivant on ait voulu atteindre un homme politique qui n'y est pour rien, que voulez-vous que j'y fasse ! Desclaux n'avait qu'à ne pas se conduire comme une fripouille. Nous n'allons pas, j'imagine, nous mettre à défendre un coquin, sous prétexte qu'il est plus ou moins de notre bord, au point de vue politique !

Un jeune avocat, qui eut l'honneur de plaider dans cette affaire à côté de Me Demange a, paraît-il, parlé du régime que la France allait « vomir ». S'il

a voulu parler de la République, ce jeune poilu de la barre a montré qu'il était novice dans les choses de la politique. Je lui prédis, dès maintenant, qu'à la fin de cette guerre où la République par sa diplomatie, par ses alliances, par ses armées, aura réparé les désastres de la monarchie impériale, il y aura dans tout le pays un coup de barre à gauche comme on n'en a pas vu depuis longtemps. Je lui prédis même que ce coup de barre se produira dans toute l'Europe, y compris l'Allemagne, et jusqu'en Russie.

Mais s'il a voulu seulement dire, comme je l'espère pour sa jugeotte, qu'après cette guerre, il faudra que nos mœurs politiques et nos mœurs privées s'améliorent, dans toutes les classes, — en commençant par les hautes classes — ; s'il veut dire que dans tous les partis, dans tous les milieux sociaux, dans tous les métiers nous ferons bien les uns et les autres de réagir contre un relâchement moral dont l'affaire Desclaux n'est qu'un symptôme, nous sommes complètement d'accord, car c'est de toute évidence la première condition d'une résurrection nationale et d'une France nouvelle.

Seulement, j'ai le regret de constater qu'en exploitant contre un régime ou contre un parti politique la défaillance d'une brebis galeuse, comme on en trouve sous tous les régimes et dans tous les camps, qu'en se délectant à remuer la boue, à fouiller la m.... — qu'allais-je écrire, ô Censure ! — ce n'est pas la France nouvelle qu'on prépare, c'est la France ancienne qu'on continue misérablement.

---

27 mars 1915.

A la gloire des Serbes.

Hier, dans toutes les écoles du territoire de la République, on a glorifié la Serbie.

C'est une bonne idée de citer en exemple à nos écoliers ce petit peuple qui, sous nos yeux, donne au monde le spectacle qui a rendu immortelle la Grèce antique, au temps de Marathon et de Salamine, le spectacle d'un petit peuple qui aime mieux s'exposer à la mort que d'accepter la servitude.

D'où leur est venu tant de vertu ?

Je crois bien qu'elle leur est venue tout d'abord de leur sol : la Serbie est un pays de plateaux et de montagnes. Les montagnards sont d'ordinaire des gens rudes, bien trempés, qui n'aiment pas qu'on leur monte sur les pieds.

Elle leur est venue aussi de toute leur histoire.

Quand pendant plusieurs siècles, ils furent asservis aux Turcs, comme tous les peuples chrétiens, plus ou moins slaves des Balkans, ils ne furent pas des sujets très dociles.

Dans le temps de notre grande Révolution, quand la France républicaine claironnait au monde entier les droits de l'homme et les droits des peuples, ce fut dans toute l'Europe une aussi grande émotion que celle qui, aujourd'hui, étreint tous les peuples. Tous les peuples opprimés dressaient l'oreille, en attendant de dresser la tête.

Les paysans serbes, dès le temps des guerres de la Révolution et de l'Empire, étaient en pleine ré-

volte contre les Turcs. Pour les calmer, il fallut leur donner des princes chrétiens, de chez eux, qui n'étaient que des paysans rebelles, car les Obrenovitch et les Karageorgevitch, qui depuis lors ont alterné à la tête du gouvernement serbe, sont des paysans parvenus, des révolutionnaires couronnés.

Ce n'est qu'après la grande guerre russo-turque de 1878, où les Russes vinrent au secours des chrétiens de Bulgarie et de Serbie, de nouveau en révolte contre leurs oppresseurs, que la Serbie devint une petite nation indépendante, et que l'on commença chez nous à savoir qu'il y avait quelque part, au sud de l'Autriche, une nation de petits propriétaires qui formaient, sous ses rois nationaux, une véritable petite démocratie paysanne.

A peine avaient-ils par des révoltes incessantes échappé au joug turc, que les Serbes sentirent sur eux la patte autrichienne.

Les malheureux n'avaient-ils pas la malchance de se trouver au sud de l'Autriche-Hongrie, juste sur la route menant à Salonique, le débouché naturel des voies ferrées austro-allemandes sur la Méditerranée ?

La monarchie austro-hongroise avait déjà avalé les Slovènes et les Croates ; en 1876, elle s'adjugea « l'administration provisoire » de la Bosnie et de l'Herzégovine, deux autres pays peuplés de Serbes, et voici qu'en 1908, elle se les adjuge définitivement, sans autre forme de procès.

Elle avait même fait de deux rois serbes, le roi Milan et son fils Alexandre de Serbie, deux véritables agents autrichiens, au point qu'en 1903, les officiers serbes se virent obligés, pour sauver leur indépendance nationale menacée, d'envoyer leur

chef couronné dans l'autre monde par des procédés un peu expéditifs, et de prendre un chef, un roi, dans l'autre grande famille du pays, celle des Karageorgevitch.

N'ayant pu asservir le nouveau gouvernement, les Austro-Hongrois voulurent employer la manière forte.

D'abord, ce fut une guerre de tarifs douaniers, pour mâter le petit peuple récalcitrant : des tarifs draconiens empêchèrent l'importation des cochons serbes en Hongrie, leur seul débouché ; à chaque instant, on prétextait une bonne maladie sur le bétail et on arrêtait net toute importation.

Nos Serbes rêvèrent alors d'avoir un port sur la mer Adriatique pour exporter en paix leurs cochons : un port d'Albanie eut bien fait leur affaire. Et voilà la Serbie, en 1912, faisant l'entente balkanique avec les Grecs et les Bulgares pour expulser les Turcs d'Europe et se réservant à elle-même un morceau d'Albanie, une fenêtre sur l'Adriatique.

Pendant que les Bulgares rossent une armée turque à Kirkilissé, à Lullé-Burgas et à Andrinople, les Serbes en rossent une autre à Koumanovo.

Les trois alliés vont se partager les dépouilles du Turc leur ennemi héréditaire, lorsque l'Autriche-Hongrie crie aux Serbes : « Halte-là ! » ; vous n'irez pas en Albanie ; vous n'aurez pas de port sur l'Adriatique. Vous resterez sous notre patte ! » ; ce qui obligea les Serbes à se retourner vers les Bulgares, et à leur réclamer un morceau de la Macédoine, que les Bulgares avaient dans leur part de dépouilles.

Qnand on sait la guerre au couteau que l'Autriche-Hongrie a faite à la Serbie, comme on comprend

que l'archiduc Ferdinand, le chef du parti militaire autrichien, l'héritier de François-Joseph, ait été mortellement haï par tous les patriotes serbes !

On sait le reste : la magnifique épopée : le petit peuple de paysans, pendant quatre mois empêchant les armées autrichiennes de franchir la frontière du Danube, et de violer sa capitale Belgrade ; puis, manquant de munitions, obligé de battre en retraite dans l'intérieur, à l'abri de ses montagnes ; la France lui envoyant rapidement des obus pour ses 75 ; et la foudroyante offensive de cette armée de paysans républicains, soldats d'un an, balayant la formidable armée autrichienne et la rejetant au delà du Danube.

Oui, que nos enfants leur envoient leurs gros sous, pour leurs malades et pour leurs blessés !

Que notre gouvernement leur envoie un ou deux corps d'armée et des munitions et de l'or !

Que notre diplomatie les réconcilie avec les Bulgares, par la promesse que la Macédoine redeviendra bulgare, mais aussi en leur donnant l'assurance que la Bosnie, que l'Herzégovine, que la Croatie, que la côte d'Albanie et de Dalmatie seront serbes, et que la grande Serbie, son unité nationale achevée aura non plus 4 à 5 millions mais 12 millions de citoyens !

Et que nos maîtres d'école ne craignent pas de dire à nos enfants que les Serbes comptent depuis six mois, comme les Belges, parmi les plus grands peuples d'Europe !

---

28 mars 1915 (1).

29 mars 1915.

Sous le bâillon.

La nuit dernière, les chefs et sous-chefs de la censure étaient sans doute absents: c'était samedi soir.

Le sous-ordre qui tient les ciseaux d'Anastasie quand les chefs de service ne sont pas là, — qui sait, peut-être le concierge de l'établissement ?— s'en est donné à cœur-joie.

Il a supprimé l'article de tête de deux journaux conservateurs: *l'Action Française* et *le Gaulois.*

Puis, pour montrer son impartialité sans doute, il a supprimé l'article de tête de deux journaux républicains: *le Rappel* et *la Guerre Sociale.*

Je ne sais ce que mes autres confrères avaient écrit : je sais ce que j'avais écrit, moi. Je sais que mon article ne contenait ni information sur les mouvements de nos troupes, ni propos injurieux contre une puissance neutre ou alliée : c'était un simple tableau, dont 100.000 Parisiens ont été les acteurs écœurés depuis le début de la guerre, un tableau de la façon dont se passe le conseil de revision en l'an de grâce 1915 — après Jésus-Christ — dans un pays civilisé, dans une République, à Paris, la Ville-Lumière.

(1) Article censuré. L'auteur l'a reproduit le surlendemain 30 mars — on le lira plus loin —, et la Censure, ayant reçu sans doute de nouvelles instructions gouvernementales, l'a laissé passer.

Jusqu'ici j'ai accepté la censure comme une mesure de salut public, la censure militaire comme la censure diplomatique.

Jusqu'ici j'ai accepté sans protester tous les coups de ciseaux qu'il lui a plu de m'administrer, même quand ils dénotaient chez les censeurs une ignorance évidente des nuances de la langue française, une méconnaissance absolue des nécessités journalistiques, une totale incompréhension de l'âme populaire, ou un esprit nettement antirépublicain.

Mais depuis quelques jours, l'une des deux équipes de censeurs qui opèrent la nuit dépasse la mesure de l'inintelligence ou de l'arbitraire.

J'ai déjà protesté une première fois — c'était la première depuis huit mois — il y a sept jours, en publiant, malgré sa défense expresse, mon article sur les Zeppelins, où j'exprimais, avec une mesure qui n'a échappé à personne, les sentiments unanimes de la population parisienne.

Voici qu'hier elle récidive, à propos d'un article, tellement anodin, tellement innocent, que j'avais quitté le journal à une heure du matin, sûr que la censure ne pouvait décemment me chercher noise, et sans laisser à mon secrétaire de rédaction l'ordre formel de passer outre à ses injonctions, si elle se permettait de nous supprimer.

Je ne cherche de querelle d'Allemand ni à la censure, ni au gouvernement.

J'ai donné depuis huit mois assez de preuves de modération, de pondération, d'esprit conciliant, en même temps que de patriotisme.

Je me flatte même d'avoir, à certaines heures angoissantes, dit des paroles réconfortantes qui n'ont

été inutiles ni à la défense nationale ni à la République.

Mais j'ai une idée trop haute de la fonction publique qu'exercent en temps de paix comme en temps de guerre ceux qui ont l'honneur de tenir une plume fière et indépendante, — j'ai l'âme trop républicaine aussi peut-être, — pour accepter dans ses actes d'arbitraire les plus indéfendables, la dictature du sabre.

De faiblesse en faiblesse, de capitulation en capitulation, s'il plaît au pouvoir civil d'abdiquer entre les mains de l'autorité militaire l'autorité qu'il a reçue de la nation républicaine, libre à lui.

Moi, je ne capitulerai pas.

Je préviens donc le gouvernement que la première fois que sa censure prendra contre mes articles une mesure à laquelle, malgré toute ma bonne volonté, il me sera impossible de trouver la moindre excuse, la moindre circonstance atténuante, je m'assoierai sur son *veto*.

On me suspendra, on me supprimera, je m'en moque : j'en ai vu bien d'autres, depuis que je suis dans le journalisme.

Mais quand les quelques rares voix républicaines qui, dans le silence et la nuit où nous sommes condamnés, peuvent faire entendre à la foule tous les matins les paroles de vie, qui sont pour elle la nourriture de son âme angoissée, quand ces voix seront étouffées par le bâillon, vous verrez ce qu'il adviendra de la République !

30 mars 1915.

Au Conseil de Revision.

J'ai passé, avant-hier, le conseil de revision, avec tous les réformés de ma classe. J'espérais, avec l'extrême indulgence de la Faculté, que l'on passerait sur mes mauvais yeux en considération de mon solide coffre et de mon bon moral. J'ai été honteusement blackboulé.

Dans mon malheur, j'ai eu une chance : comme je causais à un ami dans la salle même du conseil de revision et que je me trouvais sur le passage de l'oculiste, celui-ci ne crut pas utile de me mettre nu comme un ver pour m'examiner les yeux.

Mai j'ai vu le peuple souverain à poil.

Pour votre édification, et pour la gloire de notre ad-mi-nis-tra-tion, que je vous peigne le tableau !

A une heure et demie, nous sommes devant l'Hôtel de Ville environ 300 personnes, d'un certain âge, de toutes conditions. L'autre jour, comme on demandait son âge, au procès Desclaux, à une de nos plus délicieuses actrices, elle répondit : quarante ans... passés. Ici, les quarante ans étaient bien passés, puisque c'était la classe 1891, celle née en 1871, qui était convoquée.

50 par 50, — la carte d'invitation portait un numéro, — on est introduit dans le sanctuaire, et bientôt les trois cents appelés sont assis, bien serrés, sur de grands bancs à qui je dois cette justice qu'ils sont rembourrés. L'impartialité m'oblige même à déclarer que la salle est chauffée.

La vaste salle est coupée en deux par un rideau ; c'est derrière ce rideau que siège le conseil de revision.

« Les 25 premiers, déshabillez-vous ! » prononce l'un des gendarmes du service d'ordre.

Alors, en présence de tous, serrés les uns contre les autres, sentant la chair de leur voisin sur la leur, les 25 se déshabillent, dans une dégoûtante promiscuité.

Puis, à la queue leu leu, dans le costume du père Adam, les 25 s'acheminent vers la bascule, puis vers la toise, et enfin devant la table où se tient le conseil, chacun étalant ses tares et ses infirmités.

C'est là que les médecins vous examinent, sous les yeux non seulement du conseil, mais de tous les compagnons qui attendent leur tour, et de tous les gendarmes du service d'ordre.

Je défie un homme d'une délicatesse moyenne d'assister à une pareille exhibition sans avoir envie de vomir et sans sentir le rouge lui monter au front.

Je me souviens d'avoir ressenti cette impression de dégoût et de colère quand, à 21 ans, je passai le conseil de revision dans une petite ville de province où m'avaient conduit les hasards de ma vie universitaire.

Je n'étais pas bégueule, pourtant : j'avais plus d'une fois, sur les plages bretonnes, pris des bains avec des compagnons de mon âge, dans un costume que le garde-champêtre aurait considéré comme un outrage aux bonnes mœurs, et la vue d'un adolescent complètement nu ne choquait pas ma pudeur de jeune païen, élevé par l'Université loin de toute bigoterie.

Mais j'avoue que quand, dans la salle du conseil général de Laval, on nous entassa je ne sais combien l'un sur l'autre, quand on nous fit nous déshabiller sur le dos l'un de l'autre, quand je vis non loin de moi un pauvre infirme qui, au milieu de nos jeunes corps vigoureux étalait sa pauvre anatomie toute difforme, quand je vis à me toucher un pauvre jeune frère de la doctrine chrétienne qui faisait de touchants efforts pour dérober sa nudité à tous les regards, je ne pus pas m'empêcher de manifester à haute et intelligible voix que je n'étais pas habitué à être traité avec cette goujaterie et cette indécence.

Juges quelle doit être la nausée d'hommes de quarante-quatre ans qu'on traite avec le même manque d'égards, surtout quand il s'agit d'hommes qui, tous, à l'exception de quelques phénomènes bien bâtis qu'on est stupéfait de rencontrer dans cette Cour des Miracles, étalent de pénibles infirmités.

Il y avait dans le troupeau qu'on examinait trois prêtres aux cheveux grisonnants. Un libre-penseur de mes amis me disait en sortant qu'il avait été encore plus gêné pour ces trois pauvres curés que pour lui-même.

Quel est le médecin qui, dans la vie civile, se permettrait de traiter de la sorte les clients qu'il aurait à examiner rapidement ?

Quel est celui qui n'imaginerait pas une installation, si sommaire soit-elle, permettant d'isoler chacun, quelques minutes, le temps de se déshabiller pendant qu'on examine un autre patient ?

Quel est, dans la vie civile, le médecin qui, ayant à examiner les yeux ou les oreilles d'un malade,

éprouverait le besoin de le faire mettre à poil ?

On a trouvé la cabine d'isolement pour le vote ! il n'y a pas besoin de génie, que diable, pour installer des cabines d'isolement pour la revision.

Que signifie ce sans-gêne de l'administration à l'égard des citoyens d'un pays libre ?

Pour qui nous prend-on, à la fin ?

Et quelle impression veut-on que gardent de ce contact avec l'administration des civils — dans civilisation il y a civil — qui viennent sans rechigner offrir ce qu'ils ont de force, de santé et de vie à la défense de la patrie et de l'idéal qu'elle incarne, et qui se voient ainsi traités comme du bétail ?

[*Cet article est textuellement celui qui devait paraître dans notre avant-dernier numéro. Les lecteurs verront qu'il n'a rien de bien subversif.*]

31 mars 1915.

Le dégonflement du Zeppelin.

Les Allemands, qui ont de si merveilleuses qualités d'organisation et de méthode, n'ont jamais brillé par la jugeotte, ni par la finesse psychologique.

Mais, en ce moment, ils dépassent tellement les bornes de la sottise permise, que je commence à me demander s'ils ne sont pas frappés de folie collective ?

Savez-vous la question que discutent leurs journaux ? Je vous le donne en mille !

Ils discutent pour savoir s'ils devront garder la

Belgique ou la rendre contre des territoires aux colonies !

Et ce n'est pas là un simple bluff, une manière de remonter le moral à leur peuple.

Ils discutent cela sérieusement, gravement, sans rire.

Ils ont beau être au régime du pain KK ; être réduits à fondre les batteries de cuisine pour avoir du cuivre ; être impuissants à briser le cercle de fer qui les étreint ; ils ont des écailles sur les yeux.

S'ils annexeront la Belgique !

Les malheureux !

Mais ils ne voient donc pas, qu'à l'heure actuelle, il s'agit pour eux de savoir s'ils ne perdront pas toute la rive gauche du Rhin, soit que la France annexe cette rive gauche, soit qu'elle fasse des provinces rhénanes une sorte d'Etat neutre indépendant, soustrait à l'hégémonie prussienne ?

Ils ne savent donc pas que, à l'est de l'Allemagne, la question qui se pose actuellement c'est de savoir s'ils perdront seulement la Posnanie, la Prusse occidentale, et un morceau de la Silésie, c'est-à-dire tous les pays qu'ils ont volés jadis à la Pologne, ou s'ils perdront en plus la Prusse orientale, le pays de Kœnigsberg, le berceau des rois de Prusse ?

Ils ne voient donc pas que la Turquie est perdue, qu'aucun miracle ne peut plus sauver Constantinople ; qu'aucun miracle ne peut plus retarder longtemps l'entrée en ligne contre eux de la Bulgarie, de la Roumanie, et même de la Grèce ?

Et l'Autriche ? Les Autrichiens ont beau se mettre sous la protection de la Vierge, est-ce que quelqu'un peut s'imaginer, à Berlin ou à Vienne, qu'il est une force au monde capable d'empêcher l'effon-

drement de la monarchie austro-hongroise ? N'ont-ils donc pas entendu le glas de Przemysl ?

Se feraient-ils, par hasard, des illusions au sujet de l'Italie ? Ont-ils pu concevoir une minute que l'Italie resterait neutre jusqu'au bout ? Se figurent-ils que Giolitti au pouvoir aurait pu faire une autre politique que la politique nationale que fait Salandra et qui demain l'entraînera à l'intervention ?

Ils n'ont donc pas encore compris que les forces militaires de la France et de la Russie, à elles seules, suffisaient à la rigueur à balancer celles de l'Allemagne et de l'Autriche, mais que le jour où l'Angleterre mettait dans un des plateaux son or, ses flottes, ses armées, sa diplomatie, sa ténacité indomptable, l'Allemagne était perdue, irrémédiablement perdue ?

Vrai ! ils commencent à me faire pitié.

De quelle hauteur vont-ils tomber quand ils vont entrevoir la vérité ! quand ils vont apprendre la chute de Constantinople, ou l'entrée en ligne de l'Italie et des Balkaniques !

Tel un Zeppelin déchiré par la tempête, nous allons voir l'Allemagne se dégonfler subitement, au moment où nous nous y attendrons le moins.

Sudekum, ami Sudekum, cher ami Sudekum, mes bien sincères condoléances !

1er avril 1915.

Haut et Court!

Le jour où j'apprendrai que les officiers et les matelots du sous-marin *U-28*, qui vient de torpiller le *Falaba* et l'*Aquila* ont été pendus haut et court, sera un des plus beaux jours de ma vie.

Ils sont en train, ces bandits de haute mer, de déshonorer le beau nom de corsaire, que Jean Bart avait rendu si glorieux au temps de la guerre de course. Quand ma grand'mère me racontait, au temps où j'étais gamin, que l'un de ses oncles avait été corsaire, — même qu'il tomba entre les mains des Anglais au temps de la Révolution, — je vous assure qu'elle m'en parlait avec un mélange de respect et d'orgueil qui allait non seulement au vieux loup de mer, mais à l'honnête profession qu'il avait exercée sa vie durant.

La « course » c'était la guerre, avec ses horreurs sans doute et ses ignobles brutalités, mais c'était la guerre loyale, héroïque, et souvent chevaleresque.

Quand le gouvernement était en guerre avec un pays étranger, il armait les navires de commerce « en course », c'est-à-dire qu'il transformait en navires de guerre les navires marchands.

Les « corsaires » couraient sus aux navires de commerce ennemis; ceux qui ne se défendaient pas, étaient amenés dans un port, où le tribunal des prises répartissait les dépouilles entre le gouvernement, les officiers et l'équipage. Si le navire

ennemi résistait, on se battait, à coups de canon, et parfois on allait à l'abordage. Quand le corsaire était découvert par un grand navire de guerre ennemi meilleur voilier, son affaire était claire : on se faisait couler et sauter plutôt que d'aller moisir sur les pontons anglais jusqu'à la fin de la guerre.

Corsaire, oui, mais pas bandit, pas pirate, pas massacreur de femmes et d'enfants, pas massacreur de paisibles passagers sans défense.

Des corsaires, les matelots et les officiers des sous-marins allemands ont la bravoure et l'audace: rien que pour oser s'aventurer dans un sous-marin, il faut être déjà assez casse-cou.

Les premiers sous-marins allemands qui torpillèrent les navires marchands anglais semblent même avoir conservé des anciens corsaires l'humeur bon enfant et le caractère chevaleresque.

Ils prenaient la peine de s'excuser près des marins de commerce et des passagers à qui ils donnaient quelques minutes pour déguerpir de leur navire, avant de le faire couler ; ils leur donnaient des vivres, parfois des vêtements et des cigares.

L'*U-28*, soit qu'il fût commandé par une brute ou un alcoolique, soit qu'il eût reçu des ordres barbares, a procédé autrement.

Il a donné 10 minutes aux passagers du *Falaba* et de l'*Aquila* pour débarrasser leur navire ; puis, trouvant que ça n'allait pas assez vite, il torpilla les deux navires marchands, pendant qu'on mettait les chaloupes à la mer. Coût pour le *Falaba* et l'*Aquila* : une centaine de victimes innocentes, assassinées de sang-froid, noyées sous les regards ironiques des cannibales ou des poivrots de l'*U-28*.

Je ne sais plus quel marin anglais, au moment de subir un ignominieux supplice, se retourna vers les bourreaux et leur cria à la figure : « Je recommande mon âme à Dieu et ma vengeance à l'Angleterre ».

Les victimes de l'*U-28* n'ont pas besoin de recommander leur vengeance à l'Angleterre : elles seront vengées.

Déjà toute la presse anglaise proclame que l'Angleterre, qui a traité avec honneur le hardi et loyal corsaire qu'était le commandant de l'*Emdem*, traitera comme une bande de pirates, si jamais il tombe entre ses mains, l'équipage de l'*U-28*.

Et bien qu'elle ne dise pas quel traitement elle réserve au Kaiser et aux amiraux allemands qui ont admis ou couvert ces actes de piraterie, on peut s'en remettre à l'Angleterre : ils ne l'emporteront pas en paradis !

Comme elle s'allonge, la liste des crimes et des forfaits sans nom, à mettre au compte de l'Allemagne !

Attentat monstrueux contre la Serbie ; refus de régler le différend austro-serbe devant un tribunal d'arbitrage et déclaration de guerre à la Russie et à la France ; violation de la neutralité belge ; massacre de Louvain ; attentats sans nombre commis en France et en Belgique contre la population désarmée pour la terroriser ; avions et Zeppelins, — dont les équipages feront bien, eux non plus, de ne pas tomber vivants entre nos mains ! — lançant des bombes sur des villes ouvertes et des populations inoffensives, sans l'ombre d'une nécessité militaire.

Et le peuple allemand, socialistes compris,

semble par son silence approuver ce retour à la barbarie.

A l'heure du règlement des comptes, qui sera terrible pour lui, comment, s'il continue à se taire, ou à lécher la main sanglante de ses maîtres, veut-il que nous plaidions pour lui les circonstances atténuantes et que nous fassions entendre en sa faveur la voix de la clémence et de la pitié !

2 avril 1915.

La Hollande.

Un navire hollandais torpillé par les sous-marins allemands ; un autre bombardé par des aviateurs allemands ; un troisième coulé par une mine ; deux autres arrêtés sans rime ni raison par des sous-marins allemands et amenés à Zebrugge, sous pavillon allemand.

On se creuse la tête pour découvrir le motif de ces provocations.

Les Allemands veulent-ils punir la Hollande de ne pas faire, en leur faveur, de contrebande sur une vaste échelle, de ne pas leur passer toutes les victuailles, tous les minerais dont ils ont besoin ?

Veulent-ils la punir de la sympathie non déguisée qu'elle témoigne sans cesse à la Belgique martyre, et de l'hospitalité qu'elle accorde aux Belges qui franchissent si facilement sa frontière ?

Poussent-ils la loufoquerie jusqu'à rêver d'annexer la Hollande pour avoir Rotterdam et l'embouchure du Rhin, et mettre le grappin sur les

vastes colonies hollandaises de l'archipel de la Sonde ?

Inquiets pour Zeebrugge, où leurs sous-marins ne sont plus en sûreté, et pour Ostende, contre qui ils sentent tous les jours davantage la formidable poussée des alliés, veulent-ils une rupture avec la Hollande, pour pouvoir utiliser Anvers, et se servir de l'Escaut, contre l'Angleterre ?

C'est là où le bât les blesse, sans doute : l'Escaut est bien à eux, jusqu'au jour prochain où ils seront obligés de déguerpir de ses rives ; mais en vertu d'un « vieux chiffon de papier » qui porte la signature de tous les gouvernements de l'Europe, y compris celui du roi de Prusse, et du roi de Hollande, l'Escaut est un fleuve dont les Belges, ou ceux qui ont usurpé leur place, n'ont point le droit de se servir pour les navires de guerre ; et la Hollande, qui possède les bouches de l'Escaut, avec les îles de l'embouchure, a été instituée gardienne des scellés mis par l'Europe sur ce fleuve neutre et international. Pour le garder avec autorité, la Hollande a même bâti à l'embouchure de l'Escaut la forteresse de Flessingue, qui commande la sortie du fleuve. Impossible aux Allemands de se servir d'Anvers comme station navale pour leurs sous-marins sans déchirer un « nouveau chiffon de papier », et violenter la Hollande. Est-ce une querelle d'Allemand qu'ils cherchent au vaillant petit peuple pour pouvoir utiliser Anvers et l'Escaut ?

On peut affirmer que si c'est une querelle d'Allemand qu'ils lui cherchent, ils trouveront à qui parler.

S'il y a un petit peuple en Europe qui ait la réputation de n'avoir pas froid aux yeux, et d'être

assez chatouilleux sur le chapitre de l'honneur, c'est bien le peuple hollandais.

Son sol, il l'aime avec passion, pour l'avoir fabriqué, pour l'avoir créé de toutes pièces ; pour l'avoir conquis pied à pied sur la mer ; pour l'avoir protégé champ par champ par des digues énormes contre les flots de la mer, et le débordement de la Meuse, de l'Escaut et du Rhin, les grands fleuves qui viennent se terminer au milieu de ses prairies et de ses polders.

Quand, à la fin du XVIe siècle, Philippe II d'Espagne, dans le domaine de qui les Hollandais étaient tombés par héritage, voulut leur marcher sur le pied, parce qu'ils avaient adopté le protestantisme, ils lui firent la plus belle insurrection qu'un peuple ait jamais faite à un despote, et ils se constituèrent en une république qui devint, pendant tout le XVIIe siècle, le refuge des libres-penseurs, des mécréants de toute l'Europe, et de toute la presse indépendante.

Ces nobles républicains n'eurent pas l'heur de plaire à notre Roi-Soleil, qui, à propos de bottes, chercha affaire à la République. Mal lui en prit. A l'invasion, les Hollandais répondirent par l'inondation et les soldats du grand roi, de rudes poilus pourtant, durent se retirer bredouilles.

Et c'est ce peuple-là que les Allemands s'imaginent molester impunément ?

S'imaginent-ils que le sort de la Belgique ne lui a pas donné déjà un avant-goût de ce qui l'attendrait lui-même si l'Allemagne pouvait être victorieuse ?

Les Allemands trouvent-ils qu'ils n'ont pas suffisamment d'ennemis ?

Tiennent-ils donc absolument à ce que les Anglais débarquent en Hollande, et que par la Hollande, les Alliés tournent toute la ligne de la Meuse et du Rhin ?

Qu'on ne croie pas surtout qu'en avertissant l'Allemagne de l'énormité de la sottise qu'elle est en train de commettre, elle saura l'éviter !

L'Allemagne en est au point où nous étions nous-mêmes sous le premier Empire, quand frappés de folie furieuse, aveuglés par la haine de l'Angleterre ou par notre colossal orgueil, nous nous sommes mis stupidement toute l'Europe à dos et quand nous sommes allés chercher affaire à l'Espagne et au Portugal.

La rupture avec la Hollande est la seule gaffe qui reste à faire au gouvernement allemand.

Je vous parie tout ce que vous voudrez qu'il ne la manquera pas !

---

3 avril 1915.

Le Discours de Millerand.

Du réconfortant discours qu'a tenu Millerand hier au Parlement, ce que j'approuve le plus c'est sa phrase : « Pas d'optimisme béat ».

De l'optimisme, il en faut : c'est le signe de la santé physique, intellectuelle et morale ; mais à une condition, c'est que notre optimisme soit clairvoyant et qu'il ne nous donne pas la berlue.

Il y a évidemment des choses qui vont très bien

dans l'armée : il y a l'intendance d'abord, qui décidément continue à nous ébahir par la façon dont elle assure la nourriture et le vêtement des troupes.

La fabrication des munitions n'a pas l'air d'aller trop mal non plus : c'est un tour de force qu'a fait là le ministère de la guerre, si l'on songe que trois de nos plus grands départements industriels sont occupés par l'ennemi.

Un petit bravo aussi pour l'artillerie lourde, qui s'annonce comme la digne grande sœur de notre artillerie légère.

Notre service de santé lui-même — qui l'eût cru? — a fini par s'améliorer. Il y a mis le temps, mais enfin, mieux vaut tard que jamais. Avant de lui tresser des couronnes, attendons toutefois de voir comment il désinfectera les casernes à l'arrivée des poilus de la classe 1916, et s'il sait s'arranger au front pour que les cadavres ne nous flanquent pas une bonne épidémie au printemps.

Bref, nous commençons à être prêts : mais ce serait verser dans l'optimisme béat que de s'imaginer qu'il ne nous manque plus un bouton de guêtre. Nous n'avons pas l'air d'avoir l'abondance des grenades à main qui conviendraient pour le corps à corps ; nous avons trop souvent du simple fil de fer du commerce pour protéger nos tranchées quand en face de nous on voit des réseaux de gros fils d'acier extrêmement résistants ; nos avions n'ont pas toujours l'air d'avoir la vitesse ni les moteurs discrets des Taubes allemands. On voudrait des boucliers de guetteurs, aussi perfectionnés que ceux des Allemands, et non des plaques que les balles trouent de part en part. Voilà des perfectionnements dans le matériel que toute la nation at-

tend encore de l'activité du ministre de la guerre, comme elle attend de lui depuis des mois la formation d'armées nouvelles, pour répondre aux formations nouvelles que les Allemands forgent constamment.

Tout le monde aussi souscrit à l'éloge enthousiaste que le ministre de la guerre a fait de nos généraux, de nos officiers et de nos soldats. Il est évident pour tous que nos poilus sont admirables ; qu'en Champagne, par exemple, ils ont montré récemment un moral aussi merveilleux qu'en août dernier, — ce qui n'est pas peu dire, — et que notre état-major ne retombe pas, en général, dans les lourdes fautes qui, au début de la campagne, ont un moment tout compromis.

Mais, ici encore, ce serait tomber dans l'optimisme béat, condamné par le ministre de la guerre, que de s'imaginer que tous les chefs ont profité des dures leçons de Morange et de Charleroi.

De l'avis de tous les soldats, sous-officiers et officiers qui reviennent du front, il ressort clairement que çà et là, — je pourrais dire où, — la préparation des attaques est encore aujourd'hui totalement insuffisante.

Il y a encore certains états-majors et certains généraux qui ne savent pas, malgré tout ce qu'a écrit Percin sur la liaison des armes, que le principal organisme militaire, le régiment d'infanterie, est un être incomplet sans compagnie de génie pour creuser des tranchées et couper les fils de fer ennemis, sans batterie d'artillerie pour appuyer son attaque, sans peloton de cavalerie pour l'éclairer en rase campagne, — quand rase campagne il y a, — et que quand on prend à la der-

nière minute des troupes de différentes armes dont les chefs n'ont eu aucun contact, on a une salade, une mixture, une cohue, mais on n'a pas une colonne d'attaque.

Il y a même des chefs qui ne savent pas que quand on lance des troupes d'infanterie sur des tranchées ennemies, il faut au préalable faire préparer de larges escaliers, et nombreux, dans les profondes tranchées d'où l'on bondit, sans quoi les nôtres sont réduits à faire la courte échelle pour sortir de leur trou, mettent un temps infini à déboucher, et se font mitrailler inutilement, une mitrailleuse ennemie devant chaque escalier étroit suffisant pour faire en quelques minutes une affreuse hécatombe.

Il y en a même qui ignorent que quand on lance une masse d'infanterie sur des tranchées ennemies, dont les fils d'acier n'ont pas été coupés par le génie, il faut au moins donner des cisailles aux fantassins, si l'on ne veut pas que des bataillons entiers y restent accrochés, empêtrés et pendus en lambeaux.

Ils sont de plus en plus rares, certes, des chefs pareils ; mais si peu qu'ils soient, ils sont encore trop nombreux.

Ah ! comme certains de nos chefs auraient besoin de lire et de méditer cet éloge que faisait Fontenelle du grand homme de guerre et du grand homme de cœur qu'était Vauban :

« ... Il avait porté son art à une telle perfection que le plus souvent ce qu'on n'aurait jamais osé espérer, devant les places les mieux défendues, il ne perdait pas plus de monde que les assiégés.

« C'était là son but principal, la conservation des

hommes : non seulement l'intérêt de la guerre, mais aussi son naturel les lui rendait chers. Il leur sacrifiait toujours l'éclat d'une conquête plus prompte et une gloire assez capable de séduire et, ce qui est plus difficile quelquefois, il résistait en leur faveur à l'impatience des généraux et s'exposait aux redoutables discours du courtisan oisif. Aussi les soldats lui obéissaient-ils avec un entier dévouement, moins animés encore par l'extrême confiance qu'ils avaient en sa capacité que par la certitude et la reconnaissance d'être ménagés autant qu'il était possible. »

Comme la nation bénirait le ministre de la guerre s'il obtenait que tous les généraux de la République fussent aussi ménagers du précieux sang de ses enfants que l'était ce maréchal de l'ancienne monarchie, dont l'âme républicaine annonçait déjà les grands généraux de la Première République !

Quelle reconnaissance nous lui aurions tous après son magistral discours d'hier, si au nom de la nation, qui est supérieure à tous les généraux, au nom de la République, qui est l'expression de la volonté nationale et de la souveraineté du peuple, il fendait l'oreille impitoyablement aux chefs militaires qui, après huit mois de guerre, ne savent pas encore que la première condition pour réussir une attaque, c'est de la préparer.

Leur fendre l'oreille ! On leur eût fendu autre chose au temps de la Convention.

Ah ! oui ! Ce qu'il a raison notre ministre de la guerre ! Assez d'optimisme béat !

---

4 avril 1915.

Les Comitadjis bulgares.

Comitadjis : que ce mot barbare ne vous effarouche pas !

Les comitadjis bulgares, c'est comme qui dirait la Ligue des Patriotes bulgare.

Par notre Ligue des Patriotes à nous, notre Ligue des Patriotes des beaux jours de la période 1880-90, le public français peut se faire une idée approximative des comitadjis bulgares : même passion patriotique, même chauvinisme exacerbé et tapageur, mêmes bonnes intentions, même absence de scrupules diplomatiques, même cause juste au fond, même tempérament impulsif, avec une audace, une sauvagerie, une habitude de jouer du fusil que n'ont jamais eues nos ligueurs, et qui s'expliquent par le moindre degré de civilisation des pays balkaniques.

Leur Alsace-Lorraine à eux, c'est la Macédoine.

La Macédoine, c'est le bassin du Vardar, ce petit euve qui vient du nord, de la Serbie, et qui, à travers une région montageuse, vient se terminer à Salonique. La grande voie ferrée qui mène d'Autriche par Belgrade et Nich jusqu'à Salonique suit la vallée du Vardar.

Jusqu'en 1912, la Macédoine a été une province turque, comme l'avaient été elles-mêmes autrefois la Serbie, la Bulgarie et la Grèce.

C'est même en partie pour chasser les Turcs de

Macédoine que la Grèce, la Bulgarie et la Serbie s'unirent en 1912, dans la première guerre balkanique.

L'opération intéressait les trois nations, puisqu'en Macédoine il y avait des Serbes dans les districts nord, des Grecs dans les districts sud, et des Bulgares, — de beaucoup les plus nombreux à ce qu'il semble, — dans toute la partie centrale. C'étaient même les Bulgares qui étaient les plus récalcitrants à la domination turque, et dont les comitadjis, — les patriotes, — prenaient le plus souvent les armes pour rappeler les gouverneurs turcs à la pudeur, ou pour réclamer l'incorporation de la Macédoine dans la patrie bulgare.

On sait ce qui advint après la victoire commune sur les Turcs : les trois vainqueurs se brouillèrent, se battirent ; les Grecs et les Serbes battirent les Bulgares épuisés, qui perdirent leur part de Macédoine.

Mettons-nous un instant dans la peau des comitadjis bulgares, à l'heure où ils ont vu la Serbie aux prises avec l'Autriche.

Pour comprendre leur état d'esprit, figurons-nous quelle aurait été l'attitude de notre Ligue des Patriotes, vers 1887, si à ce moment l'Allemagne avait été en guerre avec une autre puissance, quelle qu'elle fut. Se figure-t-on un seul instant qu'aucun argument, aucun scrupule diplomatique auraient pu les empêcher de tenter de faire soulever l'Alsace-Lorraine, avec l'aide des Alsaciens protestataires, avec l'aide des « comitadjis alsaciens » ?

C'est exactement ce qui est arrivé là-bas, à la frontière serbo-bulgare.

Il y a pas mal de Macédoniens exilés ou fugitifs en Bulgarie ; ils se sont mis, sans doute, en relation avec leurs amis de la Macédoine occupée par les Serbes ; ils ont groupé 2.000 hommes subrepticement, peut-être avec la complicité de quelques fonctionnaires bulgares, tout comme Déroulède en 1887 aurait trouvé des complices, à l'insu de notre gouvernement, près de fonctionnaires français de la région de l'Est pour un coup de main en Alsace.

Nul besoin, pour s'expliquer leur geste, de s'imaginer qu'ils ont été convoyés par des agents allemands, autrichiens ou turcs, bien qu'en soi la chose n'ait rien d'invraisemblable, et n'aurait rien de déshonorant à leurs yeux de patriotes fanatiques.

Ne leur demandez pas, à ces impulsifs, de voir qu'ils mettent leur gouvernement dans un mauvais cas ; qu'ils risquent de l'embarquer dans une guerre avec la Serbie et la Grèce, c'est-à-dire avec la Russie, la France et l'Angleterre. Dans leur trou de Macédoine, au fond de leurs vallées, et sur les pentes de leurs montagnes, si vous croyez qu'ils comprennent grand'chose à la politique européenne !

Ils ont trouvé l'occasion propice, pour foncer contre une station de la voie ferrée de Nich à Salonique, à l'endroit où la voie ferrée n'est qu'à 10 kilomètres de la frontière bulgare et ils ont foncé comme des taureaux, comme ils l'ont déjà fait d'ailleurs plusieurs fois depuis le début de la guerre : les Serbes semblent d'ailleurs les avoir proprement arrangés, comme ils les ont arrangés à leurs précédentes incursions.

L'histoire ne se serait pas produite d'ailleurs si

la diplomatie alliée avait depuis longtemps parlé net aux Serbes et aux Grecs, et obtenu des uns et des autres que la partie de la Macédoine bulgare serait rendue aux Bulgares quand la Serbie et la Grèce auront été arrondies avec les dépouilles de l'Autriche et de la Turquie.

L'histoire n'aura sans doute pas d'autre suite.

Elle n'en aurait que si l'équipée des comitadjis bulgares avait été accomplie avec la complicité du gouvernement de Sofia.

Mais il est tout à fait invraisemblable que le gouvernement bulgare ait fait cette monumentale sottise et qu'il n'ait pas un peu plus de sens politique qu'un simple comitadji.

Le gouvernement de Sofia doit savoir qu'au moment du règlement des comptes, les petits peuples balkaniques qui auront créé des difficultés aux vainqueurs pourront attendre des siècles la réalisation de leurs aspirations nationales.

Or, s'il voit plus loin que le bout de son nez, il doit savoir que malgré l'occupation momentanée de la Pologne et de la Belgique par les Allemands, malgré la victoire momentanée des Turcs aux Dardanelles, ce n'est ni à Constantinople, ni à Vienne, ni à Berlin qu'est le côté du manche.

Si le gouvernement bulgare veut en croire un journaliste ami, le premier et peut-être le seul qui ait carrément pris en France la défense du point de vue bulgare, il se hâtera, sans perdre une minute, d'appeler les chefs des comitadjis et il leur mettra... un bouchon.

---

5 avril 1915.

Les orphelins de la guerre.

Dans les derniers jours d'août et les premiers jours de septembre, au moment où l'ennemi semblait marcher à pas de géant sur Paris, à la gare du Nord et à la gare de l'Est, les employés virent plusieurs fois un spectacle qui les toucha jusqu'aux larmes.

Un homme jeune, dont la figure respire la douceur et la bonté, descendait du train, avec un ou deux marmots sur les bras, deux ou trois autres bambins pendus aux basques de sa jaquette. Il faisait ainsi la navette entre Paris et les régions voisines menacées de l'invasion, et il ramenait tous les jours par le train les enfants qu'il était allé pêcher jusqu'à la barbe des uhlans.

Les employés de la gare l'assistaient en souriant ; car ils avaient reconnu Jean Cheminot.

Puis, des trains entiers pleins d'une turbulente marmaille se formaient à Paris pour aller déposer dans l'Ouest ou dans le Sud leur précieuse cargaison.

C'était Jean Cheminot qui allait mettre ses petits poussins à l'abri, loin du canon et de l'invasion.

Jean Cheminot ! Vous ne le connaissez pas ?

C'est un rédacteur de l'administration centrale des chemins de fer de l'Etat, qui est depuis longtemps l'un des administrateurs du Syndicat des cheminots, vous savez bien, ce fameux Syndicat

des cheminots qui fit la grande grève de 1910, — comme c'est loin, la grève des cheminots !

Jean Cheminot, ce n'est pas seulement le rédacteur du journal officiel des travailleurs de la voie ferrée, c'est la cheville ouvrière de l'Orphelinat des chemins de fer. Il est un peu le tuteur de tous les petits cheminots dont le papa est mort sans avoir de droit à une pension ; il les connaît ; il les voit ; il les suit. Avec cette vocation, vous pensez bien que quand il a appris qu'il y avait des enfants de mobilisés en détresse dans la grande banlieue de Paris, il ne s'est pas occupé de savoir si c'étaient des enfants de cheminots, et qu'il n'a pas résisté à la tentation d'aller les cueillir.

C'est ce Jean Cheminot là qui, pas plus tard qu'hier, est venu me sommer de dire aux lecteurs et aux lectrices de la *Guerre Sociale*, que la Société « l'Orphelinat de l'Armée » était créée, et qu'il fallait qu'ils viennent à la rescousse.

— Oui, je vous vois venir avec votre Société ! Une Société privée pour s'occuper des orphelins de la guerre. Ah ! ça ! voyons ! est-ce que la nation voudrait se dérober au plus élémentaire et au plus sacré des devoirs ? Est-ce qu'elle ne va pas considérer tous les gosses dont les pères meurent à la guerre comme ses enfants, ses pupilles ? Est-ce qu'elle ne va pas prendre leur éducation et leur instruction à sa charge, et même les dorloter un peu ? Je ne comprends pas Viviani, qui a l'âme si chaude et la parole si vibrante, de n'avoir pas, le jour de la mobilisation, claironné à tous ceux qui partaient : « Allez-y, mes amis ! la République aura soin des enfants de tous ceux qui mourront pour la Patrie ! » Ah ! vraiment, sous la Première Ré-

publique, nous savions mieux qu'aujourd'hui trouver le mot qui touche les cœurs.

— Mais, fit Jean Cheminot, la République n'a pas du tout l'intention de se dérober à ce devoir.

— Et les parents et les amis de ceux qui tomberont pour la cause commune, est-ce qu'ils ne seront pas là pour recueillir, adopter, élever comme leurs enfants les enfants de ceux qui sont morts pour eux ? Concevez-vous un frère qui perdrait son frère à la guerre, un ami qui perdrait son ami, et qui ne considérerait pas les enfants de son frère ou de son ami comme ses propres enfants ?

— Mon cher ami, reprit Jean Cheminot, notre Société sera la grande famille morale qui, à côté de la nation, avec moins de bureaucratie et de paperasserie, avec beaucoup plus de chaleur et de tendresse, veillera sur les orphelins de ceux qui sont morts pour la Patrie.

Quand la mère vivra et pourra elle-même élever les enfants, — et nous veillerons à ce que l'Etat lui donne une pension qui ne soit pas dérisoire et qui soit proportionnelle au nombre de ses enfants, — nous nous bornerons à être son auxiliaire, à veiller à l'instruction et à l'éducation des mioches.

Quand il n'y aura plus de mère, ou quand la mère sera incapable ou indigne, nous serons l'auxiliaire du tuteur, et nous aiderons à trouver la famille d'adoption, le parent ou l'ami qui remplacera le père.

A la dernière extrémité seulement, nous placerons l'enfant dans un internat, où nous veillerons sur lui, où nous le pousserons suivant ses aptitudes jusqu'aux carrières libérales, s'il a des dispositions.

Et je vous prie de croire que nous nous appliquerons à donner à ces enfants le genre d'éducation, que selon leur foi religieuse ou laïque, leurs pères s'ils avaient vécu auraient désiré pour eux.

En faisant appel à tous les Français et à toutes les Françaises, sans distinction de parti politique, ou de croyances religieuses ou philosophiques, nous voulons montrer que nous sommes bien décidés à ne jamais prendre les enfants des glorieux disparus comme une chair à expérience pour nos doctrines, ni à nous disputer leurs cerveaux comme des corbeaux se disputent une proie.

Nous voulons, avec les dons et les cotisations volontaires, — l'Union des employés et ouvriers des chemins de fer vient de nous faire un premier versement de cinquante mille francs, — constituer une dotation qui nous permettra de parer au plus pressé, en attendant que l'Etat, qui est une lourde machine un peu lente, ait constitué la dotation nationale qui assurera l'avenir de tous les orphelins, et qui, plus tard, nous permettra d'ajouter au nécessaire donné par l'Etat un peu de superflu et de douceurs.

Dites bien à vos lecteurs et à vos lectrices qu'il ne s'agit pas de fonder une succursale de l'Assistance publique, mais une grande famille française, qui entourera de tendresse les enfants de nos chers morts.

Dites-leur bien que ce n'est pas une charité que nous leur demandons ; mais le paiement d'une dette de reconnaissance, l'accomplissement du plus strict des devoirs de solidarité et de fraternité, et que quand nous aurons donné sans compter notre argent, notre temps, notre affection aux

orphelins, nous, qui n'avons pas combattu, nous resterons éternellement les obligés de leurs glorieux pères . . . . . .

. . . . . .

Ce que je ne puis pas dire, ce que je ne puis pas rendre, c'est la tendresse débordante avec laquelle Jean Cheminot me parlait des orphelins de la guerre. Il les couvait ! Il les gâtait. Il les dorlotait déjà. Et pendant que ce laïque, ce mécréant, ce républicain farouche me parlait, je songeais, — excusez-moi, c'est la semaine sainte, — je songeais à ce vieux cabotin de saint Vincent de Paul.

---

6 avril 1915.

Encore l'épine bulgare.

On la sent, l'épine bulgare, cette fois.

Les diplomates de la Triple-Entente vont-ils enfin se décider à nous l'extirper du pied?

J'admire notre presse et la presse anglaise. Elles ont l'air de se figurer que le coup de main des comitadjis bulgares pour couper le chemin de fer Salonique-Nich, qui est le cordon ombilical par où se nourrit la Serbie en vivres et en munitions, est une machination des Turcs, des Autrichiens, ou des Allemands.

Que les Allemands aient profité du mécontentement des comitadjis bulgares, qu'ils leur aient donné des armes, des munitions, ils auraient été bien bêtes de s'en priver. Ils auraient été bien sots

de ne pas exploiter les fautes commises par nous qui, depuis neuf mois, n'avons pas encore été capables de calmer les justes colères des Bulgares.

Et les patriotes bulgares, âmes simples et frustes, qui ne font pas de grande politique, êtres tout de passion, et de passion brutale, auraient eu bien tort de se gêner et de ne pas accepter les armes qu'on leur offrait.

Seulement, ce qu'il faut qu'on sache bien en Europe, — j'espère qu'on le sait au quai d'Orsay, — c'est que le mécontentement bulgare, ce ne sont pas les agents turcs, ni les agents autrichiens, ni les agents allemands qui l'ont créé ; l'agitation des comitadjis n'est pas une agitation artificielle : elle est spontanée, profondément nationale ; elle sort des entrailles du pays bulgare tout entier.

Et c'est cela qui en fait la gravité. C'est cela qui rend si difficile au gouvernement bulgare d'y mettre fin par quelques exécutions brutales.

Il n'y a pas besoin d'être grand clerc en politique, et de savoir ce qu'est l'esprit tremblotant des gouvernements de la plupart des pays pour deviner, non seulement que les comitadjis qui ont attaqué le chemin de fer serbe ne l'ont pas fait avec la complicité sournoise de leur gouvernement de Sofia, mais que celui-ci a considéré leur équipée comme la plus vilaine histoire qui pouvait lui arriver. Précisément parce que le roi Ferdinand de Bulgarie et son ministre Radoslavof sont des hommes politiques peu accessibles au sentimentalisme populaire, ils ont considéré cette équipée comme une folie, d'où ne pouvait sortir pour la Bulgarie que des ennuis, ou peut-être des catastrophes.

Mais qu'ils aillent donc essayer de faire entendre

raison aux comitadjis et au peuple bulgare, si nous ne leur facilitons pas leur tâche !

Il ne faut pas nous le dissimuler, les comitadjis sont des gaffeurs, mais des gaffeurs sympathiques, populaires, dont le geste impulsif a traduit exactement le sentiment national de tout le peuple bulgare : tout comme Déroulède eût empoigné l'âme populaire française en 1887 si l'Allemagne, se trouvant engagée dans une grande guerre européenne, il l'avait attaquée en Alsace avec une bande de partisans.

Si on ne comprend pas cela, on ne comprend rien aux affaires balkaniques.

Voilà un peuple qui, en 1912, s'allie avec ses deux voisins serbe et grec pour chasser les Turcs d'Europe : c'est lui qui fait le plus gros du travail ; car c'est lui, vous n'en doutez pas, hein ? Ce qui a brisé l'armée turque, ce n'est pas l'armée serbe, n'est-ce pas, ni l'armée grecque, c'est l'armée bulgare. C'est elle qui a remporté les succès foudroyants de Kir-Kilissé, de Lulé-Bourgas. C'est elle qui a refoulé les Turcs jusqu'à la banlieue de Constantinople. C'est elle qui a pris Andrinople, ou qui a fait le plus gros de l'effort sous Andrinople.

Le peuple bulgare a perdu près de cent mille hommes dans cette épopée, qui a émerveillé le monde, tant par le feu de l'ennemi que par le choléra, et quand il sort de la bataille épuisé, vidé, exsangue, désorganisé, voilà qu'il a l'impression que ses deux alliés profitent de ses victoires à lui pour le dévaliser de la part de dépouilles qui lui tenaient le plus à cœur, la Macédoine !

Si, après cela, on ne comprend pas en France et

en Angleterre que les Bulgares sont ulcérés à bon droit !

Nos diplomates, pour les calmer, leur offrent aujourd'hui Andrinople avec sa banlieue, jusqu'à la ligne Enos-Midia. Mais Andrinople, les Bulgares s'en moquent ! Ou plutôt, c'est pour eux l'affaire secondaire. Ce qu'ils veulent, c'est la Macédoine.

Que les alliés leur fassent donner la partie de la Macédoine que leur accordait le traité secret qu'ils ont conclu avec les Serbes à la veille de la guerre contre les Turcs, ils ne demandent pas autre chose !

La Serbie, qui va passer de 5 millions à 12 millions d'habitants avec tous les pays serbes que la défaite de l'Autriche va lui permettre d'annexer, la Serbie qui va avoir la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, la Dalmatie, avec de bons ports sur l'Adriatique, peut bien vraiment faire ce sacrifice !

Quant aux Grecs, qui ne se battent pas, il est bon de les ménager peut-être, mais pas au point de sacrifier tous nos intérêts à nous qui nous battons, et la justice avec, qui est du côté des Bulgares. M. Venizelos reconnaissait la nécessité d'accorder aux Bulgares ce qu'ils réclamaient en Macédoine, et même de leur céder le port de Cavalla, enlevé aux Turcs en 1913, pour qu'ils aient un port convenable sur la Méditerranée ; il était prêt à faire très intelligemment ces concessions aux Bulgares dans l'intérêt de la paix balkanique, dans l'intérêt de la future fédération balkanique, et dans l'intérêt de la Grèce, qui recevrait de l'Europe, en compensation, Smyrne et toute la côte

grecque d'Asie-Mineure : nous n'avons pas à être plus Grec que M. Venizelos.

Nous sommes engagés dans la guerre actuelle en bonne partie pour défendre le peuple serbe contre une ignoble agression.

Nous avons, nos alliés et nous, témoigné aux Grecs, depuis Navarin, en mille occasions, notre sympathie, en souvenir de leurs ancêtres les Grecs antiques, à qui nous devons tant.

Ce n'est pas leur demander beaucoup que de leur demander de nous retirer du pied une épine qui nous gêne si considérablement.

Si les Serbes et les Grecs ne sont pas assez consciencieux pour nous rendre ce service, les trois grandes puissances n'ont qu'à faire l'extraction elles-mêmes !

On ne comprend pas qu'elles ne l'aient pas déjà faite depuis six mois !

Ah ! nous étions prêts à faire de grands sacrifices pour avoir trois cent mille Japonais en Europe.

Nous avons mieux que trois cent mille Japonais: nous avons trois cent mille Bulgares, et ils sont en Europe, tout rendus. Seulement, pour qu'ils marchent, il faut que la France, l'Angleterre et la Russie leur promettent qu'ils auront ce que la Serbie et la Grèce leur concédaient en Macédoine en 1912.

Qu'est-ce qui arrête la Triple-Entente ?

Est-ce le *veto* du roi de Grèce, Constantin, beau-frère de l'empereur Guillaume ?

7 avril 1915.

La réponse bulgare.

Les peuples balkaniques sont des peuples jeunes, presque enfants, aux passions brutales.

Avec eux, il faut s'attendre à tout.

Pourtant, je ne m'attendais pas, je dois l'avouer, à la réponse que le gouvernement bulgare vient de faire à la demande d'explications du gouvernement serbe.

Elle est à mourir de rire.

« Comitadjis bulgares ! répond Sofia. Oh ! si l'on peut dire ! Les comitadjis bulgares ne sont pour rien dans cet incident de frontière. D'après nos renseignements, il s'est produit dans votre province de Macédoine une révolte, oh ! pas de Bulgares, mais de paysans turcs que vous opprimiez sans doute. Alors, ils ont mis à mal vos soldats, puis ont gagné la frontière bulgare. Pouvions-nous, nous, refuser ces fugitifs ? Tout ce que nous avons fait, nous Bulgares, pour vous témoigner nos bons sentiments — car tout le monde sait que nous vous adorons — ç'a été de faire protéger vos soldats par les soldats de nos postes-frontière. Seulement, soyez assez aimables pour donner des ordres à vos soldats pour qu'ils ne tirent pas, par mégarde, sur les nôtres, ce qui pourrait gâter les choses ! »

Telle est la réponse de Sofia.

Qu'il y ait des villages turcs dans la Macédoine occupée par les Serbes depuis 1913, rien n'est plus

vrai et rien d'étonnant à cela, puisque la Macédoine était jusqu'en 1913 une province turque. Que ces bons Turcs n'aient pas été très flattés de devenir Serbes, par force, on le croit sans peine. Que les fonctionnaires et les soldats serbes, dans ces villages si près de la frontière bulgare, aient, surtout depuis la guerre, vu des ennemis partout et qu'ils aient, dans des accès d'espionnite — que nous avons connus aussi en France — traité leurs sujets musulmans d'origine turque sans douceur et sans tact, personne n'en doute. Que des agents turcs aient raconté à ces pauvres paysans que les Turcs venaient aux Dardanelles de couler toute la flotte alliée, on serait surpris s'ils ne l'avaient pas fait ; par ces temps d'énervement on croit facilement ce qu'on désire. Qu'enfin, les paysans turcs se soient soulevés dans quelques villages contre les autorités serbes, rien d'invraisemblable à cela.

Mais que les comitadjis bulgares de Macédoine, que les comitadjis des villages bulgares voisins de la frontière serbe soient restés sages comme des images, qu'ils n'aient pas jeté de l'huile sur le feu, ce serait un miracle tellement extraordinaire que le gouvernement de Sofia aura peine à le faire avaler à quiconque connaît tant soit peu les passions qui bouillonnent au cœur des comitadjis.

Si comique que soit le contenu de la réponse bulgare, elle a du moins le mérite de laisser la porte ouverte aux pourparlers.

Seulement, que les gouvernements alliés se hâtent d'accourir pour éteindre ce commencement d'incendie.

Il est sûr, archi-sûr, que de propos délibéré, le roi Ferdinand de Bulgarie, quoiqu'il soit un prince

paix sans annexions, avec désarmement de toute l'Europe.

J'ai bien entendu votre appel aux socialistes étrangers, pour qu'ils vous aident dès maintenant dans cette œuvre de paix.

Laissez-moi vous dire, mon cher Liebknecht, pourquoi, personnellement, je ne vous aiderai pas, et pourquoi, je l'espère bien, aucun socialiste français ne répondra favorablement à votre appel, du moins pour le moment.

Pour vous dire toute ma pensée d'un mot, nous ne voulons pas aider votre kaiser et ses hobereaux à sortir intacts, indemnes, du fleuve de sang où ils sont en train de se noyer.

Car ce que vous réclamez, pour ces misérables, c'est ni plus, ni moins que l'impunité, l'impunité pour avoir voulu étrangler la Serbie, l'impunité pour avoir violé la neutralité belge, l'impunité pour avoir par leur orgueil ou par leur bêtise déchaîné sur l'Europe la plus épouvantable des catastrophes et fait massacrer plusieurs millions d'hommes.

Car enfin, si, en ce moment précis, nous leur accordions la paix, quelle est la morale que les peuples tireraient de toutes ces horreurs ?

Celle-ci : qu'avec une formidable préparation militaire, un gouvernement et un peuple peuvent impunément commettre les plus grands attentats.

Et celle-ci encore : que si l'Allemagne avait eu une préparation militaire encore meilleure, une diplomatie moins bête, elle aurait pu arriver à ses fins et mâter tout le continent, et vos gouvernants, qui sait ? votre peuple lui-même essaieraient de

faire mieux une autre fois, de mieux réussir leur coup, dans dix ans ou dans vingt ans.

Vous me faites un signe de dénégation ?

Vous me dites que votre peuple a compris que son gouvernement l'a conduit aux abîmes ?

Aux abîmes ? Mais il ne l'a pas compris, mon cher ami, puisqu'il croit encore que « la situation militaire lui est favorable ». Comment ne le croirait-il pas, puisque vous-même vous le croyez ?

Mon pauvre ami ! la situation militaire favorable pour vous !

Mais vous n'entendez pas la Turquie et l'Autriche qui râlent, tout près de vous, et ne voyez-vous pas que, quand nous en aurons fini avec elles, c'est sur vous que toute l'avalanche va s'abattre ? Vous ne savez donc pas que nous, en France, nous commençons seulement à être prêts militairement, et qu'il n'y a encore sur le continent que l'avant-garde de l'armée anglaise ?

Mais si nous lâchions le kaiser, ses hobereaux, et son peuple — votre peuple, mon pauvre ami ! — ils s'imagineraient tous qu'ils s'en vont avec les honneurs de la guerre ; avec une situation militaire favorable, et qu'ils nous font une grande grâce en évacuant la Pologne, la France et la Belgique, d'où nous allons dans quelques semaines les sortir tous avec perte et fracas.

Mais même si votre peuple avait conscience que son kaiser et ses hobereaux l'ont amené au désastre, croyez-vous qu'il se rebellerait contre lui et qu'il le flanquerait par terre ? Mon pauvre ami, avec toutes vos qualités d'organisation et de discipline, vous êtes si peu révolutionnaires, avec tout votre socialisme vous êtes si peu républicains, que

votre peuple laisserait debout votre kaiser et sa clique.

Nous n'avons pas assez de confiance en vous pour nous en remettre à vous du soin de punir votre gouvernement.

Nous tenons à opérer nous-mêmes.

Il faut que nous lui infligions une correction telle, à votre gouvernement, qu'elle guérira pour cent ans tout gouvernement — et tout peuple — si puissant qu'il se croie, de la tentation de déchaîner la guerre sur l'humanité.

Vous dites que vous êtes pour une paix sans annexions ?

Qu'entendez-vous par là ?

Entendez-vous que chacun renoncera à faire des annexions nouvelles, mais qu'il conservera ses annexions anciennes ?

Si vous croyez que nous allons laisser au Grand-Turc les populations grecques, arméniennes, ou arabes qu'il tient sous son joug, aux Habsbourgs les Polonais, les Roumains, les Tchèques, les Serbo-Croates, les Italiens qu'ils tiennent sous leur botte; si vous croyez qu'à votre peuple nous allons laisser imposer la culture allemande aux Danois du Sleswig, aux Polonais de Posnanie et de Silésie ou aux Alsaciens-Lorrains, c'est que vous ne nous connaissez pas.

Puisque nous avons été acculés à la guerre, nous voulons du moins qu'elle serve à quelque chose, et que les millions des nôtres qui ont souffert n'aient pas souffert pour rien. Pas d'annexions! non ! Mais délivrance des nations annexées !

La première condition d'une paix durable, pour nous, c'est qu'il n'y ait plus de peuples opprimés.

Nous ne pouvons pas briser les chaînes des opprimés, sans au préalable casser les reins aux gouvernements qui les tiennent dans les fers. Laissez-nous donc poursuivre jusqu'au bout notre œuvre de délivrance ! Si elle est incomplète, si après cette guerre il y a des peuples opprimés dans un coin quelconque de l'Europe, je vous jure que ce ne sera pas de la faute des socialistes français !

Quand notre tâche sera finie, mon cher ami, alors, alors seulement, nous parlerons de paix. Mais ce jour-là, vous n'aurez pas besoin de nous demander de mettre fin à ces horreurs. Vous n'aurez pas besoin, mon cher ami, de faire appel à notre esprit de justice et à nos bons sentiments socialistes pour que nous nous opposions à toute annexion de terre ou de population vraiment allemandes.

Quand la victoire aura grisé les têtes de mes compatriotes — nous connaissons la griserie de la victoire, nous qui, il y a un siècle, sommes entrés en vainqueurs dans presque toutes les capitales de l'Europe et qui avons tenu tête à l'Europe entière non pas huit mois, mais vingt ans — quand invoquant de grotesques raisons d'ordre militaire, nos chauvins voudront annexer de force les provinces vraiment allemandes de la rive gauche du Rhin, alors, nous nous dresserons devant le peuple français et nous lui raconterons qu'en 1871, votre père et Bebel ont fait deux ans de prison pour avoir protesté contre l'annexion brutale de l'Alsace-Lorraine, et que c'est pour ne les avoir pas écoutés que l'Allemagne, quarante-quatre ans après, s'est trouvée en guerre avec la France.

Nous lui crierons : « Ne recommencez pas les

imbécillités de Bismarck, si vous ne voulez pas d'une nouvelle guerre dans vingt-cinq ans ! »

Votre père, après Sedan, criait à votre peuple qui ne l'a pas écouté : « Paix honorable, sans annexion, à la République française ! »

Le nôtre nous écoutera, mon cher Liebknecht, quand après le Sedan allemand qui approche, nous lui crierons : « Paix honorable, sans annexion, à la République allemande ! »

---

9 avril 1915.

Les Juifs Russes.

Il y a décidément quelque chose de changé en Russie ou du moins en voie de changement.

Les promesses d'autonomie faites solennellement à la Pologne avaient, au début de la guerre, réjoui tout ce qu'il y a en Angleterre, en Belgique et en France de libéraux et de démocrates : le manifeste des intellectuels et des députés russes en faveur de l'égalité civile des juifs, manifeste que la censure du tsar a laissé passer, fait naître dans tous les cœurs de nouvelles espérances.

Jamais on ne saura, à Moscou et à Petrograd, le tort qu'a fait à la Russie la façon dont trop longtemps elle a traité les juifs.

Les libéraux et les démocrates de l'Occident et de l'Amérique ne parvenaient pas à comprendre comment, à notre époque, un grand Etat européen pouvait traiter comme des suspects et comme des

pestiférés 7 à 8 millions de ses habitants, pour le seul crime d'être juifs. Interdiction de posséder la terre, interdiction pour la jeunesse juive, au delà d'un certain pourcentage, de recevoir l'instruction secondaire et supérieure, incapacité de remplir la plupart des fonctions publiques, massacre en masse aux heures de grande crise nationale, rien de ce que nos pères du Moyen Age avaient imaginé chez nous pour mortifier et humilier ces « étrangers » coupables d'être fidèles à la religion et aux coutumes de leurs ancêtres, n'a été épargné jusqu'à nos jours aux juifs de Russie.

De toutes les entraves et de toutes les humiliations infligées à la race proscrite, celle qui répugne le plus à nos consciences d'occidentaux, c'est l'interdiction de séjour en vertu de laquelle ils ne sont tolérés que dans certaines zones, la Pologne et les provinces voisines de l'Autriche, et encore dans les villes, à l'exception des villages. Ainsi la presque totalité du territoire russe leur est interdite, sauf à quelques catégories (diplômés, gros commerçants, ouvriers manuels de certaines professions) et comme la presque totalité des juifs de Russie appartient au petit commerce, c'est presque toute leur race qui est parquée, comme un troupeau de serfs, dans les villes de la « zone ».

Un petit commerçant d'Odessa, dont le fils est médecin à Moscou, apprend que son fils se meurt dans la capitale russe : impossible d'aller l'embrasser !

Mieux : les citoyens français, anglais ou américains qui sont juifs n'ont pas le droit de pénétrer en Russie, hors de la zone.

Les socialistes allemands avaient beau jeu,

quand nous leur disions que cette guerre était une guerre de libération des peuples opprimés, à nous jeter au nez les juifs russes.

Et les Allemands d'Amérique avaient beau jeu, dans un pays où il y a trois millions de juifs qui ont fui la persécution en Russie, quand ils dénonçaient la Russie comme le dernier refuge de la barbarie en Europe.

Mais, nous, nous leur disions : « Patience ! Il est impossible qu'alliée de l'Angleterre libérale et de la France Républicaine, la vieille Russie, ébranlée par le grand cataclysme européen, obligée d'appeler tous ses enfants à la rescousse, y compris les juifs et les Polonais, ne fasse pas un grand pas dans la voie des libertés nécessaires ».

Le manifeste des intellectuels et des députés russes est la réponse de la Russie nouvelle qui se cherche, et qui veut profiter de la grande secousse morale qui l'élève pour un moment au-dessus de ses préjugés pour sortir définitivement du Moyen Age et faire son entrée dans le grand concert des nations modernes.

Ils ont senti l'impossibilité morale qu'il y aurait pour la Russie, au moment où elle va annexer la Galicie autrichienne où il y a un million de juifs, qui jouissaient sous les Habsbourg de tous les droits civils et politiques, à les ramener au régime du Ghetto.

Ils ont senti qu'au moment où le tsar compte dans ses armées 200.000 ou 300.000 juifs, dont beaucoup se sont signalés par un magnifique courage militaire, il y aurait quelque chose de révoltant à refuser plus longtemps aux juifs la complète égalité civile et politique.

Ils ont compris qu'au moment où beaucoup de libéraux et de démocrates de France et d'Angleterre faisaient confiance à la Russie en la laissant s'établir à Constantinople, la Russie devait leur montrer qu'elle en était digne, en entrant loyalement dans les voies du libéralisme et de la démocratie.

Peut-être aussi ont-ils compris qu'au moment où la Russie va avoir besoin de réparer les ruines de la guerre, elle n'aura pas de trop des bras et de l'intelligence de tous ses enfants pour prendre le grand essor économique auquel elle a droit, et que les juifs russes, par leurs merveilleuses aptitudes commerciales et industrielles, pourraient être les précieux auxiliaires de la résurrection économique.

Si cette guerre pouvait nous apporter l'égalité civile et politique pour les juifs de Russie, si elle pouvait en même temps, à ceux des juifs de tous les pays qui ne se sont pas fondus dans les nations modernes et qui ont conservé une conscience nationale juive, rendre en Palestine, sous la forme d'un Etat neutre, protégé par la République française, la patrie qu'ils ont perdue il y a 2.000 ans, qui donc oserait soutenir que cette guerre n'aura pas été une guerre de libération ?

---

10 avril 1915.

Avant l'intervention italienne.

Chacun entend depuis quelques semaines autour de soi des réflexions désobligeantes sur l'Italie.

« Qu'est-ce qu'elle attend ? » fait l'un. « Vous verrez qu'elle ne marchera pas ! » fait l'autre. « Elle marchera, réplique un troisième, mais quand il n'y aura plus que les casquettes à ramasser ! »

Il y a vraiment dans ces propos une incompréhension ou une ignorance de l'attitude réelle de l'Italie qui frise l'injustice.

On oublie un peu trop le service immense que nous a rendu l'Italie, en faisant, dès le premier jour de la mobilisation, sa déclaration de neutralité.

Si elle avait voulu marchander cette neutralité, la monnayer, elle n'avait qu'à tergiverser : garder pendant huit ou quinze jours une attitude froide et correcte, et nous dire à quelles conditions elle resterait neutre ; à ce moment-là, si elle avait marchandé, on lui aurait, en échange de sa seule neutralité, promis et Trieste et Trente, et la maîtrise de l'Adriatique. Or, elle n'en a rien fait. Spontanément, loyalement, avec éclat, dès le premier jour, elle a proclamé qu'elle serait neutre ; elle nous a donné des gages certains que nous n'avions rien à craindre d'elle ; nous avons pu, grâce à la promptitude avec laquelle elle nous a rassurés, dégarnir de troupes, de canons et de munitions toute notre frontière italienne et envoyer contre les Allemands toute l'armée que nous avions déjà concentrée dans les Alpes. C'est vraiment un service que personne de nous n'a le droit d'oublier, et qui doit nous toucher d'autant plus qu'à différentes reprises, durant ces trente dernières années, nous avions plusieurs fois assez maladroitement froissé ses plus légitimes susceptibilités.

Et, ce qui ne nous déplaît pas à nous qui avons le même sentiment de l'honneur que le peuple

italien, l'Italie a pu rester neutre sans trahir personne, sans trahir ses alliés de la Triple-Alliance : M. Giolitti nous a soulagés d'un grand malaise, quand il nous a appris que l'Italie n'était liée à l'Autriche, par ses traités, qu'au cas où celle-ci serait attaquée, et qu'elle ne lui devait aucun concours du moment que c'était l'Autriche qui avait déclaré la guerre.

A ceux qui s'étonnent que depuis neuf mois l'Italie n'ait pas fait un geste en faveur de la Belgique, que depuis neuf mois elle semble hésiter, louvoyer, marchander sa neutralité à l'Autriche, et son intervention à la Triple-Entente, il y a une réponse bien simple à faire : l'Italie, militairement, n'était pas prête.

Mais, non ! elle n'était pas prête.

Sa campagne de Tripolitaine avait désorganisé son armée métropolitaine. Son artillerie nouvelle — les canons Déport — ne lui était pas encore livrée par le Creusot ; elle n'avait rien de prêt, ni son armée, ni de bonnes finances, qui sont le nerf de la guerre.

Neuf mois ne lui ont pas été de trop pour se préparer, à une époque où toutes les munitions, toutes les armes, toutes les fournitures militaires sont disputées jusqu'en Amérique par tous les belligérants, qui arrivent à peine à alimenter leurs énormes armées ; neuf mois n'étaient pas de trop quand on songe que l'armée autrichienne, qu'il s'agit d'affronter, occupe dans le Trentin un bastion formidable qui commande la plaine du Pô.

La monarchie italienne pouvait-elle ignorer que si elle se lançait dans une guerre sans aucune préparation, au premier désastre, les colères popu-

laires se tourneraient contre elle et la balayeraient ?

Et l'emprise qu'avait l'Allemagne, par la Banque commerciale, une grosse banque qu'elle avait fondée en Italie, aussi puissante que notre Crédit Lyonnais, et qui, par ses agents, tenait sous sa coupe une grande partie de la bourgeoisie commerçante et industrielle d'Italie !

Et l'emprise qu'avaient les socialistes allemands sur un certain nombre de socialistes italiens, abrutis par une lecture indigeste des écrivains socialistes d'Allemagne, et qui assourdissaient de leurs bêlements pacifiques les oreilles d'une partie des ouvriers italiens !

Et l'emprise qu'avait sur les cléricaux forcenés de la péninsule et sur les curés italiens cette monarchie autrichienne que la papauté considérait comme son dernier espoir !

Et certaine pudeur bien naturelle qui, même si l'Italie avait été prête, l'obligeait à ménager les transitions, à ne pas se retourner brusquement, du jour au lendemain, contre ses alliés de la veille !

Et la nécessité de régler avec les Serbes, la question complexe de l'Adriatique, cette mer où les Italiens veulent bien que la Serbie agrandie ait des débouchés commerciaux, mais où elle veut éviter qu'aucune puissance à l'avenir, après la disparition de l'Autriche, ne vienne lui disputer la maîtrise !

Si l'on veut bien peser toutes ces considérations, on verra que nous n'avons rien à reprocher à l'Italie, rien, depuis le début de la guerre ; que nous lui devons beaucoup — sans parler du sang précieux que la légion garibaldienne a versé pour nous dans l'Argonne.

Qu'on ne s'énerve pas ici ! Pour le choix de l'heure, qu'on s'en remette à elle, à son sentiment de l'honneur, à son souci de ses intérêts bien entendus ! Quand elle interviendra, — son intervention déclanchera tout le monde balkanique, — les deux sœurs latines pourront sans arrière-pensée se jeter dans les bras l'une de l'autre ; la Méditerranée est assez grande pour elles deux, même en faisant une place légitime à la Grèce et à la Russie.

Quand, en face des Allemands et des Autrichiens, les deux drapeaux tricolores italien et français flotteront côte à côte, comme à Magenta et à Solférino, les pangermanistes les plus entichés de culture allemande commenceront peut-être à comprendre qu'il existe encore à côté de la grande et incomparable « culture » allemande une toute petite culture de rien du tout, vieille d'à peine vingt-cinq siècles, qui ne compte à son actif dans les temps modernes que ces deux misérables mouvements d'idées : la Renaissance italienne et la Révolution française, et qui s'appelle la civilisation latine.

---

11 avril 1915.

Marcel Sembat.

Marcel Sembat a dit, avant-hier, devant les gros commerçants de la Chambre de commerce de Marseille, des paroles que tous les patrons de France feraient bien de méditer.

Quand j'ai appris, à la fin d'août, que Marcel

Sembat était bombardé ministre des Travaux publics, je n'ai pu — comme vous — me défendre d'un certain étonnement.

Je le voyais bien ministre des Beaux-Arts : c'est une âme d'artiste, c'est le plus fin lettré de la chrétienté — ou si vous préférez — de l'Internationale « ouvrière ».

Je le voyais ministre de l'Instruction publique : son œil a beau rire de tous les dogmes, derrière son lorgnon gouailleur, même du dogme laïque, c'est un républicain de derrière les fagots ; il eût été digne d'être le grand patron de tous nos maîtres d'école, qui sont, comme chacun sait, les curés de la République républicaine.

Je l'aurais voulu aux Affaires étrangères — sauf le respect que nous devons à Delcassé, qui a si bien présidé à l'encerclement de l'Allemagne. [(1)

. . . . . .]

Mais ministre des Travaux publics, vrai ! ça m'a un peu étourdi.

Eh bien ! il paraît qu'il s'en tire comme s'il n'avait jamais fait que cela toute sa vie.

Jamais les chemins de fer n'ont mieux fonctionné, et il a trouvé le moyen — je pense bien que Claveille, son bras droit, le directeur des chemins de fer de l'Etat, y est pour quelque chose — de nous approvisionner de charbon pour tout l'hiver, alors que notre bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais est aux mains des Allemands et que nos ports sont outillés ; il faut voir comment !

Comme il a bien dit, avant-hier, en quelques mots, leurs quatre vérités aux gros patrons de la Chambre de commerce de Marseille !

(1) Ce passage a été malheureusement supprimé par la censure.

Nous oriens contre les Allemands — contre les Boches, comme nous disons avec une méprisante familiarité — non sans quelque raison. Il leur manque bien des choses que nous avons, nous autres, les Celto-Latins. Mais, tout de même, il faut bien leur reconnaître qu'ils ont des qualités de méthode, d'audace, d'initiative commerciale et industrielle que nous avons eues, mais que nous avons perdues.

Quand on songe à ce qu'ils ont fait de Hambourg, et à ce que nous avons fait de Marseille et du Havre ; quand on songe au misérable outillage de nos grands ports, aux lamentables sabots de notre flotte de commerce, à l'esprit routinier et bassement boutiquier de presque tous nos commerçants et industriels, on comprend un peu l'orgueil national allemand.

Nos pères de 89 ont apporté au monde la liberté et l'égalité politique.

Les Allemands d'aujourd'hui — pas leurs pères, mais eux, les fils — étaient en train de conquérir tous les marchés du monde par la supériorité de leur technique industrielle, et de leur audace commerciale.

Et nous, qui n'aurions qu'à nous grouiller, qu'à nous sortir de nos routines et de notre conservatisme pour devenir ou redevenir la plus grande nation industrielle et commerciale du monde, nous déclinions, nous baissions, nous nous acheminions doucement vers la décrépitude et le tombeau, quand cette guerre est venue nous donner le coup de fouet salutaire, qui peut-être va nous sauver.

Très beau de battre les Allemands par les armes, a dit Sembat ! mais à quoi bon les battre si au

point de vue commercial et industriel nous continuons à vivre comme « des moules ».

Sembat, vous voulez, vous socialiste, insuffler une nouvelle vitalité à la classe capitaliste française ? Vous croyez que plus la classe capitaliste française sera active, plus il y aura de bien-être dans le pays, plus la classe ouvrière sera heureuse, plus elle s'élèvera en bien-être et en dignité, et plus elle s'approchera de la République sociale ?

Mon cher Sembat, êtes-vous sûr que vos propos ne sont pas hérétiques et condamnables aux yeux de la pure doctrine « lutte de classe », dont le socialisme allemand avait infesté depuis quarante-quatre ans les cervelles jusque-là si saines de notre classe ouvrière française ?

---

12 avril 1915.

Si l'Autriche demandait la Paix...

Je ne suis pas dans le secret des dieux ; je me garde comme de la peste d'aller interviewer les ministres, pour pouvoir garder, avec l'indépendance de ma plume, le droit de formuler comme un simple mortel sans caractère officiel mes pronostics et mes diagnostics.

Je ne sais donc pas plus que vous si le gouvernement austro-hongrois demande la paix.

Mais j'ai de bonnes raisons pour le croire.

Ma meilleure raison, c'est que l'Autriche-Hongrie est actuellement sous l'influence prépondérante des

éléments hongrois, et que la Hongrie est menacée de l'invasion russe.

La chute de Przemysl est un symptôme dont ils savent tous la gravité. Si les Allemands avaient été de taille à sauver la Hongrie, ils auraient été de taille à sauver Przemysl.

Or, une paix survenant maintenant, laisserait la monarchie hongroise intacte.

Supposez une paix qui donne à la Russie la Galicie et la Bukovine, à la Serbie la Bosnie et l'Herzégovine.

La Galicie et la Bosnie ? Ce sont des provinces autrichiennes, nullement hongroises.

La Bosnie et l'Herzégovine, ce sont des annexions toutes récentes de la double monarchie austro-hongroise : mais depuis qu'en 1909 elles ont été annexées, elles sont en réalité à peu près exclusivement des nids à fonctionnaires autrichiens.

La Hongrie, elle, se sauve sans aucune perte : elle garde la Transylvanie, la Croatie, elle garde Fiume, son unique port de mer.

Une paix sur ces bases, c'est, à condition d'être faite immédiatement, Trente et Trieste laissées à l'Autriche, Trieste surtout, le seul port autrichien sur l'Adriatique.

Si François-Joseph offrait de traiter sur ces bases, la tentation serait grande, il ne faut pas se le dissimuler, pour la Triple-Entente, d'accepter ces propositions.

La mise hors de combat de l'Autriche serait un tel coup moral porté à l'Allemagne, ce serait pour le peuple allemand un tel désappointement, une démonstration si éclatante de la supériorité militaire de la Triple-Entente, ce serait en même temps

un tel cordial, un tel tonique pour nous, les Alliés, que l'on comprend que les gouvernements anglais, russe et français se laissent aller à la tentation.

Les Autrichiens et les Hongrois déposant les armes, ce serait encore la possibilité de concentrer tous les efforts contre l'Allemagne, à qui l'Angleterre et la France en veulent autrement qu'à l'Autriche : nouvelle tentation pour les états-majors alliés.

Sauver l'Autriche-Hongrie d'un dépeçage complet, quelle joie enfin pour tous les diplomates de carrière ! Connaissez-vous rien de plus conservateur qu'un diplomate de carrière ? L'idée que l'Autriche-Hongrie pourrait disparaître complètement comme grande nation doit, depuis neuf mois, les empêcher de dormir. Un Etat si vieux, si vénérable, si auguste, le laisser ainsi s'écrouler comme une vieille ruine ! Laisser les Roumains lui prendre en plus la Transylvanie ! laisser les Tchèques devenir indépendants ! voir la Serbie prendre, en plus de la Bosnie, toute la Croatie, tout le pays des Slovènes et venir jusqu'à l'Adriatique ! Permettre aux Italiens de prendre Trente et surtout Trieste et peut-être Fiume ! Alors, quoi ? Que vont devenir les 10 à 12 millions d'Allemands d'Autriche ? Faudra-t-il donc les laisser s'agglutiner à l'Allemagne, comme un nouvel Etat de l'Allemagne du Sud ? et leur tête éclate, et leur cœur se fend, à la pensée d'un si grand bouleversement ! N'est-ce pas un dogme pour tous les diplomates de carrière que l'Autriche-Hongrie est nécessaire à l'équilibre de l'Europe et que, si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ?

Et ainsi, pour être trop pressés d'en finir, nous voilà menacés de voir conserver au cœur de l'Eu-

rope centrale un Etat où il y aurait encore des peuples opprimés, des Italiens, des Croates, des Roumains, nous voilà menacés de voir conserver au centre de l'organisme européen un foyer d'infection qui, dans vingt ans, empoisonnera de nouveau la vie européenne et nécessitera de nouvelles effusions de sang et de nouvelles opérations chirurgicales !

Cette paix boiteuse, nous ne serions excusables de l'accorder au vieux bandit de Vienne et à ses complices de Budapest que si l'Italie et la Roumanie refusaient carrément de se joindre à la Triple-Entente, dans un bref délai, pour affranchir les provinces italiennes et roumaines que l'Autriche et la Hongrie tiennent en servitude.

Mais si l'Italie et la Roumanie ont — comme c'est archi-probable — donné l'assurance qu'elles marcheront à temps, je suppose que nous n'allons pas bâcler avec François-Joseph une paix qui laisserait définitivement Trente et Trieste à l'Autriche, et les Roumains de Transylvanie à la Hongrie !

Je suis sûr qu'à l'Italie surtout, dont la neutralité bienveillante nous a été si précieuse, notre ministre des Affaires étran gères ne laissera pas jouer ce vilain tour !

---

13 avril 1915.

La Bulgarie dans la bonne voie.

L'affaire des comitadjis bulgares est en train de s'arranger : les gouvernements de la Triple-En-

tente semblent avoir compris que le gouvernement bulgare est débordé par ses comitadjis, qu'il est loin de les avoir en main et que ce n'est nullement lui qui a soudoyé leur dernière équipée. Si lse chefs du parti militaire serbe, qui commandent les troupes serbes en Macédoine, et les officiers grecs des pays voisins de la frontière bulgare veulent bien ne pas jeter d'huile sur le feu, on pourra considérer l'incident comme clos.

A quelque chose malheur est bon.

L'équipée des comitadjis bulgares en Macédoine a heureusement averti la diplomatie de la Triple-Entente du danger qu'il y aurait à ne pas reprendre la conversation avec la Bulgarie.

Notre grande presse elle-même s'est décidée à faire entendre enfin au public français le son de cloche bulgare.

Il faut bien reconnaître que notre presse a été longtemps injuste pour la Bulgarie.

Comme c'était la Serbie qui faisait de l'opposition à l'Autriche dans les Balkans, c'est à elle qu'allaient toutes les sympathies de nos journaux, et comme en Bulgarie il y avait un parti — le parti stambouloviste — qui se permettait de trouver parfois un peu lourde la main de la grande sœur slave et de l'ambassadeur russe à Sofia, on n'était pas loin d'accuser les stamboulovistes d'être des amis de l'Autriche.

Mais c'est surtout notre amour pour les Grecs, les rivaux des Bulgares, qui nous a vraiment rendus durs pour la Bulgarie.

En France, l'opinion publique est faite par des universitaires ou des élèves de l'Université qui ont été élevés dans l'admiration de la Grèce antique

et qui prêtent aux Grecs actuels toutes les vertus des anciens Hellènes. Du moment que les Bulgares étaient en désaccord avec les Grecs, ils avaient forcément tous les torts.

L'attitude du roi de Grèce, beau-frère de l'empereur Guillaume, chassant Venizelos, dont les concessions aux Bulgares et les sympathies pour la Triple-Entente gênaient sa politique personnelle, a dessillé enfin les yeux de nos journalistes universitaires.

Leur ton à l'égard des Bulgares s'en ressent.

Hier, le correspondant du *Petit Parisien* interviewait M. Radoslavof, le président du conseil des ministres de Sofia, qui représente au pouvoir le parti conservateur, et l'influence de la couronne. Or, cet homme politique, qu'on disait inféodé à la Triple-Alliance, a clairement annoncé que la neutralité lui semblait une position difficile à conserver pour la Bulgarie, et il n'a pas caché que son pays était entraîné par les événements à un rapprochement avec la Triple-Entente.

Aujourd'hui, c'est le correspondant du *Temps* qui envoie à son journal les interviews qu'il a prises à tous les chefs politiques bulgares. De ces interviews, il se dégage l'impression très nette que si la Bulgarie est unanime à revendiquer la Macédoine, qui la passionne mille fois plus que la Thrace avec Andrinople, elle marchera avec les alliés le jour où ceux-ci lui garantiront, qu'après la victoire commune, elle aura les districts de Macédoine que lui reconnaissait la Serbie avant la guerre de 1912 contre les Turcs, et les districts de Cavalla, que M. Venizelos était prêt à concéder aux Bulgares, pour leur donner un port sur la mer.

Cette opinion est celle de M. Ghenadieff, le chef du parti stambouloviste, qui n'est pas du tout anti-russe ; c'est celle de M. Malinof.

Or, M. Malinof est le chef du parti démocrate, l'homme politique qui a dans sa main au Parlement un parti presque aussi puissant que celui de M. Radoslavof, c'est un ancien président du Conseil qui sera président demain, si M. Radoslavof se retire.

Les revendications des Bulgares sont tellement justes, les Serbes et les Grecs recevront de si grosses compensations pour le peu de territoires qu'ils leur céderont, l'intérêt de la Triple-Entente est si évident à donner satisfaction aux Bulgares pour précipiter l'écroulement de la Turquie, qu'il faudrait que les diplomates russes, anglais et français soient tous frappés d'aliénation mentale pour que, dans quelques semaines au plus tard, l'épine bulgare ne soit pas extraite.

Décidément, nos affaires sont en train de s'améliorer sur toute la ligne : ici, nous tenons, avec l'aide des Belges et des Anglais, l'armée allemande à la gorge, pendant que l'armée russe frappe à coups redoublés sur l'armée austro-hongroise et la réduit à l'état de loque ; le dernier croiseur allemand circulant en mer libre, le *Kronprinz-Wilhelm*, est réduit à aller piteusement se faire interner dans un port américain ; certains symptômes, qui ne trompent pas, indiquent que l'entrée en ligne de l'Italie est imminente, et voici que l'extraction de l'épine bulgare apparaît comme à peu près certaine.

L'heure du règlement des comptes approche.

14 avril 1915.

L'Italie et l'Adriatique.

Les journaux russes et italiens ont, il y a quelques jours, échangé des propos aigres-doux au sujet de l'Adriatique : des dépêches de Petrograd nous annoncent que l'accord est fait. Le problème de l'Adriatique était pour le gouvernement italien beaucoup plus délicat à résoudre que se le figurent ceux qui, chez nous, se sont longtemps étonnés de la lenteur de l'Italie à entrer en ligne.

L'Adriatique a été pendant tout le Moyen Age et jusqu'à la fin du XVIIIe siècle une véritable mer italienne ou plutôt, puisque l'Italie n'existait pas encore comme nation, une véritable mer vénitienne. La République de Venise, au fond de l'Adriatique, avait fondé des comptoirs sur toute la côte de l'Istrie, de la Dalmatie et de l'Albanie. Aujourd'hui encore, sur cette côte et dans toutes les îles qui la bordent, on parle italien.

La guerre de 1859, contre l'Autriche, fut faite aux cris de : « Vive l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique ! »

On ne put chasser les Autrichiens que de Milan et du reste de la Lombardie.

La deuxième guerre, celle de 1866, leur arracha Venise et la plus grande partie de la Vénétie.

Mais l'Autriche garda les anciens comptoirs vénitiens, et elle resta fortement établie sur toute la côte orientale de l'Adriatique jusqu'au Monténégro. Or, des deux côtes de l'Adriatique, celle que

gardait l'Autriche était la seule découpée, abritée, avec des ports en eau profonde : sur la côte italienne, pas un seul port abrité, pas une seule rade naturelle assez profonde pour abriter les gros navires d'aujourd'hui. Venise, avec ses lagunes, ne remplissait aucune des qualités requises pour devenir un grand port moderne.

Aussi, tandis que Venise végète, Trieste est devenue un des plus grands ports de commerce du monde : à mesure que l'Allemagne mettait son emprise sur l'Autriche, elle rêvait de faire de Trieste un Hambourg allemand, un Hambourg méditerranéen. Non loin du grand port de commerce autrichien, entre lui et le port de commerce hongrois de Fiume, Pola arsenal et port de guerre sert de station à la flotte autrichienne qui peut, derrière ses lignes de torpilles, s'abriter aussi dans toutes les sinuosités de la côte dalmate.

C'est pour avoir une base navale bien abritée dans l'Adriatique que l'Italie a profité de la guerre actuelle pour mettre la main sur Valona, la grande rade d'Albanie qui, située en face du port de Brindisi, à 60 kilomètres seulement de la côte italienne, deviendra un véritable Gibraltar italien à l'entrée de l'Adriatique. L'occupation de Valona signifiait, pour tous les connaisseurs, que l'Italie était décidée à achever son unité nationale en chassant les Autrichiens de l'Adriatique.

Mais ce n'est là, pour l'Italie, qu'un côté, le plus simple, du problème de l'Adriatique.

Quand l'Autriche sera par terre, et Trieste avec Pola, restitué à l'Italie, la question serbe se posera inéluctablement devant le gouvernement de Rome.

Toute la côte orientale de l'Adriatique avec les

îles est italienne ou italianisée : mais éloignez-vous de quelques kilomètres seulement de Trieste, dans la direction du nord, et vous vous trouvez chez les Slovènes : or, les Slovènes, ce sont des Serbes catholiques : ils sont si prolifiques, ces Slaves, que si l'Italie ne reprenait pas Trieste, dans cinquante ans, Trieste serait slovène.

Eloignez-vous de la côte où se trouve Fiume, et vous n'entendez plus parler que le croate ; or, les Croates sont encore des Serbes.

Eloignez-vous vers l'est de la côte de Dalmatie, et vous êtes en Bosnie et en Herzégovine : encore deux pays serbes.

Or, il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour deviner, qu'après la victoire des alliés, la Serbie, réalisant à son tour son unité nationale, voudra avoir tous les pays slovènes, toute la Croatie, toute la Bosnie et l'Herzégovine, peut-être même un bout de l'Albanie, et qu'elle voudra avoir des débouchés sur la mer Adriatique.

Cette Serbie d'une douzaine de millions d'habitants n'est pas une rivale redoutable ; elle ne le sera même pas quand sa population se sera accrue et aura doublé ; mais la Serbie, c'est la cliente de la Russie, c'est l'avant-garde du monde slave. Tant que la Russie était embouteillée par les vieux traités au fond de la mer Noire, rien à craindre d'elle dans la Méditerranée. Mais si elle s'installe à Constantinople, elle va devenir une grande puissance navale méditerranéenne, et si elle devient une grande puissance navale méditerranéenne, est-il prudent pour l'Italie de laisser s'installer solidement au fond de l'Adriatique, une grande Serbie qui en elle-même n'est pas dangereuse, mais qui le

deviendrait si elle était là comme une sentinelle avancée de sa protectrice, la Russie ?

A cette pensée, des nuages passèrent sur le front des hommes d'Etat de Rome, et des nationalistes italiens, race chatouilleuse et ombrageuse, comme les nationalistes de tous les pays.

Les nuages aujourd'hui sont dissipés, puisque l'Italie est en train de tirer son sabre du fourreau.

Les Italiens ont compris que la Serbie avait droit à des ports sur l'Adriatique ; ils ont compris que les Serbes, peuple de paysans, ne seraient jamais pour eux de sérieux rivaux sur mer, surtout l'Italie prenant Trieste, Pola, quelques îles dalmates, et Valona ; ils ont compris surtout qu'en les traitant comme des ennemis, ils en feraient des clients dociles et aveugles de la Russie, tandis qu'en les traitant comme des amis, ils s'en feraient des clients et des alliés.

Ils se sont souvenus qu'un des pères de l'unité italienne, un homme qui, presque autant que Garibaldi, a contribué à fonder l'Italie moderne, Mazzini, avait le premier senti l'affinité qu'il y a entre les Latins et les Slaves, et que déjà, avant 1848, il préconisait à l'Italie l'alliance avec les Slaves des Balkans.

Après Garibaldi, voici Mazzini qui sort de son tombeau !

Allons, enfants de l'Italie, le jour de gloire est arrivé !

---

15 avril 1915.

La dernière du Saint-Père.

Je ne voudrais pas faire de peine à nos catholiques, de qui, depuis le début de cette guerre, je me sens plus près, moi socialiste et mécréant, que de tous les socialistes du Kaiser.

Mais il me sera permis tout de même de trouver que le Saint-Père a une attitude qui ressemble un peu trop à celle de mon ami Sudekum, socialiste du Kaiser, avec cette circonstance aggravante qu'il n'a pas, comme Sudekum, l'excuse d'être Allemand.

Déjà notre Saint-Père avait estomaqué tous les Français, catholiques compris, par son attitude au début de la guerre.

Quand la Belgique, pays catholique, dont le gouvernement était catalogué comme « clérical » fut lâchement assaillie, quand sa neutralité fut cyniquement violée, on attendit de lui un mot de réprobation : on l'attend encore.

A la stupeur générale, quand il ouvrit la bouche, ce fut pour pousser des bêlements pacifiques, au milieu desquels l'oreille la plus délicate ne parvenait pas à percevoir la moindre parole de réprobation pour les lâches agresseurs.

Bourreaux et victimes, il leur envoyait la même bénédiction.

Des hauteurs où plane son Infaillibilité, il ne lui était sans doute pas possible de discerner qui était

l'agneau, qui était le loup : peut-être a-t-il cru que c'est la Belgique qui avait envahi l'Allemagne.

Pour l'excuser, on nous conta bien que dans une famille désunie, quand les fils se battent, le devoir du père de famille est de se mettre entre les deux frères ennemis. Sans doute. Mais quand, dans une famille, l'aîné, parce qu'il est le plus fort, martyrise le plus jeune incapable de se défendre, le père se met du côté de la faiblesse et de l'innocence, et il sait pour le moins trouver, à l'adresse du tortionnaire, la parole vengeresse et la flétrissure méritée.

La stupeur de toute la France et de toute la Belgique ne sera pas moindre aujourd'hui en apprenant que le Pape, tout comme un simple socialiste du Kaiser, manœuvre pour essayer de sauver les bourreaux de la correction qui les attend.

A un journaliste allemand, vaguement américanisé, est-ce qu'il n'est pas allé donner pour le *World*, le grand journal américain, une interview dans laquelle il sollicite les Etats-Unis d'intervenir pour rétablir la paix, et dans laquelle, épousant le point de vue austro-allemand, il les invite même à ne plus envoyer d'armes et de munitions aux belligérants — c'est-à-dire aux alliés, puisque ceux-ci sont les seuls à en recevoir ?

Notre Saint-Père n'a pas trouvé un mot de blâme pour l'Autriche, quand, en se jetant sur la Serbie, elle a déchaîné sur le monde la grande catastrophe ; il n'a pas eu un mot de réprobation pour l'Allemagne quand elle a violé la neutralité belge ; mais aujourd'hui qu'il voit les deux complices acculés à la ruine, à la famine et à la défaite, isolés du reste du monde, il essaye d'arrêter le bras prêt à les châtier !

On savait que le Vatican n'aimait guère l'Angleterre protestante, ni la Russie orthodoxe, ni la France républicaine ; on connaissait ses sympathies ardentes pour le gouvernement archiclérical de Vienne, mais on n'aurait jamais cru que pour sauver la catholique Autriche il exposerait la papauté à perdre le respect de la grande masse des catholiques français et belges.

Ceux-ci sauront sans doute lui répondre ce que nous, socialistes français, nous avons répondu aux socialistes allemands qui nous tendaient — un peu tard — le rameau d'olivier : « La paix, nous en reparlerons quand nous aurons cassé les reins au militarisme austro-prussien et affranchi tous les peuples opprimés ! »

Lundi dernier, devant des ecclésiastiques réunis à Boston, le docteur Eliot, ancien président de la plus grande Université américaine, a tenu ces propos que le Vatican ferait bien de méditer :

« Ne priez pas pour que la paix soit faite dès maintenant, ce serait la pire des catastrophes pour la race humaine, car le militarisme allemand serait triomphant, après avoir commis le plus grand crime qu'une nation puisse commettre. Lorsque les Allemands seront refoulés sur leur territoire, et que l'Allemagne aura été forcée de payer une juste indemnité à la Belgique, les prêtres pourront alors commencer à prier pour la paix ».

En attendant, prenons acte, nous mécréants de France, que le Saint-Père aura donné, depuis le début de la grande guerre européenne, le spectacle de la plus grande faillite morale qu'ait encore peut-être enregistrée l'histoire de l'Eglise.

Pour moi, j'en prends bonne note.

Car je connais nos catholiques.

Quand la guerre sera finie, quand l'union sacrée ne sera plus qu'un agréable souvenir, ils ne manqueront pas de nous dire, railleurs : « Eh ! bien ! vos socialistes allemands ? Quelle triste figure ils ont faite pendant la grande tourmente ! »

— « Hélas ! oui, répondrons-nous avec confusion, presque aussi triste figure que votre Saint-Père ! »

---

16 avril 1915.

Avant la mobilisation italienne.

Il est à peu près certain que l'Italie va affronter la grande épreuve.

Ceux qui y songent, et qui aiment l'Italie comme nous l'aimons ici en France, se demandent avec angoisse si notre gouvernement a averti le gouvernement italien des gaffes que nous avons faites nous ici, au début de la guerre, afin de le faire profiter de notre expérience.

L'erreur la plus lourde que nous ayons commise, de l'avis de tous les Français qui réfléchissent, et qui ne sont pas atteints d'embuscomanie, ce fut de mobiliser une foule de gens qui eussent été plus utiles au poste qu'ils occupaient le jour de la mobilisation, dans leur bureau ou leur atelier, que sur le front.

Il y a une première catégorie de travailleurs qu'il ne faut à aucun prix arracher à leur travail ni pen-

dant la mobilisation, ni après : c'est le personnel des chemins de fer. Pendant, c'est le sabotage de la mobilisation ; après, c'est le sabotage de la vie économique, à moins qu'on ne les remplace progressivement par des ouvriers et des employés retraités, très au courant du service ; aux « ferrovieri », il faut assimiler les bateliers et mariniers des canaux voisins de la zone des armées, si l'on veut dégager les voies ferrées et les décharger de leur encombrement.

Toucher aux employés et aux ouvriers des P. T. T. est une autre hérésie ; si nos cousins d'Italie savaient quelles souffrances morales a coûté à nos soldats et à nos familles la désorganisation du service des Postes, par une mobilisation inconsidérée du personnel, ils se garderaient bien de toucher à un service dont aucune nation moderne, dont aucun peuple civilisé ne peut plus se passer, même en temps de guerre.

Autre hérésie : mobiliser trop tôt les plus anciennes classes — sauf dans les pays frontières, où la mobilisation générale doit être complète pour qu'au cas d'incursion de l'ennemi il ne ramasse pas trop de civils en état de porter les armes — c'est entasser dans les casernes des hommes qui y perdent leur temps, qui s'y démoralisent, tout en gaspillant l'argent de l'Etat, et qui seraient beaucoup mieux à travailler dans leurs foyers de leur métier jusqu'à l'heure où leur appel est véritablement indispensable.

Ce n'est plus une hérésie, c'est de la folie pure que de retirer un seul ouvrier, ou ingénieur des arsenaux de l'Etat, ou des usines où l'on fabrique du matériel de guerre et des munitions : si nos

cousins d'Italie faisaient une folie pareille, ils s'apercevraient vite qu'ils sont incapables d'alimenter leur front en obus, et ils se verraient, comme nous l'avons été nous-mêmes en septembre et en octobre, obligés d'arrêter certains mouvements offensifs, faute de cette surabondance de munitions sans laquelle l'artillerie à tir rapide est condamnée, au bout de quelques jours, à l'impuissance et au silence.

Que les Italiens ne craignent pas de manquer d'hommes pour leur armée, parce qu'ils n'auront pas appelé le personnel de certains grands services publics.

S'il est une chose que cette guerre ait archidémontré, c'est que tous les belligérants ont plus d'hommes qu'ils n'en peuvent armer.

Dans les guerres modernes, ce ne sont pas les hommes, ce sont les armes et les munitions qui font défaut.

Il n'y aura pas besoin d'aller jusqu'à Berlin pour obliger l'Allemagne à mettre les pouces : il suffira d'aller jusqu'à Essen, chez Krupp.

Il est possible que cette façon de faire la mobilisation choque la passion égalitaire de notre race latine ; mais elle est la seule qui soit conforme au bon sens et à l'intérêt public.

Que dire encore à nos cousins d'Italie qui puisse leur éviter de lourds mécomptes ? Faut-il leur rappeler les déboires que nous avons eus les premiers mois de la guerre, avec notre service de santé, malgré le dévouement de tous nos majors ? Faut-il leur apprendre que les ambulances qui suivent les armées ont besoin d'être bien outillées, d'avoir des autos à leur service, d'avoir de nombreuses

équipes de chirurgiens et d'infirmiers professionnels ?

Faut-il les avertir que ce n'est pas de trop de mobiliser tous leurs médecins un peu jeunes, et même tous leurs étudiants en médecine et en chirurgie de 3e et 4e année ?

Peuvent-ils ignorer qu'il est dangereux, à cause de la gangrène et du tétanos, d'embarquer les blessés, pour de longs voyages, sans avoir, au départ, minutieusement désinfecté leurs plaies, et qu'il est inhumain et imbécile de faire faire des voyages de trois, quatre et cinq jours à de grands blessés dans des trains inconfortables, quand on a des hôpitaux dans toutes les grandes villes à proximité du front, à quelques heures en arrière de la zone des armées ?

Sans faire de peine aux dames de la Croix-Rouge française — ni sans douter du zèle des dames de la Croix-Rouge italienne, — peut-on souhaiter à nos amis italiens d'avoir dans chaque ambulance des infirmières professionnelles expérimentées, qui ne craignent pas de soigner les blessés au-dessous de la ceinture ?

Toutes les leçons que l'on peut tirer de nos épreuves à nous, peut-être le gouvernement italien les a-t-il tirées spontanément !

Mais, au cas où le gouvernement italien ne les aurait pas tirées, la presse italienne ne pourrait-elle les tirer pour lui, et pour l'édification de la nation ?

---

17 avril 1915.

A mon neurasthénique.

Ce n'est plus la France qui est perdue : c'est la République !

Et la République est perdue parce que je ne mange pas du curé ici tous les matins !

Hé ! bien ! oui, je le sais, j'ai sur mon bureau une montagne de lettres qui me le disent : il y a dans les ambulances et les hôpitaux militaires de braves dames de la Croix-Rouge qui vous agacent avec leur zèle indiscret pour faire avaler les sacrements, le baptême, la communion, le mariage religieux et l'extrême-onction à nos poilus libres penseurs.

Elles réservent toutes les douceurs aux gens bien pensants, et les permissions, et les sorties, et les congés de convalescence, et les mille faveurs qu'une femme tenace et insinuante sait arracher aux majors les plus équitables et les plus consciencieux !

Que voulez-vous que j'y fasse ?

Elles sont enragées ; elles sont incurables.

On a beau leur chanter sur tous les tons que nous, les laïques et les libres penseurs, nous avons notre foi ; que c'est aussi insupportable pour nous d'être en butte à leurs obsessions qu'à un dévot sincère d'être continuellement catéchisé par des francs-maçons ou des incrédules, c'est comme si vous parliez à la muraille ! — Avez-vous ja-

mais pu empêcher une femme de faire à sa tête, vous ?

Liberté de conscience ? tolérance ? neutralité ? Comprennent pas.

Est-ce que ça compte d'ailleurs à côté du salut d'une âme ?

Car ces excellentes femmes sont pavées de bonnes intentions : allez donc en vouloir à des femmes qui veulent sauver votre âme, et qui très souvent sont, par-dessus le marché, des anges de bonté et de dévouement pour tous les blessés et les malades, sans distinction d'opinion.

On ne me fera pas croire qu'elles violent les gens de force, que diable ! Je parie que pas un militant convaincu de chez nous ne s'est laissé faire, à moins d'être tombé dans le coma ou dans la déliquescence !

Quant aux autres, à la grande masse des indifférents, pour entendre une messe en musique, pour un verre de vin, pour une cuisse de poulet ou une tartine de confiture, pour avoir une sortie ou une faveur quelconque, ils baiseraient la patène gravement, quitte à faire des gorges chaudes après.

Quelle conséquence ça a-t-il ?

La seule grave que je voie, c'est qu'après la guerre, si les faits de pression cléricale ont été trop nombreux, il y aura une nouvelle réaction anticléricale, alors que nous aurons mieux à faire qu'à remanger du curé. Ne savez-vous donc pas que c'est parce que les bonnes sœurs, qui avaient pourtant tant de mérites, ont embêté des générations de malades dans les hôpitaux avec leurs patenôtres, que la République a fini par laïciser l'Assistance Publique ?

Si les nôtres voient à côté d'eux des attentats par trop scandaleux à la liberté de conscience, ou des injustices flagrantes à l'égard de blessés ou de malades, à raison de leurs opinions religieuses ou irréligieuses, qu'ils les signalent avec précision au groupe parlementaire socialiste, qui y mettra bon ordre rapidement par une démarche auprès du ministre de la guerre.

Mais nous chamailler entre Français cléricaux et anticléricaux, sous prétexte que quelques aumôniers ou quelques dames de la Croix-Rouge auront manqué de tact ou de tolérance, vraiment ! nous avons mieux à faire tant que les Prussiens foulent notre sol et tiennent sous leurs bottes cinq de nos départements, et toute la Belgique.

Quant au danger que les menées cléricales font courir à la République, laissez-moi rire !

Il ferait beau voir qu'au lendemain où la nation républicaine en armes viendra de montrer avec éclat au monde entier que des libres penseurs et des élèves de la laïque savent se faire tuer pour un idéal aussi proprement que n'importe quel croyant sincère ; qu'au moment où la République parlementaire viendra de réparer les désastres de la monarchie impériale, il ferait beau voir qu'on vienne toucher à la République et à ses lois fondamentales !

Vous avez vu avec quel ensemble tous les Français ont fait l'union sacrée malgré leurs divisions, à la première menace de l'invasion allemande ?

Vous verriez si à la première tentative réactionnaire un peu sérieuse, les républicains, d'un bout à l'autre du pays, y compris les poilus républicains et socialistes qui forment les trois quarts des effec-

tifs de nos armées sur le front, seraient longtemps à faire l'union sacrée à gauche !

Surtout, mon cher ami, à votre prochaine crise de neurasthénie, n'allez pas vous figurer que je suis vendu à la calotte !

---

18 avril 1915.

Lettre aux Italiens.

Puisque vos grands journaux me font l'honneur de reproduire intégralement, quand je parle de l'Italie, ma prose amie et alliée, souffrez que je continue à vous signaler les écueils que vous avez à éviter, au jour tragique où vous vous lèverez comme un seul homme pour parfaire votre unité et défendre la civilisation outragée.

Depuis neuf mois que les nôtres se battent, j'ai interrogé des centaines de combattants revenus du front, pour la plupart blessés : simples soldats, sous-officiers, officiers subalternes et supérieurs, et jusqu'à des généraux, essayant, avec l'esprit libre d'un homme épris de vérité, de découvrir les points faibles par où, au début de la campagne, nous avions péché.

Je laisse de côté l'absence d'artillerie lourde : nous avions cru pouvoir nous en passer, pour ne pas embarrasser notre marche et notre offensive. Nous pensions qu'à 9 ou 10 kilomètres il était impossible de régler sérieusement le feu d'une artillerie lourde de campagne, à cause de la difficulté

de repérer l'ennemi à cette distance : nous n'avions pas su utiliser les avions pour le repérage des positions ennemies. C'est là de l'histoire connue, trop connue pour qu'on ait besoin de vous la rappeler.

Mais ce qu'on connaît moins, c'est trois autres défectuosités que je vais vous dire, et dont nous avons mis plusieurs mois à nous guérir.

La première, c'est l'inhabileté de notre infanterie à faire des tranchées et sa répugnance, dans les premières batailles, à se creuser des trous. Il a fallu souvent que nos officiers se mettent en colère pour obliger leurs hommes à creuser de véritables tranchées : soit paresse à remuer la terre, soit insouciance du danger, soit manque d'habitude, on se contentait de creuser de misérables fossés sans profondeur qui abritaient à peine. Combien de milliers d'hommes, combien d'officiers épargneriez-vous si, dès le début de la campagne, votre infanterie se décidait à profiter de notre cruelle expérience ? Vos ancêtres les soldats romains étaient les plus grands remueurs de terre du monde entier ; chaque fantassin dans leurs légions était en même temps un soldat du génie ; vos Piémontais sont les premiers terrassiers de la terre. N'allez-vous pas donner aux Allemands et aux Autrichiens, dès les premières batailles, en matière de constructions et de terrassements, une leçon semblable à celle que votre ancêtre Marius et les légionnaires de la République donnèrent, il y a quelque 2000 ans, aux Cimbres et aux Teutons de la vieille Germanie ?

Notre artillerie légère est une merveille, chacun sait cela ; vos canons Deport, qui sont nos 75 per-

fectionnés, sont plus merveilleux encore. A côté de vos Deport, l'artillerie légère allemande ou autrichienne n'est que de la camelote : mais gardez-vous de croire que nos artilleurs ont, du premier coup, su tirer de nos 75 le parti qu'ils en tirent aujourd'hui. Vous savez sans doute que les commandants des batteries d'artillerie légère, dirigent le feu de leurs pièces de loin, placés qu'ils sont très en avant de leur batterie, à laquelle ils sont reliés par téléphone ? Que vos officiers d'artillerie soient prévenus que si du fond du trou ou du haut du perchoir d'où ils dirigent le tir de leur batterie, ils ne sont pas en liaison étroite avec les officiers d'infanterie qui opèrent devant eux, qu'il leur arrivera, si l'infanterie avance par bonds trop rapides, d'arroser parfois leur propre infanterie !

Mais la plus lourde erreur que nous ayons commise, et que, j'espère, nous ne commettrons plus, me reste à signaler : les états-majors d'armée et de groupes d'armées ayant à commander d'énormes effectifs, et disposant d'un bon réseau téléphonique, avaient une tendance, au début de la guerre de siège que nous faisons depuis sept mois, à ne pas consulter, à ignorer presque complètement, les capitaines et chefs de bataillon qui travaillent directement dans les ateliers de mort des tranchées de première ligne. Or, les états-majors, qui sont parfois à 10, 20 ou 30 kilomètres en arrière du front, au centre de leur réseau téléphonique, sont souvent trop loin des hommes et du terrain pour connaître à fond, aussi bien que ceux qui mettent la main à la pâte, les voies et moyens d'exécution. De là des acorocs, des à-coups, des fausses manœuvres qui coûtent cher. Quelles économies

de vies humaines, si vos états-majors savaient, dès le premier jour, profiter d'une expérience que nous avons si chèrement achetée !

Quand vous marcherez, nous voudrions tant, nous pour qui la fraternité latine n'est pas un vain mot, vous épargner — à vous et à nos cousins Roumains — ces erreurs, qui étaient certes inévitables, même avec les meilleurs chefs, dans une guerre qui, au début, fut si pleine de nouveautés et de surprises, mais qui ne nous en ont pas moins fait des milliers et des milliers de victimes !

Quand vous affronterez la redoutable épreuve, forts de notre expérience à nous, forts d'une préparation militaire qui nous a manqué, armés d'un outillage comme nous commençons seulement à en avoir un, votre seule infériorité, les premiers jours, sera d'avoir en face de vous des troupes ayant déjà vu le feu, tandis que vous serez tous des « bleus ».

Quel dommage que des susceptibilités exagérées, ou des difficultés protocolaires — peut-être aussi des difficultés de transport et de ravitaillement — empêchent nos deux états-majors de conclure une convention militaire, qui, en échange de 100 à 200.000 des vôtres qui viendraient en France, vous permettrait de recevoir, pour le premier grand choc, 100 ou 200.000 des nôtres ayant déjà vu le feu !

Quel dommage pour ceux qui, en France et en Italie, voudraient sceller, par un rapprochement plus intime de nos deux nations en armes, par une fraternité d'armes pareille à celle de Magenta et de Solférino, — où la furia italienne égala la furi française, — le rapprochement franco-italien qui

préparera les Etats-Unis latins, avant-coureurs des Etats-Unis d'Europe !

---

19 avril 1915.

Les ouvriers américains et la guerre.

Le gouvernement allemand n'a pu réussir à mettre dans son jeu ni le président Wilson, ni le Parlement de Washington, ni la grande presse américaine, ni la majorité de la libre bourgeoisie de la grande République.

Il se retourne en ce moment vers la classe ouvrière d'Amérique, et ses agents, aidés par les nombreux ouvriers d'origine allemande, essaient sournoisement de fomenter une grève générale des ouvriers qui fabriquent les armes et les munitions de guerre.

Naturellement, les bons apôtres qui se livrent à cette propagande, ne se donnent pas comme des agents du kaiser.

C'est puor la paix, pour l'humanité qu'ils travaillent, en tout désintéressement. Leur noble cœur s'est pris de compassion pour cette pauvre Europe, qui est frappée de folie. C'est à la classe ouvrière américaine à obliger tous ces aliénés à cesser leurs égorgements fratricides.

Elle en a les moyens. Elle n'a qu'à se croiser les bras, et à refuser de fabriquer des armes et des munitions pour les belligérants.

Le boniment est tellement grossier qu'il faudrait

que la classe ouvrière américaine fût atteinte de crétinisme total pour tomber dans le panneau tendu à sa bonne foi et à son humanitarisme.

Il saute aux yeux d'abord que même la grève générale des ouvriers américains n'empêcherait nullement les Européens de continuer la guerre : les Alliés ont chez eux, et dans les autres pays qui leur sont accessibles, des ressources suffisantes pour continuer la guerre jusqu'à l'heure de la victoire. Ils seraient certes gravement gênés par la grève générale des usines américaines, mais pas au point de mettre bas les armes. Le principal résultat du geste des ouvriers américains serait de prolonger la guerre d'un an peut-être ; on ne voit pas ce que l'humanité aurait à y gagner.

Il est non moins évident qu'une grève générale américaine qui éclaterait en ce moment serait un coup qui atteindrait uniquement les Alliés, pour la bonne raison que les Austro-Allemands, étant bloqués et bien bloqués, ne peuvent depuis longtemps tirer d'Amérique un seul canon ni un seul obus, ni une seule tonne de minerai. Si les ouvriers américains faisaient le geste qu'on leur demande, ils travailleraient tout simplement pour l'un des camps contre l'autre ; c'est-à-dire qu'ils sortiraient de la neutralité.

Et pour qui en sortiraient-ils ?

Pour ceux qui se sont jetés sur la Serbie, avec le dessein de l'étrangler, alors qu'elle s'était soumise, faite toute petite, sur les instances de la Russie et de la France, ses protectrices !

Pour ceux qui, mis en demeure par le tsar de Russie, de venir à La Haye soumettre le conflit austro-serbe à l'arbitrage international, ont ré-

pondu par un refus hautain et par une brutale déclaration de guerre !

Pour ceux qui, depuis quarante-quatre ans, et surtout depuis vingt ans, grisés par leur colossal développement économique et par leur formidable préparation militaire assourdissaient l'Europe de leurs cris : « L'Allemagne par-dessus tout ! » et ne cachaient pas leur ambition d'établir sur l'Europe entière et, pour commencer, sur la Belgique, la Hollande et le Danemark, le contrôle industriel, commercial et politique de l'Allemagne !

Pour ceux qui ont à leur tête une aristocratie féodale, dont la guerre est depuis des siècles la principale industrie, et qui, depuis qu'ils avaient l'hégémonie en Europe, la condamnaient au militarisme à outrance, aux ruines de la paix armée, et rêvaient de soumettre la libre Angleterre et la France républicaine au caporalisme prussien, et au pas de parade !

Pour ceux enfin qui considèrent les traités internationaux, au bas desquels ils ont mis leur signature, comme des chiffons de papier, et qui, sans l'ombre d'une provocation, sans l'ombre d'une excuse, ont commis le crime des crimes en se jetant sur la Belgique, innocente et désarmée !

Et ce sont les ouvriers chrétiens ou socialistes de la libre Amérique qui se lèveraient pour sauver les bandits du châtiment qui les attend ? qui tenteraient d'arrêter nos bras au moment où nous allons affranchir tout ce qu'il y a en Europe de peuples opprimés ; au moment où nous allons abattre le militarisme prussien qui est la clef de voûte de tout le militarisme européen ; au moment

où nous nous apprêtons à fonder une Europe nouvelle dotée d'un tribunal d'arbitrage obligatoire et d'une bonne gendarmerie internationale ?

Ce seraient eux qui commettraient ce crime contre la France républicaine et contre la libre Angleterre ?

Ce seraient eux qui commettraient cette trahison contre la civilisation ?

Ce seraient eux qui donneraient ce coup de poignard ou ce coup de pied de l'âne à la Belgique martyre ?

---

20 avril 1915.

Lettre à Turati.

Comme nous vous avons maudit ici, depuis le début de la guerre, avec votre neutralisme, vous et tous les camarades italiens que là-bas on appelle le parti officiel, et dont vous êtes le chef écouté !

Non pas qu'un seul de nous ait jamais ajouté foi à l'histoire que l'*Avanti*, l'organe de votre parti, ait été « vendu » à l'Allemagne ; nous avons été tellement de fois, en France, tous les socialistes, Jaurès y compris, accusés d'être vendus au kaiser, que cette accusation imbécile ne nous fait même plus retourner la tête quand on l'adresse à d'autres sections de notre internationale.

Non pas que nous ayons suspecté un instant le courage physique ou le courage moral de nos camarades du parti « socialiste » officiel italien : nous savons tous très bien que pour le courage

physique et moral, les camarades qui osent se réclamer du socialisme et affronter les persécutions du pouvoir appartiennent à l'élite de chaque pays.

Mais justement parce que nous vous considérions comme une des fractions les plus énergiques et les plus vibrantes de notre Internationale Socialiste, nous étions indignés de voir que pareils à notre Saint-Père le Pape, vous pouviez rester neutres alors qu'on assassinait la Belgique, et que comme lui vous ne faisiez pas de distinction entre les victimes et les bourreaux.

Nous nous indignions, ou plutôt nous ne comprenions pas.

Je vous comprends, Turati, maintenant qu'aujourd'hui, au sein du Comité directeur de notre Parti socialiste français, j'ai entendu votre secrétaire général Morgari, en mission à Paris.

Evidemment, si vous avez cru, — et vous l'avez tous cru, j'en suis sûr maintenant, — que nous, la France, nous avions dans la catastrophe européenne actuelle la même responsabilité, ou à peu près, que l'Allemagne, je comprends, votre juste horreur de la guerre aidant, que vous nous ayez tous mis, Français et Allemands, dans le même sac.

Pour être une erreur de bonne foi, qui s'explique par votre éloignement, votre erreur n'en est pas moins une erreur monstrueuse.

La vérité c'est que la France n'a aucune responsabilité dans cette guerre.

Vous lui reprochez l'alliance russe ? Mettez-vous à la place de la France vaincue et démembrée en 1870, qui a été amputée, en violation du droit des gens le plus élémentaire, d'une de ses provinces les plus démocratiques et les plus françaises de

cœur ! Le premier mouvement instinctif et légitime d'une nation qui s'est vu ainsi arracher un million et demi de ses enfants, c'est de vouloir les reprendre de force. Elle a nourri, en effet, 10 à 15 ans des espoirs de revanche.

Puis le temps faisant son œuvre, et la République créant dans le pays une nouvelle mentalité, les idées de revanche s'affaiblirent : il ne resta plus au cœur du gros du pays que la peur d'une nouvelle mutilation, peur légitime, avouez-le, après l'expérience de 1870, avec pour voisin un peuple entièrement sous le joug de sa caste militaire, dont la population s'accroissait formidablement quand la nôtre restait stationnaire.

L'alliance franco-russe fut faite en 1891, non pour la revanche, mais pour le maintien du *statu quo* créé par le traité de Francfort ; en réalité, c'était une garantie pour nous contre une nouvelle mutilation, et rien de plus.

Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur le gouvernement russe, peut-on honnêtement reprocher à la France vaincue et démembrée d'avoir, pour vivre, accepté cette alliance, que Karl Marx, dès 1871, annonçait comme la conséquence fatale, inéluctable de la stupide annexion de l'Alsace-Lorraine ?

Malgré cette alliance russe, quand notre France gouvernementale s'est-elle montrée belliqueuse et revancharde ?

Faut-il vous rappeler le ministère Caillaux, en 1911, arrangeant à l'amiable le conflit marocain, après Agadir, et, malgré les injures de nos chauvins, cédant une partie du Congo français ?

Faut-il vous rappeler que dans les deux années

qui suivirent, notre France républicaine a essayé à plusieurs reprises, dans des conférences interparlementaires franco-allemandes, de réaliser le rapprochement avec l'Allemagne ? Faut-il vous rappeler qu'à ces conférences il y eut jusqu'à 200 parlementaires français, dont plusieurs anciens ministres, et que les parlementaires allemands n'y vinrent qu'en quantité dérisoire ?

Nous avons fait la loi de trois ans, il est vrai ; mais oubliez-vous que ce n'était qu'une réplique à une formidable augmentation des effectifs allemands ? Et ne savez-vous pas qu'aux élections de mai 1914, socialistes et républicains de gauche, nous avions réussi à envoyer à la Chambre une majorité pour le retour au service de deux ans, une majorité qui eût fait le rapprochement avec l'Allemagne, si peu que l'Allemagne en eût témoigné le désir ?

Voilà ce qu'a fait la France, pour la paix, dans les années qui précédèrent la guerre.

Voici maintenant ce qu'elle a fait au moment de la rupture :

Quand l'Autriche adressa à la Serbie le monstrueux ultimatum d'où sortit la guerre, savez-vous ce que fit la France ? Elle fit pression sur la Serbie pour que celle-ci fît les plus larges concessions. Et la Serbie les fit.

Elle fit pression sur le gouvernement russe pour que celui-ci ne jetât point d'huile sur le feu ; et la Russie, voyant que les premières concessions de la Serbie ne désarmaient pas l'Autriche, proposa honnêtement de soumettre les autres points en litige au tribunal d'arbitrage international de La Haye.

La France fit plus. Elle demanda au gouvernement anglais de joindre ses efforts aux siens pour empêcher la catastrophe ; et l'Angleterre était en train d'obtenir que l'Autriche et la Russie démobilisent en même temps, quand l'Allemagne fit tout sauter par sa déclaration de guerre à la Russie.

Est-ce tout ? Non. Pas encore. Sur les instances de Jaurès, Viviani, pour éviter tout incident de frontière, alors que l'Allemagne mobilisait et que la France commençait à son tour sa mobilisation, faisait reculer nos troupes de 10 kilomètres de la frontière.

Il faut que tous les socialistes italiens le sachent : la République française est aussi innocente de cette horrible catastrophe que la Belgique elle-même !

Si vous avez ignoré ces vérités aveuglantes, c'est de notre faute, à nous, socialistes français, qui retenus par je ne sais quelle pudeur bête, au lendemain de la visite que vous fit Sudekum, n'avons pas osé aller vous faire entendre le son de cloche français.

Mais aujourd'hui, à la veille de l'intervention de votre pays, c'est un devoir pour nous de vous crier ces vérités. Nous avons, d'ailleurs, bien d'autres choses à vous dire dans l'intérêt du parti socialiste italien, et dans celui de l'Internationale socialiste ; je vous les dirai demain.

---

21 avril 1915.

La deuxième à Turati.

Que Votre Neutralité, après avoir comparé l'attitude du gouvernement et du peuple allemands avec l'attitude du gouvernement et du peuple français au point de vue des responsabilités, daigne comparer maintenant l'attitude des socialistes français et des socialistes allemands dans la lutte contre la guerre.

Vous savez que c'est vers 1905, quand nous avons pu craindre une guerre franco-allemande à propos du Maroc, que la question de l'attitude des socialistes en cas de guerre s'est posée pour la première fois avec précision.

A cette époque, l'hégémonie du socialisme allemand dans notre Internationale était établie ; elle venait de s'affirmer à notre Congrès international d'Amsterdam de 1904.

Le socialisme, suivant la conception allemande, qui triompha à ce Congrès, devait sortir mécaniquement, fatalement du développement du capitalisme lui-même ; à mesure que le machinisme se développerait, le prolétariat deviendrait lui aussi mécaniquement, fatalement plus fort, plus nombreux. Ce jour-là, il étendrait la main sur la propriété capitaliste. Ce serait la Révolution sociale. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous contre tous vos exploiteurs, qui sont tous, également, vos ennemis, quelle que soit leur nationalité. »

C'est bien là, n'est-ce pas, grossièrement ré-

sumée, la doctrine allemande qui triompha dans l'Internationale en 1904?

Croyant vraiment que les socialistes allemands savaient ce qu'ils voulaient dire quand ils nous parlaient de lutte de classe intransigeante, quand ils nous disaient qu'il n'y avait dans le monde que deux patries, celle des riches et celle des pauvres, nous avons voulu, nous, en France, faire l'application à la vie, à la réalité, des dogmes qui avaient triomphé dans nos Congrès.

Loyalement, nous nous sommes mis en bataille contre toutes les forces sociales de notre pays; nous avons fait de la lutte de classe à outrance, de la guerre sociale; nous nous sommes dressés comme des ennemis même en face de cette bourgeoisie républicaine dont nous avions été les alliés dans toutes les grandes crises politiques de notre pays.

Et quand le danger d'une guerre franco-allemande nous apparut clairement, dès 1905, à propos du Maroc, nous nous sommes retournés vers nos camarades allemands et nous leur avons dit : « Si demain, à propos des rivalités de nos deux classes capitalistes, nos deux gouvernements nous envoient l'ordre de mobilisation à nous socialistes français et à vous socialistes allemands, voulez-vous, puisque les prolétaires de tous les pays sont frères et que les capitalistes de tous les pays sont leurs ennemis, voulez-vous que nous prenions l'engagement, les uns vis-à-vis des autres, de tenter simultanément dans nos pays respectifs la grève générale et l'insurrection pour faire la seule guerre qui soit logique avec nos doctrines, « la révolution sociale » ?

Cette proposition, notre Parti socialiste français la leur porta, depuis 1907, dans tous les Congrès internationaux : or, chaque fois, on nous envoya coucher.

Puis, quand nous avons vu qu'il n'y avait rien à en tirer, que tout esprit révolutionnaire leur manquait, qu'ils n'étaient même pas républicains, nous les avons tâtés pour obtenir qu'ils posent nettement devant la conscience publique allemande la question de l'Alsace-Lorraine. Nous étions prêts, nous socialistes français, pour amener le rapprochement franco-allemand qui eût rendu la guerre impossible, à chercher un règlement à l'amiable de cette question douloureuse. Nous osions dire ouvertement, nous, parti électoral, que nous accepterions un rapprochement cordial avec l'Allemagne sur la base d'une autonomie donnée à l'Alsace-Lorraine dans les cadres de l'Empire d'Allemagne. Nous allions jusque-là ! C'est absolument comme si en votre pays vous aviez osé parler clairement d'une renonciation officielle de l'Italie à Trente et à Trieste, pour amener une réconciliation austro-italienne définitive.

Les socialistes allemands ont répondu à nos premières avances en nous déclarant, dans le *Vorwærts*, que la question d'Alsace-Lorraine était réglée par le traité de Francfort, et que c'était désormais une question purement allemande, qui ne nous regardait pas.

Malgré ces deux rebuffades, nous espérions qu'au moment où l'Autriche adressa son ultimatum à la Serbie, les socialistes autrichiens esquisseraient le geste de protestation qui s'imposait : la grève générale. Il ne s'agissait pas d'une de ces

guerres coloniales qui ne remuent pas profondément une nation : il s'agissait d'empêcher une guerre où il n'était pas difficile de prévoir que toute l'Europe serait entraînée. Le prolétariat autrichien, avec ses puissantes organisations, ne leva pas le petit doigt.

Puis, ce fut la déclaration de guerre à la France par l'Allemagne et la violation de la neutralité belge. Je veux bien croire que les socialistes allemands aient été trompés par les premières dépêches de leur gouvernement, leur annonçant mensongèrement que des avions français avaient jeté des bombes sur Nuremberg, et que des patrouilles françaises étaient entrées en Belgique. Mais quand, le 4 août, le chancelier est venu annoncer la violation de la Belgique et sortir sa théorie du chiffon de papier, ils étaient là 100 socialistes au Reichstag et ils ne lui ont pas sauté à la gorge ! Ils n'ont pas eu même le geste de colère et de protestation qui eût sauvé l'honneur !

Ah ! si c'était la France qui avait violé la neutralité belge, si c'était à elle qu'un gouvernement avait osé sortir la théorie du chiffon de papier, je vous jure que ce n'est pas seulement nos 100 députés socialistes, que c'eût été toute la majorité républicaine, non, c'eût été l'unanimité de notre Parlement — réactionnaires compris — qui aurait bondi sous l'outrage.

Et vous, Turati, vous et les socialistes « officiels » qui vous ont suivi, maintenant que la vérité vous est connue, maintenant que vous avez pu comparer non seulement l'attitude des deux gouvernements français et allemand, mais encore l'attitude des deux partis socialistes de France et

d'Allemagne, vous resteriez neutres jusqu'au bout !

---

22 avril 1915.

Un dernier mot à Turati.

Mon cher Turati, vous n'êtes pas neutre, ni vous, ni aucun de vos amis du parti socialiste officiel italien. Après la déclaration de Morgari l'autre jour, au sein du Comité directeur de notre Parti socialiste français, je sais que vos sympathies vont à la Belgique martyre, à la France Républicaine ignominieusement attaquée, à ce socialisme latin, qu'à côté de Jaurès vous défendiez si éloquemment au Congrès socialiste d'Amsterdam de 1904, lorsque le socialisme allemand imposa ses conceptions doctrinales et sa tactique stérilisante à toute notre Internationale socialiste.

Si vous affectez une neutralité qui est loin de vos sentiments intimes, c'est dans l'espoir de vous entremettre entre socialistes français et socialistes allemands, et d'empêcher une scission définitive au sein de notre Internationale.

Turati, vous ne ressusciterez pas ce cadavre.

Notre Internationale est morte, et bien morte, du moins l'Internationale telle qu'elle s'était constituée sous l'hégémonie du Parti socialiste allemand. Elle s'est brisée la tête contre la dure réalité.

La lutte de classe était le principe fondamental sur lequel nous avions voulu bâtir dans tous les pays notre grand Parti ouvrier.

Le grand cataclysme auquel nous assistons vient de révéler que dans chaque pays il y a quelque chose de plus fort que la lutte de classe, c'est la solidarité des classes.

Oui, ouvriers et bourgeois peuvent, dans chaque pays, en temps calme, s'entre-déchirer et se traiter comme des ennemis, pendant que d'un pays à l'autre les ouvriers échangent des paroles de fraternité.

Que le canon tonne, et l'on constate subitement que dans chaque pays il y avait entre bourgeois et ouvriers une solidarité d'intérêts, une communauté de sentiments et de passions, faite par des siècles d'histoire commune et peut-être par de mystérieuses affinités ethniques qui, en un clin d'œil, balaient les décisions les plus solennelles de nos pauvres Congrès internationaux.

Voyez ce qui s'est passé en Allemagne.

Voyez la fraternité qui règne dans nos tranchées, entre les Français de toutes classes et de toutes conditions, égaux en esprit de sacrifice, égaux devant la mort.

Vous verrez demain, quand d'une seule âme toute la nation italienne se lèvera contre l'Autrichien, ce que pèsera le dogme de la lutte de classe.

Croyez-vous que, cette tourmente finie, nous ne serions pas grotesques de venir réciter dans des Congrès internationaux la vieille antienne de la lutte de classe? Mais les morts sortiraient de leurs tombeaux pour venir nous rappeler qu'à l'heure sublime du sacrifice, riches et pauvres, bourgeois et ouvriers de chaque pays étaient côte à côte, affrontant la mort, pour défendre la patrie commune.

Le socialisme, quand il sortira de la tourmente ne niera certes pas la lutte de classe ; mais au lieu de faire appel au prolétariat seul pour l'établissement sur la terre de la Cité de justice, il appellera à lui tous les hommes de bonne volonté, épris de liberté, d'égalité et de fraternité sans distinction de classe.

Il parlera à la classe ouvrière de ses droits ; mais il lui parlera aussi de ses devoirs.

Il ne lui montrera pas seulement comme but à atteindre le bien-être matériel, et la science : il lui rappellera que hors de la Justice et du Droit il n'y a pas de société humaine, ni de paix internationale.

Il n'y aura pas un socialisme international : il y aura des partis démocratiques et socialistes nationaux, qui travailleront, chacun dans son propre pays, à faire éclore toujours plus de liberté, d'égalité et de fraternité.

Et ce sont ces partis nationaux qui, librement fédérés, prépareront la Fédération des Etats-Unis d'Europe.

Seulement, la première condition pour que cette nouvelle Europe se réalise, c'est qu'il n'y ait plus de l'Atlantique à l'Oural un seul pays opprimé : et c'est pour délivrer toutes les nations opprimées qu'aujourd'hui nous appelons tous les neutres à la rescousse.

Le Parti socialiste « officiel » seul en Italie restera-t-il sourd à l'appel de la libre Angleterre, de la France républicaine et de la Belgique martyre ?

Quelle autorité aura-t-il demain dans son propre pays si, au moment où toute la nation italienne va se lever pour délivrer Trente et Trieste, seul il déserte le devoir national ?

Vous craignez de vous commettre en compagnie de la Russie ? Vous craignez qu'une coalition dont fait partie la Russie ne puisse faire une guerre de délivrance ?

Ma's comment ne voyez-vous pas qu'au Congrès qui refera la carte d'Europe, plus nombreuses seront les nations libérales et démocratiques de l'Occident, plus nous aurons de chances de faire une paix basée sur le respect de toutes les nationalités sans exception, plus nous aurons de chances de faire évoluer la Russie elle-même, par une amicale pression, vers le libéralisme et la démocratie ? Dans l'intérêt de la Jeune Europe qui va naître, ne faut-il pas que l'Italie démocratique soit présente, dans le camp des vainqueurs ?

Mon cher Turati, si le devoir démocratique et socialiste ne vous semble pas encore clair, faites le voyage d'Albi et venez méditer quelques heures sur le tombeau de Jaurès.

---

23 avril 1915.

Sans humiliation.

Des délégués des organisations socialistes allemandes et autrichiennes viennent de tenir, dans la capitale de l'Autriche, une conférence qui a duré deux jours.

Nos excellents ex-camarades ont eu l'amabilité de tomber d'accord qu'ils étaient pour une paix immédiate, pour une paix « sans humiliation » pour personne.

En ce qui nous concerne, nous les Alliés belges, serbes, russes, anglais et français, qu'ils ne se mettent pas en peine de nous éviter une humiliation finale. Nous nous sentons à l'abri de toute humiliation.

Des observateurs superficiels peuvent croire que la partie reste indécise entre les deux camps : parce que les troupes allemandes occupent la Belgique, le nord de la France et la Pologne, et que jusqu'aujourd'hui on n'a pas pu les en déloger, ceux qui jugent sur les apparences s'imaginent que l'Allemagne peut encore tenir le coup longtemps.

En réalité, depuis notre victoire de la Marne, l'Allemagne est perdue, irrémédiablement perdue : elle ne pouvait s'en sortir qu'à la condition de nous anéantir en quelques semaines pour pouvoir ensuite accabler la Russie, avant l'arrivée des Anglais, qui n'étaient pas prêts et dont l'armée était à créer de toutes pièces.

Nous approchons aujourd'hui du moment où l'Allemagne bloquée, usée par neuf mois de guerre, va avoir à supporter l'assaut de l'armée anglaise qui n'existait pas en septembre ; d'une armée française deux ou trois fois plus forte, mieux outillée, et mieux pourvue de munitions qu'au début de la campagne, alors que l'Autriche est à bout de souffle et la Turquie à l'agonie.

Rien que les Alliés actuellement en ligne sont sûrs, de toute certitude, d'écraser l'armée allemande.

Et comme ni l'Italie, ni la Roumanie, ni la Grèce, ni la Bulgarie ne peuvent plus retarder l'heure de leur intervention, on peut dire qu'au-

cun miracle ne peut plus sauver l'armée allemande d'un complet effondrement.

Ce n'est donc pas pour nous qu'il faut craindre la moindre humiliation : la seule chose que nous ayons à craindre, nous, c'est l'orgueil, c'est l'ivresse de la victoire.

Quand nos ex-camarades allemands et autrichiens parlent d'une paix d'où aucune nation ne sortira « humiliée », c'est donc de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Turquie qu'ils veulent parler.

Qu'est-ce qu'ils entendent par humiliation ?

Les socialistes allemands seront-ils humiliés parce que nous détacherons de l'Allemagne les pays qu'elle a, à l'époque contemporaine, volés à ses voisins, et qu'elle n'a pu germaniser ni s'assimiler ? Seront-ils humiliés si nous restituons au Danemark le Sleswig, volé en 1864, à la France l'Alsace-Lorraine arrachée, malgré les pleurs de ses habitants, en 1871, et à la Pologne reconstituée, les provinces polonaises de la Prusse, restées polonaises de cœur et de langue après un siècle et quart d'oppression ?

Les socialistes autrichiens seront-ils humiliés si nous détachons de l'Etat autrichien, qui n'est pas une nation, et les Polonais ou les Ruthènes de Galicie, et les Roumains de Bukovine et de Transylvanie, et les Serbes de Bosnie, d'Herzégovine, de Croatie, et les Italiens de Trente, de Trieste et des côtes dalmates ?

Restituer le bien d'autrui, rendre la liberté à ceux qu'on opprime, est-ce une humiliation, ou simple justice ?

Trouveraient-ils humiliant, par hasard, s'ils ont causé en France, en Belgique et en Pologne russe

une cinquantaine de milliards de dégâts, qu'on leur envoie la facture ? Depuis quand serait-il humiliant de payer les pots qu'on a cassés ? Ne crèveraient-ils pas tous de honte, y compris Sudekum, s'ils ne payaient pas à la Belgique la juste indemnité qu'ils lui doivent pour l'avoir envahie, saccagée, occupée, ensanglantée, martyrisée ?

Pour être sûrs d'être payés, si les Alliés exigent que l'Allemagne et ce qui restera de l'Autriche soient désarmés jusqu'au paiement intégral de l'indemnité de guerre, les socialistes allemands et autrichiens seraient-ils humiliés qu'on exige d'eux la reddition de leurs armes, de leur flotte et la destruction de leurs arsenaux ?

Si ces conditions ne vous semblent pas trop humiliantes, si vous croyez pouvoir les faire agréer par vos gouvernants, ô congressistes socialistes de Vienne, topez là. Et vive la paix... sans humiliation !

---

24 avril 1915.

Et la lutte contre l'alcoolisme ?

Après la Russie, qui a totalement supprimé la fabrication et la vente de l'alcool à boire, voici l'Angleterre qui se met en campagne pour étrangler l'ennemi de l'intérieur.

Et nous, qu'est-ce que nous faisons ?

Est-ce que notre Parlement va s'en tenir à l'interdiction de l'absinthe, quand tout le monde sait

la vente de leurs vins ou de leurs cidres — les bistrots à qui il restera la vente des boissons dites hygiéniques — les fabricants de spiritueux à qui il restera la ressource de fabriquer de l'alcool industriel, ne feraient-ils pas des sacrifices eux aussi sur l'autel de la patrie ?

C'est le moment d'agir.

Aujourd'hui, on le peut ; il y a tant d'intérêts privés de lésés, que quelques-uns de plus ou de moins, ça ne tirera pas à conséquence.

Cette guerre-ci est une révolution : les habitudes sont changées : les âmes se sont élevées, pour quelques mois, au-dessus des petitesses et des égoïsmes d'hier ; c'est le moment de prendre des mesures révolutionnaires contre l'alcool.

Demain, ce sera trop tard ; chaque député regardera vers sa mare d'arrondissement : il y verra la coalition de tous les intérêts, de tous les égoïsmes menacés ; il capitulera. Il faudra 50 ans pour remporter sur l'alcool la victoire qui est en ce moment à la portée de nos mains.

Les ennemis du régime parlementaire racontent partout que ce régime est incompatible avec l'intérêt public, et que seul, un pouvoir personnel — tel que le tsar supprimant l'alcool par ukase, tel le généralissime, véritable dictateur militaire, interdisant l'alcool dans la zone des armées — est capable de prendre des mesures de salut public.

Si le Parlement n'est pas capable, à la faveur des circonstances exceptionnelles que nous traversons, d'étrangler l'alcoolisme, ce sont les défenseurs du pouvoir personnel qui auront raison !

25 avril 1915.

La nation armée.

— Mon cher ami, il faut que je vous fasse toucher du doigt ce que c'est que la nation armée, pour que ce ne soit pas pour vous un vain mot, mais une vivante réalité.

Celui qui me parlait ainsi était couché sur un lit d'ambulance pour une blessure à la cuisse : une grenade qu'il a reçue aux combats de Champagne de février et de mars derniers. C'est sa troisième ou sa quatrième blessure depuis le début de la campagne. Il vient de recevoir sa troisième citation à l'ordre du jour de l'armée. Parti capitaine, il est aujourd'hui chef de bataillon. Officier de carrière. Nous l'aimons beaucoup dans le Parti socialiste, auquel il est affilié depuis longtemps. C'était, pour les questions militaires, le bras droit de Jaurès, et un peu, dans le Parti, notre ministre de la guerre. L'*Armée Nouvelle*, le puissant livre de Jaurès, est bien un peu son œuvre. Pourquoi ne les a-t-on pas écoutés, lui et Jaurès, lorsqu'ils expliquaient au pays que, pour barrer la route à l'invasion torrentielle de l'armée allemande, ce n'était pas augmenter le temps de caserne qu'il fallait, c'était organiser puissamment les réservistes et les territoriaux, leur préparer des armes, des équipements, des munitions, compter sur eux autant que sur les soldats de l'active, et mobiliser toute la nation armée, toutes classes réunies, tout de suite, contre l'envahisseur ? Mais laissons là les fautes du passé

— tous les partis en ont commis, nous les premiers — puisqu'aujourd'hui elles sont réparées.

— Tenez, continua le commandant, laissez-moi vous présenter une des compagnies de mon bataillon, celle qui fut au péril et à l'honneur le jour où j'ai reçu ma grenade, et qui perdit, la malheureuse, les deux tiers de son effectif dans un assaut terrible.

« Une quarantaine de gosses : des « bleus » de l'active, quelques semaines de service ; une quarantaine de papas : des hommes de 40 à 45 ans ; le reste se répartissant entre toutes les classes de 20 à 45 ans ; une moyenne d'hommes de 30 à 35 ans. Voilà pour l'âge.

« Comme origine, des gars de l'Ouest, de la Sarthe, avec quelques Bretons, et bon nombre de Parisiens.

« Comme professions, des paysans, des ouvriers, des bureaucrates, des employés de commerce : toute une France, quoi, en raccourci.

« Quelques jours avant le terrible assaut, dont on savait qu'il devait de toute façon nous coûter cher, les plus vieux avaient eu une occasion d'être versés dans des unités de l'arrière. Combien croyez-vous qui l'aient demandé ? Pas un, vous entendez, pas un ! Ils ont répondu que pour les longues marches ils n'étaient pas aussi bons que les jeunes, mais que pour aller au feu, ce n'est pas eux qu'on verrait « flancher ». Croyez-vous qu'on n'est pas fier de commander à de tels hommes, et qu'une nation pareille, où chacun a à un tel degré le sentiment de l'honneur, ou le sentiment du devoir, n'a pas quelque chose dans le ventre ?

« Les chefs étaient dignes des hommes, d'ailleurs.

Comme vous avez raison, mon cher ami, de répéter qu'on ne manque pas de cadres, qu'une armée française ne manque jamais de cadres sous le régime du service militaire pour tous et de l'instruction obligatoire. Des cadres, il n'y a qu'à se baisser pour en ramasser.

« Le commandant de la compagnie, le sous-lieutenant Héliés, un magnique entraîneur d'hommes, qu'on eût pu sans hésitation faire capitaine : trente-quatre ans ; en temps de paix, un modeste adjudant de casernement. Voici sa citation à l'ordre du jour de l'armée, dans l'officiel de ce matin même : « S'est distingué dans toutes les circonstances de« puis le début de la campagne. A été frappé mor« tellement au moment où, entraînant sa compa« gnie à l'assaut, il arrivait le premier à la tranchée « ennemie, après avoir parcouru 300 mètres sous « un feu très meurtrier ».

« La première section de la compagnie était commandée par un gosse de 19 ans, reçu à Saint-Cyr à la dernière promotion, et qui, après quelques semaines à l'Ecole, fut bombardé sous-lieutenant. Un magnifique sous-lieutenant, l'enfant. Voici sa citation à l'ordre du jour de l'armée : « Sous-lieu« tenant Keller, après avoir entraîné sa section à « l'assaut, a continué à commander en dépit d'une « première grave blessure. Atteint une deuxième « fois, est mort en faisant l'admiration de ses « hommes ».

« La deuxième section avait pour chef le plus alerte et le plus jovial des Montmartrois, le sergent Courtillat, un pauvre inspecteur de la maison Dufayel, un homme de 35 ans, la joie de tout le bataillon, le plus grand risque-tout de la terre. Voici

sa citation à l'ordre du jour de l'armée : « Après « avoir fait preuve pendant toute la campagne d'un « entrain extraordinaire, a été mortellement frappé, « le 24 février, au moment où il chargeait à la « tête de ses hommes sous un feu meurtrier ».

« La troisième section avait pour chef l'adjudant Geslot, un taciturne : en temps de paix un simple sergent rengagé, qui eût commandé une compagnie aussi bien que moi. Voici sa citation : « A été « mortellement frappé au moment où, entraînant « sa section à l'assaut, il arrivait le premier à la « tranchée ennemie, après avoir parcouru 300 « mètres sous un feu terrible ».

« Et voici le dernier chef de section : l'adjudant de territoriale Diguet, de sa profession entrepreneur de menuiserie à Paris ; un homme mûr, prudent et décidé à la fois, qui avait acquis dès la vie civile l'habitude du commandement, et à qui on aurait pu confier toute une compagnie ; même citation que ses quatre autres camarades.

« Camarades, non, mon cher, ce n'étaient pas cinq camarades, c'étaient cinq amis, cinq frères, couchant côte à côte dans l'étable, inséparables. Les plus âgés traitaient le jeune Saint-Cyrien comme leur enfant.

« Quand ils surent que leur compagnie était désignée par le sort pour sortir la première des tranchées et essayer de franchir les 400 mètres qui la séparaient des lignes ennemis, ils rassemblèrent leurs sections et, avant de s'élancer, ils s'embrassèrent fraternellement, longuement, et en se donnant rendez-vous de l'autre côté du parapet ennemi.

« Hélas ! quelques minutes après, ils étaient à deux pas du parapet ennemi, mais couchés sur le

dos, morts glorieusement à la tête des héros qu'ils commandaient.

« Qu'ils étaient beaux, mon cher ami, tous les cinq, unis dans la mort, la face tournée vers le ciel.

« Dites bien à vos lecteurs, dites bien à tous que c'est cela la nation armée, et que d'un bout à l'autre de nos lignes, c'est comme cela que nos civils habillés en soldats savent mourir. » . . . . .

. . . . . .

Pendant que je revenais au journal, profondément remué, je me répétais, la gorge serrée : « Ce n'est pas possible, non, ce n'est pas possible qu'avec un état-major comme le nôtre, où les hommes de valeur fourmillent, il n'y ait pas un moyen de préparer les attaques par le génie et l'artillerie de façon qu'une compagnie de héros comme celle-là n'aille pas s'empêtrer, s'accrocher, se faire décimer [(1) inutilement] dans les fils barbelés des tranchées ennemies ! »

Et, une fois de plus, je songeai au maréchal Vauban qui était si économe, si avare du sang de ses soldats, qui préparait et combinait si bien ses attaques contre les places assiégées, « qui avait porté son art à une telle perfection, comme dit le vieux Fontenelle, que le plus souvent ce qu'on n'aurait jamais osé espérer, devant les places les mieux défendues, il ne perdait pas plus de monde que les assiégés. »

(1) Ce mot avait été supprimé par la censure.

26 avril 1915.

A la « Gazette de Francfort ».

Honorable *Frankfurter Zeitung*, je vois que ma réponse à Karl Liebknecht n'a pas eu l'heur de vous plaire.

Mais comment pouvez-vous, vous l'un des organes les plus sérieux de la presse allemande, me répondre, sans rire, qu'ici nous jugeons mal la situation militaire parce que nous serions systématiquement induits en erreur par nos communiqués officiels?

Ah! ça, imaginez-vous, par hasard, à Francfort, qu'ici à Paris nous jugeons entièrement de la situation militaire sur les communiqués de nos états-majors?

Les communiqués de nos états-majors, nous les lisons, certes, avec intérêt, mais comme, en France, nous avons l'esprit critique développé jusqu'à la méfiance de toutes les autorités, — tout le monde ne peut pas avoir la bosse du respect aussi développée que le peuple allemand, — nous les épluchons, nous les pesons et soupesons, nous les lisons entre les lignes, nous pestons quand on ne nous dit que vos pertes et qu'on ne nous parle pas des nôtres ; nous craignons toujours le coup de pouce que le rédacteur officiel le plus sincère, avec les meilleures intentions du monde, donne involontairement à ses communiqués pour atténuer un échec ou grossir un avantage.

Comme il n'y a rien au monde qui nous ennuie tant que de voir une autorité officielle se payer notre tête, nous nous évertuons chaque fois que nous pouvons voir des soldats et des officiers qui nous reviennent du front à les interroger, à peser leurs témoignages pour les confronter avec les témoignages officiels.

Et pour être plus sûrs de ne pas nous « mettre dedans », nous lisons religieusement — du moins c'est ainsi qu'on procède dans l'honnête journal où j'exerce mon flair d'historien et de psychologue — tous les grands journaux allemands, que nous avons par la Suisse, et les communiqués si loyaux et si impartiaux de votre état-major, et les nouvelles si peu tendancieuses de votre hilarante Agence Wolf.

Mais, c'est après avoir écouté votre son de cloche à vous, aussi attentivement que le nôtre, que nous disons bonnement, tranquillement : « Ils sont f... ichus ! »

Voyons, qu'est-ce que nous ne savons pas de la situation militaire générale ?

Au début, grâce à votre préparation supérieure, à votre ruée sur la Belgique, à votre supériorité numérique, vous nous avez flanqué un rude coup de poing dans l'estomac. Nous en avons été un peu étourdis. Ma parole ! nous avons cru un moment que vous alliez entrer à Paris.

Puis, vers les premiers jours de septembre, il vous est arrivé un petit accident sur la Marne : votre état-major vous a raconté que c'était une simple entorse. Beaucoup plus grave, chère *Frankfurter Zeitung*. Croyez-vous que, si ça n'avait été qu'une simple entorse, vous n'auriez pas repris

depuis huit mois votre marche en avant et que vous seriez toujours derrière l'Aisne ?

Contesteriez-vous, par hasard, que sitôt après la Marne, nous avons allongé nos lignes de l'Aisne jusqu'à la mer du Nord et que contre ces lignes vous vous êtes cassé la figure sur l'Yser, lamentablement ?

Vous n'avez pas pu nous enfoncer en août, quand vous aviez contre nous le maximum de la supériorité de préparation et du nombre, et vous espéreriez nous enfoncer maintenant que nous avons doublé nos effectifs, créé un outillage militaire au moins égal au vôtre et que l'armée anglaise commence enfin à entrer sérieusement en ligne ?

Du côté russe, qu'est-ce que nous ignorons ?

Nous savons que, grâce à votre réseau de chemins de fer, vous avez battu les Russes chaque fois qu'ils se sont approchés de votre territoire : mais nous savons que chaque fois que vous vous êtes approchés de Varsovie et de la Vistule moyenne, vous avez subi, sans le moindre résultat, des hécatombes terribles.

Nous savons surtout que les Russes tiennent presque toute la Galicie — vous avez entendu, sans doute, parler de la capitulation de Przemysl ? — qu'ils ont franchi les Carpathes, et que votre brillant second est assez mal en point.

Est-ce que nous nous illusionnons quand nous comptons dans les choses vraisemblables qu'avant un mois l'Italie et la Roumanie vous auront jeté sur le torse deux millions de troupes fraîches ?

Nous n'ignorons rien de l'échec de notre première tentative sur les Dardanelles, celle où périt notre *Bouvet* ; mais n'entendez-vous pas de Berlin

les appels désespérés de ces pauvres Turcs, que vous avez entraînés dans votre ruine ? N'entendez-vous pas le râle de la Turquie agonisante ?

Personne ne nous a caché ni l'éphémère victoire de votre flotte dans l'océan Pacifique, ni la perte de trois croiseurs anglais que vos sous-marins ont fait sauter, il y a six mois dans la mer du Nord, ni les exploits plus récents de vos sous-marins sur des navires de commerce, des navires-hôpitaux et d'innocentes barques de pêche.

Mais, est-ce que nos communiqués officiels nous auraient trompés quand ils nous ont appris que sur les mers lointaines vous n'aviez plus un seul croiseur, que toute votre flotte de commerce moisissait dans vos ports ou dans des ports neutres, que votre flotte de guerre est blottie dans le canal de Kiel, comme la flotte autrichienne au fond de l'Adriatique ? Faut-il croire que c'est la flotte allemande qui bloque la flotte anglaise, la flotte autrichienne qui bloque la flotte française, et que c'est nous, en France et en Angleterre, qui mangeons le pain KK ?

Pauvre chère *Frankfurter Zeitung !*

---

27 avril 1915.

La France qui se meurt.

Ce n'est pas celle qui se bat dans les tranchées : celle-là, c'est la France qui montre qu'elle a encore une robuste vitalité, puisqu'elle sait si bien se battre et si bien affronter la mort.

On frémit, certes, quand on pense que la monstrueuse imbécillité, à laquelle nous a condamnés la caste dirigeante allemande, nous coûtera peut-être 400 à 500.000 des nôtres.

Mais, si terrifiant que soit ce chiffre, en voici un qui est autrement terrifiant pour ceux qui aiment la France ; c'est le chiffre du déficit de notre population que nous révèle la statistique pour le premier semestre de 1914 : 25.000 !

Ainsi dans le premier semestre de 1914, la France, en pleine paix, a vu diminuer le chiffre de sa population de 25.000 unités !

Alors que partout autour de nous la population des nations européennes augmente avec une rapidité qui n'est pas près de s'arrêter, qui leur permettra à toutes de réparer en quelques années les pertes de cette horrible guerre, nous ne nous contentons plus de rester stationnaires, ce qui était déjà un recul : car on recule quand tout seul on reste à la même place si tous ceux qui vous entourent avancent ; voici que nous nous mettons à descendre, à dégringoler la pente !

L'excédent du nombre des naissances sur celui des décès, qui était par an de 200.000 en 1830 et de plus de 100.000 encore en 1885, s'est abaissé de façon continue, à 38.000 en moyenne jusqu'en 1905 ; puis à 26.000 en moyenne de 1905 à 1913, et nous voici, maintenant, — avant la guerre, — à un excédent de décès de 25.000 en un semestre !

Nous étions aussi nombreux que les Allemands en 1871, pour une superficie de territoire à peu près la même : en défalquant un million et demi d'étrangers qui vivaient chez nous, nous étions 38 millions de Français en juillet 1914, tandis que les Allemands

étaient 67 millions. En 44 ans, il nous ont dépassés de 29 millions, c'est-à-dire qu'à l'appel de la patrie en danger, chez nous le 1er août 1914, il manquait 29 millions de citoyens !

J'entends de pauvres femmes en deuil qui, en lisant ces chiffres, vont se récrier : « Nous en avons trop fait encore des enfants, puisque nous les élevions pour l'abattoir ! »

Pauvres femmes, qui ne voient pas que nous avons l'abattoir probablement parce que les Français et les Françaises, depuis 44 ans, — le mal est plus ancien, — ont reculé devant les charges de la paternité et de la maternité !

Ah ! le misérable calcul que nous avions presque tous fait !

Pour laisser une belle dot à notre fille, pour ne pas émietter nos terres entre plusieurs enfants, pour ne pas nous mettre de fil à la patte, pour avoir nos aises, nous avions tous fait ce beau cal cul que moins nous aurions d'enfants, plus nous serions heureux et riches.

Et nous sommes devenus, tout doucement, comme dit, dans un beau livre, mon ami Rossignol, un pays de célibataires et de fils uniques.

Nous aimions bien tous le pays, chacun à notre manière ; mais nous aimions tous encore plus nos aises.

A côté de nous, en Allemagne, c'était une poussée de sève nouvelle qui gonflait les villes et les campagnes : chez nous, les campagnes se transformaient en désert, les villes elles-mêmes végétaient, malgré l'affluence des paysans vers les grands centres. Pourquoi peiner ? pour qui surtout ? Après nous le déluge ! Adieu l'esprit d'entreprise ! A nous le

doux rond-de-cuir, la petite fonction publique sans aléa ; le bon petit placement en rentes sur l'Etat.

Et nous nous étonnions que nos ports et notre outillage industriel fussent la risée de nos concurrents allemands ! Et nous nous scandalisions quand ils parlaient de nous comme d'une nation en décadence !

Nous déclinions : quand il y a deux ans nous avons dû recourir à la loi de trois ans, pour avoir des effectifs de paix comparables avec ceux des Allemands qui, eux, faisaient deux ans, nous ne nous sommes même pas aperçu que nous commencions à payer notre prudence procréatrice.

Nous la payons plus cher aujourd'hui !

C'est par fidélité à la Russie, protectrice des nations slaves en formation dans les Balkans, que nous sommes dans cette guerre atroce : je vous le demande : aurions-nous contracté l'alliance russe, dont nous connaissions les risques, si nous avions eu la forte natalité qui nous aurait permis de regarder l'Allemagne en face ?

Je me demande si l'Allemagne aurait jamais osé déclarer la guerre à une France sans allié, mais qu'elle aurait sentie en pleine vitalité, qu'elle aurait su disposer des ressources d'une population de 67 à 68 millions d'habitants comme elle !

La leçon va-t-elle au moins nous servir ?

Allons-nous nous décider à prendre enfin les mesures législatives qui combattront la dépopulation ? Allons-nous nous décider à comprendre que le père de famille qui élève 4 ou 5 enfants, qui, à l'heure de l'épreuve suprême, donne 4 ou 5 fils à la patrie en danger doit compter plus que le célibataire qui se dérobe par égoïsme aux charges de la

paternité ? Allons-nous nous décider à écraser d'impôts les célibataires et les ménages sans enfants et à dégrever, à favoriser, les nombreuses familles? Pour commencer, allons-nous avoir l'impudeur de donner la même pension à la veuve du soldat tué à l'ennemi, si elle a quatre enfants ou si elle n'en a qu'un seul, ou pas du tout? Et comme ici, comme pour la lutte contre l'alcoolisme, les demi-mesures n'enrayeront pas le mal, allons-nous nous décider à donner le vote plural au père de famille et à exiger des élus de la nation et de ses fonctionnaires, qu'ils aient fondé une famille ou adopté des orphelins ?

Pas la peine de faire tuer 500.000 hommes en ce moment, pour sauver la France, si nous ne sommes pas résolus, en enrayant l'alcoolisme et la dépopulation, à empêcher notre race de s'éteindre avant un siècle !

---

28 avril 1915.

L'offensive allemande.

La grande offensive allemande qu'on attendait pour le printemps est commencée : elle se produit du côté de l'Yser, comme il y a six mois. C'est toujours Dunkerque et Calais qui hantent la pensée de l'état-major allemand. C'est au Pas-de-Calais que l'Angleterre les étrangle. C'est par là qu'ils étouffent. Dans une dernière convulsion, dans un suprême effort, ils s'efforcent d'atteindre le détroit d'où ils pourraient, par leurs sous-marins, entraver sérieusement le commerce britannique.

Par leur attaque foudroyante et asphyxiante, ils ont crevé nos premières lignes au nord d'Ypres, mais des renforts sont accourus en toute hâte et un barrage solide, infranchissable, semble établi aujourd'hui.

C'est une grande chance pour nous que le besoin où ils se trouvent de violenter la fortune pour tâcher, par une victoire, d'intimider les neutres hésitants, ait condamné les Allemands à prendre l'offensive.

Avec les armes terribles dont on dispose aujourd'hui, l'offensive contre un adversaire qu'on ne peut tourner et qu'on est obligé d'aborder de front — comme c'est le cas ici — a toujours échoué depuis le début de la guerre.

Un homme abrité dans sa tranchée en vaut dix, s'il ne perd pas la tête. Puisque l'offensive est infiniment plus coûteuse que la défensive, réjouissons-nous que ce soit l'ennemi qui y soit condamné par sa situation d'assiégé soumis à un rigoureux blocus.

En voyant cette nouvelle ruée de nos ennemis, que nos « poilus » surtout ne se laissent pas aller à un mouvement de lassitude et de découragement ! C'est sur une heure de défaillance de leur part que spécule depuis plusieurs mois l'état-major allemand.

Nous avons, en Allemagne, la réputation d'être brillants dans l'offensive, prompts à l'enthousiasme, mais nous passons pour n'avoir point l'endurance des soldats anglais, ni leur obstination entêtée.

Le seul espoir de l'état-major allemand c'est que neuf mois de guerre et sept mois de tranchée ont

usé notre moral et que chez nos fantassins le ressort est brisé.

Il faut, certes, un courage surhumain pour supporter ce que nos fantassins surtout endurent depuis neuf mois, pour vivre au milieu des cadavres, pour résister, sans avoir le système nerveux détraqué, aux scènes d'horreur et de carnage dont ils sont les témoins les victimes ou les acteurs.

Si quelques-uns des nôtres avaient quelques heures de découragement et de défaillance, qu'ils se rappellent, pour se donner du cœur, les heures inoubliables d'août dernier, quand la nation tout entière, riches et pauvres, s'est dressée comme un seul homme dans un sublime élan d'enthousiasme et de vaillance, pour courir à la défense des frontières !

Qu'ils se rappellent bien que cette guerre, nous ne l'avons pas voulue, que nous avons tout fait pour empêcher cette monstrueuse imbécillité, non seulement, nous, socialistes, mais le ministère Viviani, qui était au pouvoir le jour où l'Allemagne, après une préparation militaire minutieuse qui trahit la préméditation, a déchaîné la catastrophe !

Qu'ils se souviennent que nous ne pouvons plus être vaincus, nous les vaincus de 70, sous peine de devenir un objet de dérision et de compassion pour le monde entier, et que la victoire finale nous est nécessaire pour vivre, respirer et avoir le droit de marcher la tête haute, non pas n'importe quelle victoire, par exemple une victoire remportée par les troupes russes, mais une victoire remportée par nous, comme fut celle de la Marne !

Qu'ils se souviennent de la Belgique traîtreusement violentée, subissant par point d'honneur un

martyre qu'elle pouvait éviter ; des abominations perpétrées en Belgique et en France par un ennemi qui, s'il triomphait, ferait marcher l'Europe à coups de bottes dans les reins !

Qu'ils se disent bien qu'une défaillance à l'heure actuelle rendrait inutiles tous les efforts qu'ils viennent de faire depuis dix mois, et le sacrifice des centaines de milliers des leurs qui sont morts en leur confiant le soin de les venger ; qu'au contraire, s'ils écrasent cette nouvelle offensive allemande, c'est cette fois le commencement de la fin, car les neutres sont prêts à se déclancher et à donner à l'Allemagne le coup de massue final !

Au moment où se produit la dernière offensive allemande, et où les plus optimistes se reprennent à vivre des heures d'angoisse, quel réconfort de lire ce matin cette courte phrase du correspondant du *Daily Chronicle :* « Malgré le caractère terrible de la lutte, durant ces dernières vingt-quatre heures, les troupes de renfort françaises montrent un élan irrésistible ; elles avancent au chant de la *Marseillaise !* »

---

29 avril 1915.

Bombes asphyxiantes.

Il y a quelque chose de comique dans l'indignation qui a éclaté à la nouvelle que les Allemands ont employé des fumées asphyxiantes et suffocantes, à base de chlore ou de bromure, et des bombes dégageant les mêmes émanations.

En quoi l'emploi de ces fumées est-il plus contraire à l'honneur, à la morale, ou à l'humanité que l'emploi des autres engins diaboliques qu'a inventés le génie malfaisant des hommes ?

Il est permis de lancer à 20 kilomètres des centaines de kilos de fonte ou d'acier, qui vous mettent en bouillie tout ce qu'ils rencontrent, y compris les non-belligérants.

Il est permis et recommandé de vous lancer à 3 kilomètres des obus comme ceux de nos 75, qui rasent tout ce qui se trouve dans leur zone d'éclatement, qui vous déchiquètent les corps, qui vous éventrent, qui vous décapitent, qui vous mutilent, et dont la déflagration est telle que même sans être touché par un éclat d'obus on peut trépasser instantanément.

Il est louable de venir perfidement, traîtreusement, sous l'eau, jusqu'à portée des plus gros navires, et de les couler avant qu'ils aient eu le temps d'esquisser un geste de défense, comme notre pauvre croiseur le *Léon-Gambetta*.

Du haut des airs, on a le droit de laisser tomber sur les crânes de ses adversaires des fléchettes d'acier qui vous les clouent au sol.

On a beau se battre les flancs, on ne voit vraiment pas pourquoi on aurait à se gêner pour aveugler l'ennemi et l'enfumer, par des gaz délétères.

Les bons messieurs qui avaient, dans les Conférences de la Haye, essayé de codifier les règles de la guerre moderne étaient bien honnêtes, et pavés d'excellentes intentions. Vouloir humaniser la guerre, c'est-à-dire le plus grand attentat contre l'humanité, vouloir civiliser ce qui est le contraire

de la civilisation ? Pourquoi pas apprivoiser des tigres ?

Quand la police a imaginé d'enfumer, à l'avenir, tous ceux qui essaieraient de recommencer, barricadés dans une maison, le coup de Bonnot, la conscience humaine s'est-elle révoltée ?

Pourquoi aurait-on plus de scrupules pour faire déménager, avec un peu de fumée, des gens qui vous fusillent et vous mitraillent à l'abri dans leurs tranchées ?

En fait, les bombes asphyxiantes ont l'air d'être infiniment moins dangereuses que les obus à mitraille : sauf l'effet de surprise qu'elles ont produit sur nos troupes, elles ne semblent pas avoir fait beaucoup de victimes, et il sera sans doute plus facile de se garantir contre ces fumées que contre la mitraille.

Il y a un grain d'hypocrisie dans la vertueuse indignation qu'on affiche contre l'emploi de ces fumées délétères : en août, quand les Allemands marchaient sur Paris, quand les nouvelles les plus folles faisaient la traînée de poudre, vous souvenez-vous des histoires abracadabrantes qui circulaient sur la poudre Turpin ? On se contait avec émerveillement les ravages que faisaient les obus asphyxiants du célèbre inventeur. « Oui, monsieur, 70.000 Allemands ont été asphyxiés ; des régiments entiers ont été asphyxiés sur place ! » Contre des gens qui viennent vous envahir, quel châtiment serait trop terrible ? Je m'en souviens : personne ne protestait, alors. Ce n'était qu'un gigantesque et sinistre canard ; mais quand on croyait aux merveilles de la poudre asphyxiante Turpin, Turpin était le sauveur. Pourquoi pousser

la bégueulerie ou la tartuferie aujourd'hui jusqu'à trouver mauvais que les Allemands aient sorti une pauvre fumée qui semble bien n'être que de la saint Jean à côté de la turpinite que nous appelions à notre secours, dans une heure de détresse.

A mes yeux, la turpinite n'a qu'un défaut : c'est de n'avoir jamais existé que dans les imaginations affolées et détraquées par l'invasion foudroyante du mois d'août.

Au lieu de reprocher aux Allemands l'emploi de fumées suffocantes, nous devrions nous reprocher à nous-mêmes de nous être laissés, une fois de plus, devancer dans cette guerre par le génie inventif et organisateur de nos ennemis.

Pour les fumées asphyxiantes, c'est comme pour le reste : ce sont eux qui font preuve d'initiative, tandis que nous continuons, nous, les alliés, à nous traîner dans toutes les routines.

Ce sont eux qui ont imaginé l'emploi de l'artillerie lourde en campagne : il a fallu que nous les voyions à l'œuvre pour les imiter, alors que nous avions pas mal de gros canons dans nos arsenaux.

Ce sont eux qui ont eu l'idée de se servir des avions pour le réglage du tir à longue distance : nous n'aurions pas trouvé cela tout seuls.

Il a fallu que nous voyions leurs tranchées pour nous décider à en faire à notre tour, et encore, leurs tranchées, avec de larges boyaux, et les vastes salles souterraines de l'arrière, sont-elles autrement plus confortables et plus intelligemment desservies et organisées que les nôtres.

Pour les autos-mitrailleuses, pour les autos-canons, pour les lance-bombes, pour les torpilles aériennes nous n'avons été que des suiveurs.

Pour les fumées suffocantes, il a fallu que les Allemands nous en montrent l'emploi intelligent, pour que nous y songions à notre tour.

Nous ferions vraiment mieux de parler un peu moins de nos qualités d'initiative ou d'improvisation et de nos facultés créatrices, et de les montrer un peu plus, dans la paix comme dans la guerre.

Allons-y donc pour les bombes asphyxiantes !

Après tout, plus cette guerre sera atroce, plus elle se fera salement, plus il y aura de chance pour qu'elle soit la dernière et pour que l'humanité, prise de dégoût après celle-ci, fasse : « Pouah ! »

---

30 avril 1915.

Le « Léon-Gambetta ».

Après le *Bouvet*, le *Léon-Gambetta*.

Les catastrophes maritimes ont toujours quelque chose de si grandiose, qu'elles nous secouent les nerfs et nous font frissonner d'horreur plus encore que les carnages de la guerre de tranchées.

Ils voguaient à petite vitesse, dans la nuit noire ; les hommes de quart seuls étaient à leur poste. Depuis neuf mois qu'ils croisent dans ces parages, visitant les navires de commerce qui passent, inspectant l'horizon pour voir si l'escadre autrichienne enfin ne va pas se décider à sortir, les marins du *Gambetta* vivent d'une vie monotone, sans gloire. Ils espèrent qu'un jour viendra où ils

auront à se mesurer avec d'autres grands navires ennemis, et ils se promettent de montrer ce que sont les marins de Provence et de Bretagne. En attendant, ils dorment, insouciants du danger, sachant bien que la mer peut d'un moment à l'autre devenir leur linceul, si un sous-marin, sournoisement, venait labourer le flanc de leur beau navire cuirassé. On veille ; mais qui, dans la nuit, peut être sûr d'apercevoir à temps le périscope d'un sous-marin ennemi ?

On n'entend que le ronronnement des puissantes machines, la puissante respiration de l'énorme monstre d'acier.

Il y a dix mois qu'on est dans les mêmes parages ; il n'est jamais rien arrivé : pourquoi arriverait-il quelque chose ? Et on s'endort en son hamac, tranquille, en rêvant à la femme et aux enfants qu'on a laissés là-bas, loin, bien loin, et à ceux qui se battent dans les tranchées.

Un choc formidable. Le monstre d'acier a cessé de haleter. La lumière électrique s'est éteinte. Dans la nuit noire, on sent le navire qui s'enfonce. Les yeux essaient de voir, de percer les ténèbres et de découvrir d'où est venu le coup. L'amiral et son état-major sont sur la passerelle ; le sous-marin invisible lance une deuxième torpille sur la pauvre carcasse qui s'engloutit pendant que l'état-major, sur la passerelle, pousse un dernier cri de : « Vive la France ! »

Le drame a duré à peine quelques minutes...

Au lieu de s'incliner simplement devant ces morts glorieux, je sais des gens, qui sans doute n'ont jamais vu ni un cuirassé, ni un sous-marin, prendre des airs presque scandalisés parce que

notre marine éprouve des pertes cruelles sans en infliger aucune sérieuse à l'ennemi.

Pour un peu on traiterait Augagneur d'incapable et Boué de Lapeyrère de vieille ganache.

Je ne sais plus où j'ai lu, à propos de la perte du *Gambetta*, cette phrase aigre-douce : « La défensive est le moyen de perdre sans avoir chance de gagner ».

Hé, bonnes gens, je voudrais bien vous y voir !

L'offensive contre qui, contre quoi ?

Contre la flotte autrichienne ? Elle se cache, elle est blottie dans un trou, où l'on n'a accès que par un dédale de canaux étroits entre les îles de la côte Dalmate. Si l'on veut perdre autant de cuirassés que nous en possédons, sans l'ombre d'un résultat, on n'a qu'à aller dans cette souricière ?

Contre Pola, le Toulon autrichien ? Mêmes difficultés, même impossibilité.

Contre Trieste, le port de commerce ? Bombarder cette ville italienne ? nous aliéner l'Italie ? avec la quasi-certitude, quand on sera dans le cul de sac de l'Adriatique, de recevoir des torpilles, une belle nuit, de quelque invisible sous-marin ?

On n'a pas l'air de se douter que les sous-marins ont complètement renouvelé la guerre navale et que l'amirauté autrichienne ou allemande donnerait gros pour que la flotte anglaise de la mer du Nord ou la flotte française de l'Adriatique viennent se mettre ainsi bêtement dans la gueule du loup.

La flotte anglaise et la flotte française ont mieux à faire.

Leur rôle c'est de bloquer à distance les flottes ennemies, de les rendre inutiles, et d'affamer l'Allemagne et l'Autriche, pendant que nos navires de commerce à nous circulent tranquillement sur toutes les mers et nous ravitaillent de tout ce qui nous manque.

Ça paraît moins glorieux aux badauds, c'est moins brillant, moins pétaradant qu'une belle bataille navale à grand fracas, à grand flafla, à grand orchestre. Seulement, ça vaut une grande victoire navale comme résultat, et c'est moins coûteux en vies humaines et en matériel : assurer un pareil blocus en perdant en tout un sous-marin, un contre-torpilleur et un croiseur en neuf mois vraiment, si cher que ce soit, ce n'est pas trop payé !

Qu'ils dorment tranquilles, les marins du *Gambetta* : d'avance ils ont fait payer cher leur mort aux Autrichiens en les affamant pendant neuf mois, en les empêchant eux et les Allemands de recevoir, par la Méditerranée, une seule cargaison de munitions de guerre du dehors !

Des mains amies ont recueilli leurs glorieuses dépouilles, après avoir sauvé une centaine de survivants. Des fleurs couvraient leurs cercueils. Les femmes italiennes des villages de la côte d'Otrante suivaient en pleurant les corps des héros. Elles songeaient à celles qui, là-bas, sur les côtes provençales ou bretonnes, prendront demain les vêtements de deuil. Elles songeaient que leurs gars aussi à elles sont marins, et que les navires italiens ont reçu, il y a huit jours déjà, le grand pavois de guerre.

Le sous-marin autrichien qui croisait le long

de la côte a vu de loin un spectacle qui ne lui annonce rien de bon.

Sur la tombe des marins du *Léon-Gambetta*, il a vu la France et l'Italie qui s'embrassaient en sanglotant !

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

Le dernier exploit de leurs sous-marins 5
La guerre pour la paix. 8
La Torpille polonaise 12
La condamnation de Bourtzeff 15
Encore l'épine bulgare ! 19
Les prières de Notre Saint-Père 22
La fête du « 75 ». 25
L'Absent. 30
Ricciotti Garibaldi 33
Avant le congrès socialiste de Londres 36
L'Internationale et les problèmes nationaux . . . 39
L'Internationale et la Nation juive 43
Les socialistes alliés et le Tsar 47
Pour les hervéistes italiens 51
A quand de nouvelles armées ? 54
L'Encyclique de Londres 57
Après l'Encyclique 60
La deuxième Internationale est morte 64
Les Etats-Unis et l'Allemagne 67
La rentrée du Parlement italien 71
Mort à l'alcoolisme ! 74
Les Dardanelles 78
Au-dessus des haines nationales 81
En toute cordialité 85
La rive gauche du Rhin 88

La République allemande 92
Les clés de la maison 96
Réflexions d'un simple pékin 100
L'émotion dans les Balkans 104
Discussion nécessaire 108
La première condition 111
La Souveraineté des Peuples 116
La plaie austro-hongroise 120
L'Alsace-Lorraine 124
A mon neurasthénique 129
La Grèce 133
Ohé ! les Bulgares ! 137
Le quatrième front 139
La plaie polonaise 143
La Pologne recousue 147
La leçon de Champagne 152
La plaie turque 156
Le partage de la Turquie 160
A qui Constantinople ? 164
L'heure de l'Italie 169
Caillaux 172
Au-dessus des haines nationales 176
L'anniversaire de la Commune 179
Le « Bouvet » 183
Les Zeppelins sur Paris 186
Pendant le « Garde à vous » ! 189
Przemysl 192
Les Parisiens et les Zeppelins 195
L'affaire Desclaux 198
A la gloire des Serbes 201
Sous le bâillon 205
Au Conseil de Revision 208
Le dégonflement du Zeppelin 211
Haut et Court ! 214
La Hollande 217
Le Discours de Millerand 220
Les Comitadjis bulgares 225
Les orphelins de la guerre 229

Encore l'épine bulgare 233
La réponse bulgare 238
Réponse à Liebknecht 241
Les Juifs Russes 246
Avant l'intervention italienne 249
Marcel Sembat 253
Si l'Autriche demandait la Paix... 256
La Bulgarie dans la bonne voie 259
L'Italie et l'Adriatique 263
La dernière du Saint-Père. 267
Avant la mobilisation italienne 270
A mon neurasthénique. 274
Lettre aux Italiens 277
Les ouvriers américains et la guerre 281
Lettre à Turati 284
La deuxième à Turati 289
Un dernier mot à Turati 293
Sans humiliation 296
Et la lutte contre l'alcoolisme ? 299
La nation armée 303
A la « Gazette de Francfort » 308
La France qui se meurt 311
L'offensive allemande 315
Bombes asphyxiantes 318
Le « Léon-Gambetta » 322